

**REVUE**  
**DES**  
**DEUX MONDES**

**XLII<sup>e</sup> ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE**

REVUE

DES

DEUX MONDES



TOME CENT DEUXIÈME

PARIS

SEBAST DE LA REVUE DES DEUX MONDES

DEUX MONDES


1875



REVUE  
DES  
DEUX MONDES

---

XLII<sup>e</sup> ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE



C

---

TOME CENT DEUXIÈME

---

60,394

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

---

1872

# LA RÉPUBLIQUE

## LES ANCIENS PARTIS

La République n'est pas un régime qui s'est imposé à la France par une révolution violente, elle est le résultat d'une longue évolution sociale et politique. Elle est le fruit de la lutte incessante entre les différents intérêts qui se disputent le pouvoir. Elle est le fruit de la lutte incessante entre les différents intérêts qui se disputent le pouvoir. Elle est le fruit de la lutte incessante entre les différents intérêts qui se disputent le pouvoir.

Il n'est pas d'homme qui ne soit influencé par les idées qui l'entourent. Les idées sont le reflet de la situation sociale et politique. Elles sont le reflet de la situation sociale et politique. Elles sont le reflet de la situation sociale et politique.

---

# LA RÉPUBLIQUE

ET

## LES ANCIENS PARTIS

---

La tranquillité si précieuse qui règne aujourd'hui en France ne saurait être sérieusement troublée par les diverses manifestations auxquelles les chefs des partis extrêmes ont jugé à propos de se livrer dans ces derniers temps. Au fond, la France est indifférente à leurs ambitions et à leurs querelles, fatiguée de leurs déclamations monotones, et elle veut faire table rase de toutes ses superstitions anciennes ou modernes, pour se consacrer tout entière à la réparation de ses malheurs. Cependant une agitation assez vive règne en ce moment dans le monde politique. On n'avait pas vu depuis longtemps un tel débordement de manifestes, d'injures et de calomnies réciproques. Ce vacarme assourdissant fait un contraste choquant avec l'attitude sage et patiente de la grande majorité du pays. Sans distraire heureusement la foule des pacifiques travaux qui l'absorbent, et sans alarmer gravement l'opinion publique éclairée, les partis ont réussi à provoquer autour d'eux un de ces troubles superficiels qui inquiètent les esprits timides, et qui fournissent des arguments dangereux aux hommes dont c'est le métier d'effrayer le pays.

Il ne faut pas s'étonner de cette ébullition passagère : la cause en est artificielle et s'épuisera vite ; nous assistons en ce moment à la crise suprême et à l'agonie des *anciens partis*. Ils se savent perdus, si la république modérée se fonde, et avant de succomber ils lui livrent une dernière bataille. Jusqu'à ce jour, les anciens partis étaient restés jeunes ; ils avaient conservé tout leur prestige, grâce à une succession de gouvernemens, despotiques ou révolutionnaires,

qui avaient eu la maladresse de leur laisser le beau rôle, soit comme défenseurs de l'ordre, soit comme soldats de la liberté. Depuis dix-huit mois au contraire, les griefs sérieux leur manquent, et les anciens partis ne savent plus à quoi s'employer. L'opinion publique s'éloigne d'eux; leurs rangs s'éclaircissent, leurs vieux cadres se brisent sous l'empire des circonstances nouvelles; s'ils veulent échapper à la destruction, il faut qu'ils se résignent à changer de visage et à rompre avec tout leur passé. Les uns se décident, et font le sacrifice qu'on leur demande; les autres gardent une neutralité expectante et malveillante; la plupart se vengent de leur impuissance en accablant le gouvernement d'invectives. Depuis le parti légitimiste jusqu'au parti radical, tous se sentent plus ou moins dépaysés par les événemens; ils se débattent entre leurs traditions et leurs intérêts, entre leurs passions exclusives et l'esprit de conciliation patriotique dont nos infortunes nationales leur font un devoir dans le moment présent. C'est de ce travail de l'esprit public que dépend aujourd'hui l'avenir de la France; les partis sortiront de cette crise anéantis ou régénérés.

L'épreuve est certainement pénible pour les hommes convaincus qui n'y sont pas préparés, et qui voient s'abîmer dans l'indifférence et l'oubli public les affections, les espérances, les illusions de toute leur vie. Autant que possible, il faut s'abstenir d'insulter à leur douleur et de tourner en ridicule les protestations éplorées qu'ils envoient à tous les échos; il ne faut même pas s'irriter outre mesure de leurs récriminations ou de leurs menaces. Laissons-leur toute liberté de se plaindre, et ne marchandons pas à leur faiblesse cette innocente consolation; mais rendons en même temps pleine justice à la politique du gouvernement, grâce auquel s'accomplit cette transformation salubre. C'est lui qui a frappé de mort les anciens partis en ouvrant la république comme un refuge à toutes les opinions honnêtes, et en les obligeant à se ranger autour de lui sous le drapeau national. La dissolution des anciens partis est le complément naturel de la libération du territoire, la condition indispensable du maintien de la paix publique, le seul moyen d'en finir avec les habitudes révolutionnaires. Après avoir délivré le pays des ennemis du dehors, il faut le délivrer aussi des ennemis du dedans. Le gouvernement y travaille, aidé par le bon sens public; il s'est donné pour tâche, si j'ose ainsi parler, de réorganiser l'opinion publique sur un plan tout nouveau. Il y réussira sans oppression d'aucun genre, par la seule influence du bon exemple, par la seule force de la persuasion, par le seul ascendant du patriotisme.

Dans cette noble et excellente entreprise, la république conservatrice a naturellement pour adversaires les fanatiques de toutes

les écoles. Ceux-ci l'accusent de trahison, ceux-là de modérantisme. Quoique d'opinions fort opposées, ils concourent tous également à ranimer les agitations qui s'apaisent. En ce sens, le fougueux orateur de Grenoble peut se dire l'allié des paladins de l'ancien régime et des organisateurs de pèlerinages. Les uns et les autres font de leur mieux pour entretenir les discordes civiles et pour perpétuer les anciens partis.

## I.

Il serait injuste de nier les services rendus à la cause de la liberté française par les groupes politiques qu'on désigne habituellement sous le nom d'anciens partis. Les anciens partis ont joué dans l'histoire contemporaine un rôle souvent utile et quelquefois glorieux. Ils ont donné, dans des temps difficiles, l'exemple de la fidélité aux principes et de la résistance à l'oppression; ils ont soutenu la conscience nationale au milieu de ses plus grandes défaillances. Ils ont bien mérité du pays tant qu'ils ont mis de côté leurs anciennes querelles et oublié leurs rivalités dans un commun effort contre le despotisme ou contre l'anarchie; mais, si ces rivalités s'éternisent quand elles ne sont plus pour le pays qu'une cause de trouble et de faiblesse, si chacun des anciens partis prétend dominer seul et imposer à la nation ses préjugés ou ses rancunes, les uns et les autres deviennent des ennemis publics, et tous les hommes de bon sens doivent s'écarter d'eux sans hésiter.

Tel est le rôle que ces partis jouent maintenant sans le vouloir. Grâce à nos innombrables révolutions, nous avons quatre ou cinq factions irréconciliables qui mettent leur point d'honneur à ne se rien céder et leur vertu à se haïr les unes les autres; on les a vues, dans le cours d'un siècle, s'élever toutes, l'une après l'autre, sur la scène politique, et s'y succéder régulièrement comme les pièces d'un répertoire de théâtre, sans parvenir jamais à s'y maintenir. Il n'y en a aucune qui n'ait été mise à l'épreuve, aucune qui ne soit jugée et condamnée par l'opinion publique. Néanmoins chacune se croit seule destinée à sauver la France, et ne songe qu'à s'emparer du pouvoir à l'exclusion de toutes les autres. La naïve insolence de leurs prétentions n'a d'égale que la profondeur de leur impuissance. Elles ne répondent à rien de présent et de réel; elles se rattachent à un passé qu'il est impossible de faire revivre, elles nourrissent des passions qui n'ont plus d'objet sérieux, et que tous les bons citoyens doivent s'efforcer d'éteindre. Elles n'offrent donc aucun point d'appui pour l'établissement d'un gouvernement durable; le gouvernement ne peut se maintenir au milieu d'elles que par une inti-



midation brutale, ou bien par ce dangereux tour d'adresse qu'on appelle l'équilibre des partis. La conséquence de cette situation est claire : il faut en finir avec les anciens partis ; il faut déblayer le terrain de tous ces débris inutiles. C'est désormais pour nous une question de vie ou de mort : les anciens partis doivent disparaître, ou la France elle-même périra.

L'empire, dira-t-on, ne tenait pas un autre langage, et ceux qui combattent maintenant les anciens partis figuraient alors parmi leurs défenseurs. — Il faudrait ajouter qu'en ce temps-là les anciens partis étaient opprimés, que d'ailleurs ils avaient eu le bon sens d'oublier leurs divisions pour se ranger tous ensemble sous le drapeau libéral ; ce qui faisait leur mérite, ce n'étaient pas leurs prétentions particulières, c'était la cause commune au service de laquelle ils s'étaient enrôlés. Voilà justement ce qui les rendait odieux à l'empire ; il les aurait voulu divisés, il ne pouvait pas les souffrir unis. Il ne leur défendait pas de se déchirer entre eux, il leur défendait de s'entendre pour protéger les libertés publiques ; il s'efforçait de les mettre aux prises pour les dominer plus facilement. Il ne s'agit donc point à présent d'imiter l'empire ; c'est au contraire par la liberté qu'il faut dissoudre les partis, en essayant de les persuader, et, s'ils refusent de se laisser convertir, en les faisant comparaître devant le pays, pour montrer à tous et l'inanité de leurs entreprises et leur défaut de patriotisme.

Quoi qu'en disent les radicaux ou les réactionnaires de toutes les écoles, ce n'est pas par l'emploi de la force qu'on renouvelle les idées d'une nation, et qu'on affranchit l'opinion publique du joug des vieux partis et des vieilles doctrines. Le despotisme impérial en est la preuve ; l'oppression par laquelle il se flattait de les étouffer n'a servi qu'à les conserver plus longtemps. En éloignant les anciens partis des affaires publiques, l'empire a pour ainsi dire arrêté leur croissance. Relégués dans le silence, condamnés à l'inaction, privés des moyens de se produire et de se rendre utiles, ils n'ont pu ni modifier leurs opinions, ni se faire des concessions mutuelles, ni pénétrer l'esprit de leur époque et s'accommoder à la société nouvelle. Sauf quelques lutteurs courageux qui combattaient assidûment pour nos libertés, la masse des anciens partis est restée silencieuse sous l'empire ; elle lui a obéi machinalement, sans perdre aucun de ses préjugés, aucune de ses illusions ni aucune de ses haines. Lorsqu'au bout de vingt ans, réveillée par les malheurs de la patrie, elle s'est retrouvée libre, il n'y avait rien de changé en elle. Elle reprenait la vie au point même où elle l'avait quittée la veille de l'avènement de l'empire. Ces vingt ans d'expérience étaient restés stériles pour les partis qui se trouvaient ap-

pelés de nouveau à gouverner la France, et l'on ne tarda pas à voir que, suivant un mot célèbre, la plupart de leurs chefs n'avaient rien appris ni rien oublié.

Ce fut là, parmi tant d'autres fautes, une des plus mauvaises actions et un des plus fâcheux résultats du régime impérial. Il avait arrêté les progrès de l'opinion publique et empêché l'éducation politique de la France. Il avait réduit tous les esprits généreux et indépendans à consumer leurs talens et leur patriotisme dans les labeurs monotones d'une opposition permanente et impuissante. Or l'opposition, qui est souvent un devoir, est presque toujours une mauvaise école et pour les hommes d'état et pour les partis. Aussi, quand l'empire disparut de la scène, on s'aperçut que derrière cette décoration de théâtre, qui avait si longtemps fait illusion à la France et au monde, il n'y avait rien qu'un peuple divisé, des factions négatives et intolérantes, des hommes politiques aigris dans la retraite, endurcis par la persécution et impatiens de prendre leur revanche, mais peu capables de gouverner le pays. Tel sortait de son château, où il avait vécu jusqu'alors, attendant le messie de la royauté légitime, et s'efforçant de fermer les yeux au spectacle de l'orgie révolutionnaire. Tel autre sortait du salon où il avait coutume de rassembler une société frondeuse pour s'y dédommager en paroles de la gêne imposée à ses actes, ou du cabinet de travail où il avait dépensé en travaux littéraires son activité depuis trop longtemps inoccupée. Tel autre enfin avait été proscrit par l'empire; il revenait de l'exil ou de quelque prison lointaine avec l'amertume, et l'exaltation qu'engendrent les longues souffrances et les persécutions injustes. Voilà ce qu'étaient devenus les principaux partis appelés à se disputer la succession de l'empire. Rejetés brusquement dans la vie publique après le long ostracisme qui les avait frappés, ils ressemblaient à des prisonniers rendus à la liberté après une captivité longue et rigoureuse. Ils rentraient aux affaires comme des émigrés reviennent de l'exil, avec des illusions accrues par vingt ans de solitude et des prétentions d'autant plus exclusives qu'elles avaient été plus longtemps déçues. Hélas! au lieu d'une revanche à prendre, c'était leur éducation qu'ils avaient à refaire, et elle ne pouvait se refaire qu'aux dépens du pays.

Si l'expérience des deux dernières années n'est point parvenue à corriger les anciens partis, elle a du moins servi à éclairer le pays sur leur compte. Au fond, leurs ambitions et leurs prétentions sont toujours les mêmes; mais leur impuissance est démontrée aux yeux de l'opinion, sinon même à leurs propres yeux. Il en est d'eux comme des bâtons flottans de la fable: ils figuraient assez bien à distance et quand on les considérait dans le passé;



mais il suffit de les voir de près pour leur faire perdre aussitôt tout prestige. Depuis les partisans inflexibles de la royauté traditionnelle jusqu'aux républicains de race pure, qui s'intitulent aujourd'hui les radicaux, il n'y a aucun des anciens partis qui puisse se suffire à lui-même et fonder un gouvernement durable à lui tout seul. Nous recommandons cette réflexion salutaire et à ceux qui s'alarment outre mesure des entreprises des anciens partis, et à ceux qui fondent des espérances exagérées sur le succès de tel ou tel d'entre eux. Que chacun fasse sérieusement son examen de conscience, qu'il se rende un compte exact des opinions et des besoins du pays, et tous deviendront plus modestes; ils resteront convaincus qu'ils sont séparément incapables de sauver la France, qu'ils ont besoin de s'aider les uns les autres, s'ils veulent la gouverner sagement, et qu'au lieu de rêver chacun de son côté la toute-puissance, ils feraient mieux de chercher un terrain commun sur lequel il leur fût possible de vivre.

Le parti légitimiste est celui de tous qui est revenu avec les plus grandes et les plus incurables illusions; ces illusions étaient d'autant plus entières qu'il était devenu plus étranger à la France moderne et qu'il exerçait moins d'action sur le pays. Sa retraite avait été plus longue, son isolement plus profond que celui des autres partis. Son exhumation inattendue aux élections du 8 février 1871 lui fit l'effet d'une véritable résurrection. Rappelés aux affaires comme conservateurs avérés et amis de la paix avec l'étranger, les hommes honnêtes, mais aveugles, qui composent la masse du parti prirent le change sur l'opinion de la France; ils crurent à je ne sais quelle miraculeuse conversion du pays à la doctrine de la royauté légitime, quand au contraire le pays, oubliant leur drapeau, ne voyait que leurs personnes et ne récompensait que leurs vertus. Évidemment le suffrage universel ne leur eût pas témoigné la même confiance, s'il les avait considérés comme des hommes de parti. Néanmoins les légitimistes, exaltés de cet apparent triomphe, rompirent avec leurs vieilles habitudes de résignation chrétienne et de soumission fataliste aux pouvoirs nouveaux. Eux qui s'étaient humanisés en 1848 jusqu'à accepter, que dis-je? jusqu'à acclamer la république, et plus tard, au moins quelques-uns d'entre eux, jusqu'à solliciter des charges de cour dans les antichambres impériales, on les a vus avec surprise reparaitre en bataillons serrés, avec leurs vieilles armures féodales, leur drapeau blanc, leurs anciens cris de guerre, leur foi inébranlable dans l'avenir et leurs doctrines d'un autre temps. Depuis ce jour, l'opinion publique n'a négligé aucune occasion de refroidir leur zèle. Rien ne les décourage; ils paraissent d'autant plus entêtés qu'ils se sentent plus impuissans. Aujourd'hui,

après tant d'échecs et de déboires, quand son chef lui-même s'est décidé à quitter le champ de bataille, la phalange royaliste refuse obstinément de se rendre; elle proclame héroïquement que tôt ou tard elle sauvera la France en lui rendant ses anciens rois. A l'exemple de son chef, elle ne veut pas entendre parler de compromis avec la société moderne; elle n'admet pas de milieu entre la pure tradition monarchique et l'anarchie révolutionnaire. Tout ou rien, c'est sa devise, et elle périra plutôt que de s'incliner devant l'usurpation populaire.

Il faut rendre hommage au courage malheureux : les légitimistes se conduisent en ce moment comme des chevaliers de la Table-Ronde; mais la vérité a également ses droits, et il faut voir les choses comme elles sont, quand on ne veut pas être dupe et qu'on a la généreuse ambition de sauver son pays. Cette tradition séculaire qu'on veut maintenir intacte, ce drapeau sans tache qu'on ne veut pas souiller des couleurs révolutionnaires, sont justement ce qu'il y a de plus impopulaire en France. On n'y tolère les légitimistes qu'à la condition qu'ils ne montrent pas leur drapeau; sitôt qu'on voit poindre en eux les hommes de parti, l'opinion conservatrice elle-même les abandonne. S'ils persistent comme aujourd'hui dans leurs prétentions hautaines, ils deviennent pour le pays un véritable épouvantail, et ils éloignent l'opinion de toutes les causes qu'ils défendent. C'est là un fait, injuste peut-être, mais indiscutable : la France laborieuse, issue de la révolution, éprouve une aversion profonde pour tout ce qui lui rappelle l'ancien régime. Aux yeux du peuple, la légitimité est un fantôme plus redoutable que le jacobinisme; aux yeux de la bourgeoisie, même monarchiste, elle ne serait qu'un pis-aller pour éviter la commune. La dîme, les corvées, les droits féodaux, les privilèges et la tyrannie nobiliaires ont laissé dans l'esprit du peuple des souvenirs profonds, qu'il n'est pas difficile d'évoquer, et qui se présentent d'eux-mêmes à la première apparition du drapeau blanc. Sans partager entièrement ces naïfs préjugés populaires, on ne doit pas méconnaître la portion de vérité qu'ils contiennent. Il y a, au fond de ces contes bleus sur le rétablissement des privilèges du clergé et de la noblesse, un sentiment très juste de l'irréconciliabilité de la vieille tradition monarchique avec le principe nouveau de la souveraineté nationale. Leur réconciliation a été tentée une fois dans les conditions les plus favorables, à un moment où la France, façonnée de nouveau à la monarchie par un dictateur militaire et surmenée par le turbulent génie qui avait prétendu asseoir la révolution sur le trône, succombait à l'épuisement de vingt années de guerre, et ne demandait plus rien qu'un peu de repos. Elle a échoué

cependant à une époque où toute l'influence appartenait aux classes moyennes, et où elles étaient seules à vivre de la vie politique. Comment, après avoir échoué chez les classes moyennes, réussirait-elle mieux devant une démocratie et en présence du suffrage universel?

Il est vrai qu'après 1830, au lendemain d'une révolution faite par la bourgeoisie, le parti légitimiste a essayé d'en appeler de cette bourgeoisie révolutionnaire à la masse du peuple, qu'il aimait à supposer fidèle à ses anciens rois. Ce sont les écrivains légitimistes qui ont inventé le suffrage universel comme un moyen de replacer l'héritier de la vieille monarchie sur le trône de ses pères. Cela leur a mal réussi, comme chacun sait, et ce n'est pas le descendant des Bourbons que la comédie plébiscitaire a remis sur le trône. Le parti de l'ancien régime ne pouvait conserver l'affection des classes populaires qu'à la condition de les tenir en tutelle et de ne jamais permettre qu'elles fussent émancipées par l'acquisition du droit de suffrage. Du moment où ces classes naissaient à l'existence politique, elles ne pouvaient que s'éloigner chaque jour davantage du passé qu'on leur demandait de rétablir. Elles devaient aller d'abord aux idées de la révolution française dans leur incarnation la plus brillante et la plus grossière, sous la forme du césarisme napoléonien; puis, à mesure qu'elles s'affranchiraient de cette superstition nouvelle et qu'elles s'instruiraient dans la pratique de leur pouvoir, elles devaient abandonner l'idole impériale pour s'adresser à son tour à la république. Aussi la légitimité ne compte-t-elle plus beaucoup sur l'appui du suffrage universel; c'est maintenant aux classes bourgeoises et moyennes, ses ennemies d'autrefois, qu'elle voudrait en appeler des classes populaires. Après avoir aidé plus qu'aucun autre parti à introduire ces dernières dans le *pays légal*, elle voudrait maintenant les chasser du temple comme immorales et incapables, et elle compte sur la bourgeoisie conservatrice pour l'aider dans cette entreprise. Cette fois encore elle se trompe : les classes moyennes peuvent regretter le temps où elles étaient seules à représenter le pays; mais elles n'essaieront pas d'y revenir, parce qu'elles savent très bien que certaines révolutions sont irrévocables, et qu'à trop vouloir remonter en arrière on risque toujours de tomber en avant. Toute entreprise contre le suffrage universel mettrait une arme redoutable aux mains des ennemis de l'ordre légal et nous ramènerait un césarisme quelconque issu des excès de la démagogie, sinon même ouvertement appuyé sur elle.

Sur quoi donc la légitimité peut-elle fonder ses espérances? Quelle est la force réelle dont elle dispose aujourd'hui? Elle a, dit-elle, son principe, sur lequel elle s'appuie comme sur un roc iné-

branlable; mais un principe, si respectable qu'il soit, si profonde que soit la conviction de ceux qui le révèrent, un principe tout nu n'est pas une puissance politique. Il ne suffit pas de l'invoquer; il faut avoir les moyens de le faire prévaloir. On ne fonde pas un gouvernement avec une idée seule; on ne bâtit pas des institutions sur une abstraction morale, il faut les appuyer sur la force ou sur l'assentiment de la volonté nationale. Quant à la force, il n'en est pas question, et personne, il faut l'espérer, ne songe à s'en servir pour contraindre l'opinion de la France. C'est donc à la volonté nationale qu'on doit aujourd'hui s'adresser. Le seul moyen de refaire l'ancienne royauté est de se réconcilier avec l'opinion publique, au lieu de la braver maladroitement tous les jours avec une intrépidité qui ressemble à de la folie; c'est de faire de la politique sensée, positive et vraiment nationale, au lieu de se livrer à des divagations mythologiques qui exaspèrent le pays, quand elles ne le font pas rire. C'est trop demander aux légitimistes. Laissons-les donc à leurs illusions; prenons en patience les lamentations et les injures dont ils poursuivent le gouvernement de la république; honorons-les personnellement, mais ne les prenons pas trop au sérieux comme parti. L'acharnement de leurs derniers manifestes vient du sentiment secret qu'ils ont de leur faiblesse. S'ils doivent pousser jusqu'au bout la dernière levée de boucliers qu'ils annoncent, assistons-y sans nous émouvoir. Laissons-les expirer de leur belle mort, et ne nous offusquons pas des gros mots qui peuvent se mêler au chant du cygne.

A côté des paladins de la légitimité, il y a un groupe d'hommes habiles et vraiment politiques qui, tout en poursuivant la restauration de l'ancienne royauté, n'ont pas la prétention de la rétablir à eux tout seuls, ni même de se la réserver pour eux seuls. Ceux-là se tournent vers le parti orléaniste et sollicitent son alliance en lui proposant de faire part à deux. Comme la doctrine orléaniste est celle de la monarchie parlementaire, ils lui promettent de lui rendre son régime préféré, à la condition qu'on reconnaisse le principe de la royauté légitime. Ils se montreraient même assez volontiers coulans sur le principe, pourvu qu'on leur accordât le fait, c'est-à-dire la fusion des deux branches. Ces légitimistes parlementaires affectent d'ailleurs de ne faire passer la royauté qu'en seconde ligne; ce qu'ils demandent aux conservateurs, ce qu'ils les adjurent de faire, c'est de se joindre à eux pour repousser le flot montant de la démocratie. C'est, comme on vient de le voir, avec l'assistance des classes moyennes et des bourgeois de 1830 que le parti détrôné en 1830 espère maintenant refouler la démocratie et terrasser la république.



Ceci est encore une illusion. Le service que la légitimité demande à la bourgeoisie ou à la monarchie de 1830, qui représente les traditions et les intérêts de la bourgeoisie, celle-ci ne peut absolument pas le lui rendre. Sans parler du respect que les chefs du parti d'Orléans doivent eux-mêmes aux traditions de leur famille, ils sont les représentans d'une doctrine libérale et, tranchons le mot, révolutionnaire, qui ne se concilie pas avec celle de la monarchie légitime. Ils sont les enfans de la souveraineté nationale, et ils ne peuvent être infidèles à leur origine. Pour le parti orléaniste, la monarchie ne peut pas devenir une institution divine ; elle n'est qu'un *modus vivendi* toujours subordonné à la volonté de la nation. Ce parti et ses chefs, fussent-ils de race royale, peuvent se rallier sans inconséquence, sans honte, à des institutions républicaines ; mais ils ne peuvent accepter le dogme de la monarchie sans renier tout leur passé. Tout ce que l'honneur, le respect d'eux-mêmes, la fidélité qu'ils doivent à leurs principes, leur permettent de promettre aux diplomates de la royauté légitime, c'est qu'ils conserveront, quoi qu'il arrive, une neutralité loyale, qu'ils se refuseront à jouer le rôle intéressé de prétendans, et qu'ils s'effaceront devant la souveraineté nationale, prêts à subir, à ratifier et à soutenir toutes ses décisions.

Telle est la seule conduite que les orléanistes véritables puissent tenir à l'égard de leurs anciens adversaires, et pourquoi ne pas le dire ? l'intérêt, le soin de leur prestige et de leur influence, ne la leur commande pas moins que le souci de leur dignité et le sentiment de leurs devoirs. L'orléanisme en effet n'est pas seulement, comme on pourrait le croire, à en juger par quelques-uns de ses partisans les plus zélés, un culte affectueux voué à des personnes princières ; c'est quelque chose de plus, c'est avant tout un système politique. L'orléanisme a représenté dans l'histoire de la société française une transaction libérale entre le passé et le présent, un moyen terme entre les formes de l'ancien régime et les idées de la révolution. Il cesserait d'exister, s'il changeait de doctrine et de caractère. Le jour où le parti orléaniste rentrerait dans le giron de la légitimité, le jour où ses derniers soldats iraient grossir modestement les rangs des défenseurs fidèles de l'ancienne royauté, ce jour-là les princes d'Orléans reprendraient peut-être leur rang de cadets dans la famille royale de France et leurs droits à une hérédité tout idéale, mais ils auraient signé aux yeux du pays leur abdication de princes et leur démission de citoyens. Le pays, qui ne les distingue pas assez de la royauté légitime, ne les en distinguerait plus du tout, et pourrait les envelopper dans le même discrédit. Quant à ceux de leurs partisans sérieux, fidèles amans de la mo-

narchie libérale, qui refusent encore d'accéder à la république, ils pourraient les abandonner pour aller chercher ailleurs, dans un gouvernement plus conforme aux goûts du pays, les garanties d'ordre et de liberté qu'ils attendent encore de la monarchie.

S'il était possible aux orléanistes de réunir autour d'eux tous les partisans de l'ancienne royauté, on comprendrait à la rigueur leur hésitation et leur répugnance à accepter le gouvernement actuel avec ses conséquences républicaines; mais, quand il s'agit au contraire d'aller s'enterrer, avec les dévots de l'ancien régime, dans la nécropole légitimiste, on ne conçoit pas bien qu'ils prêtent l'oreille à une tentation si peu séduisante. Puisqu'ils ne peuvent contracter avec la légitimité l'intime union qu'ils désirent, puisqu'il y a entre eux d'insurmontables obstacles, puisqu'ils en ont déjà fait l'épreuve, c'est de l'autre côté qu'ils doivent chercher une alliance. Ils n'ont plus qu'une résolution à prendre, c'est d'accepter, de soutenir et de perfectionner la république. Quant à garder cette attitude boudeuse où ils semblent se complaire, à s'isoler de toutes les opinions, à se venger de leur impuissance en suscitant à tout propos des embarras, c'est un rôle qui ne convient pas à un grand parti; c'est même un mauvais calcul, car on s'amoindrit soi-même en privant le pays de ses services. Une telle conduite n'est pas glorieuse pour des hommes considérables et éclairés; elle n'est ni patriotique, ni habile dans l'état de division où se trouve la France, et dans un temps où la première condition du succès est de savoir prendre un parti. A l'heure où nous sommes, aucun homme politique, à plus forte raison aucun groupe important n'a le droit de se désintéresser des affaires publiques sous prétexte de rester neutre entre les combattans. Cela ne sert qu'à prolonger les incertitudes du pays, à augmenter les difficultés de l'avenir. Le moment est venu où il n'est plus permis à personne d'éviter les solutions et les déclarations franches. C'est le reproche qu'on adresse, non sans raison, à l'orléanisme, et qu'il doit cesser au plus tôt de mériter. Ses indécisions et ses faux-fuyans ne peuvent que lui nuire; même au point de vue de ses intérêts et de son influence possible sur les destinées de la France, il n'a qu'à gagner dans une adhésion loyale à la république.

Passons au parti républicain. Celui-là est de tous les anciens partis incontestablement le plus fort, le seul que les circonstances favorisent, le seul qui n'ait pas besoin de subterfuges, d'agitations et de révolutions pour vaincre, ayant pour alliés ces deux invincibles puissances qu'on appelle le temps et la force des choses. Le parti républicain a fait de grands progrès depuis quelques années; tout a concouru à le pousser en avant, et, s'il a passé récemment

par quelques épreuves, ce n'est pas à ses adversaires qu'il le doit, c'est à ses propres fautes ou à celles de ses amis. D'abord la forme républicaine est la seule qui puisse durer dans une société démocratique, et, comme « tous les chemins mènent à Rome, » tous les progrès d'une société pareille mènent nécessairement à la république. Ensuite l'empire, en déconsidérant la monarchie, a beaucoup contribué à propager les idées républicaines. Enfin le suffrage universel, que l'empire a enraciné dans nos mœurs tout en l'intimidant et en le corrompant pour son compte, a un penchant naturel pour les idées simples et claires. Les beautés scientifiques des gouvernements pondérés et compliqués, qui font vivre en bonne harmonie des pouvoirs et des principes opposés, ne touchent pas l'esprit du peuple. Il préfère le césarisme ou la république : entre les deux, il ne connaît pas de milieu. Du moment où le suffrage universel renonce à se donner un maître absolu et héréditaire, la seule idée qui le frappe est celle d'un gouvernement électif. Ajoutons à cela que la république est à l'heure présente le seul gouvernement matériellement possible, le seul qui puisse se flatter d'accorder les partis, et que d'ailleurs elle s'impose, au moins comme provisoire, à ceux même qui la détestent le plus. Le parti républicain trouve donc aujourd'hui en France sa cause à moitié gagnée. La fortune lui vient en dormant : il n'a qu'à se laisser porter par le vent qui gonfle ses voiles ; son succès est certain, s'il ne le compromet pas lui-même. Cependant il peut gêner tout cela, et il le gênera certainement, s'il reste livré à ses seules inspirations, s'il ne trouve pas dans l'alliance des opinions conservatrices un frein en même temps qu'un appui.

Pas plus que les autres partis, l'ancien parti républicain ne peut nous sauver à lui tout seul ; pas plus que les autres, il ne peut trouver en lui-même assez de puissance pour fonder un gouvernement durable, assez de sagesse pour inspirer confiance au pays, assez d'autorité pour obtenir de ses anciens adversaires l'union, l'unanimité nécessaire à la fondation de nos institutions définitives. Ce qui fait aujourd'hui sa principale force, non pas sa force numérique, mais sa force morale, c'est l'adhésion résolue et réfléchie des hommes qu'il appelle les républicains du lendemain, et qui s'intitulent eux-mêmes les républicains de raison. C'est grâce à ces recrues nouvelles et à leur sage influence que l'ancien parti républicain se modifie, se tempère, apprend à rassurer les conservateurs, à réprimer les violences inutiles, et qu'il renonce à la politique déclamatoire et sentimentale pour devenir un vrai parti de gouvernement. Si au contraire il abusait de son succès pour violenter la fortune, et qu'il redevint exclusif, intolérant, turbulent comme par le passé,



il ne tarderait pas à en être puni. Le pays en aurait peur, et de dégoût se rejetterait, par-delà la royauté constitutionnelle, jusque dans les bras du despotisme impérial.

Bien des gens voient dans la turbulence naturelle au parti républicain le signe d'une scélératesse profonde et d'une haine féroce contre la société. C'est plutôt une infirmité passagère, une mauvaise habitude empruntée aux circonstances, et que les circonstances devront corriger. Les mauvais penchans du parti républicain tiennent à son passé, à ses précédens, à son inexpérience, à sa mauvaise éducation politique. Sous toutes les monarchies que nous avons eues, ce parti a toujours été plus ou moins en guerre avec la loi, partant toujours maltraité, toujours proscrit. Il a contracté l'habitude des revendications violentes, et s'est accoutumé à regarder l'acquisition du pouvoir comme une revanche passagère dont il faut jouir à la hâte en attendant les revers. Ayant presque toujours appartenu à l'opposition, il s'est exercé à exciter les passions au lieu de les apaiser. Enfin il a pris les défauts révolutionnaires : une excessive confiance dans les mots et dans les formules, un penchant généreux, mais naïf, à croire qu'il suffit de vouloir les choses et de les proclamer pour qu'elles soient faites, un esprit exclusif et jaloux, une disposition soupçonneuse, fruit des longues persécutions qu'il a souffertes, un grand dédain des traditions et des formes légales, une certaine ignorance des conditions réelles du gouvernement, surtout une tendance orgueilleuse à tout réformer, à tout condamner, à ne voir dans nos sociétés, telles qu'elles sont faites, qu'un amas d'iniquités à détruire. En un mot, pourquoi ne pas le dire ? les travers du parti républicain ont plus d'une analogie secrète avec ceux du parti légitimiste. Tous les deux sont exclusifs, fanatiques, un peu sectaires ; tous les deux sont un peu les esclaves d'une mauvaise tradition démodée qu'ils devraient rejeter bien loin dans le passé auquel ils l'empruntent. De même que les légitimistes se rattachent aux souvenirs de l'ancien régime bien plus qu'à l'entreprise avortée de la restauration, les républicains, ne pouvant s'appuyer sur l'épreuve éphémère de 1848, remontent jusqu'à la convention pour y prendre leurs modèles. C'est là, dans les exemples d'un temps, Dieu merci, bien différent du nôtre, qu'ils s'obstinent à trouver des leçons pour leurs hommes d'état. C'est dans les sentimens faussement dramatiques, dans les passions démesurées de cette époque à la fois admirable et infâme, dans ce mélange d'héroïsme et de crime qui étonne et confond le jugement de l'histoire, que beaucoup de nos républicains s'amuse encore à chercher leur idéal politique : anachronisme absurde, qui alarme justement le pays et qui compromet à ses yeux la république. La

politique, il ne faut pas l'oublier, n'a rien de commun avec l'archéologie. Le jacobinisme et la terreur, dont on évoque si imprudemment l'image, sont des choses du passé, comme l'ancien régime; ils ne sont pas moins odieux que l'ancien régime lui-même à l'immense majorité du pays. S'il est des hommes que ces exemples séduisent, en dehors des lettrés et des historiens qui les vantent, c'est surtout, il faut bien le dire, par les côtés bas de la nature humaine, par les appétits, par les convoitises, par les féroces passions qu'ils encouragent, et qui ont été dans tous les temps les pires ennemis de la liberté.

C'est là ce que, dans le langage du jour, on appelle la *queue* de la république, et ce qui éloigne d'elle tant de bons citoyens disposés d'ailleurs à la soutenir. Les patriotiques, mais inutiles fureurs du dictateur de la défense nationale, les atrocités et les impiétés de la commune, ont augmenté encore cette défiance, qu'il fallait s'efforcer de calmer. Le parti républicain, ayant toujours été un parti révolutionnaire, traîne forcément derrière lui une arrière-garde suspecte. Il faut qu'il s'en dégage à tout prix, et il ne pourra s'en dégager qu'en cherchant un appui dans les opinions modérées. S'il veut fonder une république régulière et légale, il ne faut pas qu'il reste un parti fermé, tel qu'il est sorti des mains de l'empire; il faut qu'il donne lui-même aux autres partis récalcitrans l'exemple de l'oubli et de l'abdication du passé; il faut enfin qu'au lieu de s'appeler *radicale*, en faisant sonner bien haut cette vaine épithète, la république se contente d'un titre plus modeste, plus conforme à sa mission réparatrice et aux besoins présents de la France, — que, sans renoncer à aucune des réformes pressantes que le pays attend d'elle, elle ne perde pas de vue que son premier devoir est d'offrir un point de ralliement à tous les honnêtes gens fatigués de nos divisions, désireux d'y mettre un terme et résolus à ne plus consulter désormais que l'intérêt national.

Dans cette énumération des anciens partis, de leurs forces et de leurs chances, nous avons négligé le bonapartisme, parce qu'à proprement parler le bonapartisme, pas plus que la commune, ne saurait être appelé un parti. Ces deux frères jumeaux de la démagogie sont justement l'ennemi contre lequel la république modérée doit rallier toutes les forces de la France. On ne peut voir en eux que des pirates qui guettent l'occasion de fondre sur elle et d'achever sa ruine. Les uns osent se dire les défenseurs de l'ordre, les autres les champions de la liberté; au fond, ce sont les mêmes convoitises qui les animent. Les bonapartistes se sont chargés de nous donner leur mesure le jour où un de leurs journaux, publié en exil, déclarait aux soldats de la commune qu'il était avec « l'héroïque

population de Paris contre les égorgeurs de Versailles; » ils nous la donnent encore trop souvent lorsque leurs chroniqueurs salariés dénoncent à l'étranger les armemens de la France. Le jour où notre malheureuse patrie serait obligée de se jeter dans les bras de l'empire pour échapper à la commune, ou ne pourrait se délivrer de l'empire qu'en tombant dans la commune, c'en serait fait d'elle pour toujours. En ce moment, ces deux grands fléaux de la société française sont également vaincus; nous ne redeviendrons leur proie que si nous le méritons.

## II.

Qui donc pourra imposer silence à nos divisions? Qui pourra réunir sur un terrain commun tous les hommes « de paix et de bonne volonté, » comme dit l'Écriture? Nous venons de le voir, ce ne sera ni la légitimité, ni l'orléanisme, ni la république radicale. Quant à la démagogie sous toutes ses formes, c'est justement le fléau qu'il s'agit d'éviter. Il faudra donc que ce soit un parti nouveau; mais lequel encore? Le pays est contraire à toute apparence de restauration monarchique et contraire à toute apparence de désordre; il est profondément conservateur, et il penche visiblement vers la république. Il n'y a donc plus qu'un gouvernement possible, celui de la république conservatrice. Voilà le nouveau parti qu'il s'agit de fonder et qui peut seul nous mettre d'accord.

C'est ici que les anciens partis se récrient; ils affectent de ne pas nous comprendre. Qu'est-ce donc, disent-ils, que cette république conservatrice, sinon une alliance de mots contradictoires et une misérable équivoque? Si ce n'est une « ruse de guerre, » c'est une « duperie » et une *bêtise*. C'est le cheval de Troie par où le parti conservateur introduira l'ennemi dans nos murs. Quand l'épithète aura servi de passeport au substantif, on la mettra de côté, et l'on ne trouvera au fond de la république conservatrice que la république radicale. En quoi d'ailleurs cette nouvelle forme de gouvernement consiste-t-elle, en quoi diffère-t-elle de toute autre république? Les radicaux la traitent eux-mêmes comme un masque de circonstance qu'ils vont arracher bientôt de leur visage, et dont ils ont hâte de se délivrer. Les parlementaires ajoutent que c'est une mystification sciemment combinée pour servir la politique personnelle de M. Thiers et faire accepter à la France le pouvoir d'un seul homme.

Eh bien! malgré ces agréables railleries, la république conservatrice fait son chemin, et ces deux mots si simples contiennent tout l'avenir de la France. Le pays, qui n'est point subtil, n'a pas

de peine à les comprendre, et il le prouve en accordant sa confiance à la politique du gouvernement. La république conservatrice est la mort des anciens partis : il n'est pas étonnant que les anciens partis la méconnaissent. Elle n'est autre chose au fond qu'un terrain commun ouvert à toutes les opinions légales, une reconstitution de l'opinion publique sur des bases meilleures et plus solides. Ce n'est pas une forme de gouvernement, ni un système d'institutions d'un nouveau genre; c'est quelque chose de plus, c'est un renouvellement complet des mœurs et des idées politiques de la France. Les constitutions ont leur utilité; mais les mœurs publiques d'un pays sont une chose bien plus importante que les systèmes politiques. Ce sont donc les mœurs qu'il faut réformer tout d'abord en faisant prévaloir un gouvernement sensé, calme, impartial, qui remette, pour employer une expression familière, les anciens partis à leur place, qui les dégoûte de la violence en la rendant inutile, et qui leur enseigne par son exemple la puissance d'une politique modérée.

Faut-il une définition plus claire? La république conservatrice n'est autre chose que la trêve actuelle transformée en paix définitive. Bien loin d'y trouver la violation des promesses faites par le pouvoir aux chefs des anciens partis, on ne doit y voir que la conséquence naturelle de leurs sacrifices réciproques et de leur besoin d'union. En leur faisant accepter une suspension d'armes, le gouvernement préparait par là même leur pacification future. La fameuse trêve de Bordeaux n'aurait été qu'un leurre pour le pays, si elle ne devait être qu'un entr'acte entre deux périodes d'anarchie et de guerre civile. Tous les efforts d'un gouvernement honnête devaient tendre à écarter cet avenir funeste et à tirer d'un accord passager une paix permanente et définitive. Il n'y a eu là ni déloyauté ni subterfuge; il n'y a eu que la force des choses, l'intelligence des besoins du pays et l'accomplissement d'un devoir national. Ceux qui gémissent aujourd'hui du succès de la république conservatrice sont des hommes qui regrettent secrètement les discordes civiles; ceux qui lui font la guerre, à quelque opinion qu'ils appartiennent, soit au nom du radicalisme, soit au nom de la royauté ou de l'empire, font la guerre à la patrie elle-même et répondent sans le savoir la seule planche de salut qui nous reste.

On a fait reproche à M. Thiers de ce qu'à Bordeaux, quand il fut investi du pouvoir par l'assemblée nationale, il ne se prononçait pas encore clairement entre la république et la monarchie. On aurait voulu qu'il arborât le drapeau d'un parti; ç'aurait été plus loyal, dit-on. On aurait su par là à qui l'on avait affaire, et l'on aurait pu dès lors traiter le gouvernement en ami ou en ennemi. Oui, ç'aurait été plus loyal à l'égard des partis; mais était-ce plus



loyal à l'égard de la France? Il s'agissait bien alors, pour un gouvernement patriote, de faire les affaires des républicains ou des royalistes! L'homme à qui la confiance nationale imposait la glorieuse et lourde tâche de sauver le pays avait bien à se préoccuper de ses devoirs envers telle ou telle coterie politique ou parlementaire! Il devait avant tout faire accepter la trêve; pour cela, il ne devait devenir l'instrument d'aucun parti, pas plus du parti républicain que d'aucun parti monarchique. La république, quoique indispensable, ne devait pas être celle des républicains tout seuls, celle d'une faction suspecte; elle devait être celle de tout le monde. C'est ce que M. Thiers exprimait alors par cette formule célèbre dont on a tant abusé depuis : « la république sans les républicains, » c'est-à-dire, non pas, comme on a paru le croire, une république hostile aux républicains, les proscrivant, leur faisant la guerre et les chassant de son sein, mais bien une république dégagée des passions et des illusions républicaines, affranchie du joug de la tradition révolutionnaire. Voilà quelle république il fallait pour le salut de la France, et c'est encore celle qu'il nous faut aujourd'hui.

Ou bien la trêve de Bordeaux devait être rompue dès l'origine, ou bien elle devait finir par s'imposer d'elle-même à tous, comme la meilleure solution définitive à nos longues perplexités. Une fois les partis domptés, les discussions calmées, la paix publique assurée par le régime actuel, quel homme de bon sens pouvait refuser de consolider ce régime pour courir les hasards d'une révolution nouvelle? Comme dit le proverbe, le mieux est l'ennemi du bien. Les conservateurs, qui passent pour des hommes sages, devaient donc tout les premiers se rallier à la république de M. Thiers. Le concours des républicains était plus douteux. Il se pouvait qu'une telle république ne fût pas de leur goût, et qu'ils lui fissent la guerre. C'était la seule chance sérieuse qui restât à la monarchie. En ce cas seulement elle reprenait ses droits, et les conservateurs pouvaient essayer de revenir à leurs anciennes affections.

Jusqu'ici, malgré quelques brutalités de langage au fond sans grande importance, et qui passeraient presque inaperçues dans un pays moins prompt à s'alarmer que le nôtre, les républicains se sont refusés obstinément à fournir aux royalistes l'occasion désirée. Il est arrivé une chose à laquelle on ne s'attendait guère : ce sont les conservateurs qui ont attaqué le gouvernement de « la république sans républicains; » ce sont les républicains de la veille qui l'ont accepté et soutenu. Ce sont les hommes modérés qui se sont montrés exclusifs, défiants, irréconciliables; ce sont les hommes violents qui ont montré de la patience et de l'abnégation. On assure qu'ils sont fatigués de ce rôle, et que l'ancien naturel va bientôt re-

prendre le dessus. En attendant ce changement de scène, qui doit, dit-on, porter le coup de grâce à la république conservatrice, et faire cesser le scandaleux mensonge de cette bizarre interversion des rôles entre les conservateurs et les révolutionnaires, il faut bien que le gouvernement vive; à moins que les royalistes ne soient tout prêts à occuper sa place, il y a intérêt pour le pays à ce que son autorité se soutienne. Qu'on soit donc indulgent pour son apostasie, et qu'on lui pardonne ce grand crime de se laisser appuyer par ceux qui le défendent contre ceux qui le combattent.

Mais, puisque la modération des radicaux tire à sa fin, qu'attendent donc les conservateurs de la droite pour se rallier au gouvernement? Puisque l'ordre légal et les intérêts conservateurs sont leur unique souci, et que ces intérêts sont gravement compromis, que n'accourent-ils à leur défense, pour s'en approprier tout l'honneur? Pourquoi, au lieu d'imiter l'intempérance de leurs adversaires, ne viennent-ils pas dès aujourd'hui se ranger autour de la société menacée? Ce serait plus utile que de crier dans leurs journaux contre la république conservatrice, et de prédire le prochain triomphe de la république radicale. Quelle raison peuvent-ils avoir d'alarmer l'opinion publique, d'affaiblir un gouvernement qui est encore leur seule sauvegarde contre le radicalisme? Il serait plus sage, plus habile d'entrer loyalement dans la république, de la conquérir à leurs idées. C'est leur droit, comme le nôtre à tous, et les radicaux ne peuvent pas plus leur en interdire l'usage qu'ils ne peuvent eux-mêmes contester aux radicaux le droit de les combattre. Pourquoi, quand on peut se défendre en plein jour et prendre le monde à témoin de sa vertu, préférer la guerre des subterfuges, des embuscades et des aventures?

Non, ce n'est pas la république conservatrice qui repoussera jamais le concours de ces ouvriers de la douzième heure, et qui suspectera gratuitement leur sincérité! Qu'ils viennent à nous sans faire de réserves mentales, sans se ménager des portes de sortie, et ils seront des nôtres. Sans doute, une telle adhésion ne doit pas être une simple ruse de guerre; nous ne voulons pas mettre la république au service de la démagogie, mais nous ne voulons pas non plus qu'elle soit un déguisement pour une réaction monarchique. Nous n'entendons pas plus opprimer le parti républicain sous le couvert de la république que ruiner le parti conservateur en usurpant son nom. Il s'agit seulement de donner à notre pays des institutions libres et des institutions qui durent plus longtemps que nos monarchies modernes. Pour nous du reste, la république, étant la chose de tous, ne saurait être l'œuvre d'un seul parti. Si la monarchie ne peut contenir que des monarchistes, si la république ra-

dicale n'a de place que pour les radicaux, la nôtre au contraire ne repousse personne, et elle croit que les gouvernemens périssent plus souvent par la défiance que par la trahison.

Il y a quelques mois, de telles offres auraient été accueillies avec dédain par les monarchistes. Il n'en est plus tout à fait de même à l'heure présente. Quelques-uns d'entre eux ont donné l'exemple, et peu à peu le groupe des conservateurs libéraux se rapproche de celui des conservateurs républicains. Il faut avouer qu'ils ne se résignent pas de très bonne grâce. Ils viennent en maugréant, en exhalant leur amertume par des récriminations quotidiennes, en saisissant toutes les occasions de malmenier la république : ils font un demi-pas en arrière pour chaque pas qu'ils ont fait en avant; mais enfin leur désir secret, visible à travers leurs plaintes mêmes, est d'entrer en arrangement avec la république. Seulement ils ont une manière originale d'entendre la république conservatrice, celle du moins à laquelle ils accorderaient peut-être leur concours. A leurs yeux, la république conservatrice doit être une ligue défensive et offensive de tous les républicains du lendemain contre tous les républicains de la veille. Ils voudraient qu'en retour de leur adhésion, on leur assurât, pour ainsi dire, la mise hors la loi des radicaux, qu'on jurât de les combattre systématiquement, éternellement, quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils disent, et qu'on les empêchât d'arriver au pouvoir par tous les moyens. Ils voudraient que M. Thiers rassurât la France en prenant avec les radicaux l'attitude d'un saint Michel terrassant le dragon. Si la république ne leur garantit pas la destruction du radicalisme, elle est, disent-ils, convaincue d'impuissance, et c'est perdre sa peine que de la soutenir. C'est une dernière sommation qu'ils lui adressent; qu'elle les satisfasse sur-le-champ, ou bien ils vont retourner à la monarchie.

Eh bien! qu'ils y retournent, s'ils ne sont pas plus sages. Se figurent-ils donc que la monarchie, quand même ils seraient parvenus à la relever, les mettrait éternellement à l'abri des idées radicales? Peuvent-ils croire sérieusement que la présence d'une royauté réduirait le parti révolutionnaire à l'impuissance? Ce parti ne sera-t-il pas cent fois plus redoutable quand la haine commune de la monarchie lui donnera pour alliés tous les républicains honnêtes, qui se retourneront contre lui, sous la république, toutes les fois qu'il menacera l'ordre légal? Quelle vertu miraculeuse attribue-t-on à l'institution monarchique? S' imagine-t-on qu'il y ait un système d'institutions politiques qui assure aux nations le bienfait d'un repos éternel, et qui les dispense des luttes salutaires et quotidiennes, des nobles et souvent pénibles travaux de la liberté? Fusions-nous en monarchie, et en monarchie aussi conservatrice,



aussi réactionnaire qu'on voudra, nous n'en serions que plus exposés à des convulsions violentes. Défaite pour défaite, si les conservateurs doivent en essayer un jour, ne préfèrent-ils pas encore aux catastrophes révolutionnaires ces défaites légales, régulières, réparables, dont on appelle à l'opinion publique, dont on travaille à prendre sa revanche, et où le vaincu lui-même est protégé par les garanties de la loi? La France ne souffre pas tant de la nature des opinions professées par les partis que du caractère et de la conduite des partis eux-mêmes. Notre grand malheur est que tous les gouvernemens qui se succèdent chez nous sont issus des révolutions. Un grand progrès serait accompli, et beaucoup de nos terreurs s'évanouiraient bien vite, le jour où, par la pratique d'une liberté régulière, nous aurions appris à marcher dans les voies légales et à respecter le droit de nos adversaires, lors même que l'usage nous en déplaît.

Dans un gouvernement libre, toutes les opinions sont égales devant la loi; il n'y en a point qu'il soit permis de proscrire, et l'intolérance chez les partis ne prouve qu'une chose, c'est qu'ils ne sont pas dignes de la liberté. Voilà pourquoi on a peine à comprendre l'étrange langage tenu aux républicains modérés par ceux des anciens monarchistes qui leur proposent tardivement leur alliance. « Prouvez-nous, s'écrient-ils, que vous détestez les radicaux autant que nous. Rompez toute espèce de concert avec eux. *Creusez un abîme*, élevez une *barrière éternelle* entre eux et vous, et nous pourrons peut-être avoir confiance dans le gouvernement de la république. » — « Eh! messieurs, devrait-on leur répondre, vous vous trompez d'adresse. Un gouvernement n'est pas une église et n'a pas d'anathèmes à lancer contre les partis. Il s'agit ici, non pas de préférences sentimentales, mais d'intérêts positifs, d'intérêts nationaux, qui dans les pays libres et dans les gouvernemens représentatifs doivent être débattus et sauvegardés en commun. Ces intérêts publics passent avant notre agrément et vos répugnances. Nous n'avons pas deux poids et deux mesures. Nous ferons avec le parti radical ce que nous faisons avec vous-mêmes, nous le soutiendrons quand il aura raison, nous le combattrons quand il aura tort. »

Ainsi « il faut creuser un abîme » entre les conservateurs et les radicaux. Qu'ils sont peu des hommes d'état, ceux qui emploient ces formules hautaines! Quoi, est-ce possible? « creuser un abîme » entre deux opinions, deux partis, deux classes de la société française! C'est là le genre de prudence et d'apaisement que certains libéraux nous recommandent! Les divisions ne sont pourtant que trop profondes dans notre malheureux pays. Cette nation, dont le

caractère est si bienveillant, dont les mœurs semblent si douces, est peut-être celle du monde où l'on se déteste le plus. Un siècle après la révolution française, nous portons encore dans la politique les sentimens haineux des guerres de religion, et voilà les passions déplorables qu'on nous engage à faire épouser au gouvernement du pays! C'est quand les malheurs de la patrie nous exhortent à nous rapprocher les uns des autres, quand l'union de toutes les forces nationales est devenue une nécessité suprême, qu'on veut faire décréter solennellement l'état de guerre entre les partis, et leur infliger par avance une sorte de damnation éternelle!

Si telles étaient vraiment les conditions de l'adhésion des conservateurs à la forme républicaine, le gouvernement devrait en désespérer. Ce qu'on lui demande, ou, pour mieux dire, ce qu'on exige de lui, c'est qu'il fasse aux républicains radicaux un procès de tendance, et qu'il châtie leurs intentions présumées sans attendre leurs actes. Or jusqu'ici le gouvernement et les conservateurs sincères n'ont contre ce parti aucun sujet de plainte bien grave. Sans doute son calme même éveille quelques défiances; certaines gens ont beaucoup plus de peine à lui pardonner les marques de modération qu'il a données que les retours de violence auxquels il se laisse aller de temps à autre; mais il serait difficile de lui faire un crime tout à la fois de sa sagesse, quand il est sage, et de sa folie, quand il cesse de l'être. S'il est bien vrai, comme on aime à le dire, et comme quelques-uns de ses adhérens se plaisent sottement à s'en vanter, qu'il joue une comédie devant la France et devant l'Europe, c'est dans tous les cas une comédie utile à notre repos, et, bien loin de vouloir y mettre fin, il faut souhaiter qu'elle dure longtemps. Un parti qui a assez de discipline et d'esprit politique pour contenir ses impatiences et dominer ses passions, même dans l'espoir de les satisfaire un jour, n'est pas si incorrigible et si ingouvernable qu'on voudrait le croire. Si la crainte de Dieu est le commencement de la sagesse, l'intérêt bien entendu est le commencement de la bonne politique.

Apprenons donc à nous respecter un peu plus et à nous soupçonner un peu moins les uns les autres; sinon, les anathèmes des monarchistes justifieraient la défiance et les rancunes du parti radical. On n'aurait plus le droit de reprocher à M. Gambetta son éloquence fanfaronne et ses dénonciations brutales, si l'on ne cessait de dénoncer les républicains au mépris public. Les hommes sont au fond bien plus sincères et bien moins perfides qu'ils ne le croient eux-mêmes. Ce qu'ils pratiquent longtemps, ils finissent par le penser; c'est sur la puissance de l'habitude qu'il faut compter pour tempérer l'ardeur des radicaux. Les conversions les plus

éclatantes ne sont pas toujours les plus sérieuses; on ne peut pas demander à des hommes politiques de se renier brusquement eux-mêmes et de venir faire amende honorable, la corde au cou, comme les pénitens du moyen âge. C'est par l'usage et par les mœurs que se refont insensiblement les doctrines. Encore quelques années de république, et vous verrez les radicaux eux-mêmes observer scrupuleusement la loi. Les partis se rapprocheront les uns des autres, et au lieu de la guerre sociale qu'on nous prêche nous aurons un régime de liberté légale, sujet aux fluctuations de tous les pays libres, mais obéi et soutenu par tous.

Sont-ce là, comme certains esprits forts l'assurent, de vaines espérances et de ridicules illusions? La république, telle que nous l'entendons, c'est-à-dire le règne de la loi, est-elle donc impossible dans une société comme la nôtre? Notre démocratie française est-elle un terrain mouvant où l'on ne peut rien fonder de solide? Est-elle éternellement condamnée, comme le dieu de la fable, à dévorer ses enfans? Doit-elle défaire chaque matin ce qu'elle a fait la veille, et détruire successivement toutes les institutions qu'elle se donne? Soyons de bon compte, et ne nous payons pas de mots : le grand défaut de notre nation n'est pas son goût pour l'anarchie; c'est au contraire une docilité trop grande à toutes les impulsions qu'on lui donne, c'est une obéissance résignée aux gouvernemens établis, et une soumission passive à la loi, quel qu'en soit l'auteur, même à la loi du plus fort quand il n'y en a pas d'autre. La démocratie française est essentiellement conservatrice de l'ordre légal, et elle le respectera certainement, si les partis savent le respecter eux-mêmes. Les révolutions dont on l'accuse sont beaucoup plus le fait des factions et des gouvernemens eux-mêmes que celui de la masse de la nation. Faut-il s'étonner si ces perpétuels changemens, qu'elle subit sans en être la cause, et dont elle cherche à s'accommoder sans les avoir voulus, la surprennent, la désorientent, la découragent, et lui font perdre quelquefois l'équilibre? Ce n'est pas la faute de l'opinion publique, si les hasards des révolutions et les exagérations des partis victorieux la poussent toujours d'un extrême à un autre. Sans doute elle manque de sang-froid et de prévoyance. Elle n'a pas cette prudence politique, si rare même chez les hommes d'état, qui les préserve des exagérations régnantes, et leur permet de traverser d'un pied sûr les époques les plus troublées de l'histoire. Elle dépasse bien souvent le but dans son impatience de l'atteindre. Quand l'ordre légal est menacé, elle se jette dans la réaction, au détriment de la légalité et de l'ordre même, qu'elle veut défendre. Quand la réaction devient menaçante à son tour, quand la souveraineté populaire est en danger, elle se rejette vers l'excès

contraire, et elle tombe dans la politique radicale, sans comprendre qu'elle fournit des armes à la réaction. C'est ainsi que l'opinion publique verse tour à tour dans la démagogie et dans la dictature, sans pouvoir depuis longtemps se reposer dans l'ordre légal. C'est un travers dont il faut la guérir, mais ce n'est pas une raison pour désespérer de l'avenir ou pour donner soi-même au pays l'exemple des exagérations qui le perdent. Il n'y a qu'un seul moyen pour empêcher la France d'osciller éternellement entre les partis extrêmes : c'est de faire de la politique modérée. La violence n'est bonne qu'à exaspérer les passions, à semer l'effroi dans le pays et à le pousser justement dans les bras des partis extrêmes, auxquels on voudrait le soustraire. Puisque l'opinion publique manque de sang-froid et de mesure, on n'y remédiera pas en imitant les défauts qu'on lui reproche; on ne la corrigera qu'en lui donnant patiemment l'exemple des vertus qui lui manquent, et en l'habituant elle-même à les pratiquer.

Cette tâche est justement celle de la république conservatrice, et ceux même qui ne croient pas à son succès n'ont pas le droit de lui refuser leur assistance dans cette patriotique entreprise. Dût-elle périr malgré leurs efforts, en travaillant pour elle, ils auraient travaillé aussi pour eux-mêmes. On ne leur demande ici que de consulter leurs intérêts. S'ils persistent à croire à l'efficacité des moyens violents, qu'ils attendent au moins, pour prêcher leur croisade, que nous ayons fixé d'un commun accord les institutions du pays. Alors ils seront libres de guerroyer à leur aise soit contre les radicaux, soit même contre les modérés. Personne d'ailleurs ne peut leur garantir que les radicaux n'arriveront jamais au pouvoir, et qu'ils n'y commettront pas des fautes; on peut même prédire que leur tour viendra un jour ou l'autre, quelle que soit la forme du gouvernement, parce que les conservateurs commettront eux-mêmes des fautes dont les radicaux profiteront. Le jour n'est peut-être pas très éloigné où les modérés de toute opinion devront se coaliser pour tenir tête à un gouvernement radical. Raison de plus pour ne pas boudier la république et pour asseoir solidement les institutions qui seront notre sauvegarde. On affecte souvent de penser que le choix de la monarchie ou de la république est une chose secondaire, et que l'opinion de la France se divise dès à présent en deux partis tranchés, le parti conservateur et le parti radical. Sans doute il en sera ainsi quand la république sera fondée. A l'abri des institutions choisies librement par la nation, et, il faut l'espérer, respectées de ceux même qui ne les auront pas votées, le pays se divisera comme partout ailleurs en deux partis réguliers; mais il faut d'abord que la république soit faite : tant que cette



question préjudicielle n'aura pas été vidée, la confusion régnera dans les partis, et ce grand duel des conservateurs avec les réformateurs, cet éternel procès qui fait la vie des pays libres, ne pourra pas se plaider faute de juges.

Puisque l'on a hâte de rentrer dans l'état normal et d'écarter tout mélange, il n'y a qu'une chose à faire : il faut organiser la république. Si l'on y cherche une panacée contre telle ou telle doctrine ou un instrument favorable à telle ou telle politique, assurément on ne l'y trouvera pas ; la république en elle-même n'assurera le monopole du pouvoir à aucune opinion particulière. Il ne faut y chercher que le cadre légal dans lequel tous les partis seront appelés à se mouvoir et à se combattre librement. Les institutions politiques, surtout chez une nation divisée comme la nôtre, ressemblent aux règles d'un tournoi, que les adversaires appelés à lutter l'un contre l'autre doivent fixer d'un commun accord, pour n'en pas méconnaître l'autorité. Il importe donc à tout le monde que tout le monde apporte son concours à l'établissement de la république. L'unanimité des résolutions peut seule donner à nos institutions futures l'autorité nécessaire à la défense des intérêts conservateurs et à la sécurité de l'ordre social.

### III.

L'intérêt des conservateurs à soutenir le gouvernement actuel est d'une telle évidence que l'on s'étonne de le voir méconnaître. Si l'assemblée nationale avait fondé la république dès l'année dernière, l'influence des conservateurs serait aujourd'hui bien plus grande. Ils seraient restés les conseillers naturels du gouvernement, les arbitres incontestés de l'opinion publique. Leur autorité se serait accrue par leurs concessions mêmes. Quoiqu'il soit bien tard pour changer de route, elle ne peut encore que s'amoindrir par des hésitations et par des résistances nouvelles.

Les républicains, il faut l'avouer, ceux du moins de l'opinion radicale, ont un bien moindre intérêt à agir de même, s'ils ne considèrent que leur influence personnelle et le succès de leur parti. L'an dernier, pour sauver la république menacée par les royalistes, ils auraient volontiers consenti à la recevoir des mains de l'assemblée actuelle ; mais aujourd'hui les fautes des conservateurs ont mis la majorité dans leurs mains. Ils n'ont plus rien à redouter pour la république elle-même, et beaucoup d'entre eux conçoivent même l'espérance d'arriver directement au pouvoir. Ils n'ont donc plus besoin que le gouvernement les protège ; ils peuvent attendre sans inquiétude l'époque des élections futures, et

concentrer tous leurs efforts sur les candidatures purement radicales. C'est le résultat inévitable des lenteurs et des intrigues royalistes. Chaque jour dépensé par l'assemblée en récriminations et en vaines querelles ajoute aux forces du parti radical, et lui donne la tentation de s'en servir, non-seulement contre la monarchie, mais bien contre la république conservatrice elle-même.

Néanmoins, si les républicains se placent à un point de vue plus élevé, s'ils pensent un peu davantage à l'avenir, à la durée de cette république qu'ils semblent aimer d'un si fervent amour, et dont l'intérêt ne peut pas être séparé de celui du pays, ils s'apercevront qu'ils doivent rester fidèles à la politique conservatrice, et qu'un retour pur et simple à la politique radicale ne leur offrirait que des satisfactions d'amour-propre, achetées au prix de la tranquillité de la France et peut-être du salut de la république. Ils verront que tout leur commande de résister à la tentation d'un succès éphémère, bientôt suivi de quelque catastrophe. Ils se garderont même, s'ils sont sages, de triompher trop bruyamment des victoires de la république, et ils s'appliqueront avant tout à faire mentir les propos qui les représentent comme des comédiens de modération, prêts à se ruer sur le pouvoir et à bouleverser la société.

Pourquoi? Parce que la France a besoin de repos, et qu'elle a peur de ce qui pourrait la troubler. Un de leurs chefs le leur disait, il y a peu de jours, dans un discours où la sagesse se mêle étrangement à la violence et où le bon sens de l'homme politique semble dominé trop souvent par les emportemens du démagogue et les rancunes de l'homme de parti. La France a peur; la longue habitude du pouvoir absolu, l'expérience fréquente des révolutions soudaines; l'absence des longues traditions politiques, l'ont rendue prudente et même timide; les malheurs sans précédens qui viennent de l'accabler lui ont fait de ce défaut une nécessité et presque une vertu. Elle a besoin de se recueillir et de reprendre ses forces. Toute opinion qui essaierait brutalement de s'imposer à cette nation convalescente ne réussirait qu'à l'épouvanter. C'est apparemment pour cette raison que le chef de la gauche radicale, ajoutant l'exemple au précepte, accompagnait ces sages avis d'un flot de paroles intolérantes et belliqueuses, propres à semer partout l'inquiétude. C'est également dans ce dessein, du moins il faut le croire, qu'il terminait sa pacifique harangue par une excommunication solennelle, *urbi et orbi*, contre tous les mécréans monarchistes qui pourraient essayer de se glisser dans la république, sans avoir fait pénitence à la porte de l'église, et humblement confessé leurs erreurs.

Eh bien ! les républicains auraient tort d'applaudir sans réserve à ces paroles légères et arrogantes. Ils y perdraient leur plus grande force, celle de la modération, leur plus précieuse conquête, celle de l'estime chaque jour croissante de la France. C'est faire le jeu des royalistes que de fournir un prétexte à leurs accusations. C'est dégoûter le pays de la république que de la lui montrer sous l'aspect du fanatisme et de la défiance. La république doit venir à tous, la main ouverte et le visage souriant. Autrement elle n'est plus qu'un parti comme un autre, et elle mérite à son tour les reproches qu'elle adresse à ses adversaires, quand elle les accuse si justement de n'avoir pas le sentiment national. Oui, elle serait bien diminuée dans l'histoire, s'il s'agissait pour elle non plus de pacifier et de relever la France, mais bien de revanches personnelles à prendre, d'amours-propres à satisfaire, de places à distribuer, de triomphes oratoires à remporter, ou même de théories abstraites à imposer au pays ! La France et la république seraient toutes les deux bien malades, si, après le départ de cette assemblée, elles devaient tomber sans transition dans les mains d'une assemblée purement radicale !

Cette assemblée, dira-t-on, sentirait le besoin d'être sage : elle ne pourrait l'être, si la majorité y était composée tout entière de soldats obéissant au même chef. La seule chose qui empêche les partis de se perdre, c'est la résistance qu'ils rencontrent et les concessions qu'ils sont obligés de faire. Un gouvernement purement radical succédant à celui de M. Thiers, ce serait la république se séparant avec éclat des conservateurs, les forçant à devenir ses ennemis, les livrant à toutes les tentations réactionnaires. Ce serait une lutte de de tous les instans entre deux partis tranchés et inconciliables, ce serait le parti conservateur moralement insurgé contre la république, le parti radical exaspéré, perdant la tête, — tout le fruit de deux ans de sagesse anéanti, — la France enfin retombant dans l'ornière des révolutions sans issue et parcourant de nouveau la triste série de ses métamorphoses monarchiques, dictatoriales et républicaines. Voilà où pourraient nous conduire la politique d'exclusion du parti radical et l'impatiente ambition de ses chefs. Qu'ils le sachent bien, la république sans conservateurs n'est pas moins impossible à fonder que la république sans républicains. Pour les uns comme pour les autres, il s'agit non point de « creuser des abîmes, » mais de combler autant que possible ceux qui sont déjà creusés. Radicaux ou royalistes, les partis qui « creusent des abîmes » finissent toujours par y être engloutis.

La république est de tous les régimes celui auquel cette politique nuirait le plus. Elle a moins d'intérêt que tout autre à entretenir les divisions de la société française et à les exagérer aux yeux du pays.



Son principal mérite consiste au contraire à en effacer les dernières traces en achevant dans les esprits une révolution depuis longtemps consommée dans les faits. C'est donc lui rendre un mauvais service et commettre une mauvaise action que de représenter la France, ce pays où la plus complète égalité règne dans les droits politiques non moins que dans les droits civils, comme un peuple d'ilotes à peine affranchis, et obligés encore d'opprimer leurs maîtres pour n'être pas ramenés sous le joug. Ces déclamations troublent les esprits, égarent les consciences, pervertissent le sens politique, et nuisent en définitive au parti qui les emploie, puisqu'elles font durer les malentendus qui ont si longtemps rendu la liberté suspecte et la république odieuse au pays. Non, il ne sert de rien aux républicains de calomnier la France; ils devraient laisser ce triste rôle aux amis de l'empire et à tous les partis d'aventure qui spéculent sur la haine des classes. L'heure est venue d'en finir avec ces lieux-communs malfaisants dont la démagogie et le despotisme se servent tour à tour pour nous dominer, et c'est à la république qu'il appartient de nous en délivrer. Elle seule peut réconcilier les diverses branches de la famille française en leur faisant voir que nos divisions sont moins profondes et moins irrémédiables que nous ne le pensons. Elle manquerait à son devoir, elle trahirait sa propre cause, si elle souffrait qu'on vint en son nom ranimer les inimitiés qu'elle doit éteindre.

Si l'on regarde sérieusement au fond des choses, au lieu de s'en tenir aux préjugés vulgaires et aux habitudes prises, on s'aperçoit avec étonnement que nos divisions de partis tiennent beaucoup moins encore à nos doctrines politiques qu'à la fausse opinion que nous avons les uns des autres et à la ridicule frayeur que nous nous inspirons mutuellement. Au rebours de ce qui devrait se passer dans un pays libre, les questions de personnes l'emportent presque toujours sur les questions de principes, et, lors même qu'ils sont près de s'accorder sur le fond des choses, les partis tiennent à rester isolés et à se faire passer pour ennemis. L'absence de mœurs publiques sérieuses, le défaut de patience et de mesure, telle est la principale, sinon l'unique raison de nos discordes. Pourquoi la France en effet serait-elle moins unie que les autres nations? Pourquoi serait-elle condamnée à un régime de provocations perpétuelles? Pourquoi n'arriverait-elle pas à ce paisible échange des idées qui établit, dans les pays libres, un lien moral entre les opinions contraires, et qui leur permet de résoudre ensemble le grand problème des sociétés modernes en mélangeant dans une juste mesure la conservation et le progrès? Quel est donc l'obstacle inconnu qui s'y oppose? Où sont dans la société française les éléments irré-

conciliables? Les théories sociales qu'on y professe sont-elles plus dangereuses et plus détestables qu'ailleurs? Le programme du parti radical n'est-il pas le même que chez les nations voisines? Ou bien les conservateurs français sont-ils plus arriérés et plus rebelles aux idées modernes? — En aucune façon. La France est au contraire au point de vue démocratique un des pays les plus avancés du monde. Il n'y en a pas d'autre en Europe où les distinctions sociales soient moins sérieuses, où le mélange soit plus grand entre les différentes couches du peuple; il n'y en a pas où les principes d'égalité, qui sont le fond des idées républicaines et l'âme de la société moderne, soient plus profondément enracinés dans les esprits et dans les mœurs. A vrai dire, aucune de ces idées n'appartient en propre au parti radical; on les respire dans l'air de la société française, elles sont devenues indispensables à son existence; beaucoup de conservateurs les professent ouvertement, et, si elles rencontrent encore çà et là des adversaires passionnés, ces contradictions ne servent qu'à prouver leur puissance. Comment se fait-il donc que les radicaux parviennent à en faire un épouvantail pour le pays?

Cela tient surtout à la manière dont ils les enseignent et à l'attitude belliqueuse qu'ils se croient permis de prendre à l'égard du reste de la nation. Rien ne leur serait plus facile que d'offrir aux conservateurs un arrangement équitable, et de faire prévaloir pacifiquement celles de leurs idées qui sont mûres; mais beaucoup d'entre eux aiment mieux les proclamer sur un ton dogmatique et menaçant et repousser tout essai d'entente comme une trahison ou un sacrilège. Au lieu de se présenter modestement comme des hommes de bon sens et de bonne foi, ils aiment à envelopper leurs doctrines d'une phraséologie pompeuse qui déguise aux yeux de la foule ce qu'elles ont de vague ou de banal. Ils enflent orgueilleusement la voix comme les prophètes d'une religion nouvelle, et ils accablent de leurs foudres quiconque n'adhère pas aveuglément au *credo* de leur église. Ils sont comme toutes les sectes religieuses, il leur faut la foi du charbonnier; ils préfèrent à l'adhésion réfléchie des esprits éclairés le fanatisme ignorant et l'enthousiasme pour ainsi dire physique de la multitude. Ils veulent avoir des soldats plutôt que des alliés, des serviteurs dociles plutôt que des conseillers indépendants et sévères, et en dehors du troupeau de leurs fidèles il n'y a guère pour eux que des ennemis. C'est ainsi qu'ils font des idées les plus simples, les plus libérales, les plus pratiques (et il y en a quelques-unes dans leur programme), un objet d'effroi pour les gens timides et de répulsion pour ceux même qui ne seraient pas loin de les admettre. Ils semblent avoir peur de perdre leur prestige en laissant pénétrer des étrangers dans le temple. On dirait

qu'ils veulent se faire une espèce de monopole de la république, comme les bonapartistes le feraient de l'empire ou les légitimistes de la royauté. Or une telle conduite de leur part serait la mort de la république elle-même et la ruine des progrès qu'ils espèrent accomplir avec elle. Un parti dont les idées se réalisent et passent dans le domaine public cesse par là même d'être un parti, et ne doit plus en conserver le langage. Si les radicaux ne sont pas encore décidés à s'effacer derrière leurs idées, s'ils veulent garder au gouvernement les allures et les prétentions d'une faction victorieuse, c'est une raison de plus pour les écarter du pouvoir, car ils sont alors les plus dangereux ennemis de la république.

Il faut le répéter sans relâche aux républicains comme aux conservateurs, la république est la chose de tous, et ne saurait être l'œuvre d'une faction. Qu'elle ne commette point l'imprudence de s'isoler au milieu du pays! Qu'elle n'ait point la folanterie de repousser l'adhésion des nouveau-venus. Ce sont les conversions de la dernière heure qui lui apporteront le plus de force et d'autorité. C'est l'aveu d'impuissance de ses adversaires qui sera le gage de sa durée et de sa sécurité future. Ainsi l'assemblée nationale n'a certainement aucune envie de proclamer la république, et il est bien tard aujourd'hui pour lui en donner le conseil; ce consentement tardif ne semblerait pas assez libre, et passerait plutôt pour un acte de faiblesse que pour un acte de souveraineté. Pourtant, si par hasard elle s'y décidait, les républicains sensés n'auraient pas à s'en plaindre. Quel témoignage de la nécessité de la république, quelle garantie pour son avenir et pour sa sûreté, que de la voir acceptée par ses pires ennemis! La république adoptée de guerre lasse par les hommes qui l'ont tant combattue, votée, même *in extremis*, par l'immense majorité d'une assemblée monarchique, à la condition toutefois que cette assemblée n'essayât pas de s'éterniser au pouvoir, cette république-là serait indestructible et à l'abri de tout danger de réaction. Les conservateurs, qui l'auraient fondée, ne pourraient plus la répudier; les assemblées suivantes la modifieraient sans doute, mais son existence même ne pourrait plus être remise en question. Si rien de pareil n'est à espérer de l'assemblée nationale prise en corps, au moins ne faut-il pas repousser gratuitement les adhésions individuelles, lors même qu'elles sont plus empreintes de résignation que de zèle. Il ne faut pas que les conservateurs puissent se plaindre un jour que la république ait été faite sans eux et contre eux. S'ils se sentaient plus tard tentés de la renverser, il faut que l'on puisse leur opposer leurs propres promesses et leurs propres actes.

C'est un mauvais calcul que de préférer des ennemis déclarés à

des amis trop tièdes. C'est une maladresse pour un parti que de méconnaître ce qu'il y a de bonne foi et d'honnêteté chez ses adversaires. Quand une fois les royalistes auront pris la résolution de concourir à la fondation de la république, ils deviendront aussi sincères, aussi zélés que les républicains de la veille. Leur longue résistance elle-même est un gage de leur loyauté. Ils porteront dans leur attachement aux institutions nouvelles ce même esprit de conservation et de fidélité qui les anime aujourd'hui pour les institutions du passé. Plus les républicains deviendront conservateurs, plus les conservateurs s'attacheront à la république. Ils cesseront de former deux peuples ennemis vivant côte à côte sur le même sol, sans se mêler et sans se connaître. L'œuvre de conciliation, qui est le but et pour ainsi dire l'âme de la république conservatrice, s'effectuera toute seule, si chacun des anciens partis s'inspire un peu plus des nécessités de l'heure présente, et un peu moins des souvenirs du passé.

Quel que soit l'avenir qui nous est réservé, nous n'avons tous aujourd'hui qu'un devoir : c'est d'oublier ce qui nous divise et de chercher ce qui peut nous unir. Le mot d'ordre de tous les partis doit être le même, non pas celui du célèbre Danton et de ses imitateurs contemporains : « de l'audace, de l'audace, et encore de l'audace, » mais bien « de la modération, de la modération, et encore de la modération. » Qu'au lieu de fourbir leurs armés pour de nouveaux combats, de s'excommunier mutuellement et de se menacer de mort, ils s'étudient sincèrement à se faire des concessions mutuelles, et travaillent à préparer des institutions qui puissent les abriter tous ensemble. — Cela est difficile assurément, mais moins chimérique qu'il ne semble à nos roués politiques et à nos patriotes désabusés, car, si nos chefs de parti ne donnent pas toujours le bon exemple, le pays du moins marche dans cette voie avec patience et avec courage, — car nous avons un gouvernement honnête qui sert de point de ralliement aux hommes de bon sens, et qui a fait de la république conservatrice le refuge naturel de toutes les opinions vaincues, aussi bien que le rendez-vous commun de tous les dévoûments patriotiques.

Quant à nous, nous lui resterons fidèles, nous n'abandonnerons pas la cause de la république conservatrice. Nous maintenons plus que jamais cette formule, bien qu'elle ait le malheur de prêter à rire à certains esprits raffinés. Libre à ceux qui ne la comprennent pas de s'en moquer tout à leur aise. Tant pis pour eux, s'ils sont étrangers aux généreux sentimens, aux sages résolutions, aux patriotiques idées qu'elle exprime, et qui ne trouvent nulle part une expression aussi claire. Tant pis pour eux, s'ils ne veulent pas voir



qu'elle garantit, mieux qu'aucune autre, le respect de la conscience nationale et la maturité de ses décisions. Que ces grands philosophes s'amuse, si bon leur semble, à cribler de leurs sarcasmes un gouvernement qui n'a d'autre but que de rendre le pays à lui-même en le guérissant de toute superstition politique, en l'affranchissant du joug des partis; qu'ils essaient en même temps de nous imposer par l'intimidation ou par l'intrigue des solutions hâtives et des gouvernemens de contrebande : nous ne sommes pas inquiets de leurs tentatives; nous savons qu'elles n'auront d'autre effet que de les rendre odieux au pays.

Oui certes, il y a chez nous beaucoup d'esprits forts, corrompus par le spectacle de nos révolutions incessantes, qui en sont venus à se faire des destinées d'un grand peuple comme le nôtre l'idée immorale que les Romains de la décadence pouvaient se former des révolutions de palais qui élevaient ou renversaient leurs maîtres éphémères. Il y a en France un grand nombre d'hommes honnêtes et éclairés, mais profondément sceptiques, qui s'imaginent que l'établissement de tel ou tel régime politique est une affaire de hasard et d'arbitraire, une espèce de loterie où l'on peut risquer indifféremment sur une carte ou sur une autre l'avenir du pays que l'on gouverne. Ils pensent qu'on peut affubler indifféremment une nation d'une république ou d'une monarchie, d'une royauté constitutionnelle ou d'une dictature militaire, comme on fait endosser divers costumes à un figurant de théâtre, et que les gouvernemens eux-mêmes font l'opinion publique, par laquelle ils feignent de se laisser guider. Ces hommes-là considèrent l'histoire comme une série de coups de force, d'escamotages heureux et de travestissemens improvisés; mais, Dieu merci, l'histoire n'est pas encore aussi immorale : elle a encore des lois certaines, une logique inexorable, une philosophie, une justice. Les gouvernemens qui s'improvisent au mépris de la raison et de la morale de l'histoire ne fournissent jamais une bien longue carrière. Ils tombent comme ils se sont élevés, frappés dès leur naissance d'une condamnation qui s'exécute tôt ou tard, mais à laquelle ils n'échappent jamais. Les seuls gouvernemens qui durent sont ceux qui se fondent sur les besoins d'un pays, sur les intérêts communs des classes, sur l'apaisement des partis, et qui ne débutent pas avec violence, mais avec réflexion et maturité. Tels sont les caractères de la république conservatrice, et c'est pour cela qu'en dépit des railleries de nos hommes d'esprit, des répugnances de nos hommes timides, des ambitions turbulentes de nos hommes de parti, sa politique simple et loyale finira par prévaloir.



LES

# ALIÉNÉS A PARIS

## II.

LES ASILES. — LA SURETÉ A BICÊTRE (1).

### I.

Le nom des *petites-maisons* est resté populaire : on croit généralement que c'était un hospice ouvert à tous les aliénés ; rien n'est moins exact, — il en contenait 50 seulement (44 en 1786), qui payaient une pension annuelle de 300 francs, portée à 400 en 1795. Les petites-maisons, qui avaient été construites sur l'emplacement de la maladrerie de Saint-Germain-des-Prés, détruite en 1544, devinrent les *petits-ménages* en vertu d'un règlement préfectoral du 10 octobre 1801 ; les vieilles constructions ont été enlevées lors de l'alignement de la rue de Sèvres, et remplacées par le magnifique établissement qui a été inauguré à Issy en juin 1863. Un seul asile était réellement réservé à la folie, asile insuffisant qui depuis est devenu la maison de Charenton (2).

L'origine en est très humble. Par acte authentique des 12 et 13 septembre 1641, Sébastien Le Blanc, sieur de Saint-Jean de Dieu, fonda sur le fief de Besançon, en la censive de Charenton-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

(2) La description du Charenton actuel ne peut trouver place dans cette étude, car c'est un pensionnat payant divisé en trois classes : 1,500 francs, 1,200 francs, 900 fr. ; le ministère de la guerre, par traité spécial, paie 3 fr. 50 cent. par journée d'officier, et 2 francs 47 cent. par journée de sous-officier ou de soldat. Les pensionnaires en chambre paient annuellement 900 fr. pour un domestique, 800 fr. pour une bonne.

Saint-Maurice, un hôpital de 7 lits, qu'il nomma Notre-Dame de la Paix, et il en confia la direction aux frères de la charité, qui s'y installèrent le 10 mai 1645. La fondation primitive a été respectée, et s'appelle aujourd'hui la salle du canton. L'institution se développa, reçut des pensionnaires et rendait de sérieux services à la population, lorsqu'elle fut supprimée par un décret du 12 messidor an III, qui dispersait la communauté religieuse, et ordonnait de rendre les malades à leurs familles ou de les interner aux petites-maisons. Un arrêté du directoire, en date du 27 prairial an V, la rétablit en la plaçant dans les attributions du ministère de l'intérieur, où elle est encore.

Un seul hôpital acceptait alors les aliénés; c'était l'Hôtel-Dieu, et, pour le traitement qu'il leur réservait, il eût mieux fait de les repousser. Deux salles leur étaient consacrées, — l'une pour les hommes renfermant 10 lits à quatre places et 2 lits à deux places; — l'autre pour les femmes contenant 6 lits à quatre places et 8 lits à deux places. La première était contiguë aux salles des blessés, la seconde aux salles des fiévreux. Le traitement thérapeutique était absolument nul; quant au traitement moral, on en jugera par les lignes suivantes que nous empruntons textuellement à un rapport manuscrit rédigé en 1756 par les médecins de l'Hôtel-Dieu. « Quoique la salle Saint-Louis et celle de Sainte-Martine soient, pendant tout le cours de l'année, remplies de personnes qui ont l'esprit aliéné, on voit cependant tous les jours les hommes et les femmes destinés au service de ces salles se conduire comme s'ils n'étaient pas accoutumés à ces sortes de maladies : on s'attroupe autour des insensés, on s'occupe de leur folie, on rit de leurs extravagances; autres fois, on s'amuse à les obstiner, à les contrarier, à les mettre en colère, surtout à la salle des femmes. » Tenon, en 1786, constate la même absence de soins et d'humanité : « comment a-t-on pu espérer qu'on traiterait des aliénés dans des lits où l'on couche trois ou quatre furieux qui se pressent, s'agitent, se battent, qu'on garrotte, qu'on contrarie dans des salles infiniment resserrées, à quatre rangs de lits où, par un malheur inconcevable, on rencontre une cheminée qui n'éteint jamais ! » Enfin en 1791, La Rochefoucauld-Liancourt, revenant sur les mêmes faits, demande la création de deux établissemens exclusivement réservés aux aliénés. On ne lui donna pas raison immédiatement; mais l'arrêté de prairial, qui reconstituait l'hospice de Charenton, défendit de recevoir les fous dans les hôpitaux de Paris. On n'obéit pas sans doute bien ponctuellement, car un nouvel arrêté du 19 frimaire an VII interdit absolument l'admission des aliénés à l'Hôtel-Dieu à partir du 1<sup>er</sup> pluviôse de la même année. Bicêtre et la Salpêtrière, tout en gardant leur triple et déplorable caractère de prison, d'hôpital, d'asile pour

la vieillesse, ouvraient leurs portes toutes grandes aux malades frappés d'affection mentale, mais le service n'y fut définitivement bien organisé qu'en 1807.

La direction médicale de Bicêtre appartenait en 1833 à Ferrus, qui, ayant reconnu que le travail manuel était favorable aux malades, obtint que l'administration de l'assistance publique consacra à une exploitation exclusivement servie par les aliénés la ferme Sainte-Anne, d'une contenance de 5 hectares, qu'elle possédait à la lisière même du mur d'enceinte de Paris, près la barrière de la Santé. On y établit quelques cultures maraîchères, une blanchisserie pour le linge des hôpitaux et une porcherie qui compta parfois jusqu'à 700 têtes. Loin d'être une source de bénéfices, cette exploitation se soldait tous les ans par un déficit qui variait entre 7,000 et 34,000 francs; mais les fous en retiraient un bien-être appréciable, trouvaient au grand air des occupations faciles, une activité physique qui reposait leur cerveau et des distractions qu'on ne saurait trop leur prodiguer. En résumé, la ferme Sainte-Anne n'était point une maison particulière, elle restait simplement une annexe de Bicêtre. Les choses demeurèrent dans cet état jusqu'en 1860. M. Haussmann, alors préfet de la Seine, comprenant que les 2,195 places gardées pour les fous à Bicêtre et à la Salpêtrière étaient insuffisantes en présence d'une population d'aliénés qui s'élève à plus de 6,000 individus, exprima l'intention de faire construire dix asiles de 600 lits chacun; la dépense totale était évaluée à 70 millions. Ce projet grandiose et très humain n'a reçu qu'un commencement d'exécution par la construction de trois vastes asiles, Sainte-Anne, Ville-Évrard et Vancluse, et l'on s'est vu obligé de changer la destination primitivement attribuée à deux de ces établissemens : Sainte-Anne devait être un hôpital clinique pour l'aliénation mentale, Ville-Évrard était réservée à une maison de convalescence où le malade eût trouvé la transition indispensable entre la vie disciplinée de l'asile et la vie libre. Aujourd'hui Sainte-Anne, Ville-Évrard et Vancluse sont des asiles où l'on reçoit indifféremment toute sorte d'affections mentales, récentes, anciennes, intermittentes, chroniques, curables ou incurables.

Sur le boulevard Saint-Jacques s'ouvre la rue Ferrus, qui débouche dans la rue Cabanis, en face d'une grande grille par laquelle on pénètre dans l'ancienne ferme, devenue l'asile Sainte-Anne. Un vaste bâtiment servait autrefois de bureau central, avant qu'on n'eût abandonné le système des placemens volontaires, auxquels on reviendra certainement; il sert de logement au médecin résidant et au médecin adjoint, mais il pourrait être utilisé d'une façon normale à recevoir les malades expédiés d'urgence par les hôpitaux, dont le plus souvent le délire revêt la forme de l'aliénation sans

être l'aliénation même, et se dissipe rapidement sous l'influence de l'isolement, aidé par les moyens thérapeutiques. On pousse une grille, et l'on pénètre dans l'asile. Ce qui frappe au premier coup d'œil, c'est la nudité des terrains; des allées sablées, un vaste gazon, pas un arbre. Il ne peut en être autrement, l'asile n'ayant été inauguré que le 1<sup>er</sup> mai 1867. Dans le lointain, sur sa colline grise, on aperçoit Bicêtre : les deux tristes maisons peuvent se regarder à travers l'espace. Les bâtimens exclusivement réservés aux malades se composent de douze pavillons identiques, six pour le service des femmes, six pour le service des hommes. Ces deux divisions, absolument séparées, sont complétées à leur extrémité par une demi-rotonde, et chaque demi-rotonde contient neuf cellules d'isolement. Les quartiers sont semblables, construits sur le même modèle, divisés de la même façon, bâtis de la même pierre blanche, couverts de la même tuile rouge. Deux étages seulement : système français très préconisé par Esquirol, qui considère comme dangereuse et malsaine la superposition des salles et des dortoirs. Au premier étage, trois dortoirs de 16 lits; au rez-de-chaussée, un dortoir, un réfectoire et une salle de réunion s'ouvrant sur une galerie couverte où l'on est facilement à l'abri de la pluie et du soleil; cette galerie donne elle-même de plain-pied sur un large préau encadré d'un saut-de-loup et de murs qui, sans masquer la vue extérieure, sont assez élevés pour offrir quelque garantie contre les tentatives d'évasion. La maison est d'une propreté irréprochable, car chaque matin on fait ce qu'on appelle le *bacchanal*, c'est-à-dire un nettoyage à fond.

Nulle fenêtre, nulle porte ne peut être ouverte qu'à l'aide d'un passe-partout que le surveillant ne quitte jamais; il est rare en effet qu'un fou n'ait pas par moments une envie irrésistible de se tuer, et il faut empêcher les malades de se jeter par la croisée, sous prétexte de voir le temps qu'il fait. La surveillance du reste est incessante; le jour, les aliénés vivent littéralement sous l'œil de leurs gardiens; la nuit, ceux-ci ne sont séparés d'eux que par un treillage qui leur permet de constater tout ce qu'ils font. En outre les chambres des infirmiers communiquent entre elles par une sonnette d'appel; en cas d'alerte on peut donc demander main-forte. A chaque dortoir est annexée une salle de toilette munie d'un lavabo en marbre, recevant et rejetant l'eau automatiquement; on exige des malades qu'ils prennent des soins de propreté, et l'on a raison, car sans cela la plupart, s'abandonnant eux-mêmes, arriveraient promptement à l'état où était Charles VI lorsqu'on fit entrer dans sa chambre de l'hôtel Saint-Paul quatre hommes masqués qui le lièrent et le maintinrent jusqu'à ce qu'on lui eût coupé les cheveux, lavé le visage et rogné les ongles. Les lavabos de la division des femmes sont outillés avec un luxe intelligent, et le directeur de Sainte-

Anne a donné là un exemple qui devrait bien être suivi dans tous les hôpitaux et dans toutes les prisons.

Les salles de bains sont remarquables; elles ne valent pas comme ampleur celles que nous avons admirées à l'hôpital Saint-Louis, mais elles sont munies de tous les appareils nécessaires pour appliquer facilement les différens systèmes de l'hydrothérapie; des chambres pour les bains de vapeur, une étuve sèche pour les bains thermorésineux, une piscine, une salle spécialement réservée aux bains de pied, donnent occasion de varier à l'infini les essais du traitement balnéaire, auquel en ce moment on paraît attacher une importance exclusive. Une gymnastique dite de chambre, fortement scellée dans la muraille d'un large couloir bien éclairé, permet aux malades qui viennent d'être trempés dans la piscine, ou qui ont subi la douche froide, de faire « leur réaction. » Au demeurant, l'hydrothérapie spéciale appliquée aux aliénés se réduit à peu de chose; ce traitement aquatique consiste en deux opérations fort simples et absolument identiques, quoique différentes : donner des bains déprimans aux surexcités, donner des bains surexcitans aux déprimés. Dans cet ordre d'idées, on a même été jusqu'à essayer les bains sinapisés.

Les réfectoires, très aérés, sont intéressans à parcourir; on peut voir là combien la science est devenue humaine et constater les efforts que l'administration fait pour bien prouver à ces malades qu'ils sont des hommes, en leur témoignant une confiance presque toujours justifiée. Malgré les raisons d'économie et de prudence qui conseillaient la vaisselle d'étain, je n'ai aperçu que de bonnes assiettes en porcelaine, des verres en cristal, des fourchettes pointues, des cuillers ordinaires et des couteaux, — arrondis, il est vrai, d'une lame un peu molle, — mais enfin de vrais couteaux aptes à tailler le pain et à trancher la viande. Nul n'aurait eu tant de hardiesse il y a quarante ans, et nul aujourd'hui ne regrette de l'avoir. Dans le seul quartier des agités, les couteaux sont supprimés. Le régime alimentaire est purement scientifique, si l'on peut dire; il a été établi d'après les doctrines professées par M. Payen, qui déclare, après expérience, que la nourriture d'un homme se livrant à un travail très modéré (à Sainte-Anne le travail est à peu près nul) doit contenir 310 grammes de carbone et 20 grammes d'azote; or la nourriture est combinée de telle sorte qu'elle renferme : carbone, 310,02; azote, 20,06; de plus l'aliment plastique et fortifiant par excellence, la viande, domine et l'on ne fait maigre que le vendredi.

On pourrait croire que dans un asile aussi vaste, composé, pour chaque division, de six quartiers distincts, on a réuni ou séparé les malades selon le genre d'affection dont ils sont atteints; il n'en est



rien : les malades sont pêle-mêle, on ne les catégorise que selon leur agitation plus ou moins vive. Cela doit surprendre au premier abord, mais il ne peut y avoir de doute en présence des affirmations faites, après essais de toute sorte, par des savans de religion, de langue et de théories différentes. Ils sont unanimes sur ce point; les malades divers se surveillent mutuellement, le délire de l'un neutralise les effets du délire de l'autre; ils ne complotent rien, parce que chacun d'eux poursuit un but particulier, exclusif de celui d'autrui; les malades semblables au contraire se comprennent, car ils souffrent du même mal, ils s'entraident dans l'accomplissement de leurs projets insensés, et, comme ils tendent tous vers le même résultat, ils se concertent pour l'atteindre. Vingt mélancoliques, avec impulsion au suicide, groupées ensemble dans le même quartier, ne passeraient pas deux jours sans tenter de s'étrangler mutuellement, et il est fort probable qu'elles réussiraient. La division normale, conseillée par la théorie, confirmée par la pratique, se fait entre les tranquilles, les demi-agités, les agités; restent les paisibles qui sont réduits à la vie végétative : nous en parlerons.

Au premier regard, en entrant dans les préaux, on reconnaît dans quel quartier l'on se trouve, et il n'est pas besoin d'interroger les gardiens pour savoir que l'on est en présence de malades tranquilles ou de malades agités; le jardin seul est une indication suffisante. Celui des fous tranquilles est propre, les gazons verdissent respectés par le pied du promeneur, l'écorce des jeunes arbres est intacte, il y a des fleurs arrosées, cultivées avec soin, des capucines surtout qui poussent vite et grimpent le long des piliers de la galerie. Les malades causent entre eux, lisent, fument, saluent quand on passe; penchés sur la table de la salle de réunion, quelques graphomanes écrivent avec précipitation. Si les membres du parquet et du gouvernement lisent toutes les lettres qui leur sont expédiées par les aliénés, ils ont fort à faire, et leur place n'est point une sinécure. Chez les demi-agités, le jardin est plus inculte et les fleurs sont rares, on s'y vautre volontiers sur le gazon; chez les agités, tout est en désordre, le sable des allées chassé à coups de pied est répandu sous les galeries; sur les gazons s'entre-croisent des sentiers tracés par des malheureux atteints de déambulomanie, qui marchent sans s'arrêter du matin au soir, toujours sur la même ligne, comme des animaux féroces dans une cage; quelques-uns, pris par un accès de loquacité, parlent avec des intonations théâtrales et répètent incessamment la même phrase. Plusieurs vont la tête baissée, sombres, les bras retenus sur la poitrine par la camisole de force; lorsqu'on passe auprès d'eux, ils feignent de ne pas vous apercevoir ou vous jettent un regard farouche.

La camisole de force employée dans les asiles est en toile flexible,

épaisse et douce; elle n'a sous ce rapport aucune ressemblance avec celle dont on use dans les prisons; celle-ci se boucle par sept fortes courroies de buffa, celle-là se lace à l'aide d'une grosse bande de toile tordue. A ce moyen de répression il faut ajouter le manchon, qui immobilise seulement les mains, et les entraves, qu'on peut nouer au-dessus de la cheville pour empêcher les malades de frapper leurs compagnons à coups de pied : quelques fous, ayant la manie de rejeter toujours leurs souliers, sont chaussés avec des brodequins fort ingénieux, amples et souples, mais fermés à l'aide d'une clé qui manœuvre un petit écrou fixant la lanière d'attache. C'est par ces procédés qu'on arrive à se rendre facilement maître des fous les plus furieux, à paralyser leurs violences et à neutraliser leurs tentatives, — si fréquentes, — de suicide et d'homicide. Il est rare qu'une heure ou deux de camisole ne ramène pas un calme relatif dans les esprits les plus surexcités. Doit-on conserver pour les aliénés l'usage de la camisole de force, est-il préférable de le bannir? Grave question qu'on agite depuis une vingtaine d'années, et qui n'a pas encore été résolue. L'Angleterre, qui n'a rejeté les chaînes et le ferrement que bien longtemps après nous, n'admet pas aujourd'hui qu'on emprisonne les bras d'un fou dans un vêtement fermé, et elle met en œuvre ce qu'elle appelle le *no restraint*. L'aliéné est toujours libre, fallût-il trois ou quatre gardiens pour réprimer ses instincts dangereux, fallût-il, pour être bien certain qu'il ne s'étranglera pas pendant la nuit, faire coucher un surveillant avec lui, supplice qui dépasse de beaucoup celui de la camisole. L'adoption de ce système a amené une modification dans l'aménagement des asiles anglais, où l'on a cru devoir établir les cellules de sûreté dans la proportion de 75 pour 100 aliénés, tandis que chez nous, dans nos asiles municipaux nouvellement bâtis, la proportion est de 4 pour 100. En tout cas et à la suite de longues discussions, la science aliéniste française a repoussé le *no restraint*, et maintient que l'usage de la camisole est salulaire aux aliénés.

Quand je suis entré dans la demi-rotonde où s'ouvrent les cellules d'isolement qu'une vieille tradition léguée par Bicêtre et la Salpêtrière fait encore appeler les loges, une personne qui m'accompagnait m'a dit : « Ici, c'est la misère des misères. » L'on ne crie pas, on hurle; on ne parle pas, on jappe; on ne gémit pas, on rugit. Bien souvent, ici ou ailleurs, je suis entré dans la cellule des surexcités; jamais je n'en suis sorti sans avoir attrapé quelque horion ou sans que l'on m'ait craché au visage. Toute en bois, garnie d'un lit, munie d'un escabeau fixé par une chaîne au lambris, la cellule s'ouvre d'un côté sur le corridor de ronde, de l'autre sur un petit préau isolé où le malade piétine plutôt qu'il ne se promène. Une de ces loges est entièrement capitonnée : planches, plafond, murailles,

disparaissent sous une très forte toile tendue sur un matelas de filasse. Dans une boîte si bien bourrée, on peut déposer sans péril, pendant la durée de l'accès, les aliénés chez qui le mal s'exaspère; c'est en vain qu'ils bondiront comme des chats sous l'influence de la chorée, qu'ils se jetteront la tête contre les murs; toute précaution est prise, et c'est à peine s'ils se feront une contusion. La violence, la brutalité de mouvemens que certains malades développent pendant leurs crises défient toute croyance. J'ai vu une lypémaniaque obèse et déjà vieille parcourir vingt fois de suite le tour d'une vaste salle en faisant la culbute sur elle-même, comme un clown, sous l'impulsion d'une attaque de névralgie intercostale.

Les malades qui en sont réduits à cet état d'excitation extravagante souffrent au-delà de ce qu'il est possible d'imaginer. Lorsqu'on parvient à les calmer et qu'on peut les interroger, on reste profondément ému. — Vous souffrez? — Le martyr! — Où souffrez-vous? — Je ne sais pas! — A la tête, aux membres, à la poitrine, au cœur? — Non, je souffre partout, et ma souffrance n'est nulle part. — Ceci est exact, cette souffrance a cela de terrible et de vraiment démoniaque qu'elle est insaisissable, indéfinissable, intangible, qu'elle trouble assez la raison pour la bouleverser, et qu'elle lui laisse assez de lucidité pour comprendre l'horreur du désastre. Tous ceux qui l'ont subie et qui en sont sortis par la guérison disent le même mot : j'ai traversé l'enfer! Un jour, j'interrogeais une mélancolique qui venait de tomber en stupeur après une période d'agitation, et je lui disais pour tâcher de l'arracher un peu à elle-même : — Où êtes-vous? — Elle me répondit : — Dans le Styx! — Si ces infortunés ne peuvent exprimer la nature toute spéciale de leurs souffrances, ils ont du moins certains gestes fréquemment renouvelés dans les bras, dans les épaules, dans la mâchoire inférieure, gestes que leur volonté est impuissante à refréner, qu'il faut étudier et dont il serait bon de tenir compte, car ils déterminent peut-être quels sont les nerfs qui sont en crise d'excitation ou d'affaiblissement. Je me souviens d'avoir vu, dans le préau où les agités d'une maison de santé étaient enfermés, une muraille que j'ai regardée pendant longtemps, et qui était couverte de dessins dont j'aurais bien voulu pouvoir déchiffrer le sens mystérieux. Ils représentaient presque tous des têtes vues de profil; du sommet du crâne de chacune d'elles s'élevait soit un fer de lance, soit une flamme, soit un petit drapeau. Il y a là, ce me semble, une indication précieuse pour les spécialistes, car ces images symbolisent la forme lancinante, brûlante ou vacillante que la douleur revêt, et marquent exactement le point où elle se produit.

Lorsque l'on met ces agités dans des bains, que l'on prolonge parfois pendant plusieurs heures sans parvenir à les calmer, il faut

éviter qu'ils ne s'enfoncent la tête dans l'eau ou qu'ils ne s'échappent pour courir tout nus en vociférant. La baignoire est donc revêtue d'une sorte d'appareil nommé *le bouclier*, adhérent aux rebords et percé d'une échancrure semi-circulaire qui emboîte le cou du malade. Ainsi couverte, la baignoire ressemble à une boîte oblongue d'où sort un visage effaré. A Sainte-Anne, les boucliers sont en forte toile; ils sont excellens, car ils permettent de maintenir le malade, qui peut, impunément pour lui, y donner des coups de pied. On devrait en généraliser l'usage et supprimer pour toujours ces redoutables boucliers en tôle ou en cuivre dont on se sert encore à la Salpêtrière, et contre les parois desquels les folles se brisent les ongles et parfois même se luxent les pouces des pieds. Autant que possible, tous les instrumens destinés à modérer la violence des mouvemens chez les pensionnaires des asiles doivent être en étoffe très souple, afin d'éviter les accidens causés par la résistance inflexible des corps durs. C'est l'antique prescription d'Arétée de Cappadoce et de Paul d'Égine; pourquoi faut-il être obligé de la rappeler aujourd'hui?

Il n'y a point d'aussi minutieuses précautions à prendre, ni de camisole de force à employer dans le quartier des paisibles. Là, le jardin pousse à la grâce de la nature: nul malade ne le cultive, nul malade ne l'endommage; il verdit, fleurit et se fane en présence d'indifférens qui le voient peut-être, mais qui à coup sûr ne le regardent pas. Là sont les imbéciles et les malheureux qui, après avoir passé par les atroces douleurs du délire aigu de la paralysie générale, sont arrivés au dernier terme de la vie végétative. Assis pour la plupart dans de grands fauteuils de bois appropriés à leur dégradante infirmité, insensibles à tout, retournés vers la première enfance par le long chemin dont chaque étape est une souffrance, ils vivent encore, c'est tout ce que l'on en peut dire. Si par hasard un retour inespéré de vigueur s'opère momentanément en eux, s'ils ressaisissent quelque chose de leurs forces éteintes, c'est pour essayer de mettre le feu à leur paillasse ou d'étrangler leur gardien. Même dans cet état, un fou est dangereux. C'est un spectacle pénible; l'âme meurt-elle donc avant la mort définitive? Il y a quelques années, je visitais un asile et je m'arrêtai à regarder quelque chose qui avait été une femme. Ce semblant de forme humaine était affaissé et comme écroulé dans un grand fauteuil; le corps remuait par momens; la lèvre inférieure rabattue laissait écouler la salive, la paupière à peine soulevée couvrait un œil où le regard était éteint, la tête rasée dessinant les os à peine revêtus d'une peau parcheminée avait un décharnement de squelette; parfois une pauvre voix éraillée disait: Ah! ah! ah! — Je m'inclinai avec un respect profond et pour ainsi dire historique, car ces restes lamentables



représentaient la dernière descendante du plus grand homme de mer qui jadis ait combattu contre nous, au temps de Louis XIV, l'amiral Ruyter.

Quand les arbres auront poussé dans les jardins et dans les cours de Sainte-Anne, ce sera un asile remarquable ; mais il lui manque encore ces beaux massifs de robiniers, de tilleuls et de marronniers qu'on trouve dans les vieilles maladreries de Bicêtre, de la Salpêtrière et qui leur font d'admirables préaux. Tout a été combiné pour mettre les services en rapport les uns avec les autres, et des galeries couvertes établissent des communications abritées entre toutes les parties de la maison ; on peut reprocher à la lingerie d'être située au second étage, au-dessus des cuisines et d'une salle de réunion générale, ce qui est fort gênant pour la distribution du linge ; mais c'est là un inconvénient minime et compensé par de tels avantages qu'il serait bien puéril de s'y appesantir. Quelques pierres plus blanches, quelques tuiles plus fraîches indiquent que l'on a déjà pansé les blessures qui n'ont point été épargnées à cet asile sacré pendant le siège de Paris par les armées allemandes. Sainte-Anne a reçu cent cinq obus. Un fait prouvera à quel point les ennemis étaient exactement renseignés sur ce qui se passait chez nous. Les quartiers du Petit-Montrouge, de la Glacière, de la Maison-Blanche, de l'Observatoire, étaient sous le feu de quatre batteries établies entre Bagneux et L'Hay ; l'objectif de celles-ci fut la prison de la Santé, car les détenus, s'échappant à la faveur d'un incendie et se jetant dans Paris, pouvaient amener une complication redoutable. C'était bien raisonné, et c'est ainsi qu'on se fait la guerre entre gens civilisés. On dut alors diriger sur Mazas et sur la Conciergerie les détenus de la Santé, où à leur place on mit 950 prisonniers allemands. Le jour même (1) du transfèrement, la Santé cessa d'être en butte aux projectiles ennemis, qui s'adressèrent immédiatement à l'asile Sainte-Anne, dont les pensionnaires, lâchés à travers la ville, n'auraient pas produit un meilleur effet que leurs voisins de la prison ; mais les aliénés n'y étaient pas seuls, car l'asile se doublait d'une ambulance militaire inutilement protégée par le drapeau de la convention de Genève.

Quoi qu'il en soit de ces faits, qui appartiennent à l'éternelle histoire de la folie humaine, l'ancienne ferme, où Ferrus était si heureux d'envoyer travailler ses aliénés, est aujourd'hui un vaste établissement aménagé de façon à contenir facilement 600 malades.

(1) Les dates sont curieuses à rapprocher : dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871, la Santé commence à entendre le sifflement des obus ; le 9, quatre projectiles éclatent dans les cours ; 426 détenus pour délits de droit commun sont évacués en hâte sur Mazas. Le 10, les prisonniers allemands sont extraits de la grande Roquette et conduits à la Santé ; une heure après leur entrée, l'objectif des batteries ennemies était changé.



Le jour où je l'ai visité, il en renfermait 524, soignés par quatre médecins, dont un seul est résidant, surveillés, aidés, servis par 120 personnes, dont 50 sœurs de Marie-Joseph. Le directeur, un homme fort expert, qui a meublé, outillé, organisé l'asile, appartient à l'ordre exclusivement administratif. C'est à Sainte-Anne, avons-nous dit, qu'on amène les aliénés expédiés par l'infirmerie spéciale située près du Palais de Justice. On les garde provisoirement, et on les distribue, selon les vacances, dans les quartiers de l'asile même, à la Salpêtrière, à Bicêtre, à Ville-Évrard ou à Vaucluse. Dans ce dernier cas, on les envoie, escortés de gardiens, par le chemin de fer d'Orléans, à Épinay-sur-Orge, où une voiture vient les chercher pour les conduire dans le plus magnifique asile que je connaisse.

C'est un domaine de 110 hectares, qui s'appelait jadis La Gil-quillière; le comte de Provence le débaptisa et le nomma Vaucluse, pour plaire au marquis de Crussol, son propriétaire. Le château, qui n'est qu'une assez belle maison, existe encore, et n'a pu être utilisé pour le service des malades; il est entouré d'un parc ombreux, percé de grandes allées; le terrain légèrement incliné domine le cours de la petite rivière d'Orge, et la vue que l'on embrasse du sommet des vertes hauteurs semble avoir été faite « pour le plaisir des yeux, » ainsi que l'on disait au XVIII<sup>e</sup> siècle. En face se développe la forêt de Sainte-Geneviève, où M<sup>lre</sup> de Fontange, accompagnant Louis XIV à la chasse, entoura son front du ruban qui devait la rendre immortelle dans un pays où la mode domine tout; à gauche, des pentes boisées descendent vers les prairies, qui vont jusqu'à Épinay; à droite, la vieille seigneurie que Hugues Capet donna en 991 à Thibaud File-Étoupe, Montlhéry, dresse son donjon lézardé sur la colline et regarde les champs où se livra entre Louis XI et le comte de Charolais la plus étrange bataille dont l'histoire ait gardé le souvenir, car tout le monde se sauva, et chacun chanta victoire. L'air est pur et fortifiant; un fait vraiment exceptionnel le prouve : l'asile, qui fut inauguré le 23 janvier 1869, est resté cinq mois et demi sans avoir un seul décès à constater sur une population moyenne de 600 individus.

A l'établissement sont annexés un moulin et une ferme, exploités par les malades. J'ai vu passer les travailleurs; ils s'en allaient vêtus de leur bon costume d'été en toile bleue rayée de blanc, la tête abritée par un large chapeau de latanier, portant sur l'épaule les houes, les louchets, les râtaux et les faux; d'amples bidons de café noir mêlé d'eau très légèrement alcoolisée les accompagnaient sur une petite charrette et devaient leur permettre de se désaltérer pendant les instans de forte chaleur. Des ateliers pour le charronnage, la forge, la cordonnerie, la menuiserie, la confection des vê-

temens, sont occupés par les malades, dont on obtient sans peine un travail suffisant pour subvenir aux besoins de la maison. On est toujours surpris de voir confier des outils, des instrumens tranchans à des fous, qui subitement peuvent devenir dangereux et les employer à des actions mauvaises. Il n'est pas sans exemple, mais il est extraordinairement rare qu'ils s'en soient servis pour commettre un homicide ou pour se donner la mort. L'aliéné respecte l'outil avec lequel il exerce son métier, que ce soit une hache, un frappe-devant ou une faux; on dirait que l'idée de le détourner de l'usage consacré ne lui vient pas; s'il veut faire un mauvais coup, il volera un couteau, ramassera un tesson de bouteille, et n'utilisera pas la pioche ou le merlin qu'il a eu en main pendant toute la journée. L'exemple donné par Ferrus a été suivi. Partout on fait travailler les aliénés; administrativement on s'appuie sur l'article 13 de la loi du 16 messidor an VII, qui dit: « Le directoire fera introduire dans les hôpices des travaux convenables à l'âge et aux infirmités de ceux qui y sont entretenus; » scientifiquement on a constaté les excellens résultats que l'on obtenait, résultats prouvés au besoin par ce fait, que dans la nuit qui suit les jours de repos imposé, dimanches et grandes fêtes, le sommeil des aliénés est incomplet et troublé.

Dans ces durs mois d'automne et d'hiver pendant lesquels Paris, investi par les armées allemandes, était isolé du reste du monde, l'asile de Vaucluse a rendu d'inappréciables services aux aliénés, car c'est là qu'on avait expédié en hâte tous les malades de Ville-Evrard. Un établissement construit pour contenir 600 places normales se vit tout à coup envahi par une population de 1,100 fous qu'il fallait nourrir, soigner, protéger au milieu des corps de troupes ennemies qui occupaient les environs, coupaient toutes communications et battaient l'estrade dans la campagne voisine. Le médecin-directeur, M. Billod, déploya dans ces circonstances plus que difficiles une habileté, une énergie et une intelligence au-dessus de tout éloge. Il n'abattit point le drapeau de la France, il maintint intacte la dignité de l'administration qu'il représentait, se refusa énergiquement à toute réquisition, ferma ses portes, qu'il ne laissa franchir à aucun détachement prussien, et, à travers des difficultés qu'on peut à peine soupçonner, ravitailla l'asile de telle sorte que nul n'y souffrit trop de la faim ni du froid. Dès le 14 septembre, aussitôt que les premières patrouilles prussiennes apparurent, il comprit que l'asile, n'étant point hôpital militaire et ne renfermant pas de blessés, ne jouirait qu'à titre courtois et par conséquent fort aléatoire des bénéfices que la convention de Genève assure aux maisons hospitalières faisant fonctions d'ambulance. L'attitude des officiers, leurs demandes, qui commençaient à ressembler terriblement à des

contributions de guerre, ne lui laissèrent aucun doute sur le sort qui tôt ou tard lui serait réservé. Se rappelant notre vieux proverbe français qui dit qu'il vaut mieux avoir affaire au bon Dieu qu'à ses saints, il s'adressa directement au prince royal de Prusse, et il fit bien, car le 25 septembre il reçut du quartier-général de Versailles un cartel de sauvegarde qui libérait l'asile de Vaucluse de tout logement, de toute réquisition militaires, et qui autorisait le directeur à circuler dans « toute la contrée » pour l'achat des vivres nécessaires aux aliénés. La bataille principale était gagnée, mais le directeur ne put éviter bien des escarmouches, dont il sut toujours se tirer à son honneur. Ne limitant pas son rôle à la conservation de son personnel administratif et malade, il reçut les dépôts qu'on lui apportait de toutes parts, et, malgré les sérieux périls auxquels il s'exposait, il abrita les fugitifs qui venaient lui demander secours; il eut ainsi plus de trois cents femmes et enfans cachés dans l'infirmerie, la ferme et les bâtimens d'administration. Il fallait nourrir ce pauvre monde effaré et affamé; ce fut là un surcroît de difficultés auxquelles on ne fit face que par des miracles de persévérance et de bon vouloir. La commune d'Épinay-sur-Orge, reconnaissant qu'elle ne devait son salut qu'au courage habile de M. le docteur Billod, a fait frapper en son honneur une médaille commémorative, juste hommage rendu à un dévouement qui ne s'est pas démenti, et qui a pris mille formes ingénieuses pour sauver tant de malheureux.

Vaucluse est rentré aujourd'hui dans les conditions normales. Lorsque j'ai visité l'établissement, il contenait 507 malades traités par 2 médecins et surveillés par 39 gardiens et serviteurs. La disposition des bâtimens, la séparation des hommes et des femmes, la division des quartiers, l'organisation des services, sont analogues à ce que nous avons vu à Sainte-Anne et à ce que nous trouverons à Ville-Évrard. Une sorte de plan uniforme, sauf les modifications imposées par la configuration des terrains, a été adopté pour la construction de ces trois asiles : aussi accusent-ils tous trois les mêmes qualités et les mêmes défauts. Les qualités sont considérables, les défauts minimes; deux seulement m'ont frappé. Certains édifices indispensables, qu'il est inutile de désigner, sont placés dans les préaux mêmes, loin des salles de réunion, loin des dortoirs; il faut absolument passer en plein air, c'est-à-dire sous la pluie ou sous la neige, pour s'y rendre. Cette disposition offre des avantages qui ne me semblent pas compensés suffisamment par les inconvéniens de toute sorte qu'elle impose aux malades. L'autre défaut tient à ce que tous les quartiers sont identiques, ce qui est irréprochable au point de vue architectural, mais semble peu rationnel au point de vue pratique, car, s'il est insignifiant de réunir

48 aliénés tranquilles ou paisibles dans le même préau et d'en faire coucher 16 dans le même dortoir, cela devient tout de suite difficile, dangereux même, lorsqu'il est question des agités. Je crois qu'il eût mieux valu faire les quartiers des surexcités moins amples et plus nombreux pour multiplier la surveillance, et de n'y enfermer jamais qu'un personnel de 15 ou 20 malades.

Ce vice de distribution intérieure tient à une cause fort singulière. Le médecin sur les données duquel les plans définitifs ont été arrêtés avait longtemps vécu en province, et avait organisé l'asile d'Auxerre. Or en province les fous déprimés, c'est-à-dire tranquilles, sont beaucoup plus nombreux qu'à Paris, où les excités dominent dans une proportion notable, et l'on aurait dû en tenir compte dans l'édification des établissemens destinés à renfermer les uns et les autres. On a remédié autant que l'on a pu à cet inconvénient en ne mettant que 14 lits au lieu de 16 dans les dortoirs des agités, mais il eût bien mieux valu faire des dortoirs de 6 lits et des préaux pour dix-huit malades. Dans l'état actuel, la discipline souffre un peu de cet ordre de choses, ce qui n'est pas un bien grand mal; mais, la surveillance étant plus divisée et moins efficace, les évasions sont assez fréquentes. Dès qu'une évasion est signalée, il faut redoubler de zèle et ouvrir des yeux clairvoyans, car la manie de se sauver devient presque immédiatement épidémique. Il en est de même pour le suicide; quand un aliéné a réussi à se tuer, la plupart essaient de l'imiter, et il est bien rare que l'on n'ait pas quelque nouveau malheur à déplorer. Lorsqu'il s'agit de se débarrasser de la vie, les aliénés déploient une persistance, une hypocrisie, une volonté fixe et prédominante, qui mettent en défaut les précautions les plus subtiles, et feraient croire que la maladie suscite chez eux des facultés spéciales et presque surhumaines.

Si l'aliénation mentale trouble certaines facultés de l'entendement, elle en développe d'autres à un point extraordinaire. On dirait que l'état de stupeur dans lequel tombent fréquemment les malades est pour quelques-uns d'entre eux une période d'incubation, d'éducation interne dont ils sortent avec des dons intellectuels qu'on ne leur connaissait pas dans leur vie normale. C'est ce qui a fait dire que des fous se mettaient inopinément à parler des langues qu'ils ignoraient; ceci est impossible, mais il est constant que la mémoire, surexcitée tout à coup sous l'action d'un afflux nerveux, peut rappeler d'une façon qui paraît miraculeuse une langue que l'on a entendue jadis et qu'en état de santé l'on ne sait réellement pas. Il y a en ce moment même à Vaucluse un Russe qui y fut amené il y a onze mois; il ne pouvait dire deux mots de français, et se contentait de démontrer par signes qu'il ne comprenait rien



de ce qu'on lui disait. Il fut saisi de dépression, et resta huit mois sans ouvrir la bouche; quand il se réveilla de sa torpeur, il savait le français, non pas comme La Bruyère ni comme Montesquieu, mais assez pour expliquer très nettement son état mental, pour raconter son histoire, pour expliquer qu'il avait été tailleur dans son pays et pour demander de l'ouvrage. Je l'ai vu, et j'ai causé avec lui. Pendant cette sorte de sommeil extérieur, les vocables qu'il entendait se sont groupés dans sa mémoire avec leur valeur spéciale, les corrélations qui existent entre eux, et, étant fou, il s'était fait en lui à son insu un travail dont il recueillit le bénéfice sans en avoir eu la peine.

La stupeur est si profonde parfois chez les malades, leurs organes sont frappés d'une paresse tellement invincible, qu'ils se croient morts; ils n'ouvrent ni les yeux ni la bouche et refusent de manger. Le docteur Billod a imaginé une bouche artificielle fort ingénieuse qu'on place de force entre les lèvres de l'absorbé, et qui permet de lui faire avaler quelques alimens; mais, si l'on tombe sur un malade dont les mâchoires sont maintenues serrées par une contraction nerveuse, il faut y renoncer; on lui briserait les dents, et l'on n'arriverait à rien. On se sert alors d'une sonde œsophagique que l'on fait passer par une narine et que l'on dirige de façon qu'elle pénètre dans le pharynx; c'est ainsi que l'on peut envoyer de la nourriture liquide jusque dans l'estomac à l'aide d'un instrument fort prosaïque dont Molière a souvent abusé dans ses comédies. Lorsque ce mode de nutrition se prolonge, — j'ai connu un aliéné qui l'a supporté pendant dix-sept mois, — le patient finit souvent par être atteint de scorbut, maladie qui du reste n'est pas rare chez les fous. Il ne faut pas croire que ces êtres immobiles, qui vivent dans une concentration incompréhensible, muets, sans regard, sourds et pétrifiés, ne pensent à rien. C'est le contraire qui est vrai; l'agitation intérieure est formidable chez eux, un chaos de pensées se heurte dans leur tête; ils sont un monde et vivent au centuple, emprisonnés dans un corps qui se refuse à toute manifestation extérieure. Lorsqu'ils sortent de cette rigidité, on est surpris de voir que rien ne leur a échappé, et l'on reste parfois stupéfait en écoutant le récit des phénomènes psychologiques dont ils ont été le théâtre fermé.

Gérard de Nerval, décrivant les régions fantastiques à travers lesquelles il a été si souvent transporté (1), a appelé la folie « un épanchement du songe dans la vie réelle. » Cette expression, que nul aliéniste ne répudierait, est d'autant plus frappante, qu'il est

(1) *Aurélia, ou le Rêve de la vie*, par Gérard de Nerval, 1 vol. in-18.



impossible de reconnaître si le récit de Gérard de Nerval est emprunté à des rêves ou à des réalités morbides. Évidemment les réalités et les rêves sont si étroitement mêlés, tellement confondus, qu'il ne parvenait pas à les distinguer lui-même. Bien des fous ressemblent à des gens mal réveillés qui vivraient sous l'empire d'un cauchemar persistant; dans le rêve comme dans la folie, on ne guide pas sa pensée, on est guidé par elle; de plus, comme dans le rêve aussi, toute idée intermédiaire disparaît, on ne voit que le but poursuivi. Le fou, entre la conception et la réalisation de son désir, n'admet, ne suppose aucun obstacle; le relatif s'efface, on peut dire qu'il ne comprend que l'absolu. Une mélancolique vous dit: Rendez-moi, je vous prie, un service; prenez un bon couteau, et coupez-moi le cou! — On se récrie, on parle de responsabilité, de justice, d'échafaud. — Elle reprend: Ne dites donc pas de niaiseries; prenez vite le couteau, rien n'est plus simple, dépêchez-vous, je n'ai pas le temps d'attendre. — Comme dans le rêve encore, les sensations extérieures font germer des idées connexes. — Un homme se découvre la nuit en dormant, il a froid, il rêve qu'il est en Sibérie. De même pour l'aliéné: une hystérique a des contractions à la gorge et soutient qu'elle a avalé une pomme qui « ne peut pas passer; » un maniaque sent distinctement un crapaud qui lui ronge l'estomac, il meurt; à l'autopsie, on découvre qu'il a un squirre voisin du pylore; les femmes qui rejettent invariablement leurs vêtements et veulent absolument rester nues (Théroigne de Méricourt, morte en 1817, était ainsi) sont de pauvres créatures qui ont la peau animée d'hyperesthésie (excès de sensibilité), et qui ne peuvent supporter le frôlement le plus léger. La perversion des sensations est telle qu'un malade s'essuie le visage pour étancher les gouttes de sueur qu'il sent, qui le chatouillent en coulant, et qui cependant n'existent pas. On ne peut pas dire, suivant la formule vulgaire, qu'elles n'existent que dans son imagination, car il en a l'impression physique, très nette, palpable, positive, due sans doute au tressaillement de quelque filet nerveux épanoui sous l'épiderme.

L'aliénation n'atteint guère que les adultes, elle respecte l'enfance. Roller a dit: « La folie n'apparaît qu'avec la conscience du moi, vers l'âge de quatorze ans au plus tôt. » J'ai pu constater à Vaulx-Évrard, qui est un domaine de 185 hectares situé près de Neuilly-sur-Marne, entre la route de Strasbourg et le canal de Chelles. Cet asile, qui avait été ouvert le 29 janvier 1869, a servi de quartier-général au prince de Saxe, il a été pris par nous, et comme il était dominé par le plateau d'Avron, on peut croire que les projectiles ne l'ont point épargné. Les 248 malades que j'y ai vus étaient dans

des conditions analogues à celles dont j'ai parlé; 2 médecins, 40 employés, dont 7 sœurs de Saint-Joseph, veillent sur eux; c'était un dimanche et nul travailleur aliéné n'était aux champs. L'idée première qui a dirigé la construction de Ville-Évrard n'ayant point été suivie, il se trouve que diverses modifications sont nécessaires pour que l'établissement puisse rendre les services qu'on lui demande. Primitivement ce devait être une maison de convalescence, de sorte qu'on a évité avec soin tout ce qui rappelait la réclusion. Les murs d'enceinte sont trop bas, si bas que de la route et des champs voisins on plonge littéralement dans les jardins, et l'on voit tout ce qui s'y passe; de plus les préaux particuliers des cellules réservées aux femmes agitées sont peu éloignés de la berge du canal de Chelles. Les bons paysans, les Parisiens désœuvrés qui le dimanche traînent leur ennui à travers champs, excitent ces malheureuses pour se distraire et les exaspèrent parfois jusqu'à la fureur; une grille mal placée, ouvrant sur la campagne, permet aux cabaretiers du voisinage, qui ne s'en font pas faute, de passer de l'eau-de-vie aux infirmiers et parfois même aux malades. Le peu d'élévation des murs rend en outre les évasions très fréquentes. C'est là un inconvénient auquel il est facile de remédier, et je ne vois pas alors ce qui manquera à Ville-Évrard pour devenir un établissement moins bien situé, mais aussi bien aménagé que Vacluse.

Sainte-Anne a coûté 9,504,705 francs, Vacluse 5,151,001, Ville-Évrard 6,135,352, mais dans ce dernier chiffre il faut compter les dépenses de constructions fort importantes qui ont été faites dans un vaste parc séparé de l'asile par la route. C'est une série de pavillons isolés; ils n'ont pas encore été habités et constituent une maison de traitement pour les aliénés, qui serait aux asiles ce que la maison municipale de santé est aux hôpitaux. Ce premier projet a été abandonné, mais les bâtimens restent; ils sont neufs, de bonne apparence, placés au milieu d'un jardin charmant, bien abrités, d'une surveillance facile; il convient de les utiliser et de mettre là le service des idiots et celui des épileptiques, qui encomrent Bicêtre et la Salpêtrière sans utilité pour la science, sans profit pour l'administration. J'ai parlé ailleurs de ces deux maladreries, qu'il faudrait avoir le courage de jeter bas, si on pouvait imposer un tel sacrifice à l'assistance publique, qui, ménagère du bien sacré des pauvres qu'elle administre avec une irréprochable économie, fait effort pour tirer le meilleur parti possible des anciennes dépendances de l'hôpital général, dont elle a hérité. Les vieilles maisons, comme les vieilles gens, tiennent à leurs mauvaises habitudes, et dans les cellules des aliénés de Bicêtre j'ai trouvé encore l'immonde baquet en bois, qui est un foyer d'infection permanente.

Le quartier des idiots à Bicêtre est une hideuse renfermerie aménagée tant bien que mal dans des bâtimens trop étroits, désagréablement distribués, branlant de vétusté, et qui depuis longtemps auraient dû tomber sous la pioche des démolisseurs; il est du moins hygiéniquement disposé en bon air sur la hauteur qui domine la plaine de Gentilly; mais on ne peut le parcourir sans tristesse, car il n'y a pas de spectacle plus navrant que celui de ces animaux à face humaine, chez qui rien d'humain ne subsiste. On est surpris que la vie se soit emparée de ces difformes apparences, et ait pu s'y installer. Leur crâne déprimé, leurs yeux atones, leur lèvre pendante et baveuse, leurs gestes incohérens, leur démarche oscillante, assez semblable à celle de jeunes ours dressés sur leurs pattes de derrière, en font un objet d'étonnement et de commisération infinie. Beaucoup d'entre eux sont aphasiques, c'est-à-dire ne peuvent parler : ils entendent, ils peuvent articuler des sons, mais il leur est impossible de retenir un mot et de lui reconnaître une valeur significative quelconque. Il y en a cependant qui parviennent à se forger deux ou trois vocables pour exprimer non pas des idées, mais des besoins matériels fort simples; Esquirol cite une idiote qui disait *pignon* lorsqu'elle voulait manger, et *agnon* quand elle avait soif. On ne peut dire qu'ils aient des vices, puisqu'ils ne peuvent comprendre la différence du bien et du mal; ils ont des habitudes invariablement mauvaises et des mœurs déplorables : ce sont des singes maladroits et malfaisans. Parmi eux, il en existe quelques-uns qui peuvent proférer quelques paroles, chez qui la matière mal conformée n'a pas envahi l'âme tout entière, et qui offrent une lueur incertaine, vacillante, à peine visible, dont on cherche à tirer parti. Ferrus est le premier qui ait essayé de les faire instruire, et Bicêtre possède une école, — école bien primaire, — pour les jeunes idiots. Leur instituteur mérite d'être nommé, car jamais, je crois, tâche plus ingrate n'est incombée à un homme. Depuis trente-deux ans, M. Delaporte a vu passer tous les jeunes idiots que Bicêtre a renfermés. Sans se décourager jamais, il a roulé ce rocher de Sisyphe; à force de patience, de persistance, il leur a donné quelques notions de lecture, d'écriture, de calcul et de géographie. Il a tenté par tous les moyens imaginables de mettre un peu de lumière dans ces cerveaux obscurs; il a réussi quelquefois, mais pour combien de jours, pour combien d'heures? Presque tous ses écoliers sont épileptiques; un accès survient, tout est oublié; on recommence, on serine de nouveau ces malheureux êtres inconsistans; à la première attaque, tout s'envole. Près de la classe, dans une salle largement aérée, est une sorte de grande auge en bois, capitonnée de matelas; c'est là qu'on porte ceux que

terrasse le mal sacré. Cela est sinistre à voir. Un enfant est au travail, l'*aura epileptica*, le souffle mystérieux passe, un frémissement imperceptible ride la peau du front, l'œil tourne et devient blanc, un peu d'écume rosâtre apparaît au coin des lèvres contractées, une pâleur grise envahit le visage, un bélement plaintif s'échappe de la poitrine oppressée, et le malheureux est abattu par la convulsion. Quelques-uns ont des accès si fréquens et tombent si brutalement du haut mal, qu'on est obligé de leur encercler la tête dans un bourrelet de caoutchouc.

A la Salpêtrière aussi, on a établi une école pour les jeunes idiots; il y a là une institutrice que souvent j'ai vue à l'œuvre et que je n'ai jamais pu contempler sans émotion, car je connais son histoire, et je n'en sais guère de plus touchante. En 1847, une femme devint folle et entra à la Salpêtrière; sa fille, qui avait reçu une éducation sérieuse, obtint de la suivre, de rester près d'elle, afin de lui donner des soins. Cette tolérance ne pouvait être que provisoire; elle devint définitive, grâce au dévouement filial. M<sup>lle</sup> X... se chargea d'apprendre à lire et à écrire aux idiots. Depuis vingt-trois ans, elle n'a point quitté le froid quartier où ses élèves sont recluses, et rien, — ni une santé visiblement chétive, ni l'ingratitude d'un labeur éternel, — n'a pu la faire renoncer à la tâche sacrée qu'elle a recherchée avec une abnégation admirable. Est-elle payée de sa peine? Bien peu, si l'on ne considère que le développement rudimentaire des pauvres cerveaux qu'elle veut éclairer, — suffisamment et selon son cœur, si l'on remarque une vieille femme fort douce, un peu sauvage, s'empressant volontiers autour des enfans, qui se promène dans le préau ombragé du quartier, — de la mesure, — des idiots; la mère et la fille sont réunies. Si cela est contraire au règlement, il faut bénir ceux qui ont su y manquer pour aider à cette bonne action.

Ces malheureuses petites filles dénuées, dont la vie serait insupportable, si elles pouvaient en concevoir l'amertume, ont parfois une distraction qui les occupe et les fait joyeuses pendant une heure ou deux. Tous les ans, le directeur de la Salpêtrière fait venir au carnaval un prestidigitateur qu'on installe avec son petit théâtre dans la salle de réunion d'un des quartiers neufs. C'est une vraie fête de famille; on y invite les idiots sages, les épileptiques simples, les folles tranquilles, les indigentes en hospitalité. Il y a des lumières, des fleurs, quelques draperies. Toutes les spectatrices, assises sur des chaises, sont immobiles et silencieuses; l'hébètement des visages est à peu près général. On voit là de pauvres fillettes épileptiques déjà gagnées par l'embonpoint, et qui, malgré leur jeunesse, ressemblent à de grosses vieilles femmes

dont la peau serait tendue sur une chair malsaine et trop gonflée. Parfois on entend au fond de la salle une plainte traînante, mélodée douce et tremblée; c'est une malade qui tombe. Dans ses différens tours, qui n'étaient point bien compliqués, l'homme, voulant faire entrer un serin dans une coquille d'œuf, fit mine de lui écraser la tête entre ses dents; il y eut un murmure et comme un sentiment unanime d'horreur : l'humanité dans ce qu'elle a de plus beau, la pitié, subsiste donc encore ! Une autre fois j'ai assisté à un bal costumé donné aux folles : on leur avait ouvert le magasin aux vêtements, et elles s'étaient attifées selon leur goût, en marquises, en laitières ou en pierrettes. Généralement la folie des femmes est bien plus intéressante que celle des hommes : l'homme est presque toujours farouche, fermé, obtus, il raisonne même dans le déraisonnement; la femme, qui est un être d'expansion universelle, exagère son rôle, parle, gesticule, raconte et initie du premier coup à tous les mystères de son aberration. Je me rappelle ce soir-là une vieille bossue vêtue en folie : elle allait et venait, manifestement nymphomane, tournant autour de deux ou trois hommes qui étaient là, et tendant ses bras maigres vers eux avec une expression désespérée. Tout se passa bien du reste. Le piano était tapoté en mesure par une malade : les filles de service et les aliénées dansaient ensemble et obéissaient ponctuellement à une folle qu'on avait coiffée d'un chapeau à plumes en signe d'autorité. Fièvre de ses fonctions et de son marabout blanc, elle mettait l'ordre partout où il en était besoin. On offrit des sirops et des massepains qui furent acceptés avec un empressement de bonne compagnie. Lorsque je me retirai, une femme s'approcha de moi et me dit : — Marquis, votre fête était charmante, je suis attendue aux Tuileries, veuillez dire qu'on fasse avancer ma voiture, mes gens sont dans l'antichambre. — Celle qui me parlait ainsi avait été fruitière dans la rue Harvey.

Les asiles dont je viens de parler sont amples et vastes, mais ils sont loin de suffire aux besoins de la population parisienne, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par les chiffres suivans : au 31 décembre 1871, les aliénés de Sainte-Anne, Vacluse, Ville-Évrard, Bicêtre et de la Salpêtrière étaient au nombre de 2,237; Charenton en contenait 503, et les onze maisons de santé particulières établies à Paris ou aux environs en renfermaient 523, ce qui donne un total de 3,263; mais à cette même époque notre ville avait à répondre de 7,115 fous (1). Pour satisfaire à des besoins si pressans et si nombreux, l'assistance publique, qui ne dispose dans ses éta-

(1) Le nombre des hommes est inférieur à celui des femmes : 2,935 pour les premiers, 4,180 pour les secondes, ce qui infirme l'opinion des médecins qui attribuent à l'usage du tabac une influence prépondérante dans les maladies mentales.



blissemens que des places libres, a fait, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juin 1838, un traité avec trente-quatre asiles de province, qui soignent pour son compte 3,772 malades; de plus vingt-cinq autres asiles en ont reçu 80 à des conditions débattues; c'est donc une masse de 3,852 aliénés que Paris est obligé d'évacuer sur les departemens faute d'établissemens pour les recevoir et les garder. En présence de ces faits, il y a lieu de regretter que M. Haussmann n'ait pu mettre son projet à exécution, et il faut espérer que ce projet sera repris plus tard, car il est indispensable que Paris offre tous les moyens curatifs possibles à une maladie qui semble devenir plus fréquente depuis qu'elle est mieux étudiée. Si ce vœu était exaucé, il faudrait consacrer un des dix asiles aux convalescens, car bien souvent on prend une rémittence pour la guérison; les lits sont demandés, les aliénés frappent à la porte, on se hâte de leur faire place, et l'on renvoie des malades qu'on aurait dû garder encore : les rendre à leur milieu avant que leur système nerveux n'ait retrouvé son équilibre, à ce milieu perturbant qui a été une des causes de leur mal, c'est les exposer à l'une de ces nombreuses rechutes que constatent les statistiques hospitalières.

## II.

Bicêtre contient un quartier spécial, rejeté à l'extrémité de la maison et formé d'une rotonde qui se compose de 24 cellules, séparées de la salle centrale, où se tiennent les gardiens, par des grilles de fer semblables à celles qui défendent les loges des animaux féroces au Jardin des Plantes; c'est *la sûreté*. L'homme enclos dans cette geôle est comme une bête; on lui passe sa nourriture à travers les barreaux, et on le lâche parfois dans un petit préau appartenant à sa prison, préau désolé, sans verdure, brûlé par le soleil, mais entouré de basses murailles qu'on dirait faites exprès pour faciliter les évasions. C'est dans ces cages, bonnes tout au plus à garder des loups, qu'on enferme les condamnés qui ont donné des preuves d'aliénation mentale, et qu'on aurait peut-être bien fait d'examiner scientifiquement avant de les traduire devant le jury. Ces malheureux ne peuvent rester dans les prisons parce qu'ils sont fous, ils ne peuvent être admis dans un asile parce qu'ils sont condamnés; on a trouvé un moyen terme, et on les jette dans ces cachots annexés à Bicêtre. Dix hommes les surveillent; ce n'est pas trop. Autrefois on les employait à fabriquer ces couronnes de papier peint qu'on donne dans les pensionnats aux distributions de prix; aujourd'hui ils font du filet. Le professeur qui leur explique les

mystères de la navette et du moule est un malade du quartier des grands infirmes.

Il y a là une question fort grave : que doit-on faire de ceux qu'on appelle fort improprement des fous criminels ? S'ils sont fous, ils ne sont point criminels, et, s'ils sont criminels, ils ne sont point fous. Un aliéné peut commettre un homicide sans être coupable ; mais, pour n'être point coupable, il n'en est pas moins dangereux, car la manie homicide est incurable, c'est Esquirol qui l'a dit. Or à cet égard la loi du 30 juin 1838 offre une lacune qui cause d'insurmontables embarras à la justice, à la préfecture de police et à l'assistance publique. Voici un fait qui se renouvelle tous les jours. Sous l'obsession d'une impulsion irrésistible, un homme en frappe un autre et le tue. Il est arrêté ; interrogé par le juge d'instruction, il divague et ne laisse aucun doute sur son insanité ; un médecin aliéniste est appelé, et reconnaît que l'inculpé est irresponsable. L'article 64 du code pénal est formel : « il n'y a ni crime, ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » On se trouve donc en présence d'un malade ; il n'appartient plus à la justice, qui rend une ordonnance de non-lieu. C'est son devoir, et elle ne peut s'y soustraire. Cependant sous l'influence de l'isolement, de ce que l'on nomme le changement d'état, l'exaltation s'efface, la manie s'apaise, la raison reparait, et le malade guérit. Que va-t-on faire ? Il ne faut point oublier que la manie homicide est incurable. Cet homme, n'étant ni prévenu ni condamné, ne peut être gardé en prison ; il n'est plus aliéné, il ne peut donc être reçu dans un asile. Pour lui, la justice est sans loi, la police sans pouvoir. Le voilà sur le pavé, retourné à sa vie ordinaire, à ses habitudes plutôt mauvaises que bonnes, en butte à toutes les causes de surexcitation qui déjà ont fait éclater son délire et le feront éclater encore. Un nouvel homicide est commis, grande rumeur : c'était un fou, ne le savait-on pas ? pourquoi ne l'a-t-on pas fait enfermer ? Soit ; mais la liberté individuelle, que l'on trouve si fortement compromise par la loi de 1838, qu'en fait-on dans ce cas ? Il y a tel genre de folie où les malades passent par des alternatives presque régulières, variant entre la fureur et une surexcitation qui ne dépasse pas de beaucoup la moyenne d'un cerveau naturellement exalté ; c'est la folie à double forme de Baillarger et la folie circulaire de Falret. Dans les intervalles de violence et de calme relatif, un malade frappé de cette affection peut commettre une série de meurtres et être toujours relâché, parce qu'il lui suffira d'être momentanément emprisonné pour entrer dans la période d'apaisement.

L'Angleterre, qui pousse parfois jusqu'à l'absurde le respect de la liberté individuelle, ne s'est laissé prendre à aucun sophisme; elle a été droit au but, au but pratique, à celui vers lequel il faut tendre lorsque l'on comprend que le premier devoir d'un gouvernement est de protéger la sécurité sociale. Le fou atteint de monomanie homicide, de cleptomanie, de pyromanie, qui, ayant tué un de ses semblables, volé, allumé un incendie, revient à la raison, n'est jamais rendu à la liberté; on le considère comme un malade en rémittence, mais sujet à des rechutes qui peuvent mettre la société en péril, et par conséquent comme un individu dangereux qui doit vivre sous une surveillance continuelle. C'est là un exemple qu'il faut suivre et suivre au plus vite, car chaque jour les feuilles publiques racontent quelque malheur occasionné par un aliéné libre dont la vraie place, l'événement le prouve trop tard, était dans un asile ou dans une maison de santé. La science a un grand rôle à jouer dans cette question, il lui appartient de formuler les principes indiscutables sur lesquels on peut s'appuyer pour reconnaître, déterminer et affirmer l'aliénation mentale. Cette lacune de la loi de 1838 n'est pas seulement préjudiciable à la sécurité publique, elle a en outre des conséquences redoutables pour l'aliéné lui-même, qu'elle ne sauvegarde pas, et pour la justice, qu'elle entraîne à des erreurs. En présence de certains faits horribles et monstrueux, le jury a peur de reconnaître dans celui qui en est l'auteur un fou qu'il faudra relaxer immédiatement, puisqu'il ne serait pas coupable, et, dominé par le très légitime souci du salut général, il condamne.

On dit, je le sais, et c'est un argument qui paraît péremptoire : De tels fous sont un danger permanent, et la société a le droit, a le devoir de s'en débarrasser. — Nulle société n'a le droit de tuer ses malades, à moins qu'elle ne revienne aux temps barbares où l'on étouffait entre deux matelas les malheureux qui avaient été mordus par un chien enragé; mais la question est plus haute et d'un ordre plus abstrait. Toutes les fois qu'une erreur de cette nature est commise, c'est l'expression la plus élevée, l'expression presque divine de la société qui souffre et qui est blessée, c'est la justice. Or tout ce qui peut porter atteinte à la justice, tout ce qui est de nature à en amoindrir le prestige, à diminuer le respect qui lui est dû, est mauvais, dangereux et coupable. De toutes les divinités que nous avons adorées, une seule est restée debout : c'est la vieille Thémis. Au milieu de nos bouleversemens matériels et de notre effacement moral, lorsque nous tourbillonnons sur nous-mêmes sans pouvoir trouver la route qui mène, au port, elle est demeurée impassible et sereine, équitable pour tous, rassurant les faibles et tâchant de con-

tenir les exaltés. Elle nous a donné une leçon grandiose, dont il faut profiter, en nous prouvant qu'on peut traverser un naufrage sans rien abandonner de soi-même, et à l'heure suprême, quand on a cherché des martyrs pour confesser le droit, on l'a trouvée digne d'être associée à Dieu même; la robe du juge et la robe du prêtre ont été trouées par les mêmes balles.

Il faut, en imitant l'exemple de l'Angleterre, donner à la justice le pouvoir de mettre hors d'état de nuire le maniaque qu'elle est contrainte aujourd'hui de frapper par des lois qui ne sont pas faites pour lui; il faut qu'elle appelle plus souvent l'aliéniste à son aide, car bien des cas qu'elle a sévèrement jugés appartenaient à la pathologie mentale. Ce n'est pas l'esprit d'impartialité qui lui manque; mais la science aliéniste est si jeune encore, — elle date des premiers jours de ce siècle, — elle doit lutter contre tant de préjugés, elle a des formules encore si confuses, que la justice semble redouter d'être trompée par elle. Dans une circonstance restée certainement présente à l'esprit des lecteurs, le jury, guidé par la justice, a fait preuve d'une clairvoyance que malheureusement il n'a pas toujours eue au même degré. Un enfant de quelques mois appartenant précisément à une famille de magistrats fut enlevé au jardin des Tuileries par une fille qui, facilement retrouvée, fut arrêtée et comparut en cour d'assises. Sur le verdict du jury, elle fut acquittée. Bien jugé! La fille était hystérique, elle avait été « contrainte par une force à laquelle elle n'avait pu résister, » pour parler comme l'article 64 : donc elle était irresponsable.

L'histoire elle-même, fautive d'avoir été écrite par des hommes qui soient descendus un peu profondément dans l'étude des troubles nerveux de l'intelligence et de la volonté, a formulé bien des jugemens qu'une cour de cassation scientifique invalidera quelque jour. Une impulsion irrésistible, née, chez des êtres maladifs, sous l'influence d'une cause religieuse et d'une cause politique, arme le bras de Ravallac, que les feuillans avaient renvoyé comme visionnaire, et conduit Charlotte Corday près de Marat. L'un est un monstre indigne de merci, l'autre est presque déifiée; un célèbre historien l'appelle l'ange de l'assassinat. Tous deux me paraissent irresponsables et victimes d'un cas pathologique parfaitement caractérisé; l'un et l'autre ont obéi à ce que l'on nomme vulgairement une idée fixe. Pour apprécier sainement des faits de cette nature, c'est l'acte lui-même, l'acte abstrait qu'il faut voir, non point les événemens, souvent déplorables, qui en ont été le résultat. Rarement un monomane qui tue s'y reprend à deux fois; il emploie le couteau de préférence, et le coup qu'il porte d'un seul jet est presque toujours instantanément mortel; on dirait que toutes ses facultés concourent à développer en lui une adresse, une précision qu'un homme

sain d'esprit ne peut atteindre. Lacenaire, qui se donnait pour un professeur d'assassinat, et dont l'état mental était absolument intact, n'a jamais réussi à tuer du premier coup. Il est une variété de fous très étrange qu'on ne saurait examiner de trop près avant de se décider à les envoyer en cour d'assises, ce sont les mélancoliques irrésolus; ils ne rêvent que la mort, et n'osent point se la donner; pour arriver au but vers lequel ils aspirent avec une intensité qu'il est impossible de comprendre lorsqu'on ne l'a pas constatée soi-même, ils prennent un chemin détourné qui les conduit invariablement au meurtre; ils tuent dans l'espoir d'être arrêtés, jugés, condamnés, exécutés. Ils parviennent au suicide par l'homicide. Quelques-uns ont été frappés de la peine capitale; ils ont accepté l'arrêt avec joie, et ne se sont point pourvus en cassation, afin de monter plus promptement sur cet échafaud qui était l'objet de leur passion.

Pour le criminel le meurtre est un moyen, pour l'aliéné le meurtre est un but. Lorsque, dans un crime, l'on ne peut découvrir aucun mobile plausible d'intérêt, de vengeance, de jalousie, il est probable, sinon certain, qu'il est l'œuvre d'un fou : Papavoine, Philippe, Verger. Celui-ci n'a trompé aucune des prévisions que l'examen de son état mental avait fait naître. Il avait été signalé comme un aliéné pouvant facilement devenir dangereux sans nouvelles causes perturbantes, par le seul développement probable de son exacerbation intellectuelle. C'était un prêtre, on redouta le scandale : de plus l'agitation commençait autour de la loi de 1838; au lieu de l'interner dans un asile, on prit le moyen, moins sûr et plus dispendieux, de le faire surveiller. Il ne faisait plus un pas sans être suivi par des agens; il s'en aperçut, s'en fatigua, partit pour la Belgique, revint inopinément, et se rendit le 3 janvier 1857 à l'église de Saint-Étienne-du-Mont, où l'on sait ce qui se passa. On m'a affirmé que, lorsqu'il commit l'homicide qu'il a expié entre les mains du bourreau, il avait un frère fou à Bicêtre et une sœur employée à la Salpêtrière, où elle avait été traitée et guérie d'un accès d'aliénation mentale. Le principe morbide qui force une lypémanie à briser une assiette est semblable à celui qui contraint un monomane à tuer : certes le résultat est différent, mais la cause est identique; ces deux faits ont donc une valeur scientifique égale.

Sous l'action de certaines substances stupéfiantes ou excitantes, l'esprit perd une partie de ses facultés, ou du moins celles-ci sont profondément modifiées. Le haschich (1) est le plus énergique de ces agens de trouble. Le docteur Moreau (de Tours) l'a longuement

(1) *Haschich* en arabe signifie proprement herbe; appliqué à la substance dont je parle, il veut dire l'herbe par excellence. Le chanvre indien d'où on l'extrait se nomme *fassouck*.



expérimenté sur lui-même et sur les autres; il a publié en 1844 un livre fort curieux qui contient le résultat de ses expériences sur ce qu'il nomme justement la folie artificielle. Il a raconté les différentes *fantasias* dont il a été le héros et le témoin; mais il n'a pas dit que le principal expérimentateur, savant ingénieux et parfait homme du monde, était, sous l'influence du haschich, atteint de cleptomanie; il volait les montres, les bijoux, avec une habileté que lui auraient enviée les pensionnaires de La Roquette et de Clairvaux. Si la folie artificielle peut produire la manie du vol, que penser à cet égard de la folie réelle? Que d'ivrognes intoxiqués d'alcool se sont « amusés » à mettre le feu à leur maison! La plupart des incendies qui dans la campagne dévorent les toits de chaume et surtout les meules de céréales et de foin sont le fait de fillettes de quatorze à seize ans maladivement prédisposées à la pyromanie. Cet âge est particulièrement dangereux pour les jeunes filles qui ne sont déjà plus des enfans, et ne sont point encore des femmes. Qui de nous n'a remarqué les troubles nerveux dont elles sont affectées, et qui, lorsqu'ils offrent peu de gravité, se manifestent par une perversion du goût? Elles mangent du charbon, de la mine de plomb, du plâtre, du papier imprimé, des araignées, de la bougie. Tout cela est fort innocent; mais en même temps elles ont fréquemment des hallucinations. Si ces hallucinations prennent un corps, si elles se fixent sur un individu, si la malade obéit à ce besoin impérieux de faire parler d'elle qui trop souvent tourmente les femmes atteintes d'hystérisme, qu'en résultera-t-il? Un procès en cour d'assises peut-être, où la justice, trompée par les apparences, n'admettant pas la perversion d'un être si jeune et ne soupçonnant pas la maladie, fera des efforts désespérés pour découvrir la vérité, renversera ses habitudes, tiendra audience à minuit, afin de pouvoir entendre le principal témoin, qui théâtralement ne parle qu'à cette heure et passe ses journées dans la prostration. Si d'autre part l'accusé ne peut établir l'alibi qui le sauverait, sans perdre à toujours une femme qui s'est confiée à son honneur, il surviendra une condamnation d'autant plus regrettable qu'elle sera plus sévère. Un tel procès est impossible de nos jours, dira-t-on. Je l'espère, car la médecine légale a fait de grands progrès et est écoutée; mais le fait s'est produit à Paris même en 1835 (1).

Volontiers nous appelons le xix<sup>e</sup> siècle un siècle de lumières; il a commis des erreurs flagrantes dont il est bon de se souvenir pour éviter la pierre contre laquelle nous avons déjà butté : à deux cent

(1) Un fait analogue vient d'être jugé à Montauban avec une grande perspicacité; le principal témoin était aussi une femme hystérique, mais elle n'est point parvenue à tromper le jury.

trante ans de distance, je trouve un fait absolument semblable et conduisant à la même méprise. En 1594, le parlement de Dôle condamne à être traîné sur une claie et brûlé vif un certain Gilles Garnier, surnommé l'ermite de Saint-Bonnet, loup-garou qui habitait une forêt et avait tué un enfant dont il avait mangé les entrailles; en 1824, Antoine Léger va vivre dans les bois, enlève une petite fille de quatorze ans, la tue, mange son cœur, et est condamné à mort par la cour d'assises de Versailles. L'un et l'autre étaient deux maniaques frappés de lycanthropie. Esquirol et Gall firent l'autopsie de Léger : ils trouvèrent que la pie-mère adhérait au cerveau; Charles Robin a constaté un accident identique chez Lemaire, et Momble avait la dure-mère adhérente à la boîte osseuse. Il y a en ce moment à la sûreté de Bicêtre un jeune homme condamné à une longue peine infamante pour un attentat aux mœurs commis dans des conditions particulièrement révoltantes. Il a la pâleur grise caractéristique, un certain boursoufflement des paupières; sa pupille, semblable à celle des oiseaux crépusculaires, l'engoulevante et la bécasse, est dilatée comme s'il avait pris de la belladone. Il est paisible et soumis à son sort, quoiqu'il ne comprenne guère en quoi il l'a mérité. Il est sujet parfois à ce qu'on nomme des absences : il tombe subitement dans une sorte d'extase où il reste plongé un jour ou deux; il en sort brusquement, reprend vie à la minute précise où l'accès l'a saisi, et ne conserve aucun souvenir de ce qu'il a fait pendant que son corps seul était sur terre et que son âme voyageait dans les espaces ouverts à la folie. Son état mental, reconnu après sa condamnation, lui a du moins valu d'être enfermé à la sûreté, et lui a épargné les galères.

Lorsque l'on essaya d'établir en France l'isolement cellulaire dans les prisons, il ne manqua pas de gens qui, ne sachant pas le premier mot de la question et ne se doutant pas que le système en commun est une école où le crime est publiquement professé, déclarèrent que tous les détenus allaient immédiatement devenir fous. Une commission, choisie parmi les aliénistes les plus savants et qui comptait dans son sein des hommes tels que Ferrus, Lelut, Parchappe, fut chargée d'étudier l'état mental des condamnés enfermés dans les maisons centrales. Le résultat de cette enquête, publié en 1844, donna sur l'insanité des criminels des notions qu'on ne soupçonnait guère. A cette époque, la proportion des aliénés, par rapport à la population totale de la France, était de 1 sur 1,000; dans les prisons, la proportion fut de 20 sur 1,000. Le système cellulaire n'y était pour rien, puisque les maisons centrales vivaient sous le régime libre. — Il est bien difficile en effet, lorsqu'on a, sans parti pris d'avance, étudié de près les malfaiteurs,

les prostituées et les fous, de ne pas reconnaître que bien souvent la folie se recrute dans le crime, comme le crime se recrute dans la folie; de cette étude, on garde une commisération inexprimable pour ces êtres, coupables ou malades, qui seront toujours un danger public parce que leur cerveau sans équilibre n'a pu comprendre le mécanisme et les nécessités de la société où le hasard les a fait naître. On dit d'eux que la vie sans frein qu'ils ont menée, comme malfaiteurs ou comme filles, les a rendus fous; cette opinion est plus spécieuse qu'exacte. Les excès ont sans aucun doute développé, aggravé un mal qui à la fin est devenu incurable; mais dans le principe c'est parce qu'ils tendaient pour la plupart déjà vers l'aliénation qu'ils ont choisi délibérément cette existence qui traverse les bouges et les geôles pour se terminer dans les cellules de Bicêtre ou de la Salpêtrière. Il y a peut-être plus d'analogie que l'on ne croit entre la récidive de certains criminels et la rechute des aliénés. Aujourd'hui les savans américains étudient l'alcoolisme et s'aperçoivent que c'est une maladie presque toujours chronique et très souvent héréditaire. Problèmes redoutables, qu'on ose à peine effleurer, car la solution scientifique ne laisserait peut-être à l'homme qu'une responsabilité dérisoire!

C'est là le côté moral de la question, et les pouvoirs législatifs auront un jour à s'en occuper sérieusement. Quant au côté matériel, nous devons dire que l'assistance publique ne néglige rien pour offrir aux aliénés des asiles irréprochables. Ce qu'elle a fait à Sainte-Anne, à Ville-Évrard, à Vacluse, prouve ce qu'elle ferait, si ses ressources n'étaient pas aujourd'hui plus limitées que jamais. Placée entre la nécessité de ménager le bien des pauvres et l'obligation de secourir les infortunes qui crient merci vers elle, elle prend un moyen terme, et elle exige peut-être des médecins un travail que leurs forces ne leur permettent pas d'accomplir. Dans les préaux de l'un des asiles dont j'ai parlé, j'ai vu les femmes agitées se tordre, se débattre et souffrir en présence d'une gardienne impassible. Quoi! nous avons les anesthésiques les plus puissans, l'éther, le chloroforme, le chloral; nous avons le chlorhydrate de morphine, l'atropine, la narcéine, et quand une lypémaniaque entre en fureur, se mord, se frappe, se déchire, la camisole de force suffit, on la traite par l'indifférence, et il n'y a pas là un médecin qui accourt pour la calmer. En outre, dans une déposition reçue par une commission extra-parlementaire qui recherchait les moyens d'améliorer la loi de 1838, deux magistrats ont déclaré qu'ils avaient constaté, dans un asile public, qu'un médecin continuait à rédiger le bulletin sanitaire d'un aliéné mort depuis plusieurs mois. A quoi tient cela? Écoutons les malades, ils ont un mot familier, une locu-

tion invariable qui nous l'apprendra; ils disent : *Le médecin passe, le médecin va passer*. Il passe en effet, et ne peut guère faire autrement, car il n'a pas le loisir de s'arrêter. Le personnel médical n'est pas assez nombreux et les malades le sont trop. Les cinq asiles municipaux contiennent 3,920 places; ils sont sous la direction thérapeutique de 15 médecins, dont 8 seulement résident dans l'établissement même. Le service est donc distribué de façon que chaque médecin a 261 malades à soigner (1).

Or il faut bien cinq minutes pour interroger un aliéné, se rendre compte de son état, de l'effet que le traitement a pu produire; cinq minutes par malade donnent un total de vingt et une heures, c'est ce qu'exigerait une visite consciencieuse dans les salles. J'admets que la moitié des malades soient paralytiques, aphasiques, gâteux et incurables; il reste dix heures et demie. On ne doit donc pas s'étonner si les agités hurlent sans qu'on vienne à leur aide, et si un médecin signe machinalement un bulletin sanitaire qui depuis longtemps aurait dû être converti en bulletin de décès. Un aveu explicite a été fait à cet égard par un spécialiste éminent, et il est bon de le citer, car il dispense de tout commentaire. Ferrus, médecin en chef de Bicêtre, et ensuite inspecteur-général des asiles d'aliénés en France, a écrit : « Dans le service des aliénés de Bicêtre, où se trouvent moyennement de 700 à 800 individus, il m'a fallu *plusieurs années* d'une étude suivie pour prendre une connaissance exacte de chacun d'eux, ce qu'il m'eût été difficile d'obtenir, si je n'avais été bien secondé (2). »

J'ai visité beaucoup d'asiles et dans bien des pays; j'en ai vu un qui me paraît être un modèle au point de vue du personnel médical et des soins que l'on prodigue aux malades : c'est l'établissement d'Illebenau, que Falret père signalait dès 1845 à l'attention du monde savant dans les *Annales médico-psychologiques*. Le docteur Roller, qui l'a fondé en 1837, le dirige encore; l'infatigable vieillard semble avoir trouvé une nouvelle jeunesse, une vigueur toujours renaissante dans l'accomplissement du devoir et dans l'amour de sa profession. Pour une population d'aliénés qui ne peut pas s'élever au-dessus de 420, il y a un personnel de 150 gardiens et

(1) Cette moyenne est dépassée quelquefois : au 15 juin dernier, la division des *petites loges* de la Salpêtrière, dirigée par un seul médecin, contenait 327 malades. Du reste voici à la même date la population et le personnel médical des cinq asiles : Sainte-Anne 524 malades, 4 médecins, — Ville-Évrard 248 malades, 2 médecins, — Vaucluse 507 malades, 2 médecins, — Bicêtre 419 malades, 3 médecins, — la Salpêtrière 902 malades, 4 médecins. Bicêtre et Ville-Évrard, évacués pendant la période d'investissement, n'ont pas encore de services bien complets. En état normal, Ville-Évrard peut renfermer 600 malades et Bicêtre 740.

(2) *Des Aliénés*, par E. Ferrus, Paris, veuve Huzard; in-8°, 1834, p. 206.

sept médecins résidans qui tous les jours deux fois, sous la présidence du directeur, se réunissent en consultation, étudient les cas spéciaux, suivent le cours général de chaque maladie et participent ainsi à leur expérience mutuelle. Un journal hebdomadaire publié par la direction, dans lequel les pensionnaires sont désignés par un numéro, porte aux familles des nouvelles de leurs malades, qui sont individuellement visités au moins trois fois chaque jour par un médecin. Un corps de musique est attaché à l'asile; on encourage les aliénés à la vie agricole, à la vie ouvrière, on leur laisse toute la liberté compatible avec leur sécurité et celle des autres. Les médecins accompagnent souvent les malades dans leurs promenades et leur donnent quelques notions de botanique usuelle; les lectures en commun, les concerts, sont fréquens, et comme le lait est un aliment excellent pour les aliénés, que la glace leur est indispensable, il y a une étable de 24 vaches et 3 glaciers exclusivement réservées pour leur service. Le traitement thérapeutique joue à Illenau un rôle prépondérant; je n'ai pas qualité pour me permettre de l'apprécier, mais je puis dire qu'en 1871 il a été consommé par les malades 11 kilogrammes d'opium brut et 5 kilogrammes de chlorhydrate de morphine. Ces chiffres méritent d'être retenus, car ils renferment un enseignement dont il serait bon de profiter. Le résultat est à signaler : les guérisons sont dans la proportion de 42 pour 100, et j'entends guérisons sans rechute, car j'ai établi mon calcul sur une moyenne de plusieurs années.

Ce n'est pas tout de soigner les malades et de les sauver, il faut les suivre et les surveiller de loin lorsqu'ils sont rentrés dans leur milieu. Le statut d'Illenau est impératif à cet égard. Le directeur écrit au curé et au maire du village, de la ville où revient le convalescent; il leur indique le traitement prescrit et les charge de s'assurer que son ancien pensionnaire ne s'en écarte pas. Tous les quinze jours d'abord, puis tous les mois, tous les trois mois, enfin tous les semestres des lettres sont échangées, des recommandations sont réitérées en vue de consolider la guérison d'un paysan, — d'un prince, — jusqu'au moment où le docteur Roller estime que nulle rechute n'est à redouter. J'ai longuement étudié cet asile en éprouvant le regret profond que nous n'eussions rien de semblable à Paris, dans le pays où Pinel a fait la révolution que l'on sait, et fondé la pathologie mentale. J'ai vu là, dans la personne du docteur Hergt, spécialement chargé de la division des femmes, le type du médecin aliéniste. De six heures du matin à minuit, il est sur pied, et nul médicament important n'est administré qu'en sa présence. Dès qu'il a quelques minutes de loisir, il va les passer près de ses malades pour leur faire des lectures, leur raconter des histo-



riettes, écouter leurs plaintes et faire pénétrer l'espoir dans le cœur des plus désespérées. Il n'est plus jeune, car il est d'âge à s'être dévoué jusqu'à épuisement, en 1832, à Marseille, lors de la grande épidémie de choléra, et les cheveux blanchissans qui entourent sa tête toujours penchée semblent augmenter encore l'incomparable douceur de son regard. Il est partout à la fois, chez celles qui pleurent, chez celles qui se frappent, chez celles qui sont furieuses; il n'a qu'un moyen de répression : une inaltérable mansuétude. Je l'écoutais un jour pendant qu'il donnait des conseils à une surveillante qui se plaignait de la dureté de son labeur; il lui disait : — Ma fille, fais-toi aimer de tes malades, aime-les, et tout sera facile. — C'est là un mot d'ordre qu'on devrait répéter sans cesse à ceux qui ont affaire aux aliénés, car jamais on ne saura leur témoigner assez de commisération.

Nous ne pouvons raisonnablement exiger de notre personnel médical des résultats analogues à ceux que je viens d'indiquer; il mourrait inutilement à la tâche. Il devrait être doublé pour le moins, afin que chaque malade eût droit à une consultation approfondie et souvent renouvelée; mais, si l'assistance publique, par un de ces tours de force auxquels elle nous a accoutumés, mettait le nombre des médecins en rapport avec celui des malades, tout ne serait pas dit, car l'étude du désordre mental semble rester stationnaire en France depuis longtemps, tandis que chaque jour elle accentue ses progrès chez les nations voisines. On a dit qu'en France les médecins aliénistes forment une corporation sans maîtrise; le mot est spirituel, bien qu'il dépasse le but. Nous avons des savans de premier ordre; mais, s'ils ont la science, on peut douter qu'ils aient la foi, et ils paraissent ne pas croire à leur art, un des plus élevés qui existent. Pour trouver la cause de cette sorte de scepticisme, il faut remonter au point de départ et voir que tous nos aliénistes procèdent d'Esquirol. Or Esquirol était un philosophe ingénieux, un observateur très perspicace, un philanthrope convaincu, mais il était si peu médecin qu'on pourrait presque affirmer qu'il ne l'était pas du tout. Il a écrit : « Une maison d'aliénés est un instrument de guérison; entre les mains d'un médecin habile, c'est l'agent thérapeutique le plus puissant contre les maladies mentales : » idée juste en principe, qu'on a eu tort de rendre tellement absolue qu'aujourd'hui le séjour dans un asile suffit, et que le traitement médical est presque partout négligé.

Certes l'isolement, la vie régulière et disciplinée, l'éloignement du milieu pervertissant, sont un grand bienfait pour l'aliéné, surtout si celui-ci trouve dans son asile l'unité parfaite du traitement rationnel, ce qui n'a lieu que rarement, car le directeur idéal d'une

maison de fous devrait être à la fois médecin, prêtre et administrateur, afin qu'il n'y eût aucune déviation dans la direction imprimée au malade. Si le traitement moral suffisait, un administrateur intelligent pourrait facilement l'appliquer. — Ce que je cherche dans nos asiles, c'est l'action du médecin, et je ne l'aperçois encore que bien peu dès que je suis sorti de la salle d'hydrothérapie. A voir les aliénistes à l'œuvre, on dirait qu'à force de se considérer comme les investigateurs jurés des désordres de l'esprit ils ne sont plus que des philosophes dissertant sur les différentes formes des aberrations de la pensée. Ont-ils donc oublié leurs études premières? Ne se souviennent-ils plus que l'aliénation, toujours produite par une altération matérielle, exige des soins constans, assidus, et qu'elle peut être modifiée, soulagée, guérie même dans beaucoup de cas par une médication énergique et suivie? Ils partent d'un principe qui est vrai pour quelques rares malades, mais qui est radicalement faux et vicieux pour le plus grand nombre; ils estiment que, pour ne pas perdre leur autorité morale sur l'aliéné, ils ne doivent le voir que rarement. — Non, l'influence ne s'impose pas, elle s'acquiert lentement, en prouvant au malade qu'on porte intérêt à ses souffrances, qu'on les comprend, qu'on les partage, et l'on détermine ainsi une soumission, une volonté de guérir, un retour vers l'espérance qu'on n'obtiendra jamais, si l'on se contente de passer rapidement en disant : — Allons! bon courage! — Le maître, Esquirol, n'a-t-il pas dit : Il faut vivre avec les malades? J'ajouterai avec le bon docteur Hergt : Il faut s'en faire aimer.

La science aliéniste est-elle bien certaine de ne point s'être engagée dans une voie sans issue et de ne pas prendre les apparences pour la réalité? S'épuisant à regarder les phénomènes extérieurs de la folie, elle ne voit plus qu'eux; elle s'ingénie à mille divisions minutieuses, détaillées; n'a-t-elle pas étudié la variété de l'aliéné déchireur, comme si tous les fous, en accès de délire aigu, n'avaient pas une propension souvent invincible à lacérer tout ce qui tombe sous leurs mains? Il ne s'agit plus aujourd'hui de dire comment procède la folie, ce qui est relativement facile; il s'agit de déterminer d'où elle procède, où gît la lésion qui l'a fait naître, quel est le point spécial qui est atteint. En un mot, il faut découvrir la cause et ne point se contenter de constater les effets. La question est fort importante, on ne saurait la serrer de trop près. En reprenant la classification première, on peut dire que la lypémanie, la monomanie, la manie, la démence, l'idiotie, sont les cinq modes d'être de l'aliénation; mais où siège le principe morbide? Dans l'encéphale, dans la moelle épinière, dans les grands nerfs? C'est là cependant ce qu'il faut savoir, sinon la science, se complaisant à des

nomenclatures ingénieuses, à des *observations* plus ou moins intéressantes, restera immobile, et n'atteindra qu'imparfaitement le grand but qu'elle doit toujours poursuivre, le soulagement et la guérison des malades. Sous ce rapport, on a beaucoup à faire encore; mais le microscope, qui, entre les mains de Charles Robin, est devenu un instrument d'investigation d'une puissance illimitée, indiquera sans doute un jour à quelle partie lésée de notre organisme on doit attribuer telle ou telle forme de délire. On peut être certain que l'Académie des Sciences appuiera de son influence toute étude entreprise pour arriver à dégager ces nombreux *desiderata*; j'en ai la preuve dans les encouragemens dont elle a honoré les travaux du docteur Luys sur le système nerveux cérébro-spinal.

Croirait-on que dans un pays comme le nôtre, où plus de 50,000 aliénés sont traités dans les asiles publics indépendamment de ceux que renferment les maisons de santé, de ceux qui ont été confiés à des congrégations religieuses, de ceux qui sont gardés à domicile, croirait-on qu'à l'École de médecine de Paris, à cette école qui, au temps de Richerand, de Broussais, de Roux, de Dupuytren, de Marjolin, d'Andral, a jeté des lumières dont le monde a été ébloui, il n'existe même pas un cours de pathologie mentale, et que cette science toute spéciale, si difficile et si complexe, est effleurée secondairement dans la chaire de pathologie générale? Ici l'état peut et doit intervenir; cet enseignement est à créer. On parle volontiers maintenant de dépenses utiles, je signale celle-là; il n'en est guère de plus urgente. Il faut aussi consacrer un hôpital clinique au traitement des aliénés : Sainte-Anne est admirablement disposé pour cet objet; rien ne vaut ces leçons faites et pour ainsi dire démontrées au lit des malades, leçons fécondes en instruction précise, et sans lesquelles on n'acquiert jamais que la vaine expérience des théories plus ou moins bien comprises. On doit croire à la bonne volonté du gouvernement, on ne peut douter de celle de l'assistance publique, car son existence même n'est qu'une expansion de bon vouloir; avec leur concours et par leur accord, la science trouvera sans peine les moyens de pénétrer les secrets que la nature n'a pas encore révélés, et elle saura guérir le plus horrible des maux dont l'humanité est affligée, lorsqu'elle aura enfin appris à en connaître l'origine organique.

MAXIME DU CAMP.

LE

## DÉPARTEMENT DES ESTAMPES

### A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

#### I.

LE CABINET DES ESTAMPES DU ROI SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV  
ET AU TEMPS DE LA RÉGENCE.

La reconstruction récente d'une partie des bâtimens occupés à la Bibliothèque nationale par le département des estampes, les modifications que ces travaux ont naturellement amenées dans le classement des collections et dans la distribution comme dans le nombre des objets exposés, d'autres changemens encore ont jusqu'à un certain point rajeuni l'extérieur de l'institution même, sans pour cela porter atteinte aux lois qui la régissaient depuis l'origine, aux traditions qui en sont l'honneur. En se continuant ainsi dans le présent, sauf à s'y transformer au besoin quelque peu, le passé nous apparaît d'autant plus digne de nos souvenirs, de nos respects, de notre gratitude. Faut-il ajouter que le prix des richesses accumulées dans les galeries du palais Mazarin est devenu pour notre pays plus inestimable encore depuis les dangers auxquels, grâce à Dieu, le tout a échappé au temps du siège et dans les sinistres jours qui ont suivi? Si la vie du département des estampes, comme celle de la Bibliothèque tout entière, a été forcément suspendue sous la menace des obus allemands qui pouvaient renouveler à

Paris les désastres de Strasbourg, si cette vie menacée de plus près encore par les incendiaires de la commune sembla un instant condamnée à s'anéantir dans les flammes qui dévoraient, à quelques pas de là, les Tuileries, le Palais-Royal et la Bibliothèque du Louvre, — le souvenir de ces affreux momens est moins cruel peut-être pour ceux qui les ont traversés que la joie n'a été profonde en retrouvant debout les nobles murs qu'on avait crus promis à la ruine. Maintenant que le péril a disparu, maintenant que, pour l'honneur de la France et le bien de tous, ces archives de l'art et du génie humain ont été rendues à l'étude, n'est-il pas opportun de rechercher par quelle série de généreux efforts, par quels actes de libéralité, de zèle scientifique ou de prévoyance, tant de trésors ont pu être rassemblés et nous ont été transmis?

Un résumé de l'histoire du département des estampes semblera d'ailleurs d'autant moins superflu que, sauf quelques notices très succinctes, aucun travail sur ce sujet n'a été publié encore. Lors donc que certains détails, certains rapprochemens nécessaires de dates ou de chiffres viendraient à compliquer parfois ou à ralentir le récit, il y aurait, nous l'espérons, dans les informations générales qu'il comporte, assez de nouveauté pour justifier notre tentative, assez d'utilité au fond, de grandeur même, pour intéresser chez chacun de nous l'esprit de justice et la fierté patriotique au moins autant que la curiosité.

## I.

Les collections du département des estampes, qui se composaient vers la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle de 125,000 pièces environ, comprennent aujourd'hui plus de 2 millions 200,000 pièces, conservées dans 14,500 volumes et dans 4,000 portefeuilles. Différent, par la multiplicité même des élémens qui le constituent, des autres grandes collections publiques formées en Europe, le quatrième département de notre Bibliothèque nationale n'est pas seulement un musée de gravure dans lequel se trouvent réunis les plus beaux spécimens de l'art et les témoignages de ses progrès successifs. Bien que les richesses qu'il possède en ce genre puissent suffire pour lui assurer la prééminence sur les cabinets des Pays-Bas et de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Russie, le nombre et l'abondance des séries relatives à la topographie ou à l'histoire, à l'archéologie ou à l'ethnographie, aux sciences naturelles ou aux enseignemens techniques, la variété en un mot des ressources qu'il offre aux travailleurs achève de lui donner une importance exceptionnelle. Avec son or-



ganisation aussi large que méthodique et les accroissemens qu'il n'a cessé de recevoir depuis deux siècles, le département des estampes à la Bibliothèque nationale n'a dans aucun des établissemens étrangers son analogue, encore moins son équivalent. C'est un assemblage unique de recueils intéressants, à quelque degré que ce soit, l'art, l'érudition ou la curiosité, un incomparable ensemble de documens pour les recherches de toute nature et pour tous les genres d'étude.

A l'origine, il est vrai, la collection des estampes à la Bibliothèque n'avait pas cette destination générale, ce caractère d'utilité universel. Lorsque Colbert en 1667 s'était décidé à acquérir pour le roi les pièces recueillies par Michel de Marolles, abbé de Villeloin, il avait entendu seulement assurer pour jamais à notre pays la possession des œuvres réputées, au point de vue de la gravure même, les plus belles ou les plus rares, « les plus précieuses singularités de l'art, » comme on disait alors. De son côté, l'abbé de Marolles, en offrant de céder ses estampes au roi, ne s'était proposé rien de plus, — ce sont les termes mêmes qu'il emploie dans la préface de son catalogue publié en 1666, — que de prévenir la dispersion des « pièces de plus de 6,000 maîtres » réunies par lui à grand'peine, et dont l'ensemble, ajoutait-il avec l'autorité d'un expert plutôt qu'avec l'empressement d'un solliciteur, « ne serait pas indigne d'une bibliothèque royale, où rien ne se doit négliger (1). » Une telle collection méritait bien en effet l'illustre abri qu'on réclamait pour elle, et celui qui l'avait formée avait le droit, une fois le marché conclu, d'écrire ces lignes d'une simplicité, on dirait presque d'une bonhomie un peu fière, où revivent à la fois le souvenir de ses travaux, de ses services, et les preuves de son désintéressement : « toutes lesquelles pièces furent mises dans la Bibliothèque royale en cette même année (1667), pour lesquelles il plut au roi de donner 28,000 livres, et encore depuis 2,400 livres à deux fois par gratification, parce qu'il est certain que ces livres d'estampes si bien choisies revenaient à bien davantage, comme il est aisé de le

(1) Avant l'époque où l'abbé de Marolles conseillait ainsi l'adjonction d'une collection d'estampes aux livres et aux manuscrits conservés dans la Bibliothèque du roi, un des gardes de cette bibliothèque, le savant Jacques Dupuy, avait déjà reconnu la convenance et l'utilité d'une pareille création. Par une disposition testamentaire en date du 27 avril 1654, il faisait don à l'établissement auquel il avait été attaché de ses « livres d'antiquités romaines tant en taille-douce que faits à la main, tailles-douces de Rubens et autres, divers portraits aussi en taille-douce, soit reliés, soit en feuilles... » et, deux ans plus tard, après la mort de Dupuy, survenue en 1656, les estampes léguées par lui entraient à la Bibliothèque. Vu leur petit nombre toutefois, elles y demeurèrent d'abord à peu près perdues et ne commencèrent à y avoir en quelque sorte leur raison d'être que lorsqu'on put les rapprocher de la collection de Marolles.

juger à tous ceux qui s'y connaissent, vu la qualité des pièces dont les principales sont rares et d'une beauté singulière (1). »

La collection en échange de laquelle l'abbé de Marolles recevait cette somme totale de 30,400 livres, et qui représente aujourd'hui une valeur vénale de plus de 1 million, ne comprenait pas moins de « cent vingt-trois mille quatre cents pièces... en quatre cents grands volumes, sans parler des petits, au nombre de plus de six vingts. » C'était l'ensemble d'estampes le plus considérable, le *cabinet* le plus riche qu'un « curieux » eût jusqu'alors possédé, ou plutôt c'était la première fois qu'un homme véritablement éclairé avait, dans notre pays, consacré la plus grande partie de son temps et de son bien à des recherches et à des acquisitions de cette sorte. Auparavant tout s'était borné à quelques tentatives au hasard de l'occasion et du moment, à quelques essais de collection inspirés par le caprice ou, tout au plus, par une prédilection spéciale pour les œuvres de tel ou tel maître. Un aumônier de la reine Marie de Médicis, Claude Maugis, un médecin de Henri IV et de Louis XIII, Charles Delorme, quelques autres encore s'étaient bien occupés de recueillir des estampes, et celles qu'ils avaient rassemblées, en passant plus tard dans le cabinet de Marolles, ne laissèrent pas d'en accroître sensiblement les richesses; mais, de même que Claude Maugis professait, à peu près à l'exclusion du reste, le culte d'Albert Dürer, dont il possédait les gravures en double et souvent en triple exemplaire, Charles Delorme avait principalement la passion des ouvrages gravés par son contemporain Callot, et tenait, à ce qu'il semble, en assez médiocre estime les estampes des autres maîtres accumulées pêle-mêle dans ses portefeuilles.

Les doctrines de l'abbé de Marolles étaient plus impartiales, ses goûts moins étroitement limités. Tout en profitant des efforts accomplis par ses deux prédécesseurs, tout en conservant à son tour les recueils que chacun d'eux avait formés en raison de ses aptitudes ou de ses inclinations particulières, il n'entendait pas se réduire à la possession, encore moins à l'étude exclusive de certaines œuvres une fois recommandées par la célébrité d'une école ou d'un homme. Pour parler le langage du temps, les « estampes des plus grands maîtres de l'antiquité, » quels qu'ils fussent, les pièces gravées par les orfèvres italiens du *xv<sup>e</sup>* siècle comme les œuvres des artistes appartenant à l'école de Fontainebleau, les gravures

(1) Pour donner une idée de l'ardeur avec laquelle l'abbé de Marolles poursuivait la conquête des estampes rares et des sacrifices que, le cas échéant, il n'hésitait pas à s'imposer, il suffit de dire qu'après avoir vainement cherché jusqu'en 1660 une épreuve de la petite planche dite *l'Espiègle*, gravée par Lucas de Leyde, il paya 16 louis d'or celle qu'il réussit enfin à rencontrer.

anonymes des vieux maîtres allemands aussi bien que les eaux-fortes hollandaises, en un mot tout ce qui pouvait sous une forme quelconque caractériser les progrès de l'art ou en résumer l'histoire était recherché, reconnu, conquis par l'abbé de Marolles avec un zèle et une sagacité dont ses devanciers ne lui avaient laissé que des exemples très incomplets. Le moment était proche, il est vrai, où ce qui avait été chez lui le résultat d'un goût sérieux, le travail d'un esprit scientifique, allait devenir chez d'autres affaire de mode ou pure manie. Encore quelques années, et bon nombre de ces faux amateurs si justement raillés par La Bruyère en viendront à préférer aux estampes les plus belles les estampes qui n'auront « presque pas été tirées, » telle pièce unique peut-être, mais qui, n'étant « ni noire, ni nette, ni dessinée, » aurait paru « moins propre à être gardée dans un cabinet qu'à tapisser, un jour de fête, le Petit-Pont ou la Rue Neuve. » D'autres, préoccupés avant tout du volume de leur collection, amasseront confusément toute sorte de gravures bonnes ou mauvaises; d'autres au contraire ne consentiront à s'approprier que celles dont la dimension ne dépassera pas une limite fixe, et l'on a cité quelquefois un étrange ami de l'art qui, ne voulant admettre dans ses portefeuilles que des pièces de forme ronde et d'une certaine circonférence, taillait impitoyablement sur ce patron tout ce qui tombait sous sa main.

A l'époque où l'abbé de Marolles achevait la tâche qu'il avait entreprise, personne ne s'était avisé encore de donner carrière à ces prétentions plus ou moins niaises, à cet esprit de curiosité stérile. Le goût de la gravure, si puissamment développé par le talent des maîtres contemporains et par les mesures administratives prises depuis l'édit de Saint-Jean de Luz (21 juin 1660) pour favoriser l'essor de l'art, ce goût presque général parmi ceux qu'on appelait alors les honnêtes gens, avait reçu de l'abbé de Marolles une direction sûre, un solide aliment. Aussi lorsque les estampes qui avaient appartenu au judicieux amateur devinrent, grâce à Colbert et à Louis XIV, la propriété de tous, ce fut, même dans le gros du public, à qui profiterait avec le plus d'empressement de ces trésors et se pénétrerait le mieux de ces exemples.

Restait toutefois une classification à établir, un parti définitif à prendre pour mettre les 123,000 pièces cédées par l'abbé de Marolles en état d'être livrées à l'étude, sans équivoque sur leur origine et sur leur âge comme sans péril pour leur conservation. Il y a tout lieu de croire que ce soin fut confié au vendeur lui-même, puisque les comptes des bâtimens sous le ministère de Colbert mentionnent, pour les années 1668 et 1669, deux gratifications, chacune de 1,200 livres, accordées « au sieur abbé de Marolles, en

considération du travail qu'il fait dans la Bibliothèque du roi. » De son côté, l'abbé de Marolles reconnaît, dans les termes rapportés plus haut, avoir reçu une somme de 2,400 livres payée « à deux fois, par gratification » et en sus du prix de la vente. Quel pouvait être le motif de cette gratification, sinon celui que nous trouvons consigné dans les comptes des bâtimens, et, d'autre part, en quoi pouvait consister ce « travail fait à la Bibliothèque du roi, » sinon en opérations préalables de répartition et de classement?

Quoi qu'il en soit, et par quelques mains que les choses aient été faites, tout se trouvait achevé au bout de deux années. Les recueils provenant du cabinet de Marolles, magnifiquement reliés en une suite de volumes in-folio aux armes et au chiffre du roi, prenaient place sur les rayons de la Bibliothèque à côté des livres imprimés, en attendant le jour où, d'autres collections étant venues grossir ce noyau du futur département des estampes, on serait obligé d'attribuer à la collection primitive et à ses annexes un emplacement plus vaste et un régime administratif séparé.

La plupart des volumes de la collection de Marolles subsistent encore à la Bibliothèque tels qu'ils avaient été originairement constitués. Si quelques-uns ont dû être en partie dépouillés de leur contenu, parfois même absolument reformés, — soit lorsqu'il s'agissait de compléter ailleurs l'œuvre d'un maître, soit lorsque des rapprochemens plus ou moins hasardés couraient le risque d'entretenir la confusion ou l'erreur, — combien d'autres dont les dehors comme les feuillets intérieurs ont gardé depuis deux siècles la même physionomie! Chacun connaît ces volumes vénérables, consacrés à la fois par le talent des maîtres dont ils nous transmettent les enseignemens et par les études successives de plusieurs générations d'artistes ou d'érudits. Quel peintre, quel graveur, quel historien de l'art ne les a consultés cent fois? Quel visiteur même, entré accidentellement à la Bibliothèque, ne s'est pris à les contempler avec un respect instinctif, et n'a deviné, ne fût-ce qu'en jetant les yeux sur le maroquin usé qui les recouvre, le crédit dont ils n'ont cessé de jouir et les longs services qu'ils ont rendus? Il serait donc superflu d'insister. La valeur et l'utilité des recueils formés par l'abbé de Marolles ressortent de leurs élémens-mêmes aussi bien que des souvenirs attachés à ce nom. Qu'il nous suffise d'avoir indiqué quelque chose des faits relatifs à l'installation de cette collection célèbre dans la Bibliothèque du roi, et de rappeler qu'après avoir été l'origine et le fondement de notre grand dépôt national, elle en est restée jusqu'à ce jour une des gloires principales, un des trésors que nous avons le droit d'opposer avec le plus d'orgueil aux ri-

chesses du même genre conservées dans les bibliothèques ou dans les musées étrangers (1).

Le cabinet des estampes une fois fondé, Colbert n'était point homme à le perdre de vue et à négliger les occasions d'en favoriser l'accroissement. Lui qui ne dédaignait pas, pour tout ce qui intéressait la Bibliothèque du roi, de descendre aux détails matériels les plus humbles, aux prescriptions les plus minutieuses, lui qui écrivait à un voyageur dans le Levant, M. de Monceaux, pour le charger de « faire recherche de beaux maroquins dont les peaux, vertes ou incarnates, soient grandes, en sorte qu'on puisse prendre commodément dans chacune la reliure de deux grands livres in-folio, » — comment se serait-il jugé quitte envers le roi, envers le pays et envers lui-même par l'acquisition accidentelle pour ainsi dire d'une collection privée? Comment n'aurait-il pas puisé dans ce premier succès un encouragement à poursuivre sur le terrain de l'art les conquêtes qu'il travaillait sans relâche à étendre dans le domaine littéraire ou scientifique?

Les choses néanmoins étaient de ce côté plus difficiles et les occasions plus rares que lorsqu'il s'agissait de doter la Bibliothèque d'un supplément de livres ou de manuscrits. Bien peu d'estampes anciennes se trouvaient en France, où le commerce jusqu'alors n'avait eu nul intérêt à les introduire, et d'une autre part l'insuffisance en général de l'érudition iconographique ne permettait guère de tenter à l'étranger des recherches utiles. Il fallait donc, en attendant que la lumière achevât de se faire et la tradition de se définir, demander à la gravure contemporaine des œuvres dignes de figurer à côté de celles qui représentaient le passé dans la collection de Marolles. C'est ce à quoi Colbert s'employa avec cette hauteur et cette netteté de jugement qui caractérisent tous ses actes. Par ses soins, un des plus beaux monumens de l'art français au *xvii<sup>e</sup>* siècle fut entrepris et en quelques années mené à fin. Le recueil célèbre qui, sous le titre de *Cabinet du roi*, contient tant de planches curieuses ou admirables, depuis les *Carrourels* et les *Fêtes de Versailles* jusqu'à la *Sainte Famille* de Raphaël gravée par Ede-

(1) L'inventaire des pièces acquises de l'abbé de Marolles, inventaire dressé au moment de la remise de ces pièces et conservé aujourd'hui au département des estampes, remplit quatre gros volumes in-folio. Il n'est pas besoin d'ailleurs de recourir à ce document pour apprécier l'importance des œuvres de l'art recueillies par l'abbé de Marolles et cédées par lui au roi. Une estampille apposée sur chacune d'elles et formée des lettres *Mar.* constate l'origine de ces précieuses pièces, parmi lesquelles on n'en compterait pas moins de 400 appartenant aux écoles italiennes du *xv<sup>e</sup>* siècle, et de 600 gravées en Allemagne à la même époque, sans parler de celles, — et ce sont pourtant les plus nombreuses, — que recommandent les noms des maîtres du *xvi<sup>e</sup>* siècle, Albert Dürer, Marc-Antoine, Lucas de Leyde, etc.



linck, jusqu'aux *Batailles d'Alexandre* gravées par Gérard Audran d'après Lebrun, — cet ensemble de près de 1,000 estampes dues au burin des plus habiles maîtres devint, grâce à la sollicitude du grand ministre, un élément de progrès pour le goût public en France comme pour la bonne renommée de notre école, et, pour la Bibliothèque même, un nouveau moyen d'attirer les amis ou les curieux de l'art.

En donnant l'ordre, au nom du roi, de déposer dans une des salles de la Bibliothèque les cuivres gravés pour le recueil dont nous parlons et d'y faire tirer les épreuves destinées à être offertes en cadeau ou mises en vente, Colbert ajoutait à l'importance archéologique du musée de gravure qu'il avait fondé l'utilité tout actuelle, toute pratique, d'un établissement analogue à ce que devait être plus tard la chalcographie du Louvre. Et, comme il s'agissait avant tout de mettre à la portée du plus grand nombre ces chefs-d'œuvre de la gravure française, l'avertissement suivant était joint au catalogue imprimé qui indiquait les titres et les sujets :

« On a employé les plus excellens ouvriers pour graver ces planches, et il ne se peut que ce travail n'ait beaucoup coûté. Cependant le prix qu'on y a mis est si médiocre (1) qu'on voit bien que c'est un effet de la libéralité du roi, qui en veut faire présent au public, et qui est bien aise que l'avantage qu'en retireront ses sujets soit communiqué aux étrangers... »

A partir de 1670 jusqu'à l'année 1683, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où les graveurs du *Cabinet du roi* eurent achevé leur tâche, la Bibliothèque reçut donc successivement toutes les planches qui avaient servi ou qui devaient servir à la publication de ce grand ouvrage. Un des fonctionnaires de l'établissement que recommandaient ses connaissances spéciales, Nicolas Clément, fut chargé de tous les détails relatifs au dépôt des planches, au tirage des épreuves, à la reliure des exemplaires comme de la surveillance à exercer sur les travaux en cours d'exécution. On lui confia en un mot le double soin de « solliciter les graveurs d'estampes pour le roi, » et, les planches une fois terminées, de les « retirer et conserver, » sauf à s'en remettre, pour la publication proprement dite, à l'imprimeur du roi, Goyton, dont les comptes des bâtimens constatent d'année en année « les bons services » et « l'application qu'il donne aux impressions, » au graveur en lettres Richer, « chargé

(1) Ce prix était bien médiocre en effet, puisqu'il ne s'élevait pas au-delà de 27 livres pour « les cinq grandes pièces de l'*Histoire d'Alexandre* gravées d'après les tableaux de M. Lebrun, » de 7 sols pour « chacune des estampes séparées d'après les tableaux du roi, » c'est-à-dire pour la *Sainte Famille* d'Edelinck entre autres ou pour l'*Énée* de Gérard Audran.

de l'écriture sur les planches, » et à deux relieurs dont les comptes nous ont aussi conservé les noms, « les sieurs Latour et Merias. »

Aux 956 planches du *Cabinet du roi* déposées à la Bibliothèque vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle vinrent s'ajouter, dans le cours du siècle suivant, plus de 1,500 autres cuivres gravés par les meilleurs artistes du temps. Le tout continua de faire partie du cabinet des estampes jusqu'en 1812, époque à laquelle l'administration des musées impériaux en réclama et en obtint la cession. Ainsi au bout de cent quarante-deux ans, en vertu d'une réforme dont on pourrait contester les avantages, le régime installé par Colbert se trouva profondément modifié, et le cabinet des planches gravées et estampes, en ne gardant plus que la moitié de son titre, perdit aussi une partie des privilèges et de l'influence qu'on avait originairement entendu lui attribuer; mais revenons au temps où, loin d'être atteinte dans aucun de ses principes essentiels, la nouvelle institution voit au contraire son autorité s'étendre et les conditions de son organisation s'affermir.

## II.

L'acquisition du cabinet de Marolles et le dépôt à la Bibliothèque des planches gravées aux frais du roi avaient presque simultanément fourni les premiers élémens de notre collection nationale. Quelques années plus tard, une troisième source de richesses s'ajoutait pour elle à ce double bienfait, et venait jusqu'à un certain point donner force de loi à ce qui n'avait émané d'abord que de l'initiative d'un ministre et de la munificence royale. Aux termes d'un arrêt du conseil en date du 31 janvier 1689, « tous les auteurs, libraires, imprimeurs et graveurs ayant obtenu des privilèges du roi » étaient tenus de déposer à la Bibliothèque « les exemplaires de leurs livres et estampés » sous peine de confiscation et par surcroît de 1,500 livres d'amende. En outre, pour rendre la mesure plus immédiatement féconde, on prenait le parti de l'appliquer non-seulement aux graveurs à venir ou à ceux qui auraient publié leurs œuvres peu de temps avant la signification de l'arrêt, mais à quiconque s'était pourvu d'un privilège depuis 1652, c'est-à-dire dans le cours des trente-sept dernières années. Or avec les développemens que l'art de la gravure avait pris en France durant cette période, avec le nombre des estampes qui avaient successivement paru pour satisfaire aux commandes des congrégations religieuses, des personnages de la cour ou des familles parlementaires, il y avait lieu d'espérer que la décision du conseil procurerait un appoint

considérable à la somme des richesses devenues depuis 1667 le lot de la Bibliothèque. C'est ce qui arriva. Tout ce que les maîtres graveurs français du XVII<sup>e</sup> siècle avaient déjà produit vint, au grand profit de la collection royale, prendre place à côté des œuvres de l'art ancien. Ainsi se constitua en regard de celles-ci une série à part; un *fonds* qu'allaient d'ailleurs bientôt augmenter plusieurs milliers de portraits légués à la Bibliothèque par un homme qui y avait honnêtement et utilement passé sa vie, par ce même Nicolas Clément dont on a vu déjà figurer le nom.

Nous disions tout à l'heure que Clément avait dû à ses connaissances en matière de gravure le choix que l'on fit de lui comme garde des planches du *Cabinet du roi* et comme directeur de cette grande publication. Il ne suit pas de là toutefois qu'il fût complètement en mesure d'apporter dans ses nouvelles fonctions l'expérience personnelle d'un artiste ou même les principes arrêtés, la doctrine d'un amateur fortement convaincu. Si le zèle avec lequel il accomplit sa tâche ne laisse pas d'être honorable pour sa mémoire, les souvenirs qu'éveille aujourd'hui son nom ont pour cause principale un autre genre de mérite et d'autres services. Attaché depuis sa jeunesse à la section des manuscrits, Clément était avant tout un érudit, un homme voué par état aux travaux sévères de la critique historique; mais, dans les momens de loisir que lui laissaient ses occupations professionnelles, il demandait aux œuvres de la gravure un délassement d'autant mieux approprié à son caractère et à ses goûts que cet « amusement, » comme il disait, lui offrait encore une occasion d'étude, et d'une étude à laquelle l'art avait au fond moins de part que la science même.

Dans les estampes dont Clément avait rempli ses portefeuilles, les preuves de talent en effet n'étaient pas celles qu'il avait le plus à cœur de relever; la perfection de l'exécution matérielle ne le séduisait pas si bien qu'il consentît à lui donner la prééminence sur le reste. Qu'un portrait fût de la main d'un maître ou qu'il eût été gravé par un médiocre ouvrier, l'essentiel à ses yeux consistait dans l'authenticité de l'image, sinon même dans le nom du personnage représenté. De là, au point de vue de la chronologie ou de l'histoire, l'intérêt et l'utilité de la vaste collection qu'il avait entreprise, mais de là aussi des inégalités ou des contrastes qu'un écrivain contemporain, Desallier d'Argenville, condamnait avec raison en parlant des recueils de même sorte que d'autres curieux pourraient à l'avenir être tentés de former. « Il faudrait, disait-il, éviter dans ces recueils de faire ce que faisaient MM. de Gaignières, Clément et Lottier, qui, plutôt en historiens qu'en vrais connaisseurs, mettaient parmi de belles estampes les morceaux les plus communs, jusqu'aux

alman  
messi  
d'Ed  
la pe  
gravé  
leurs  
souve  
Clé  
rité  
forts  
et d  
prît  
com  
la b  
part  
n'éd  
cett  
se c  
gar  
d'un  
I  
inst  
la p  
seip  
pre  
un  
av  
au  
co  
de  
th  
em  
de  
si  
pr  
de  
bi  
le  
s  
e

almanachs. On voyait dans leurs recueils de portraits ceux de Larmessin et de Montcornet mêlés avec les portraits de Nanteuil et d'Edelinck. Ils ne se donnaient pas même la peine de s'informer si la personne qu'avait gravée Larmessin ou Montcornet n'était pas gravée par une meilleure main; il suffisait qu'ils l'eussent dans leurs recueils sans s'embarrasser du choix. C'est ce que je leur ai souvent reproché (1). »

Clément méritait le reproche, il est vrai, mais n'aurait-il pas mérité aussi qu'on lui tint au moins quelque compte de ses longs efforts pour rassembler toutes ces estampes, bonnes ou mauvaises, et de la libéralité avec laquelle il voulut que la Bibliothèque en prit possession après lui? Parmi les 18,000 portraits qu'il laissa, combien d'ailleurs n'en pourrait-on pas citer que recommandent la beauté du travail, la rareté de la pièce même ou la condition particulière de l'épreuve! Enfin n'eût-elle eu d'autre résultat, n'eût-elle rendu d'autre service que celui d'ouvrir à la Bibliothèque cette série toute spéciale de documens qui devait jusqu'à nos jours se continuer et s'enrichir sans interruption, la donation Clément garderait encore des droits à la reconnaissance de tous et la valeur d'un utile exemple.

La collection de portraits léguée par Clément à la Bibliothèque fut installée dans cet établissement en 1712. C'était, nous le répétons, la première fois que des pièces de ce genre venaient, à titre de reenseignemens historiques, y figurer à côté des spécimens de l'art proprement dit; mais avant que cet ensemble d'estampes réunies dans un dessein tout scientifique appartenant à la Bibliothèque, la propriété avait été assurée à celle-ci d'une collection plus précieuse encore au point de vue de l'histoire et plus importante par le nombre comme par la variété des documens recueillis. Au commencement de l'année qui précéda celle où mourut Clément, par un acte authentique en date du 19 février 1711, un autre curieux faisait « don entre-vifs et irrévocable au roi... de tous les manuscrits au nombre de plus de 2,000... de tous les livres, tableaux, estampes, curiosités et autres choses généralement quelconques composant dès à présent tous ses cabinets et galeries... pour tout ce que dessus donné appartenir à sa majesté dès à présent et être mis dans sa bibliothèque sitôt le décès du donateur... »

Celui qui prenait ainsi ses précautions pour que le fruit de ses longues recherches fût acquis irrévocablement à son pays, et qui, suivant les termes de l'acte de donation, « aurait été fâché que ses estampes et autres curiosités fussent dispersées après lui, » cet

(1) *Mercur de France*, juin 1727.

homme, au moins en ceci bien inspiré, était ce même Gaignières dont le nom, comme celui de Clément, personnifiait aux yeux de d'Argenville la manie de la collection plutôt qu'un zèle véritable et un goût raisonné pour les belles choses. Un pareil maniaque pourtant ne laissait pas de servir dans le présent et dans l'avenir des intérêts fort sérieux. Que ses prétendus complices et lui aient agi, comme dit d'Argenville, moins « en connaisseurs qu'en historiens, » soit : toujours est-il qu'on ne saurait attacher un médiocre prix aux informations qu'ils nous ont transmises, et que, sans les soins pris par Gaignières en particulier, aucun souvenir matériel ne subsisterait aujourd'hui d'une multitude de monumens aussi importants pour l'histoire de notre art national que pour l'histoire même de notre pays (1).

Roger de Gaignières, instituteur des enfans de France (2), gouverneur des ville et principauté de Joinville, écuyer du duc de Guise et en dernier lieu de M<sup>lle</sup> de Guise, n'avait point, malgré le produit de ses diverses fonctions, une fortune suffisante pour subvenir sans compter aux dépenses que lui imposaient ses goûts et ses studieuses entreprises. Ce n'était au contraire qu'à force de méthode, d'économie, de privations même dans l'ordre des jouissances ordinaires de la vie, qu'il avait pu donner carrière à ses ambitions d'érudit et, comme il l'écrivait en 1703, mener à fin ses « recherches pour ce qui se trouve de plus curieux dans le royaume pendant plus de quinze années qu'il avait voyagé dans les provinces avec des dessinateurs et des écrivains. » Un contrat passé entre Gaignières et un de ces dessinateurs nous apprend à quel chiffre modique était fixée la rémunération de chaque genre de travail.

(1) L'abbé de Marolles, qui avait connu Gaignières jeune, cite son nom dans ses *Mémoires* parmi ceux des « amateurs qui lui ont donné de leurs livres ou qui l'ont honoré extraordinairement de leur civilité. » Il ne semble pas d'ailleurs qu'à ses yeux le titre principal de ce « gentilhomme, dont l'esprit, les grâces et la beauté égalaient la naissance illustre, » consistât dans le vaste travail d'érudition auquel il avait voué sa vie. Ce dont il loue surtout Gaignières, c'est d'avoir « pris la peine de chercher sur son nom quelques anagrammes comme celui-ci, ajoutant un R à Michel de Marolles : *l'or de mille charmes*. » En fait de littérature, on le voit, l'abbé de Marolles se contentait de peu.

(2) Le duc de Bourgogne, un des élèves de Gaignières, garda jusqu'à la fin de sa vie pour son ancien instituteur les sentimens qui s'étaient naïvement traduits, pendant les années de l'enfance, par le don de nombreux essais de dessin à la plume conservés aujourd'hui à la Bibliothèque nationale. Il ne dédaignait pas d'aller visiter Gaignières soit à l'hôtel de Guise, que celui-ci habita jusqu'en 1701, soit dans cette maison de la rue de Sèvres dont le digne homme avait, au dire des contemporains, « rempli les chambres de merveilles. » On trouve dans le *Mercure galant* d'avril 1702 la relation très circonstanciée d'une de ces visites, « laquelle, bien qu'elle eût duré plus de trois heures, ne permit pas au prince de tout voir. »



Voici quelques-uns des prix acceptés d'avance par l'humble artiste qui s'engageait à livrer à Gaignières « des ouvrages bien proprement et dûment faits (1) : »

- « Les armes croquées à l'encre, 1 liard la pièce.
- « Toutes les armes dessinées et enluminées et un carré à double trait au-dessous, pour écrire, 1 sol la pièce.
- « Toutes les tombes et épitaphes... y compris les tombeaux coloriés, 5 sols la pièce.
- « Les grandes modes en miniatures sur vélin avec de bonnes couleurs, or et argent fins, le vélin compris, 39 sols.
- « Les pièces historiques en miniature, de même le vélin compris, 50 sols, etc. »

En outre le sieur Boudan, — tel est le nom du dessinateur signataire de l'acte, — devait être exonéré de tous frais de logement par Gaignières, qui s'obligeait envers lui dans les termes suivans : « je promets au sieur Boudan de le loger dans ma maison tant et si longtemps qu'il travaillera pour moi, sans lui rien demander..., et prétends, s'il m'arrive de moi, c'est-à-dire après ma mort, qu'il lui soit payé la somme de 300 livres pour reconnaissance de ses peines. »

On le voit, la disproportion était grande entre l'exiguïté des moyens dont on disposait de part et d'autre et l'ampleur des projets qu'il s'agissait de réaliser : projets bien vastes en effet, car ils n'allaient pas à moins qu'à la constitution d'un inventaire complet, — soit en recueillant les monumens originaux eux-mêmes, soit en se les appropriant par des copies, — de toutes les œuvres pittoresques relatives à « l'histoire de la monarchie française, » ou, comme on dirait aujourd'hui, à l'histoire de la civilisation et des mœurs de la France. Images de faits militaires ou politiques, de personnages appartenant aux diverses classes, d'édifices successivement construits sur notre sol, de cérémonies religieuses ou de fêtes, d'objets mobiliers ou de costumes, — tout ce que le pinceau, le crayon, le burin, pouvaient fournir de renseignemens authentiques en matière d'archéologie nationale, tout cela, dans la collection de Gaignières, avait sa raison d'être et sa place, sans compter les manuscrits et les livres, qui pourtant n'y figuraient pas en moins grand nombre que les tableaux, les estampes ou les dessins.

Jamais en France un simple particulier ne s'était acquitté d'une pareille tâche et ne s'était même avisé de l'entreprendre; jamais avant Gaignières on n'avait songé à exécuter un plan aussi large avec des ressources personnelles aussi restreintes et dans un délai aussi court. Il fallait tout le courage que donne la foi ou, si l'on

(1) Bibliothèque nationale, département des manuscrits. *Mélanges de Clairambault*, n° 436.

vent, le fanatisme scientifique pour oser concevoir la pensée de réunir tant de documens en quelques années, avec l'aide seulement de deux ou trois hommes dépourvus d'expérience ou d'instruction préalable (1), et sans dépasser pour des acquisitions si multipliées les limites relativement étroites d'un revenu annuel invariable (2).

Gaignières eut à la fois cette audace dans la volonté et cette modération dans la pratique. Plusieurs milliers de tableaux, de miniatures et de manuscrits originaux, une innombrable quantité de dessins faits sur ses indications d'après les tombeaux, les tapisseries, les vitraux conservés dans les églises ou dans les abbayes, dans les palais ou dans les châteaux, en un mot tous les élémens d'un véritable musée historique depuis les premiers siècles du moyen âge, — voilà ce qu'il sut recueillir et classer avec un zèle et un savoir dont ceux-là mêmes qui en profitent aujourd'hui ont le tort parfois de paraître se souvenir un peu moins que de certaines négligences ou de certaines inexactitudes matérielles fort excusables après tout. On a beau jeu peut-être pour critiquer l'imperfection des moyens de reproduction employés par Gaignières et le chétif talent des copistes à ses gages; mais assurément on a mauvaise grâce à constater ainsi les erreurs commises de préférence aux services rendus, comme tels d'entre nous, en prenant trop bruyamment Vasari en faute sur quelques points de détail, courent le risque d'être accusés d'ingratitude envers l'écrivain à qui ils doivent presque uniquement ce qu'ils savent de l'histoire générale de l'art italien. Un homme qui certes en matière d'érudition avait plus que personne le droit de se montrer difficile, le docte Montfaucon, appréciait tout autrement la valeur des enseignemens fournis par Gaignières, et n'hésitait pas à reconnaître le profit que lui-même en avait tiré. « Le devoir et la reconnaissance, dit-il dans la préface de son grand ouvrage sur les *Monumens de la monarchie française*, m'obligent de faire mention de ceux qui m'ont prêté les secours nécessaires pour cet ouvrage. Le public sera peut-être bien aise de savoir à qui il en est redevable. Les recueils de M. de Gaignières sont les premiers en date; sans cette avance, je n'aurais

(1) Celui à qui revenait la tâche de relever les inscriptions tumulaires, de copier tout au long les manuscrits ou, le cas échéant, d'en extraire les passages les plus significatifs, était le propre valet de chambre de Gaignières, un nommé Rômy, qui recevait de son maître pour cette besogne 200 livres par an.

(2) Le plus clair de ce revenu consistait, à ce qu'il semble, dans les pensions allouées à Gaignières en mémoire des offices dont il avait été revêtu. Nous ignorons le chiffre de celle que lui procurait son double titre d'ancien gouverneur de Joinville et d'instituteur des enfans de France. Ce que nous savons seulement, c'est que, par une de ses dispositions testamentaires, M<sup>lle</sup> de Guise avait légué à son ancien écuyer une pension viagère de 1,200 livres, « outre et par-dessus ses carrosses et un attelage. »

jamais pu faire une telle entreprise. Il m'a frayé le chemin en ramassant et faisant dessiner tout ce qu'il a pu trouver de monumens dans Paris, autour de Paris et dans les provinces... Je lui ai souvent donné des recommandations pour nos abbayes où il allait faire ses recherches... Je ne savais pas alors qu'en lui faisant plaisir j'agissais pour moi. » Un témoignage venu de si haut ferait au besoin justice des menues attaques essayées de notre temps. Il protège la mémoire et l'œuvre de Gaignières plus sûrement que les dédains affectés du moderne puritanisme archéologique n'arriveraient à les compromettre, et le mieux pour chacun de nous est de s'en tenir sur ce point au sentiment de naïve gratitude que, depuis le temps où travaillait Montfaucon jusqu'au nôtre, plusieurs générations d'érudits ou d'artistes ont successivement éprouvé.

Gaignières mourut le 27 mars 1715, c'est-à-dire lorsque quatre années seulement s'étaient écoulées depuis l'époque où il avait fait don de sa collection au roi. Ses derniers jours durent être tristes, s'il eut connaissance des mesures de défiance prises contre lui et de la surveillance injurieuse, de la police cruelle exercée jusque autour de son lit de mort par ceux-là mêmes qu'il avait choisis pour être les ministres de ses libéralités. En tout cas, quiconque a jeté les yeux sur la correspondance échangée alors entre le marquis de Torcy et Clairambault, généalogiste des ordres du roi, chargé, au moment de la donation, de dresser l'inventaire des pièces appartenant à Gaignières, quiconque s'est mis ainsi au courant des faits auxquels cette donation a servi de motif ou de prétexte ne saurait garder qu'un fâcheux souvenir des désirs au moins impatients et des soupçons dont on ne craignit pas d'environner la personne même du donateur.

On a vu que, par une clause de l'acte passé en 1711, Gaignières s'était réservé la jouissance, sa vie durant, de tous les objets d'art et de tous les recueils dont il instituait le roi propriétaire. En outre il avait été convenu qu'à titre, non de salaire, mais de simple indemnité, il recevrait une pension viagère de 4,000 livres, plus 4,000 autres livres une fois payées, qu'enfin « incontinent après son décès la somme de 20,000 livres » serait répartie entre « ceux en faveur desquels ledit sieur de Gaignières en aurait disposé. » Or de ces diverses stipulations, celles qui avaient trait à un dédommagement pécuniaire furent seules respectées. Quant au reste, on se crut à peu près délié des obligations contractées au nom du roi par son ministre, et le prétendu usufruit assuré d'abord à Gaignières ne tarda pas à n'avoir pour lui d'autre suite qu'une possession troublée ou équivoque, pour ceux qu'il appelait à en profiter sous son toit qu'une succession de tracasseries mesquines

ou d'imputations calomnieuses. Tantôt ce sont des espions qu'on aposte pour voir si quelque visiteur n'emporte rien des trésors qu'il a eus sous les yeux; tantôt, les soupçons remontant jusqu'au maître de la maison lui-même, on soumet ses domestiques à un interrogatoire en règle sur ce qu'il a pu faire ou dire, et des rapports tendant à dénoncer chez lui la pensée d'un détournement sont immédiatement adressés à qui de droit. Nous n'en finirions pas s'il nous fallait entrer dans le détail des perfidies et des manœuvres auxquelles donnèrent lieu la situation où s'était si loyalement placé Gaignières et bientôt la maladie dont il ne devait point relever. Il n'y a que justice toutefois, à propos de ces vilénies, à signaler celui qui y compromit le plus directement son caractère et l'honneur d'un nom d'ailleurs estimé des érudits. En épiant avec une sorte de cynisme les moindres démarches de Gaignières et les approches d'une mort qu'il appelait de tous ses vœux, Clairambault semble transporter dans le domaine de la science quelque chose des mœurs d'un *bravo* ou d'un familier de l'inquisition, — si tant est même qu'il n'entende en ceci servir que ceux qui l'emploient, et que sous son zèle apparent pour les intérêts d'autrui aucune arrière-pensée ne se cache d'avantages et de profits tout personnels.

Un passage d'une lettre adressée par Clairambault au marquis de Torcy suffira pour donner la mesure de sa duplicité. Cet homme, qui écrivait à Gaignières dans les termes les plus affectueux, qui s'honorait d'être « son ami et son confident, » ce même homme l'accusait ainsi auprès du ministre. « ..... Je crains autre chose plus dangereux : c'est que lui-même ne détourne, car je puis vous dire en secret que ce qu'il a déclaré jusqu'à présent n'est pas de bonne foi. Peut-être réserve-t-il de le dire à la fin, et qu'il veut voir si on lui tiendra parole, afin de n'être pas dénué de tout, si on ne le payait pas. Je crois aussi qu'il a quelque dessein d'ôter les doubles de tout ce qu'il a. Je ne sais s'il laisserait le meilleur... »

Torcy, tout en accueillant l'accusation, sentait bien qu'il fallait compter avec la bonne réputation de Gaignières et ses susceptibilités d'honnête homme. Aussi dans sa réponse recommandait-il à Clairambault d'agir « sans faire voir à M. de Gaignières qu'on eût la moindre défiance sur son sujet... Vous savez au contraire, ajoutait-il, combien il est touché de soutenir l'idée de sa probité. » La probité! on pourrait soupçonner celle de l'agent de M. de Torcy à meilleur droit qu'il n'avait lui-même mis en doute la bonne foi de Gaignières. L'empressement singulier avec lequel, au lendemain de la mort de celui-ci, il fait transporter dans sa propre maison toutes les collections qui avaient appartenu au défunt, afin, disait-il, de mener plus rapidement les travaux d'un nouvel inventaire et d'o-

pérer un triage préalable entre les objets dignes de la Bibliothèque et ceux qui ne mériteraient pas d'y figurer, — les félicitations qu'il reçoit à ce moment de ses amis, de Lancelot entre autres, sur la liberté que les événemens lui laissent d'agir absolument à sa guise (1), — enfin et surtout la présence aujourd'hui dans les papiers de Clairambault conservés au département des manuscrits d'une quantité considérable de pièces écrites ou annotées de la main de Gaignières (2), — tout cela permet au moins d'hésiter sur le degré de confiance que peuvent inspirer les procédés employés pour liquider la succession ouverte et le désintéressement du liquidateur.

Quoi qu'il en soit, après que l'abbé de Louvois, alors garde de la Bibliothèque, eut accepté pour cet établissement la part que lui attribuait l'état récapitulatif dressé par Clairambault, après que les tableaux et les autres articles jugés, à tort ou à raison, inutiles eurent été séparés du lot de la Bibliothèque pour être publiquement vendus (3), 2,679 volumes ou portefeuilles, contenant des manuscrits, des dessins et des estampes, vinrent à la fin de l'année 1716 occuper la place que la générosité de Gaignières leur avait d'avance assignée. Le tout, il est vrai, déposé en bloc au cabinet des manuscrits, y demeura pendant plus de vingt ans dans cet état d'indivision; mais en 1740 on se décida à répartir les diverses séries de la collection de Gaignières en raison du caractère propre à chacune d'elles et des collections déjà existantes auxquelles la nature des pièces semblait le plus naturellement les rattacher. Ce fut ainsi que le cabinet des estampes, qui avait commencé alors de former un département distinct, s'enrichit de ces précieuses suites de costumes, de portraits, de pièces topographiques, de tant d'autres des-

(1) « Enfin, écrivait Lancelot à Clairambault dix jours après la mort de Gaignières, enfin vous voilà donc le maître ou peu s'en faut d'un des plus grands dépôts qu'il y ait. Il me semble déjà, monsieur, vous voir nager en pleine eau... »

(2) M. Léopold Delisle, dans son savant ouvrage sur *le Cabinet des manuscrits*, évalue « à plus de cent volumes » l'ensemble des pièces provenant de la collection de Gaignières que Clairambault se serait ainsi « appropriées. »

(3) Cette vente, prescrite par un arrêt du conseil en date du 6 mars 1717, produisit une somme totale de 16,761 livres 14 sols. L'estimation des objets réservés pour la Bibliothèque donnait sur l'état dont nous avons parlé un chiffre à peu près double, 36,783 livres. Au reste tout ce qui concernait le fait de la donation même fut tenu aussi secret que possible par le ministre et par ses agens. Les affiches annonçant la vente publique ne disaient mot de ce qui y avait donné lieu, et dès le 13 avril 1715 le *Mercur* recevait l'ordre d'observer à ce sujet le même silence. « Vous pouvez, écrivait le marquis de Torcy au directeur de ce recueil, parler de M. de Gaignières dans un de vos prochains *Mercur*s et faire mention, si vous le jugez à propos, de sa naissance, de son mérite et de ses qualités personnelles; mais il ne convient pas que vous parliez de la disposition qui a été faite de son cabinet. »



ains ou gravures dont la provenance est encore aujourd'hui constatée par les premières lettres du nom de Gaignières estampillées sur chaque pièce.

Un recueil de dessins pourtant, et un recueil considérable à tous égards, ne fut pas compris parmi ceux qu'on retirait du cabinet des manuscrits pour les transporter dans le cabinet des estampes : 16 grands volumes, contenant environ 3,000 copies d'après les monumens funéraires élevés depuis le moyen âge à la mémoire de personnages français, restèrent sur les rayons où on les avait déposés lors de leur entrée à la Bibliothèque. Malheureusement ils n'y restèrent pas toujours. Vers la fin du dernier siècle, ils disparurent, dérobés, dit-on, par les mains mêmes de celui qui en avait la garde, ou tout au moins avec la complicité de sa négligence (1), et, vendus en Angleterre à l'antiquaire Richard Gough, ils passèrent à sa mort dans la bibliothèque bodléienne. Ce serait donc à Oxford qu'il faudrait aujourd'hui aller consulter ces documens sur l'histoire de l'art français, si depuis quelques années des calques strictement fidèles n'étaient venus réparer autant que possible le préjudice subi et remettre jusqu'à un certain point la Bibliothèque en possession de son bien. D'autres dessins d'après des monumens du même ordre, d'abord annexés dans les collections du département des manuscrits aux recueils généalogiques ou historiques, ont été récemment transmis au département des estampes, où ils complètent la riche série des tombeaux et des épitaphes reconquise, sous forme de duplicata, à Oxford. Enfin plusieurs autres pièces détachées de la même suite, et conservées jusqu'en 1861 à la bibliothèque Mazarine, ont cessé de figurer dans une collection où elles n'avaient pas en réalité leur raison d'être. On peut dire que maintenant tous ou presque tous les documens dessinés ou gravés qu'avait réunis Gaignières se trouvent centralisés dans le département des estampes. Après bien des vicissitudes, cet incomparable ensemble de témoignages historiques est, suivant le vœu du donateur, désormais à l'abri des chances de dispersion et à la libre disposition de quiconque a besoin d'y puiser.

### III.

Nous avons dit que, lorsqu'en 1740 la collection des monumens figurés ayant appartenu à Gaignières fut séparée, à la Bibliothèque, de la collection de ses manuscrits pour être définitivement installée

(1) Voyez à ce sujet le dossier judiciaire contenant les interrogatoires subis en septembre 1784 par l'abbé de Gevigney, ci-devant garde des titres et généalogies à la Bibliothèque du roi. — Archives. Section judiciaire, Y. 11427.

parmi les recueils du cabinet des estampes, celui-ci avait depuis quelques années déjà son organisation particulière et sa vie propre. Au lieu de ne former, comme par le passé, qu'une section du département des livres imprimés, ou plutôt au lieu de continuer à y être confondus avec ces livres mêmes, les recueils d'estampes, successivement acquis par ordre du roi ou donnés à sa bibliothèque, avaient été dès 1720 isolés de manière à constituer un nouveau département sous la surveillance et l'administration d'un garde spécial (1). Cette utile réforme, due à l'abbé Bignon, qui venait de remplacer l'abbé de Louvois dans les fonctions de bibliothécaire du roi, n'était d'ailleurs que la conséquence forcée des richesses croissantes de la Bibliothèque et des prescriptions légales qui de plus en plus tendaient à en populariser l'usage. D'une part, les diverses collections étaient devenues trop volumineuses pour que le classement et la garde en pussent rester plus longtemps confiés à un seul homme, si actif et si éclairé qu'il fût; de l'autre, l'obligation, aux termes d'un arrêt du conseil en date du 11 octobre 1720, « d'ouvrir la Bibliothèque aux savans de toutes les nations, en tout temps, aux jours et aux heures qui seront réglés par le bibliothécaire, ... et aux curieux une fois par semaine, » n'aurait pas laissé, avec le maintien du régime primitif, d'introduire le désordre dans le service aussi bien que l'incertitude dans les recherches du public. Pour satisfaire à toutes les exigences et pour sauvegarder tous les intérêts, l'abbé Bignon divisa le travail, multiplia les responsabilités, et fonda l'indépendance de chaque département, tout en conservant l'unité de la direction supérieure. Grâce à lui, une répartition méthodique des trésors accumulés à la Bibliothèque assura la bonne organisation des services, et le cabinet des estampes en particulier fut soumis dès lors à la discipline et aux règles qui devaient, à quelques modifications près, être appliquées jusqu'à nos jours.

Le progrès au surplus ne se borna pas à cette sage distribution des fonctions et des choses. Le nouveau local où l'abbé Bignon obtint, non sans peine, d'établir les collections de la Bibliothèque leur fournit un abri plus digne d'elles que le toit de hasard sous lequel elles avaient été logées jusqu'alors, en même temps que l'espace dont on pouvait disposer laissait toute latitude aux accroissemens futurs de chaque série ou, le cas échéant, à la formation de séries nouvelles.

(1) Les quatre catégories établies alors à la Bibliothèque étaient 1° les manuscrits, 2° les livres imprimés, 3° les titres et généalogies, 4° les planches gravées et estampes. Le cabinet des médailles et pierres gravées n'avait pas encore été transféré du palais de Versailles à la Bibliothèque. Il n'y fut définitivement installé que vingt ans plus tard.

Depuis que la Bibliothèque du roi avait été, sous le règne de Charles IX, transférée de Fontainebleau à Paris, elle avait eu dans cette ville même plus d'un voyage à faire, plus d'un emménagement provisoire à subir. Placée d'abord rue Saint-Jacques dans les bâtimens du collège de Clermont, que les jésuites venaient d'évacuer, puis dans une grande salle du cloître des cordeliers, elle occupait, sous le règne de Louis XIII et pendant les vingt-trois premières années du règne de Louis XIV, une maison que les cordeliers possédaient rue de la Harpe, assez près de l'église de Saint-Côme. En 1666, Colbert consacra « les maisons au bout de ses jardins » rue Vivienne, ou plutôt rue Vivien, comme on disait alors, à une nouvelle installation de cette bibliothèque du roi, enrichie déjà par ses soins de tant de livres et de tant de manuscrits précieux, et dont il allait, dans le cours de l'année suivante, compléter les collections par l'adjonction des estampes acquises de l'abbé de Marolles. Le moment vint cependant où ces maisons se trouvèrent trop petites pour contenir tout ce qui d'année en année y affluait. En vain l'Académie des Sciences avait cédé aux livres la salle tout entière où, depuis l'époque de sa fondation, elle tenait ses séances, et le laboratoire qui y attenait; en vain les bibliothécaires s'ingéniaient, à chaque acquisition ou à chaque donation nouvelle, pour en mettre les diverses parties à la portée des regards ou de la main. Quoi qu'on fit, on en était à peu près réduit à la nécessité d'entasser les objets, au fur et à mesure de leur entrée, sans autre classement qu'une répartition en bloc, comme cela avait eu lieu pour les collections de Gaignières, sans autre arrière-pensée chez personne que d'empêcher quant à présent la Bibliothèque de déborder.

Les choses en étaient là lorsque l'abbé Bignon entra en fonctions (1719), et tout d'abord il s'efforça d'obtenir pour la Bibliothèque un logis mieux approprié à ses besoins. Il lui fut facile de faire ressortir les inconvéniens du régime d'alors et l'urgence de mesures capables d'y mettre fin; mais, le mal une fois démontré, restait à indiquer le remède. Ni l'abbé Bignon ni ceux qu'il avait intéressés à sa cause n'étaient sans incertitude sur ce point. Fallait-il revenir au projet, conçu par le ministre Louvois et abandonné depuis 1699, d'utiliser pour les collections du roi quelques-uns des hôtels construits autour de la place Vendôme? Était-ce au Louvre qu'on devait demander asile? On s'arrêta un moment à ce dernier parti, et déjà les préparatifs se faisaient en vue d'une installation prochaine lorsque l'arrivée de l'infante, fiancée à Louis XV, vint mettre de ce côté toutes les espérances et tous les projets à néant.

Force fut donc de chercher ailleurs, mais cette fois on n'eut à chercher ni loin ni longtemps. En face de la Bibliothèque, à l'angle

même de cette rue Vivienne qu'il s'agissait pour elle de quitter, des bâtimens spacieux se trouvaient tout à coup disponibles : comment laisser échapper une occasion aussi favorable et ne pas s'empres- ser de prendre ce qu'on avait en quelque sorte sous la main ? On sait que l'ancien palais Mazarin, devenu la propriété du mari d'Hortense Mancini, avait été sous la régence acquis pour le roi et donné en son nom à la Compagnie des Indes. Law y avait établi ses bureaux et ouvert ainsi un nouveau théâtre aux agiotages et aux scandales de la rue Quincampoix ; mais, lorsqu'en 1721 survint l'éclatante ruine de ce qu'on appelait *le système*, le vide se fit à peu près dans ces murs un moment si peuplés. Les restes de la banque de Law n'occupèrent plus qu'une petite partie du palais qu'avait habité Mazarin, tandis que les dépendances de ce palais parallèles à la rue de Richelieu et désignées, depuis la mort du cardinal, sous le nom d'hôtel de Nevers demeuraient presque sans emploi. Ce fut alors que l'abbé Bignon sollicita du régent, le duc d'Orléans, l'autorisation d'y transporter la Bibliothèque, et, le consentement du prince une fois obtenu, il crut si bien avoir partie gagnée qu'il n'attendit même pas l'accomplissement des formalités légales. Quant aux travaux d'installation préparatoires, le désir d'occuper la place au plus vite fit qu'on se dispensa de les entreprendre et que, au moment même de l'emménagement, on y suppléa comme on put. « En conséquence des ordres du régent, dit Leprince dans son *Essai historique*, on transporta sans différer dans l'hôtel de Nevers... le plus qu'il fut possible de livres, lesquels furent placés dans différentes chambres et rangés sur des tablettes faites à la hâte. »

Jusque-là tout allait au mieux, mais l'on avait compté sans les suites. Les réclamations de plusieurs intéressés contre l'envahissement un peu brusque, il est vrai, de leur demeure, le mécontentement des gens de loi, qui, n'ayant pas participé à l'affaire, ne se faisaient pas faute d'en accuser l'irrégularité, la mort du régent et par conséquent pour les émigrés de l'hôtel Colbert la perte de leur plus puissant protecteur, d'autres difficultés encore faillirent maintes fois amener un éclat et aboutir à un nouveau déplacement de la Bibliothèque. Il ne fallut pas moins que la ténacité de l'abbé Bignon et l'autorité du comte de Maurepas, alors ministre de la maison du roi, pour triompher de tous les obstacles. L'une et l'autre y réussirent à la fin. Après plus de deux années de négociations incessamment rompues et renouées, après bien des échanges de paroles et de procédures, un accord fut conclu qui, en sauvegardant certains droits antérieurs, déterminait le droit des nouveau-venus à l'occupation principale, à la possession presque totale des lieux.

Par lettres patentes enregistrées au parlement le 16 mai 1724, et à la chambre des comptes le 13 juin suivant, le roi déclara « affecter à perpétuité l'hôtel de Nevers au logement de sa bibliothèque, » sauf à réserver pour des services tout différens les bâtimens sur la rue Neuve-des-Petits-Champs les plus rapprochés de la rue Vivienne ou, si l'on veut, le palais Mazarin proprement dit (1). Tout embarras avait donc cessé dans le présent comme toute crainte pour l'avenir. Bientôt les grands travaux d'aménagement et de décoration intérieure entrepris sous l'habile direction de l'architecte Robert de Cotte allaient achever de régler le sort de l'édifice livré à la Bibliothèque et d'en fixer la destination.

Qu'advint-il du cabinet des estampes durant cette première période d'agitation et pendant les années qui suivirent? Quelle place trouva-t-il d'abord sur ce terrain disputé, quel fut son lot un peu plus tard dans la répartition des locaux définitivement abandonnés à la Bibliothèque? Il semble d'autant moins superflu d'examiner la question qu'elle a été jusqu'à présent négligée ou incomplètement éclaircie, faute des documens authentiques qu'un heureux hasard a mis entre nos mains.

On a vu que la constitution du cabinet des estampes en un département séparé de la collection des livres avait à peu près coïncidé avec la translation de la Bibliothèque tout entière dans les salles de l'hôtel de Nevers. Le moment certes n'était pas favorable à une organisation méthodique des recueils composant le nouveau département, ni même à un simple rangement matériel dans un espace convenablement préparé. Au lendemain de l'espèce de coup d'état par lequel on s'était emparé de l'hôtel de Nevers, ce que l'on prétendait seulement, ce que le garde des estampes voulait comme chacun de ses collègues, c'était faire ouvertement, rapidement, acte de possession et se fortifier en quelque sorte contre les agressions par la quantité même et la masse des objets une fois apportés. Aussi ne prit-on guère le temps de choisir, pour loger les planches gravées et les estampes, ce qui présenterait les meilleures conditions au double point de vue du classement à établir et des communications à faire sur place. On entassa le tout dans quelques chambres au premier étage, entre l'appartement de l'abbé Bignon

(1) L'usage de consacrer ces bâtimens à des établissemens financiers se continua jusqu'à une époque assez rapprochée de nous. Après avoir été occupés par les bureaux de la Compagnie des Indes, ils servirent d'abri à la Bourse. Plus tard, on y installa le Trésor, et, sous la restauration, pendant le ministère Villèle, l'administration centrale des finances y résida encore. En 1828 seulement, le palais Mazarin reçut la même destination que l'hôtel de Nevers, attribué depuis plus d'un siècle déjà aux collections de la Bibliothèque.



et les chambres où l'on avait déposé les livres imprimés, c'est-à-dire dans la partie des bâtimens sur la rue de Richelieu limitée aujourd'hui d'un côté par la galerie du département des médailles, de l'autre par le corps de logis faisant face à la place Louvois.

Au bout de quelque temps néanmoins, lorsque, les droits de la Bibliothèque à une occupation définitive ayant été officiellement reconnus, il fut permis de revenir sur les empressemens de la première heure, on sentit la nécessité d'assigner au cabinet des estampes un local plus spacieux. Aux inconvéniens résultant de l'installation dans le bâtiment sur la rue de Richelieu se joignait d'ailleurs un grave danger, celui du feu, que menaçaient de lui communiquer d'un instant à l'autre les cheminées de l'appartement habité au même étage par le bibliothécaire en chef ou les cheminées des logemens établis dans les combles tant pour les autres « officiers de la Bibliothèque du roi » que pour les employés en sous-ordre et les hommes de service (1). Il fut donc décidé que le cabinet des estampes quitterait ce périlleux voisinage pour aller, vers la fin de l'année 1738, s'établir au rez-de-chaussée du bâtiment sur la cour parallèle à celui qu'il avait jusqu'alors occupé, dans la grande salle qui précède aujourd'hui la *salle des Globes*. Pendant les douze années qui suivirent, il n'eut pas en effet d'autre asile; mais, au bout de cette période, nouveau changement déterminé par un nouveau danger. Si les estampes, là où on les avait mises, se trouvaient préservées des chances d'incendie, elles n'échappaient pas aussi sûrement aux risques d'une détérioration graduelle. L'humidité du lieu commençait à compromettre si bien la santé de ces précieuses pièces que, aux termes d'un rapport adressé alors à l'abbé Bignon, quelques-unes d'entre elles paraissaient « près de s'en aller en bouillie, » tandis que les planches gravées du *Cabinet du roi* s'oxydaient déjà « de manière à cesser d'être sous peu en état de fournir des épreuves. »

On prit donc le parti de déménager encore une fois ces planches gravées et ces estampes. A la demande de Hugues-Adrien Joly, qui venait d'être nommé garde en remplacement de Delacroix, elles furent en 1751 transportées dans les entre-sols du corps de logis par lequel les bâtimens sur la rue de Richelieu se reliaient à ceux que longe aujourd'hui le jardin parallèle à la rue Vivienne (2). C'est là que pendant plus d'un siècle le cabinet des estampes vit se succé-

(1) Sur l'état authentique des personnes logées alors à la Bibliothèque figurent vingt-deux fonctionnaires ou employés, deux suisses, deux frotteurs et les nombreux domestiques de l'abbé Bignon.

(2) Ce corps de logis dit la *Traverse* s'élevait sur une partie de l'emplacement qu'occupe à présent la grande salle de travail du département des imprimés.

der les générations d'artistes et d'érudits dont les travaux, à quelque degré que ce soit, intéressent l'histoire ou résument la vie de notre école moderne; c'est là que, placée enfin dans des conditions de salubrité suffisantes, sinon dans un espace assez vaste pour ses richesses, la collection de France acheva de devenir la première du monde par la variété, le nombre et l'importance des monumens ajoutés d'année en année à ceux dont elle se composait à l'origine.

On sait quelle portion de la Bibliothèque lui est consacrée aujourd'hui. Retiré au mois d'octobre 1854 des entre-sols qui devaient, quelques années plus tard, disparaître avec le bâtiment dont ils faisaient partie, le département des estampes fut installé dans la galerie basse du palais Mazarin que François Mansart avait disposée jadis pour y loger les statues antiques appartenant au cardinal. De nouvelles salles et deux nouvelles galeries ouvertes au-delà de celle-ci par l'architecte chargé de la reconstruction de la Bibliothèque, M. Labrousse, d'autres dépendances établies à l'entre-sol des bâtimens qui s'élèvent au fond et sur l'un des côtés de la cour de l'ancien trésor, complètent l'ensemble des locaux affectés maintenant au département des estampes, et n'occupent pas en superficie moins de 1,086 mètres. Il y a loin sans doute d'un pareil chiffre à celui qui représenterait l'espace concédé autrefois au même département, et cependant, si élargi que soit aujourd'hui le terrain, on peut déjà prévoir le moment où il deviendra nécessaire d'en accroître encore l'étendue; mais ce n'est pas l'avenir qu'il convient d'envisager ici. D'ailleurs, en résumant ce qu'on pourrait appeler l'odyssée du cabinet des estampes, en le suivant dans ses voyages limités, il est vrai, par les murs de l'hôtel de Nevers, nous avons interverti l'ordre chronologique et forcément anticipé sur la succession des événemens. Il nous faut maintenant retourner en arrière et reprendre, là où nous l'avions interrompu, le récit des faits purement relatifs à l'histoire de la collection elle-même, à sa biographie pour ainsi dire, à mesure que les premiers progrès se confirment et que la tradition fondée par Colbert va se renouvelant ou se développant de plus en plus.

HENRI DELABORDE.

(La seconde partie au prochain n°.)

---

## SOUVENIRS

---

# DE L'ADRIATIQUE

---

### II.

SCUTARI ET LES ALBANAIS, LES TRIBUS DES MONTAGNES  
ET LES MŒURS DE LA GRÈCE HÉROÏQUE (1).

---

#### I.

Le 23 décembre 1871 au matin, nous quittons le port de Cattaro. La musique d'un régiment autrichien jouait sur la jetée; une société tout européenne, des femmes qui portaient les toilettes de Vienne, des officiers vêtus de l'élégante veste blanche de l'infanterie impériale, mêlés aux marins dalmates, aux paysans de la Montagne-Noire venus pour le marché, regardaient le bateau du Lloyd, le *Miramar*, s'avancer lentement sur le canal étroit qui sépare Cattaro de l'Adriatique. Nous venions de causer en notre langue avec ces amis improvisés que le voyageur se fait si aisément; nous avions lu les journaux français, visité cette petite ville, où rien n'est luxueux, où tout est confortable et aisé. Un beau soleil d'hiver éclairait le golfe, ces montagnes à pic sur lesquelles les longs murs des forteresses courent comme des guirlandes, les vingt chantiers où les Cattarins construisent leurs navires, et cette suite de maisons gaies, propres, élégantes, qui couvrent toute la côte. Quelques heures plus tard, le *Miramar* jetait l'ancre devant une plage déserte. En face de nous s'élevait une cabane misérable; nous ne

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> octobre.

distinguions ni jetée ni point de débarquement, il n'y avait qu'un marais formé par un ruisseau. Quand le canot s'approcha, force fut aux plus résolus d'accepter les épaules des *hamals* qui venaient nous chercher pour nous porter à terre; ils nous déposèrent sur des rochers où le pied le plus habile avait quelque peine à ne pas glisser. Nous avions dit adieu à l'Europe, nous étions en Turquie.

Le point où nous débarquions, Antivari, est cependant l'escale d'un chef-lieu de province; c'est par là qu'il faut passer quand on va à Scutari d'Albanie. Ce lieu est désolé; la hutte où logent les douaniers chargés de percevoir nombre de *batchichs* et quelques tarifs officiels, la cabane en planches du chef de la police qui demande les passeports, une pauvre *locande* italienne qui vous donne du pain, un morceau de viande et un matelas, — la marine n'a pas d'autres habitations. La ville est à gauche assez loin dans la montagne, cachée dans une gorge. Si vous voulez vous aventurer à quelques pas de l'auberge, vous ne trouvez ni route ni sentier; il faut s'avancer au milieu des joncs, dans la terre détrempeée, chercher le gué de la rivière qui coule en cet endroit, escalader des rochers pour retomber dans les flaques d'eau. Il semble, si longtemps qu'on ait vécu en Turquie, qu'on oublie toujours combien ce pays ne ressemble à aucun autre, la surprise est chaque fois aussi poignante : cette antithèse de la civilisation et de la barbarie ne trouve jamais le voyageur insensible. Certes la Dalmatie n'est pas une de ces contrées où le progrès frappe à chaque pas, le paysan morlaque est inculte et grossier; mais, si loin que vous alliez dans la province, vous y trouvez des usages qui vous rappellent votre pays, des maisons où un voyageur peut loger, une auberge où l'hôtelier a une nappe et des fourchettes, des routes, une administration, une police sérieuse, l'Europe enfin. Passez le poteau qui sépare les Dalmates des Turcs, ce reste de civilisation s'évanouit.

On va d'Antivari à Scutari à cheval et en caravane. La route est de sept, de quinze, de vingt heures, selon la saison, selon que la pluie a ou non détrempe la plaine, ou que les passages guéables de la Boiana sont plus ou moins sûrs. Il faut trouver son chemin à travers champs, tantôt suivre le lit des torrens, tantôt monter des rochers en escalier, tantôt descendre sur des plans inclinés que l'eau a rendus polis et glissants comme le marbre, aventurer son cheval au milieu de grosses pierres taillées en pointe; mais le grand danger du voyage, ce sont les mares de boue qui recouvrent des précipices. Un des guides qui nous précédaient disparut tout à coup jusqu'aux épaules : cheval et cavalier s'étaient enfoncés dans un de ces trous que nulle prudence ne peut être sûre d'éviter. Une voiture qui suivrait une route à peu près carrossable ferait ce trajet en

trois  
lin a  
geur  
vant  
est  
la B  
Un  
moir  
ne s  
pied  
entr  
cam  
leur  
tans  
chal  
Cha  
en e  
trui  
qui  
cile  
désa  
N  
cett  
avai  
les  
vés.  
com  
gari  
cun  
com  
qu'e  
pou  
est  
des  
neu  
tout  
stru  
der  
élev  
2 k  
étr  
I  
que

trois heures. Le plus souvent, on couche à mi-chemin dans un moulin abandonné. Comme il n'y a nul village sur ce parcours, le voyageur qui ne porte pas ses vivres avec lui ne dînera que le jour suivant à Scutari. Enfin on aperçoit la ville, mais la dernière épreuve est la plus périlleuse; cette capitale s'élève sur la rive gauche de la Boiana, qui à cet endroit sort du lac, et dont le cours est très large. Un pont de bois vermoulu qu'on doit traverser est si bas que la moindre inondation le recouvre et entraîne les parapets. Les chevaux ne se hasardent qu'avec hésitation sur ce parquet mouvant où leurs pieds peuvent être pris dans les interstices que les planches laissent entre elles. Il arrive souvent que des caravanes parvenues à ce point campent en face de la ville jusqu'à ce que l'eau décroisse ou qu'on leur procure des barques. Le bazar de Scutari, un des plus importants de la Turquie, car on y vient de toutes les montagnes du pachalik et du Montenegro, est bâti près du pont dans un bas-fond. Chaque année, l'eau entre dans les boutiques, et de temps en temps en emporte une partie. La ville elle-même a été plusieurs fois détruite par les débordemens du lac; on voit de tous côtés des ruines qui rappellent ces catastrophes, nulle part les digues qu'il serait facile d'élever et qui rendraient impossible le retour d'aussi grands désastres.

Nous avons traversé tout Scutari que nous cherchions encore cette capitale; quelques masures, aperçues à droite et à gauche, nous avaient paru n'être que des faubourgs. Les rues sont très larges, les maisons, entourées de jardins, se cachent derrière des murs élevés. Chaque demeure est isolée, l'habitant se renferme chez lui comme dans une forteresse. Des portes épaisses de bois bruni, garnies de serrures massives, indiquent seules les habitations. Aucune ville n'a davantage l'aspect d'un village; Scutari cependant compte plus de 35,000 âmes. Au printemps, le vaste espace qu'elle occupe devient une forêt de verdure : malgré les arbres, la poussière et le soleil y sont alors insupportables; en hiver, la ville est un lac de boue au milieu duquel les maisons s'élèvent comme des îlots. Toutes les mosquées sont récentes; le palais du gouverneur, vaste rectangle à un étage, dont une galerie intérieure fait le tour, donne une assez juste idée de ce que devaient être les constructions primitives où les rois huns tenaient leur cour. Un des derniers pachas a cependant fait commencer une rue européenne, élever un casino; il y a, en sortant des faubourgs, une chaussée de 2 kilomètres de longueur, que l'autorité a soin de montrer aux étrangers, et qui, dit-on, sera continuée un jour jusqu'à la mer.

Les beys d'Albanie trouvent que cette capitale est bien protégée, que nulle muraille ne vaudrait les marais et les précipices qui la



séparent de la mer. Quelle armée s'aventurerait avec ses bagages et ses canons dans ce pays impraticable? Que si cette absence de route a quelques inconvénients, l'Osmanlis en prend son parti. De Scutari à Constantinople, on compte vingt-deux journées, encore le voyage ne peut-il se faire que dans la belle saison. Les fonctionnaires que la Porte envoie dans la province prennent, pour se rendre à leur poste, les routes les plus étranges; ils remontent le Danube, vont à Vienne, puis à Trieste, et de là par le Lloyd gagnent l'escale d'Antivari, à moins qu'ils ne descendent du Bosphore à Syra, pour faire le tour du Péloponèse et débarquer à Corfou. Des gens qui sont exposés à être nommés à Bagdad ou dans la province de Van ne s'effraient pas pour si peu. Si les pluies ont commencé, — et qu'ils ne soient pas gouverneurs de province, auquel cas il leur faut toujours se hâter, — ils attendent le retour du printemps. Ils savent qu'en hiver personne ne voyage, que leurs compétiteurs n'iront pas plus qu'eux à Constantinople. Durant la mauvaise saison, presque toutes les intrigues chôment chez les Osmanlis. C'est une conviction du vieux parti turc que les améliorations modernes ne peuvent que nuire aux musulmans : les routes serviront aux rayas qui font le commerce, aux étrangers qui protègent toujours les rayas, qui verront plus facilement ce qui se passe en Turquie, — les ports et les chemins de fer aux Européens, les écoles aux idées de révolte; la richesse publique détruirait l'empire, puisqu'elle serait tout entière aux mains des populations soumises. La barbarie est le rempart des Ottomans, comme cet espace inculte, semé de fondrières, de gros rochers, coupé de hautes montagnes, privé de toute route, est la meilleure défense de Scutari. Il n'y a qu'un ennemi de la race, le progrès; aucune idée n'est plus précise pour les musulmans d'Albanie. Ils s'expriment à ce sujet avec une franchise brutale, et peut-être ne se trompent-ils pas de tout point.

Le vilayet de Scutari, formé de la Haute-Albanie, Albanie blanche ou Guégaria, porte officiellement le titre de province d'exception; c'est qu'il est très peu étendu. Le voisinage du Montenegro, l'indépendance des tribus des montagnes, leur esprit d'indiscipline et aussi le privilège qu'elles ont de servir, bien que chrétiennes, dans les armées du sultan, telles sont les raisons qui ont fait un gouvernement général d'une circonscription qui, en toute autre partie de la Turquie, formerait un simple sandjak. La Haute-Albanie en effet ne compte guère plus de 250,000 habitans. Le vilayet voisin de Janina a une population de 700,000 âmes, celui d'Andrinople, au nord, de près de 2 millions. Si on excepte les environs du lac de Scutari et le bord de la mer, le pays est un entassement de montagnes, où les

principaux sommets gardent leur neige toute l'année. Ces longues chaînes, quand on les voit de la mer, forment une série d'étages d'un gris sombre; elles s'élèvent en terrasses gigantesques semées de piques, de dômes, qui se détachent sur des lignes très simples. C'est déjà la beauté de la Grèce, la même netteté de forme, la même harmonie de proportions. Le soleil rend la ressemblance plus sensible dès qu'il éclaire ces hautes masses : les chaînes éloignées alors sont recouvertes d'une sorte de vapeur grise et lumineuse, d'une gaze qu'il semble possible d'aller prendre et détacher. Sur les montagnes plus proches, toutes les saillies se précisent, se découpent, ressortent; la roche absorbe les flots de lumière, l'œil se figure qu'elle est devenue une substance translucide. On devine ce qu'est ce pays de montagnes, une suite de vallées, le plus souvent très étroites, encaissées dans des cercles de rochers, comme dans des forteresses où en hiver l'habitant est enfermé par les neiges. Dans beaucoup de cantons, le sol est pauvre, le paysan ne voit autour de lui que des pierres mêlées à une herbe rare; mais l'Albanie a aussi de magnifiques forêts, des lacs, des pâturages, les districts de montagne possèdent presque toujours sur les bords des deux larges fleuves qui traversent la contrée, le Drin et la Boiana, ou près du grand lac de Scodra, de vastes prairies.

Pour l'administration turque, la province est divisée en deux parties, les districts montagneux, ou plutôt, comme on dit officiellement, les *montagnes*, les cantons ou *nahiës* de la côte et des environs immédiats de Scutari. Ces cantons seuls sont soumis au régime ordinaire des vilayets; ils ont l'organisation qu'on trouve partout dans l'empire. L'aspect des villes, en général bâties sur des collines, restes d'établissements grecs, slaves ou vénitiens, comme Antivari, Alessio, Dulcigno, n'offre d'original que les vestiges de forteresses et d'églises décorées du lion de Saint-Marc. L'état du pays est misérable, la désolation gagne partout; un banc de sable ferme l'embouchure de la Boiana, qui pourrait être la richesse de la province; des ports excellens se comblent tous les jours, par exemple ceux de Saint-Jean de Médua et de Dulcigno. Le Drin et la Boiana, dont le cours n'est pas régularisé, rendent incultes des plaines longtemps fertiles : la fièvre chasse les habitans de villes autrefois salubres; ainsi les Turcs ont dû abandonner Alessio et se construire d'autres maisons plus loin dans la montagne. La grande plaine de Brégumahias, inondée une partie de l'année, devient un marais; les efforts récents d'une tribu voisine, celle des Clémenti, n'ont donné encore que de bien faibles résultats. L'Albanie, surtout sur la côte, est couverte de ruines : les unes anciennes, laissées par les guerres du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle et qu'aucun retour de prospérité n'a restau-

rées ou fait disparaître : les autres récentes, résultat des épidémies et des fièvres. On voit que cette province ressemble à presque toutes celles de l'empire.

La population appartient à la race albanaise. Toutefois au nord de la Boiana on trouve plusieurs cantons slaves, dans les villes de la côte des Juifs, des Bohémiens et quelques Grecs. Les districts soumis à l'administration régulière comptent de 120,000 à 130,000 âmes, les tribus des montagnes, au nombre de vingt et une, plus de 120,000. Ce vilayet est le seul gouvernement turc où les catholiques dominent : ils représentent à eux seuls la moitié de la population totale ; le reste, si on excepte 41,000 Grecs, est musulman. La province ecclésiastique d'Albanie, qui porte dans les actes de la cour de Rome le nom d'*Albania turcica*, est divisée en trois archevêchés dont dépendent quatre évêchés (1). Les habitants sont si pauvres qu'ils peuvent difficilement venir au secours de leurs chefs spirituels. C'est de Rome qu'il faut envoyer l'argent nécessaire à ces églises : la propagande de Lyon fait beaucoup, mais ne peut suffire à tout ; l'Autriche n'attribue au clergé latin que des subsides insuffisants. Dans ces conditions difficiles, surtout depuis les changemens survenus dans la situation du saint-siège, l'Italie essaie de prendre le protectorat des catholiques sur ces côtes, privilège séculaire de la maison de Habsbourg, et tout d'abord de leur faire accepter son argent. L'empereur d'Allemagne, bien que protestant, rappelle aux évêques que les provinces rhénanes sont catholiques, et offre des secours que la pauvreté de ces missions ne peut refuser ; du reste le primat actuel d'Albanie, M<sup>re</sup> Pooten, né près de Cologne, est sujet allemand. C'est une nouveauté que les agens de la Prusse donnant de l'argent aux catholiques orientaux pour bâtir des églises, déclarant qu'ils se feraient fort de remplacer la France ou l'Autriche, si ces deux puissances devaient restreindre leur générosité. Il en est cependant ainsi. Non-seulement en Albanie, mais en Grèce et dans le Levant tout entier, le protectorat et les subsides accordés aux chrétiens ont toujours été un principe d'influence que le nouvel em-

(1) L'histoire religieuse de cette province a été faite par Farlati. M<sup>re</sup> Pooten, archevêque d'Antivari, titulaire du diocèse, qui habite depuis longtemps l'Albanie, a réuni dans un grand ouvrage, écrit en latin, tous les renseignemens nouveaux qu'il a dû aux inscriptions et à quelques chartes inédites. *Metropolis Antivarensis et ecclesiarum episcopatum in Albania turcica sitarum quæ eidem metropoli subsunt, vel olim subiectæ fuerant, historia quam ex Illyrico sacro Farlati ad suum usum in compendium redegit Carolus Pooten, archiepiscopus Antivarensis et Diocensis, Albania metropoli ac regni Servie primas.* Ce livre, qu'il a bien voulu me communiquer, ne sera sans doute pas imprimé de longtemps. Les destinées d'un manuscrit dans les provinces turques sont si incertaines, qu'il n'est peut-être pas inutile de faire ici mention d'un aussi important travail.

pire ne peut négliger. Ce n'est pas seulement de l'administration financière des diocèses que s'occupe le saint-siège, les évêques relèvent directement de lui. La propagande de Rome est un véritable ministère auquel le travail ne manque pas. Tout ce qui en Europe est réglé ou par l'état ou par des évêques instruits, capables de décider les difficultés les plus sérieuses, lui est soumis par les prélats albanais. Il est trop évident que ces missions abandonnées à elles-mêmes ne pourraient remplir leur tâche. C'est Rome aussi qui ouvre aux candidats ecclésiastiques ses propres séminaires, qui imprime les catéchismes, les livres de discipline. Le cardinal directeur de la propagande, M<sup>re</sup> Barnabo, est en réalité le véritable chef ecclésiastique de l'Albanie chrétienne; peu de personnes connaissent mieux que lui cette province, où il n'est jamais venu.

L'état de ces missions est loin d'être florissant. L'esprit en est tout italien; des franciscains les dirigent de concert avec des prêtres indigènes. A la fin de 1871, cinq des évêques ou archevêques étaient Italiens, le sixième Polonais; les religieux venaient des couvens de Rome et surtout des provinces napolitaines. Soit manque d'argent, soit faute d'activité, on peut dire que l'instruction donnée aux enfans est à peu près nulle. Dans le diocèse d'Alessio, sur 17,000 habitans, 50 seulement savent lire, 10 signer leur nom. A la différence des lazaristes français, les franciscains se préoccupent très peu de l'éducation; pourvu qu'ils administrent les sacremens, qu'ils en montrent la nécessité, ils croient leur tâche accomplie. L'Italie n'a pas de sœurs de charité, d'ordre qui se consacre à l'éducation des filles. La religion qu'enseignent ces moines est celle qu'on donne au peuple de Naples; encore, si imparfaite qu'elle soit, s'adresse-t-elle à des esprits trop grossiers pour la comprendre. Le contraste est grand entre ces missions et celles que la France possède dans tout l'Orient; les jésuites et les lazaristes en Égypte, en Syrie, en Asie-Mineure, à Constantinople, ont des écoles où viennent les enfans de toutes les religions; cet enseignement pratique et vraiment utile s'est développé au point que des institutions comme celles d'Anthoura et de Ghazir dans le Liban suivent les programmes de nos collèges. Les jeunes Syriens y font des dissertations françaises en très bon style; leurs maitres vont plus loin, ils exigent des élèves distingués des discours et des vers latins.

Le clergé catholique albanais est digne de toute pitié; si on excepte quelques évêques, l'ignorance est partout complète: le moine franciscain jeté au milieu de ces montagnards perd bientôt l'espoir d'exercer sur eux une véritable influence, si tant est qu'une telle ambition ait jamais tenu grande place dans ses pensées; il s'organise le moins mal possible, cherche à s'assurer quelques redevances et



remplit les obligations indispensables de son ministère. Le prêtre indigène, aussi grossier que le paysan, capable à peine de lire la messe, vêtu du même costume que ses fidèles, portant comme eux le fusil, ne diffère pas du pope et du moine grecs des pays les moins cultivés; il est d'autant plus étroit, d'autant plus intolérant, que les services qu'il rend sont plus contestables. Cette forme d'apostolat fait comprendre ce qu'a été la propagande byzantine chez les peuples qui entouraient ou envahissaient l'empire grec : apostolat sans énergie, qui ne donnait guère aux barbares que des cérémonies nouvelles. Cependant Scutari possède depuis quelques années un collège où on élève de jeunes Albanais, qui ensuite iront à Rome à la propagande; les franciscains tiennent de petites classes où ils enseignent la lecture et les quatre règles. Il faut remarquer aussi que les difficultés que rencontre le clergé sont grandes : la liberté est complète dans la montagne, mais c'est dans les villes que la réforme devrait commencer; or, ni à Scutari ni dans les autres chefs-lieux de district, la Porte n'a donné toute facilité aux catholiques. Une population de 12,000 catholiques dans la capitale du vilayet n'a pas encore d'église : il a fallu des années pour obtenir un firman qui permet d'élever quatre murs; c'est dans une grange recouverte de quelques planches que l'archevêque officie. Les émeutes contre les latins se sont renouvelées fréquemment pour chasser les missionnaires ou détruire leurs constructions naissantes. Partout sur la côte les entraves ont été nombreuses, et tous les jours l'autorité les multiplie pour complaire tantôt aux Turcs, tantôt aux Grecs ou aux Juifs. Dans cette lutte, bien des forces se sont épuisées qui peut-être se seraient appliquées à une tâche plus haute; quelques hommes d'intelligence et de cœur qui en d'autres pays eussent accompli des progrès réels ont vu leurs jours finir sans que l'œuvre fût commencée.

## II.

Nous ne savons pas d'une façon précise combien d'âmes compte la race albanaise. Les rares essais de dénombrement que commentent à faire les Turcs divisent toujours les sujets du sultan selon la religion. Ainsi l'almanach officiel de Janina, publié en 1871, et qui contient, — singulière nouveauté, — une statistique partielle du pachalikat d'Épire, semble ignorer que la province est peuplée de Grecs et de Schkipétars. Comme cette race est souvent mêlée aux populations slaves ou helléniques, et qu'elle en subit rapidement l'influence, il est parfois impossible au voyageur de reconnaître



avec certitude des mœurs et un type que quelques années ont modifiés. Personne n'a mieux compris ces difficultés que George de Hahn. Ce savant, que nous venons de perdre, avait consacré sa vie à l'étude des Schkipétars. Il habita d'abord longtemps leur pays, surtout Janina et Scutari; il fit ensuite de nombreux voyages chez les Guègues et chez les Tosques (1). De toutes ses recherches, il est résulté que la race albanaise doit compter 1,800,000 âmes environ. Il s'en faut que cette population soit tout entière renfermée dans la Haute et la Basse-Albanie : à l'est, elle arrive jusqu'aux frontières de la Macédoine; en Dalmatie, près de Zara, elle habite plusieurs villages; la statistique des Slaves du sud évalue à 46,000 les Albanais qui vivent dans les pays serbes ou bosniaques. Le royaume hellénique en compte 173,000, l'Italie méridionale 85,000, qui abandonnèrent leur pays au xvi<sup>e</sup> siècle.

Les Albanais (2) de l'Italie ont depuis longtemps subi l'influence de la civilisation qui les entoure. Ceux que l'on trouve en Grèce vivent isolés dans une pauvreté et dans une inertie qui altèrent leurs qualités natives, ou se transforment et deviennent Grecs, ne retenant plus du passé que l'usage de leur langue; même en Épire, où les Grecs cependant sont en minorité, les habitudes helléniques modifient tous les jours le caractère des Schkipétars. C'est surtout dans la Haute-Albanie, c'est-à-dire dans la province de Scodra, que la race garde ses anciennes mœurs et sa figure originale. C'est là qu'on peut voir encore ce peuple, destiné peut-être à disparaître bientôt sans laisser aucun monument de son histoire.

Il n'y a pas en Europe de race plus ancienne que les Albanais. Aucun témoignage classique ne parle de l'époque où ils arrivèrent dans la péninsule du Balkan : ils y étaient établis depuis longtemps quand les envahisseurs slaves descendirent du Danube; ils y étaient sans doute bien des siècles auparavant. Les anciens, qui connaissaient fort mal le vaste territoire qui forme aujourd'hui la Turquie d'Europe, se bornent à répéter que d'un côté, à l'est, se trouvaient les Thraces, de l'autre, à l'ouest, les Illyriens : sous ce nom d'Illyriens, ils comprennent des populations très nombreuses qui habitaient au nord de l'Épire, entre l'Adriatique et la Macédoine. Les Albanais, qui occupaient autrefois des espaces beaucoup plus étendus, — on retrouve en effet des noms de villes qui appartiennent à leur langue dans des cantons où on ne voit plus que des Serbes ou des Bulgares, — sont les derniers restes, selon toute vraisemblance,

(1) Ce sont les deux principales divisions de la race albanaise en Turquie; les Guègues habitent au nord du Scombi, les Tosques au sud de ce fleuve et en Épire.

(2) Sur les Albanais, voyez, dans la *Revue*, deux études importantes de M. Cyprien Robert, 1<sup>re</sup> août 1842, de M<sup>me</sup> la princesse Dora d'Istria, 1<sup>re</sup> mai 1866.

de cette population primitive. Ils parlent un idiome dont les caractères principaux commencent à être bien connus, grâce aux travaux de Xylander, de George de Hahn, de M. Reinhold et en dernier lieu de Franz Bopp. Nous devons au maître de la philologie moderne l'étude la plus sérieuse que nous possédions sur l'albanais; toutefois il faut remarquer qu'il fonde ses observations sur un très petit nombre de textes, tout à fait insuffisants pour donner une idée complète de cette langue. George de Hahn n'a pas prétendu en faire connaître tous les dialectes, il ne s'est occupé que de ceux qui se parlent de Scutari à Janina. Je tiens de ce savant que, dans le dernier voyage qu'il fit aux sources du Vardar, il rencontra des tribus dont l'idiome était tout nouveau pour lui, et avec lesquelles il ne put s'entendre. C'est le langage d'Hydra et de Spezia que M. Reinhold a étudié, surtout celui des matelots, avec lesquels il a passé de longues années comme médecin principal de la flotte grecque. L'albanais est une langue indo-européenne qui, par les radicaux, se rapproche beaucoup plus du latin que du grec. Un botaniste distingué, M. de Heldreich, vient de publier une flore de l'Attique où il joint aux noms consacrés par la science les noms albanais; les rapprochemens avec le latin se font à chaque ligne, et sont surprenans. M. Reinhold affirme que certaines phrases latines sont comprises par le paysan albanais. Il en cite de nombreux exemples et en particulier les mots célèbres *veni, vidi, vici*, qui pour un Albanais ont le sens que leur donnait Jules César, assertion que je n'ai pas eu la bonne fortune de vérifier. Quoi qu'il en soit, il est certain que les Albanais primitifs étaient proches parens de toutes ces tribus qui, longtemps avant la fondation de Rome, vinrent de l'Orient dans les vallées de l'Apennin; cette fraction de la race, au lieu de traverser les Alpes, se répandit dans les vallées du Balkan. M. Reinhold et G. de Hahn ne sont pas satisfaits d'une antiquité déjà si reculée; le premier intitule son ouvrage *Noctes pelasgicae*, les *Nuits pélasges*, et dédie son livre à ses compagnons d'armes, qu'il appelle *nautæ pelasgici*, les marins pélasges; le second consacre la plus grande partie de ses *Albanischen Studien* à démontrer que les Schkipétars sont fils de Pélagos, fils lui-même du ciel. On ne peut accumuler plus de textes à l'appui d'une thèse, faire preuve d'une érudition plus minutieuse et plus exacte. Il a été de mode autrefois de disserter longuement sur cette race mystérieuse, et tout bon érudit leur devait un mémoire. Niehbur cependant a dit depuis longtemps : « Le nom des Pélasges est odieux à l'historien qui hait la fausse philologie, d'où naissent les prétextes de connaissances au sujet de ce peuple éteint. » Les anciens ne nous ont rien laissé de précis sur ces premiers habitans du sol hellénique,

qu'ils ne connaissent que par des souvenirs légendaires. Hérodote seul signale deux petites tribus sans importance que l'on croyait pélasgiques, l'une en Bithynie, l'autre sur le golfe Thermalque. Le nom des Pélasges n'est qu'un mot vague autour duquel on ne peut grouper aucune idée certaine.

La barbarie dans laquelle ont vécu les Albanais, surtout ceux de la Guégarie, est incomparable. Ce peuple n'a pas une seule chronique, on ne saurait dire qu'il ait une poésie populaire quelque peu développée. Il est vrai qu'en Sicile et dans les provinces napolitaines, depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle, on répète des chants albanais; mais ils sont rares, et il faut les attribuer à des lettrés bien plus qu'aux paysans. Ce sont des imitations faites sur les modèles que fournissent les improvisateurs italiens, mais où on retrouve quelques-unes des idées propres à la race. Les petites pièces de douze et quinze vers qu'a réunies M. Reinhold donnent une idée plus juste de l'imagination de ce peuple; on y voit un esprit enfantin aussi peu maître des idées que de la forme. Il semble cependant que les guerres du *xvi<sup>e</sup>* siècle, et plus tard les révoltes des pachas indigènes contre la Porte, aient inspiré quelques compositions plus compliquées; mais ces chants ne sauraient en rien se comparer ni aux hymnes guerriers des Slaves ni aux *tragoudia* de la Grèce. Ce peuple si ancien n'écrit pas encore sa langue. Le journal de Scutari annonçait en janvier 1872 qu'une commission, réunie par le pacha, venait d'arrêter un alphabet dont l'usage allait devenir obligatoire. Nous ne sommes pas près de ce progrès, qui ne saurait se faire par ordonnance, et que la Turquie du reste n'a aucun intérêt à souhaiter. Les Albanais, quand ils sont forcés d'écrire leur langue, ce qu'ils font rarement, se servent, selon la province qu'ils habitent, de lettres turques, grecques, latines ou slaves. Aucune de ces tentatives ne rend les sons qu'ils veulent reproduire. On compte sept alphabets différents où les lettres latines sont combinées avec des points et des traits. Les lettres grecques n'ont pas donné lieu à moins de systèmes. M. Auguste Dozon, qui publie en ce moment une grammaire et des chants schkipétars, se voit obligé de créer de nouveaux signes de convention. L'histoire de la littérature albanaise se réduit jusqu'ici à ces essais d'alphabets, tentés le plus souvent par des étrangers comme Louis Bonaparte, l'évêque Grégoire d'Éubée, G. de Hahn, M. Reinhold, ou par des Albanais d'Italie comme Cavallotti et l'auteur anonyme de l'*Alfabeto generale Albanese-Epiterico*, publié à Livourne en 1860.

Les Albanais des montagnes n'ont jamais été soumis à personne. Les Grecs anciens n'occupèrent que la côte, où ils eurent des villes importantes comme Apollonie et Dyrrachium, les Romains laissèrent

ces tribus indépendantes; ni les empereurs de Constantinople ni les dynastes de Raschie ne cherchèrent à les administrer. Aujourd'hui les Albanais reconnaissent l'autorité de la Porte, mais vivent à leur guise. Ils forment des clans, *phars* ou *djetas*, mots qui signifient foyer; les phars doivent en temps de guerre un contingent armé. Cette obligation, que leur caractère guerrier accepte sans répugnance, est le seul lien qui les rattache au gouvernement central. On ne peut vivre au milieu de ce peuple sans mieux comprendre cette ancienne barbarie dont Thucydide disait dès le v<sup>e</sup> siècle qu'elle n'avait pas laissé de trace, et qu'elle n'offrait plus à l'historien aucun sujet d'étude. Les hommes que nous avons sous les yeux dans ces montagnes en sont encore à cet état tout primitif où l'idée de cité n'est pas née, où les instincts seuls règlent les actions. Ce qui augmente pour nous l'intérêt de ces mœurs, de ces usages, de cette vie si étrange, c'est que cette race est du même sang que les Grecs et les Romains, c'est qu'à bien des égards on reconnaît chez elle des traits de caractères, des détails et des nuances que nous devinons chez les personnages de l'époque homérique.

L'Albanais a une parfaite distinction; la tête petite, le nez fin, l'œil vif, ouvert en amande, le cou long, le corps maigre, les jambes hautes et nerveuses, il rappelle le type premier du Grec, tel que la sculpture archaïque l'a représenté sur les marbres d'Égine. Sa démarche est élégante; il prend plaisir à composer son maintien, il y met une véritable recherche, et par là, malgré l'état inculte où il est encore, il montre qu'il a le sentiment du beau et de l'harmonie. Il n'est pas jusqu'au costume qui ne fasse souvenir de l'antiquité. La fustanelle blanche rappelle ce que devait être la tunique plissée à la ceinture, les grandes guêtres qui enveloppent les jambes jusqu'aux genoux sont les cnémides de l'âge héroïque. Le costume n'est pas étoffé et flottant comme à la belle époque grecque, mais on voit bien, par les vases d'ancien style, que les Hellènes d'autrefois n'avaient pas sur ce point les habitudes des contemporains de Périclès. Une tunique ample et un manteau plus ample, qui se prêtaient aux dispositions les plus élégantes, devinrent par la suite d'un usage général. La stèle du guerrier de Marathon, quelques fresques de l'Italie méridionale, représentent l'homme serré dans des vêtements étroits, et le même type se retrouve souvent sur les vases peints à figures noires. Pour les femmes, la robe à manches collantes et le tablier précèdent la tunique ionienne et le péplos. C'est en Albanie qu'il faut chercher aujourd'hui l'explication des plus anciens costumes helléniques.

Il n'y a pas de lien entre les différentes tribus d'Albanie. Elles parlent des dialectes peu différens, portent un nom commun, se



réunissent contre l'ennemi étranger. En temps de paix, chacune d'elles reste isolée dans sa montagne. Leur pays est divisé en clans qui s'administrent comme il leur plaît, ou plutôt, — car le mot administrer est faux, — qui vivent à leur guise. Aucune organisation n'est plus simple : les vieillards ou *pliaks* s'occupent des rares questions qui peuvent se présenter, par exemple de l'époque où on conduira les troupeaux au pâturage, de la division de ces pâturages, des réclamations qu'il faut faire à un clan voisin, des débats qui s'élèvent entre deux habitans. Ce n'est pas qu'il y ait une règle établie, encore moins une loi écrite; mais les chefs de famille se réunissent naturellement pour les décisions qui les intéressent. Il en était de même dans toute la Grèce primitive, où les gouvernans de chaque tribu s'appelaient les *vieillards*, *γέροντες*. Ces anciens rendent la justice, assis en cercle sur des pierres, comme ceux qu'on voyait sur le bouclier d'Achille. Quand les chefs albanais sont ainsi réunis pour un jugement, ils forment ce qu'on appelle la *ronde du sang*; c'est ce que les sagas nomment le *gerichtsring*. Le plus souvent, il n'est pas nécessaire de créer d'autres chefs; mais, quand on prend les armes ou qu'on décide une expédition lointaine, il faut investir un maître d'une autorité plus étendue. Dans la vie d'un clan peu nombreux, l'idée du *principat* ne saurait se produire : elle est née d'elle-même chaque fois que les Albanais ont voulu entreprendre une action commune. Seulement ces actions ont toujours été de courte durée, de sorte que la royauté n'a pu devenir une institution. L'aristocratie même n'a jamais existé que dans les tribus un peu étendues, et qui avaient des pâturages et des champs fertiles. C'est la richesse seule, consécration du mérite et de la force ou fruit du hasard, qui a créé parfois ces aristocraties, par exemple chez les Castrati, chez les Hotti, chez les Clémenti, chez les Vassœvitch.

On trouve en Albanie quelques essais de *principat*, surtout chez les Mirdites. Leur territoire compte plus de 20,000 âmes; ils ont eu souvent à se défendre contre les Slaves de religion grecque, contre les musulmans. Une famille a pris plus d'importance que les autres, la tribu s'est habituée à considérer comme supérieur une sorte de chef qui portait le nom de Pierre; comme le mot albanais est *Princk*, les Européens en ont fait prince. Autour de ce chef, quelques notables sont devenus un conseil qui a quelquefois une certaine influence : ils possèdent plus de moutons et de bœufs que le simple peuple, ils sont de véritables rois homériques, comme ces *basileis* qui étaient si nombreux sur le rocher d'Ithaque. C'est aussi ce qui est arrivé au Montenegro, qu'on peut citer ici, bien qu'il soit slave. La Montagne-Noire est aujourd'hui gouvernée par un prince élevé



en France, elle subit les idées de l'Occident; mais il y a seulement vingt années elle ressemblait de tout point à la Mirditie. L'ancien Montenegro et la Mirditie actuelle font bien comprendre ce qu'était l'état homérique, réunion de plusieurs clans, déjà plus avancé, plus près d'une organisation régulière que le *phar* albanais. Le gouvernement y était celui de tous, surtout celui des vieillards; un chef, dont l'autorité, tantôt contestée, tantôt acceptée, n'avait rien de défini, gouvernait avec les notables et avec le peuple. C'était la nécessité, non une constitution ou même la réflexion qui avait établi cet état de choses; il ne prit quelque force que par la consécration religieuse. Les rois grecs furent puissans quand ils rattachèrent leur origine aux divinités de l'Olympe, les princes de Mirditie et de la Montagne-Noire, quand ils eurent un caractère religieux. L'un était abbé mitré, l'autre évêque. De ce jour, ils tinrent leur pouvoir d'une puissance supérieure au peuple et aux circonstances. Cependant il est facile de voir que l'âge des rois fils de Jupiter et celui des princes sacerdotaux fut précédé par une époque où les chefs n'ayant aucun caractère surnaturel n'avaient pas de pouvoir solide. Ce n'est pas à dire que les rois grecs se soient rattachés par calcul à d'illustres origines. Ce fut leur puissance perpétuée durant plusieurs générations qui donna toute liberté à l'imagination populaire; le peuple consacra lui-même ses chefs, et dès lors fut sûr de les respecter.

Le caractère des Albanais, la forme primitive des sentimens qu'ils éprouvent, des idées qu'ils conçoivent, expliquent les usages de ce peuple. Ces sentimens comme ces idées sont très peu nombreux. Il semble que l'instinct ait seul une influence sur ces hommes; la réflexion, le raisonnement, qui permettent de s'élever à des principes généraux de conduite, leur sont inconnus. Ils cèdent au premier mouvement sans en prévoir les conséquences; s'ils sont bons, c'est par un penchant de nature, sans croire que cette bonté leur crée des titres à la reconnaissance, sans que la bienveillance des autres à leur égard leur impose de longs souvenirs. On peut dire d'eux ce que Tacite disait des Germains : « ils reçoivent les présens sans penser qu'ils doivent en garder la mémoire, ils les donnent sans exiger en retour que vous en soyez reconnaissant (1); » ils donnent et ils oublient, ils reçoivent et ils oublient de même : heureux de donner, heureux de recevoir, comme des enfans qui agissent sans se rendre compte de ce qu'ils font ou de ce qu'ils éprouvent, sans que l'impression agréable laisse de trace après le court instant où cette nature simple l'a subie. C'est là un caractère commun à toutes les

(1) « Gaudet muneribus, sed nec datis impatant nec datis obligantur. »

racés primitives et que les voyageurs ont souvent constaté chez les tribus du Nouveau-Monde. L'hospitalité, si complète chez ces peuples ne suppose pas les idées qui l'inspirent dans les civilisations plus avancées : elle ne saurait s'expliquer par des principes élevés de charité. Tout est rudimentaire dans un pareil état d'esprit. Ces hommes sentent qu'une puissance supérieure les domine, qu'ils doivent supplier Dieu de leur être bon; mais ce respect, cette sorte de terreur, ne sont chez eux que très rares. L'Albanais est irréligieux, ou plutôt il ne songe pas à la religion; sa piété n'a ni symbole précis ni *credo* bien défini. Si par habitude il suit le culte catholique, il dira à ses heures : « Le dieu de Mahomet aussi est grand ! » et de même les musulmans viendront trouver le prêtre chrétien, iront aux panégyries de saint George, à la fête de Noël surtout, brûleront des cierges à saint Nicolas. Quand l'esprit à cette indécision enfantine, tout au plus peut-il imaginer que son Dieu et ses saints aient une préférence pour leurs fidèles; mais qu'un autre dieu et d'autres saints, adorés par des étrangers, soient aussi puissans, ni l'Albanais, ni quelque race primitive que ce soit ne peut en douter. Dieu est un génie bienfaisant, non une nature supérieure : les dieux peuvent être nombreux; c'est ce qui explique cette indécision de foi qui frappe si fort en Albanie, où il est souvent difficile de savoir si un habitant est chrétien ou mahométan. De là aussi au xvi<sup>e</sup> siècle la facilité avec laquelle la moitié du pachalikat de Scutari se convertit à l'islamisme, de là chaque jour en Albanie des conversions ou des abjurations en masse. Un village près du chef-lieu du vilayet vient de renoncer au catholicisme. Une querelle s'était élevée entre le prêtre et les habitans, le matin de Pâques, sur l'heure de la messe : le franciscain ne voulut pas céder, les vieillards de dépit allèrent trouver le pacha; ils sont depuis lors musulmans. Et cependant la religion en ce pays a été souvent un drapeau de guerre : ce qui fait qu'une tribu croit à son dieu, c'est la haine de la tribu voisine.

Par le fait de notre culture intellectuelle et aussi des formes d'esprit qui nous sont propres, nous avons beaucoup de peine à comprendre un des caractères particuliers de cet état primitif. Ces natures sentent vivement sans avoir la moindre aptitude à définir ce qu'elles sentent. Ce sont des coups qu'elles reçoivent, qui les remuent comme ils nous remueraient nous-mêmes; la réflexion n'intervient pas pour expliquer les causes qui rendent cette émotion légitime, les conséquences qu'entraîne un événement malheureux ou heureux. On voit des femmes albanaises perdre leur enfant et ensuite dépérir au point d'être atteintes d'un mal mortel; on ne

leur entend dire qu'un mot : « hélas ! » Elles sont sous l'empire de la douleur, elles ne peuvent s'y soustraire; mais cette angoisse pour elles ne s'éclaire pas, ne se raisonne pas, elle les torture, et elles y succombent. La haine de même est tout instinctive : c'est un mouvement violent qui agite tout l'être; si elle est satisfaite, elle tombe sans laisser de souvenir. Comme tous les barbares, les Albanais passent du rire aux larmes sans transition : c'est ce qui explique l'absence de remords chez ce peuple; il ne peut connaître non plus la tristesse presque douce, qui est une langueur plutôt qu'un mal poignant. Quand il cherche aux événements de la vie une explication, il la trouve très simple, et, comme il se donne de tout des raisons imparfaites, si on veut ramener ces essais de doctrine à un système, on se heurte aux plus bizarres contradictions. Une idée cependant domine les autres. Ce qu'il fait, il l'explique par la fatalité; il y a une force supérieure qui l'a armé contre son frère, qui l'a rendu violent, qui l'a porté au meurtre : « Dieu l'a voulu ! » Et demain ce même homme se dévouera pour défendre ses parens, son ami, ne comprendra pas qu'on songe à sa vie quand il faut sauver un compagnon d'armes. Nous entrons dans une pauvre maison qui sert de *bakal*, sorte de magasin où on vend des épices, du vin, des liqueurs, tous les objets nécessaires à ces peuples, qui ont si peu de besoins. Une femme d'une cinquantaine d'années est accroupie dans un coin : il y a six semaines qu'elle n'a pas quitté cette place; elle passe le jour à pleurer en criant : « C'est qu'ils ont tué mon fils ! » Le fils de la victime reçoit les cliens et paraît tout consolé; il nous explique qu'un des voisins est venu, qu'une querelle s'est élevée, qu'on a tiré les couteaux, et que son père est tombé mort, « C'était un bien brave homme, » nous disent les assistans. « Qui, le mort ou le meurtrier ? — Oh ! tous les deux ; que voulez-vous, c'est la colère de Dieu qui a fait le mal. » Le coupable s'est enfui, il avait à redouter la vengeance des parens; quant à la réprobation morale, nul n'y songe. Cette mère même, qui est inconsolable et qui maudit l'assassin, ne croit pas que le meurtre soit un si grand crime. L'asile qu'on accordait dans la société grecque à tout homme qui en avait tué un autre s'explique par ces mœurs et ces idées. L'Albanais reçoit l'assassin fugitif, qui n'est pas de son clan, lui donne l'hospitalité, lui assure sa protection; il n'y a que la famille du mort qui ait droit d'en vouloir au meurtrier.

On comprend sans peine ce que ces peuples entendent par homme bon, homme mauvais; ce sont ces vieilles expressions de la langue homérique : *ἀγατοί*, *κακοί*. Celui qui est bon, ce n'est pas l'Albanais vertueux, maître de lui, qui domine ses passions : c'est l'homme

fort,  
faul  
c'est  
qu'il  
trom  
sait  
vanta  
neur  
aux  
terne  
d'He  
temp  
ble,  
un l  
Grec  
gitif  
coup  
La  
cult  
leur  
qui  
du l  
la p  
mai  
obje  
des  
bijo  
tag  
app  
pre  
com  
ma  
il t  
par  
cir  
Les  
la  
à l  
cet  
siq

fort, qui en impose par la parole, par les actes, celui devant qui il faut plier, celui qui est vraiment maître des autres (1); le mauvais, c'est l'être faible, timide. Le Schkipétar racontera avec orgueil qu'il a volé habilement les moutons du clan voisin, qu'il a surpris, trompé et tué son ennemi, que nul ne l'égale en ruse, que nul ne sait mieux que lui faire souffrir sa victime. Ainsi le sage Nestor se vantait dans l'assemblée des Grecs des razzias qui avaient été l'honneur de sa jeunesse. Ainsi Ulysse avait mérité d'être cité en exemple aux hommes de son temps, et rappelait avec orgueil son aïeul maternel, Autolykos, brigand émérite, protégé des dieux et surtout d'Hermès. La piraterie resta jusqu'à l'époque historique, jusqu'au temps de Thucydide et de Platon, un métier non-seulement avouable, mais qui méritait le respect populaire. Nous ne dirions pas à un hôte auquel nous ferions honneur : « Seriez-vous pirate ? » Les Grecs homériques n'y manquaient pas. L'Albanais demande au fugitif qui va devenir son ami : « Combien de têtes d'hommes as-tu coupées ? »

La vie albanaise est très simple, — ces peuples ne sont pas agriculteurs, et ils ont le mépris du travail pénible; — ils conduisent leurs troupeaux aux pâturages, comme faisaient les héros grecs, qui étaient tous bergers. Si la saison est trop mauvaise, ils brûlent du bois et en vendent le charbon. C'est là certainement l'industrie la plus primitive que l'historien puisse imaginer. Ils vivent dans des maisons misérables; beaucoup de ces cabanes possèdent quelques objets précieux, trésor du maître, non-seulement des armes, mais des aiguères ciselées, des colliers d'or, quelquefois d'admirables bijoux. Comment ces merveilles se sont-elles égarées dans ces montagnes ? Nul ne le sait. Les Albanais les plus considérés, ceux qu'on appelle des *pliaks*, et que l'on regarde comme l'élite de la race, prennent part aux travaux les plus vulgaires. Pendant que le fils conduit les bœufs aux champs, comme Ménélas, le père construit sa maison lui-même comme Ulysse. Pour le dîner où il vous reçoit, il tue lui-même le mouton, ce que faisait aussi Achille. On s'assied par terre, au milieu des ustensiles les plus communs; vous voyez circuler de main en main une coupe prise sur des ennemis civilisés. Les femmes de la maison vous servent. Le repas fini, le *pliak* prend la *guzla* et en joue lui-même pendant que les jeunes gens luttent à la course et aux jeux d'adresse, ou se réunissent pour le *cholo*, cette vieille danse où les hommes se tiennent par la main et simu-

(1) Les remarques de Welcker dans la préface de son édition de Théognis sont classiques sur ce sujet, 9-16.



lent la marche des victimes dans le labyrinthe de Crète. Ainsi tout reporte le souvenir aux descriptions homériques.

De cet état des mœurs naissent sinon des lois, — car ici il faut éviter toute expression qui indiquerait une volonté réfléchie, — du moins des usages que maintient une barbarie toujours pareille. Le clan a intérêt à éviter tout ce qui peut l'affaiblir, l'étranger en est absolument exclu; la propriété reste à peu près inaliénable, en ce sens que tout Albanais qui veut vendre sa terre doit d'abord la proposer à ses parens, et, quand ceux-ci ne l'achètent pas, obtenir, pour la vendre, l'autorisation des vieillards. La tribu accorde rarement ce droit. Le territoire consacré au pâturage est indivis, il appartient à toute la communauté : les anciens en font le partage chaque année au printemps; ce fait n'expliquerait-il pas bien des passages des anciens sur la communauté de la terre dans l'état de barbarie, chez les Germains par exemple? Aristote remarque que l'usage, de la part du fiancé, de payer une dot aux parens de la jeune femme est un des caractères de l'état primitif; l'Albanais paie cette dot, il achète sa femme. Cette somme payée par l'homme est le *mund* des lois lombardes, objet de tant de discussions; le code d'Ethelberd fixe le nombre des bestiaux que le mari donnera en prenant sa fiancée. C'est dans le même sens qu'Homère dit des belles femmes qu'elles valent beaucoup de bœufs; les *ἑυδα* des Grecs répondent au *mundium* des Germains. Dans quelques tribus, le mariage se fait par rapt; nul ne peut épouser qu'une femme enlevée à une tribu ennemie. A Oroschi, chef-lieu de la Mirditie, presque toutes les femmes ont été ravies de la sorte. Le prince de ce district, étant devenu veuf il y a quelques années, enleva, pour se remarier, la fille du bey de Croïa; l'usage est général dans cette montagne. Sir John Lubbock, qui a éclairé tant de questions relatives à l'état barbare, retrouve cette coutume chez un grand nombre de peuples de l'Amérique et même de l'ancien monde. On voit que cette manière de faire, si bizarre qu'elle nous paraisse, n'est pas contraire à la nature : l'étrange n'existe ni dans l'histoire ni dans la science. La femme enlevée peut être considérée comme une compagne nécessaire, comme un meuble utile, elle ne saurait prétendre à une plus haute dignité. Le mari veut que nul n'y touche, moins par amour que par sentiment de la propriété. Il est doux pour elle, il la traite comme l'enfant qui demande des caresses et à qui son père est prodigue. Il ne faut pas s'imaginer dans la barbarie un respect du mariage qui aille jusqu'aux scrupules; sur quoi serait-il fondé? Que ses instincts l'y poussent, bien qu'il ne soit pas sensuel, l'Albanais associera à sa femme une autre fille; l'église catholique a beau être sévère, la



polygamie n'est pas rare dans les montagnes chez les chrétiens, comme chez les musulmans. Le prêtre ne reconnaît pas ces unions; l'Albanais a peine à croire qu'elles soient coupables, pourvu que la femme légale garde une sorte de supériorité, que les autres restent dans une condition inférieure, assez semblable à celle que les rois grecs devaient faire à ces captives qui remplissaient leurs maisons, et dont ils parlaient avec une brutale franchise devant le peuple assemblé.

On s'étonne parfois de voir les constitutions anciennes de l'Italie et de la Grèce exclure les femmes de l'héritage, usage dont nous retrouvons la trace jusque dans les lois relativement récentes d'Athènes et de Rome. Cette coutume, à laquelle on cherche des explications savantes et compliquées, est une suite de la condition faite à la femme. En Albanie, la veuve n'a aucune part aux biens de son mari mort. Les fils prennent la terre et les troupeaux; si la mère ne se remarie pas, ils lui constituent un douaire, ou plutôt la gardent avec eux; ils doivent de même pourvoir à la vie de leurs sœurs. Souvent la femme retourne dans sa famille paternelle, n'emportant avec elle que les objets d'usage qu'on lui a donnés lors de ses fiançailles. Les habitudes antiques avaient établi dans plusieurs pays que la veuve pouvait être épousée sans son consentement par les parens du mort. Cette coutume se retrouve chez les Schkipétars. Nous n'avons nulle difficulté à nous en rendre compte; la femme est une chose plutôt qu'une personne. Dans les villes où la vie libre de la campagne devient difficile, les filles sont mises sous clé. Celles qui sont chrétiennes ne sortent qu'une fois par an pour aller à une messe qu'on célèbre pour elles seules durant la nuit de Noël. A l'exception de cette fête, elles ne voient que leurs plus proches parens et le prêtre qui vient leur enseigner le catéchisme. Le gynécée n'avait rien de plus rigoureux. Les voyageurs ont souvent dit qu'un homme pouvait parcourir toute l'Albanie sous la protection d'une femme, et que dans ce pays les atteintes à l'honneur étaient très rares. Il est vrai que le rapt est la seule forme de violence qu'admettent ces tribus, et que la femme leur inspire un certain respect; mais il faut se garder de voir dans cette conduite la preuve d'une moralité supérieure. Les vertus de cet ordre qu'on admire chez les peuples primitifs sont toujours fragiles, elles admettent de si grandes défaillances qu'on a pu soutenir avec une égale vérité que la corruption germanique démentait toutes les assertions de Tacite et que cet historien avait été rigoureusement exact. On voit bien ce que sont devenues en quelques années les tribus les plus vertueuses quand elles se sont trouvées en contact avec la vie romaine, quelle facilité elles avaient à la débauche. Les Européens

qui habitent sur la côte d'Albanie où sont les centres importants de population se montrent sévères pour les mœurs des Schkipétars : à les en croire, le gynécée ne protège pas les femmes; à Scutari, derrière le consulat de France, il y a un petit ruisseau qui en un mois, en 1871, a charrié dix ou douze cadavres d'enfans. Ces assertions et beaucoup d'autres peuvent être vraies. Une culture aussi imparfaite ne donne aucune force contre les passions, une fois que la vertu n'a plus la barbarie pour la protéger.

Un peuple qui cultive peu la terre, que rien n'attache, doit s'exiler facilement; il trouvera partout le peu qu'il laisse dans son pays. L'Albanais en effet émigre sans peine; bien que la race ne soit pas nombreuse, on voit qu'elle se divise en trois groupes principaux partagés entre des pays très différens. Il y a des clans schkipétars dans toute la Turquie d'Europe et jusqu'en Autriche. L'empire ottoman est le seul pays où des tribus entières puissent aujourd'hui changer de territoire et trouver des campagnes libres où elles s'établissent; encore ces migrations rencontrent-elles des obstacles et le gouvernement veut-il les régler. Cette nouvelle situation est la seule cause qui ait mis fin aux migrations albanaises. L'état barbare plus encore que le grand nombre des habitans est la raison de la plupart des invasions primitives. La *tchétas* ou *razzia* est une autre conséquence du caractère de ce peuple. Descendre chez la tribu voisine, surtout si elle est d'une autre religion, piller ses troupeaux est un plaisir qui assure de bons profits pour le temps du repos. La *tchétas* se retrouve chez toutes les tribus qui naissent à peine à la civilisation. Les prétextes d'attaque ne sont même pas nécessaires : l'étranger, qui est l'ennemi naturel, ou plutôt l'indifférent envers lequel les obligations sont nulles, doit faire bonne garde; le coupable est celui qui se laisse surprendre.

Les querelles dans ce pays naissent sous le plus futile prétexte, surtout entre hommes de différentes tribus. Des insultes on en vient aux armes; aussitôt que le sang a été versé, le clan tout entier est solidaire de la famille de la victime. Les *vendettas* sont perpétuelles dans les montagnes. Comme à Cattaro et chez les Slaves de Bosnie, ce sont de véritables guerres où les incendies et les meurtres se succèdent. Un prêtre catholique du district de Podgoritz a raconté récemment une de ces vengeances, qui peut faire comprendre ce que sont ces mœurs pastorales. On trouve au nord de Scutari un petit district appelé Fundina, qui compte cinq villages, Zouvara, Rosna, Prémitchi, Lédina et Zéopara, habités les uns par des Slaves de religion grecque, les autres par des Albanais musulmans ou catholiques. Au printemps, les vieillards du canton se réunirent et assignèrent à chaque famille les pâturages où elle conduirait ses

troupeaux; ils fixèrent aussi le jour où il serait permis de descendre à la plaine. Les habitans de Rosna, sans se conformer aux prescriptions arrêtées, menèrent tout de suite paître leurs agneaux; aussitôt les gens des quatre autres villages se précipitèrent sur eux et tuèrent quelques pièces de bétail. L'été se passa en querelles, mais sans qu'il y eût mort d'homme. L'année suivante, dix hommes de Rosna rencontrèrent un berger de Zouvara, qu'ils attaquèrent et qui blessa l'un d'eux grièvement. La guerre était commencée.

« Ainsi, dit en terminant le prêtre à qui nous devons ce récit, six hommes étaient déjà morts pour quatre agneaux. Quatre jours se passèrent. Rosna, ayant réuni une grande multitude, assaillit de nouveau ces catholiques. Les autres hameaux vinrent au secours des nôtres, nous perdîmes un mort, les schismatiques quatre. Les choses étant dans cet état, les Grecs (Slaves orthodoxes) comprirent combien il serait difficile de nous chasser comme ils voulaient le faire. Ils recoururent donc à la ruse, et, se servant de quelques catholiques, leurs amis, ils firent promettre aux nôtres que, s'ils voulaient abandonner leurs maisons, en feignant de se défendre, pour que leur honneur fût satisfait, ils les respecteraient et se soumettraient au jugement des vieillards, comme ils ont coutume de le faire dans leurs discussions. Les nôtres de Zouvara acceptèrent, mais, à peine furent-ils sortis de leurs maisons, que les Grecs y mirent le feu et abattirent tous les arbres à fruits. A la suite de cette trahison, une nouvelle bataille eut lieu, dans laquelle les Prémitchi se rangèrent du côté de Rosna et marchèrent sur Lédina, où les nôtres s'étaient réfugiés. Les habitans de Gruda, le voyant, vinrent à leur secours et firent un grand carnage. Dans cette affaire, un des nôtres ayant été blessé à la cuisse et ne pouvant se retirer, les schismatiques lui taillèrent lâchement la tête, comme s'il était un Turc. A cette vue, les nôtres, devenus cruels, se précipitèrent sur eux, coupèrent deux têtes, et, si la nuit n'était survenue, Dieu sait ce qui serait arrivé!

« Quelque temps après, les Grecs attaquèrent de nouveau les deux hameaux confinant à Gruda. Voyant qu'ils ne pouvaient rien contre eux, parce que les habitans s'étaient renfermés dans leurs maisons, d'où ils faisaient feu, ils assaillirent le village de *Donosei*. Les gens de Gruda, à qui il appartenait, accoururent aussitôt, et, bien qu'ils fussent en nombre fort inférieur, car on pouvait compter vingt schismatiques pour un des nôtres, ils en firent une grande boucherie, les poursuivirent longtemps et leur coupèrent deux autres têtes, ce qui fait quatre aux Grecs, qui n'en ont qu'une des nôtres.

« Les Grecs comptent 30 morts et des blessés en quantité; les nôtres 12 morts et peu de blessés, tous guéris (1). »

(1) Cette lettre a été publiée pour la première fois par M. Hyacinthe Hecquard dans  
TOME CII. — 1872.

Dans le diocèse de Pulati, au témoignage de l'évêque de cette ville, une querelle à propos de quatre cartouches promises et non données amena une vendetta si terrible qu'en deux ans (1854-1856) on compta 1,218 maisons brûlées et 132 hommes morts. Pour tempérer des mœurs si dures, l'usage a fait comme la religion du moyen âge en Occident, il a établi deux trêves annuelles, l'une qui va de la Saint-Antoine à la Toussaint, l'autre du jour des morts à la Saint-Nicolas. Durant ces périodes, l'Albanais s'abstient de toute vengeance; celui qui attaquerait son ennemi serait condamné au bannissement. L'église et le gouvernement turc se sont souvent efforcés, mais avec peu de succès, de faire accepter une pacification générale qui reviendrait tous les cinq ans. De pareilles mœurs supposent un complet mépris de la vie humaine. C'est qu'en effet les peuples encore barbares la comptent pour peu de chose. Nous trouvons à ce sujet un singulier témoignage dans le code rédigé en 1796 par Pierre I<sup>er</sup> pour les Monténégrins : « celui qui vole un bœuf sera chassé comme celui qui tue un homme sans motif légal, car en volant le bœuf ou le cheval d'autrui il cause la douleur et les larmes de toute une famille plus que s'il avait tué une personne, surtout si la personne est pauvre et n'a pas d'autre bœuf ni d'autre cheval. » D'autres articles n'indiquent pas une plus haute estime de la vie de l'homme. « Si quelqu'un frappe un de ses frères monténégrins avec le pied ou avec la main, ou avec le tchibouck, et que l'agresseur soit tué, la justice devra considérer ce mal comme un meurtre involontaire. Si un Monténégrin, étant outragé, tue celui qui l'a offensé, il ne sera point inquiété. » L'édit cependant commence par un beau préambule et déclare que ces lois sont faites pour que le peuple de la Montagne-Noire se gouverne désormais à l'exemple des nations les plus civilisées de l'univers.

L'usage de la compensation en argent pour le meurtre a été général dans toute l'Europe aux débuts du moyen âge. Il se retrouve par exception chez les Slaves du sud. Les voyageurs l'ont signalé dans le Nouveau-Monde et dans l'Inde anglaise; il a toujours été pratiqué par les Albanais, qui le conservent encore. C'est qu'en effet, à moins de supposer que les vendettas ne finissent jamais, elles ne peuvent se terminer que par une compensation. Comme il n'y a pas d'autorité supérieure, qu'on ne peut songer ni à la prison ni à une autre peine qu'un pouvoir public fasse exécuter, force est à deux tribus, quand elles sont lassées de vengeances, d'arriver à un arrangement, d'expier le meurtre et l'incendie en donnant le

un livre exact et consciencieux, où on trouve beaucoup à apprendre, *Histoire et Description de la Haute-Albanie.*

seul bien qu'elles aient, des moutons et des paires de bœufs. De la sorte on répare une partie du mal commis, et la paix peut être faite sans qu'aucun des deux clans paraisse être victime de l'autre; nul n'est froissé de voir la vie humaine payée en têtes de bétail. Les rois barbares avec le temps substituèrent l'argent aux moutons et aux bœufs; les Albanais font de même et comptent souvent en piastres; une vie d'homme vaut 1,500 piastres, environ 300 francs, une blessure grave 750 piastres. Le tarif des princes mérovingiens n'était pas beaucoup plus élevé. La coutume de la compensation disparut d'assez bonne heure des habitudes helléniques; cependant on voit bien qu'elle précéda tout autre essai de pénalité. Dans la scène de jugement figurée sur le bouclier d'Achille (1), les deux parties adverses discutent sur le prix à payer pour un homme tué. Le grec emploie le mot qui plus tard signifiera châtement; mais *ποινή*, *pana*, peine, indique évidemment alors un *paiement*, une satisfaction pour le meurtre au moyen d'objets précieux. L'expression latine *pendere penam*, payer une peine, aurait donc exprimé d'abord la remise par le coupable à l'offensé d'une véritable valeur. Tacite marque clairement que ce fut la durée des vendettas qui donna naissance à la compensation. « Il faut, dit-il, partager les haines comme les amitiés de son père ou de son parent. Ces haines ne sont pas implacables. L'homicide même est expié par le don d'un certain nombre de bestiaux. Alors toute la famille se déclare satisfaite (2). » Cette phrase s'applique aux Albanais comme aux Germains.

### III.

Les Albanais ont une foule de superstitions; George de Hahn et M. Hecquard en ont recueilli un grand nombre. Il est difficile pour l'étranger de les étudier; il faudrait qu'il connût très bien la langue, qu'on lui parlât avec vérité sur ces sujets, qui sont toujours mystérieux, avec précision sur des croyances dont le propre est de rester vagues pour ceux-là mêmes qui en vivent dès l'enfance. L'historien doit aussi se défier de ces rapprochemens trop nombreux qu'il établit entre les croyances d'un peuple et celles d'un autre. Il arrive ici ce qui se produit si facilement en philologie. Les ressemblances se trouvent trop aisément, on est trop porté à rattacher à une antique origine, à la race qui passe pour mère de toutes les nôtres, des idées nées du hasard, des coutumes qui remontent à quel-

(1) *Iliade*, XVIII, 498.

(2) *Germanie*, 21.



ques années, et qui souvent sont isolées dans une tribu. Nous ne saurions oublier non plus que le même état d'esprit, la même imperfection de pensée, font naître chez des peuples qui n'ont rien reçu les uns des autres des superstitions semblables. C'est la nature surtout qui frappe ces imaginations très simples; que de chimères, que de rêves, que de créations irréfléchies le spectacle des choses extérieures vu par des esprits également enfans ne fait-il pas naître, chimères et rêves peu différens de ceux qui se sont imposés à d'autres peuples avec lesquels les Albanais n'ont eu aucune relation. La science qui procède par périodes d'enthousiasme a cherché depuis quelques années, non sans exagérer les principes sur lesquels elle s'appuyait, à rattacher les croyances populaires de l'Europe à celles de l'antique race aryenne. Ces grands efforts ont rendu des services, bien qu'ils aient perdu souvent de vue la raison et le bon sens. Le temps d'une seconde période est peut-être venu où l'historien, le philosophe, pénétrant par l'analyse dans l'esprit des peuples primitifs, en définira tous les caractères, marquera ensuite comment le monde extérieur agit sur l'âme, comment cette âme elle-même se développe, comment les sentimens s'y produisent, s'y combattent, s'y modifient, et par cette connaissance profonde montrera quelles sont les superstitions qui naissent d'elles-mêmes dans un pareil état d'esprit. Il est bien évident que, dès que les races où les circonstances ne sont pas très dissemblables, l'imagination barbare doit subir les mêmes évolutions. C'est par la nature même des caractères, par la jeunesse des esprits plus encore que par des influences lointaines et insaisissables, qu'on peut rendre compte le plus souvent des légendes d'un peuple.

L'Albanais vénère les sources : on voit souvent au-dessus des fontaines une petite niche où il dépose des fleurs; il croit que des esprits mystérieux habitent sous les eaux, qu'il faut se les rendre propices. En voyage, il s'arrête pour pendre une pierre à un arbre, ou la placer à la jonction de deux branches; il croit qu'ainsi sa route s'achèvera plus sûrement. Tel de ces arbres, célèbre dans un canton, plie sous ces ex-voto grossiers. Les nymphes, les *vilas* des Slaves, se retrouvent dans ces montagnes, et aussi les esprits-vampires, les *vroko-laks*, qui torturent la pauvre humanité. Les serpens tiennent une grande place dans les légendes, tantôt génies favorables, tantôt instrumens du mal. La mère de Scander-bey, avant de mettre ce héros au monde, vit en songe deux serpens. Tout Albanais croit au mauvais œil, et sait des charmes pour en éviter l'influence. Les chefs ont l'art de consulter les auspices, surtout en regardant les os et les entrailles des bêtes qu'ils tuent. Aucune de ces croyances n'est propre aux Albanais, elles se retrouvent dans

presque toute la péninsule du Balkan; les Turcs les pratiquent, sans qu'il soit possible de dire ce que les Schkipétars doivent à leurs voisins, ce qu'ils ne doivent qu'à eux-mêmes. Si on veut que toutes ces traditions remontent aux origines de la race, il faudra cependant remarquer qu'on en trouve de toutes semblables dans le Nouveau-Monde. Les sources et les arbres ont été vénéérés partout, le serpent a toujours frappé l'imagination populaire, il n'est pas de peuple qui n'ait cru aux esprits, et les Indiens ont des philtres contre le mauvais œil. Ce serait un beau sujet pour un historien que de prendre ainsi quelques-unes des voix de la nature, celles des eaux et des forêts par exemple, de chercher comment elles ont parlé à l'homme des différentes races, selon les pays et selon les temps, depuis l'enfance du monde jusqu'au jour de haute pensée philosophique. Ces voix sont restées les mêmes; celui qui les écoutait seul a changé, et cependant aujourd'hui encore ne pouvons-nous retrouver l'impression que faisaient sur nos pères ces harmonies?

Il est cependant des usages qui semblent être restés particuliers, sinon à la seule race albanaise, du moins à toute une partie de la famille indo-européenne. De ce nombre sont les funérailles et les banquets en l'honneur des morts. Quand un Albanaise a cessé de vivre, tous ses parens se réunissent; ils s'arrachent les cheveux, se déchirent la figure, qui souvent est couverte de sang, mettent leurs vêtemens en lambeaux; chaque assistant doit adresser un discours au mort, vanter ses vertus : ces improvisations, qui se renouvellent durant des heures, sont entrecoupées de cris aigus et de sanglots. On ne peut oublier une scène pareille quand une fois on l'a vue. Dans une ville albanaise, à Argyro-Castro, le hasard me fit passer la journée près d'une maison où l'on pleurait un mort. Les cris commencèrent avant le jour et ne s'interrompirent qu'un instant, vers midi, pour reprendre bientôt et se continuer jusqu'au soir; on les entendait dans tout le quartier. Ces cantilènes lamentables, mêlées de hurlemens, n'avaient pas épuisé les pleureuses, qui le lendemain se retrouvèrent au même lieu pour continuer de gémir. Toute l'année, les femmes viennent ainsi deux et trois fois par semaine pleurer celui qui n'est plus. De pareils usages supposent une violence d'impression qui donne à ces malheureuses des forces inconnues dans nos pays; il y a là une brutalité de douleur que nous comprenons mal, et dont le spectacle nous est insupportable. La scène est tout antique : on la retrouve chez les premiers poètes grecs; les monumens figurés la représentent souvent, mais surtout aux premières époques de l'art. Nous avons dans nos musées des vases à peinture noire et des tableaux de terre cuite qui sont l'illustration fidèle des cérémonies albanaises. Il est vrai qu'avec les

progrès de la culture hellénique les artistes évitèrent ces sortes de sujets. Les mœurs s'adoucirent, les scènes funèbres devinrent plus calmes et prirent même ce haut caractère de résignation mélancolique qui a inspiré de si belles œuvres attiques. Chez les Grecs modernes, surtout dans les villes, on ne retrouve plus que la trace affaiblie de la cérémonie première, des pleureuses gagées et quelques démonstrations de douleur théâtrale. Les hommes du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle et ceux de l'âge antérieur se rapprochaient tout à fait des Albanais.

L'usage d'offrir au mort, le jour des funérailles et plus tard à des époques fixes, du blé, des raisins, des grenades et du vin est l'un des plus étranges que nous rencontrions aujourd'hui dans la péninsule du Balkan. Ce banquet funèbre ne doit pas être confondu avec les repas qu'on célèbre à l'occasion des funérailles, et qui sont une manière de ne pas laisser partir à jeun des gens qui sont venus de loin. Le propre de ce banquet, c'est que la nourriture est offerte au défunt, qu'elle doit refaire ses forces, qu'elle lui est nécessaire, parce que dans le tombeau il garde encore les appétits et les exigences de la vie terrestre. Son ombre réelle et tangible perdrait le peu de consistance et de force qui lui restent, si ces alimens lui manquaient. Cette croyance très précise, et qui pour nous a peu de sens, est aussi ancienne que la race grecque. On la retrouve dans Homère : aux beaux siècles, les poètes n'en parlent que très peu, mais on voit bien qu'elle subsiste, que cette pratique ne règle pas la religion, que les jours où elle doit s'accomplir sont fixés avec soin. Elle inspire du reste une riche suite de bas-reliefs. Le christianisme la combat, mais ne peut la détruire : un usage tout païen, défendu durant huit siècles par l'église d'Orient, entre enfin dans les cérémonies de cette église, qui cherche à la sanctifier sans y parvenir; aujourd'hui c'est le prêtre lui-même qui le célèbre. Les Grecs ont donné le banquet aux Slaves; mais ce peuple, dès qu'il est arrivé à une culture intellectuelle quelque peu sérieuse, en a modifié l'esprit : il en a fait une distribution de charité dont le mérite doit profiter au défunt. Les anciens Romains n'ont pas non plus conservé longtemps le banquet tel que les Grecs le célébraient; les Occidentaux ne l'ont accepté que par hasard et pour peu d'années. Nous ignorons le sens que les Étrusques et les Égyptiens y attachaient; ce que nous savons bien, c'est que les *védas* en donnent les règles et l'expliquent comme font aujourd'hui les chansons populaires de l'Hellade. Cet usage vit encore en Albanie, où il est scrupuleusement observé; il a pour ce peuple le sens qu'il avait pour les contemporains d'Homère.

Un Albanais italien, M. Dorsa, qui a écrit récemment une étude sur ses compatriotes, croit que leurs mœurs sont celles des anciens

Germain. Cet auteur ne se trompe pas, mais on peut dire plus : ce ne sont pas seulement les tribus décrites par Tacite qui nous offrent des habitudes et des coutumes que nous retrouvons chez les Schkipétars; tous les envahisseurs qui passèrent le Rhin au v<sup>e</sup> siècle, qui descendirent en Gaule, en Italie, en Espagne, les Goths, les Lombards, les Francs, les Burgondes, ressemblaient par bien des points aux habitans actuels des montagnes de Scutari. Nous l'avons vu par des rapprochemens qui rendent cette vérité évidente. On a remarqué aussi qu'entre les Albanais et les Slaves de Turquie les comparaisons se présentaient sans cesse, bien que les races soient différentes, bien qu'entre des peuples qui ont des origines si diverses, d'après les habitudes de la science moderne, il soit peu naturel de chercher des rapports. Quiconque a voyagé dans la péninsule du Balkan a remarqué ces similitudes. Dans la Guégarie même, tous les cantons ne sont pas albanais; ceux qui sont occupés par des Slaves, par exemple au nord de la Boiana, nous présentent les mœurs que nous trouvons chez les Mirdites, chez les Clémenti, chez les Castrati, tribus qui peuvent être considérées comme offrant le type le plus pur de la race des Schkipétars. Le grand canton des Vassœvitch, qui touche à l'Herzégovine, a de nombreuses traditions, une organisation relativement assez avancée : tels sont ces récits légendaires et ces usages que l'observateur n'y trouve rien qui ne soit conforme aux habitudes des Albanais; ce district cependant parle le serbe, il est habité par des Slaves dont les caractères sont précis. On sait que l'usage des vendettas, des pacifications, est commun aux Slaves et aux Albanais; les Albanais ont, comme leurs voisins, ces *pobratim*, ces frères d'adoption qui ont pour ancêtres Patrocle et Achille. Les lois qui règlent les successions, les mariages, sont le plus souvent les mêmes; les costumes offrent de nombreuses ressemblances. De tous les peuples slaves de cette région, ceux qui habitent le Montenegro sont les mieux connus; il n'est pas difficile de voir que, s'ils ont eu des destinées différentes des Albanais, la cause en est surtout à l'étendue de leur pays, qui compte aujourd'hui 196,000 habitans. Le plus grand district des montagnes de Scodra n'a pas 30,000 âmes. Le Monténégrin, qui suit la religion grecque, a toujours eu pour protecteur naturel la Russie, intéressée à soutenir dans l'empire ottoman un centre de révolte et de résistance. Il est entré en relations avec l'Europe : si peu qu'il en ait subi l'influence, il a trouvé dans ces rapports un principe de progrès; mais ses mœurs, durant des siècles, ont été celles des Schkipétars. Il suffit de lire les deux constitutions écrites qu'il s'est données, celle de 1796 et celle de 1855, pour y reconnaître cette similitude de mœurs et de coutumes. Ces constitutions sont arrê-

tées par les vieillards réunis autour du prince ou vladika. Les vieillards sont à la fois juges, percepteurs de l'impôt, chefs de drapeau. Le district ne reconnaît pas d'autre autorité; ils composent la skoupschtina, ce conseil des chefs sans lequel, de quelque mot qu'on se serve pour le désigner, il n'y a pas de gouvernement. Jeunes ou vieux, ils portent un nom qui semble indiquer un âge avancé, qui est seulement un titre qu'on ne saurait prendre à la lettre. L'indépendance de tous est un principe reconnu par la loi. Ni la prison, ni les châtimens corporels ne sont admis comme une pénalité qui puisse être appliquée souvent; l'amende et la mort punissent toutes les fautes. L'admission de l'étranger dans le clan ou *plème* est sévèrement interdite; la transmission de la propriété d'une famille à une autre devient impossible par suite des entraves que la loi, interprète de la coutume, y oppose. Les *razzias* ou *tchétras* paraissent être moins défendues que réglées. Le meurtre est plus souvent excusé que puni. Les articles mêmes, qui sont des innovations, montrent combien les anciennes coutumes se rapprochaient de celles des Albanais; telles sont les prescriptions relatives à l'héritage dont la femme était exclue autrefois, auquel elle n'est admise par le dernier code que sous d'importantes réserves. Le soin avec lequel la loi répète que la compensation ne sera plus autorisée ne prouve-t-il pas qu'elle était passée depuis longtemps dans les mœurs (1)? Les Bosniaques, les Herzégoviniens, les Dalmates des montagnes, surtout ceux des bouches de Cattaro, ne ressemblent pas moins aux Albanais; il faut en dire autant de beaucoup de tribus qui n'ont certes aucun rapport de sang avec eux, des sauvages de l'Amérique, de populations nombreuses de l'Inde anglaise, restées plus incultes que le reste de l'Hindoustan; mais tous ces rapprochemens deviennent plus frappans encore lorsque l'on considère la société homérique. La conclusion est simple : en dehors de tout caractère de race, le même état primitif impose des mœurs souvent semblables.

Si les Albanais sont restés barbares, la faute en est-elle seulement aux circonstances? Il est certain que, si ce peuple avait eu les qualités natives des Grecs, cette puissance d'imagination qui créa en quelques jours, sous un ciel merveilleux et sur un théâtre non moins beau, la religion, la poésie, l'éloquence, il eût été entraîné par ces forces supérieures bien loin de l'état sauvage. Le don de s'élever à l'idéal donna naissance, chez les Hellènes, aux divinités de l'olympé. Les Albanais ne connurent jamais ces heureuses conceptions. Le gé-

(1) Le lecteur trouvera d'autres points de rapprochemens dans une étude publiée ici même par M. Jurien de La Gravière (*Revue* du 1<sup>er</sup> avril 1872).



nie grec imagina un monde plus parfait que les choses terrestres : ce monde, chanté par les poètes, ouvrit à ces peuples le chemin de l'avenir, ces rêves étaient le principe du progrès ; la pensée albanaise s'arrêta toujours aux bégaiemens de la cantilène enfantine, elle ne vit rien au-dessus de la réalité. Un peuple qui ne s'attache pas à quelque idée générale n'a d'autre mobile d'action que l'instinct. Ainsi ce ne fut pas la division infinie de la contrée qui réduisit ces tribus à l'impuissance, — la Grèce n'était pas moins partagée en vallées étroites et montueuses ; ce ne fut pas non plus le petit nombre des habitans : ni l'Attique ni le Péloponèse ne comptaient une grande population. On aurait tort également de se rejeter sur les difficultés que créèrent une suite de circonstances défavorables. Dans une vie qui compte tant de siècles, comment croire qu'il n'y eut pas de jours propices ? Il faut admettre, ce que nous comprenons encore bien mal, qu'entre les races il y a des différences de noblesse, que les dieux ont été prodigues pour les unes, avares pour les autres.

Si on regarde l'histoire des Albanais, on voit qu'ils ont reçu de grandes qualités, qu'ils ont d'heureuses aptitudes. Ils sont braves : sous le nom d'*Arnautes*, ils ont combattu dans toute l'Europe du moyen âge ; ils étaient à Fornoue ; on les trouve au *xvi<sup>e</sup>* siècle en Angleterre, en France, en Allemagne, dans les armées d'Henry VIII, de Maximilien, de François I<sup>er</sup>. M. Sathas vient de publier l'histoire de l'un d'eux, Mercure Boua, écrite en vers grecs par Coronaios de Zante ; les armées de ce temps n'avaient pas de meilleurs soldats que ces Suisses de l'Orient. Ils ont lutté contre Amurat et Mahomet II, non sans succès. S'ils se battent d'ordinaire comme les héros homériques, réduisant la stratégie à la ruse, à l'impétuosité qui s'élance sans ordre contre l'ennemi, ils savent accepter la discipline et suivre d'autres règles de combat : on l'a vu en Égypte au temps de Méhémet-Ali, on le voit aujourd'hui dans les armées de la Porte. Quand ils ont eu occasion de prendre la mer, ils ont prouvé qu'ils étaient excellens marins. Le port de Dulcigno a eu des flottes importantes, jusqu'à 500 vaisseaux au *xvii<sup>e</sup>* siècle : ses bâtimens de commerce naviguent encore aujourd'hui dans toute la Méditerranée ; ils ont fourni longtemps au Grand-Seigneur l'élite de ses forces navales. On sait du reste ce qu'ont fait dans la guerre de l'indépendance les Albanais d'Hydra et de Spezia. Des héros que nos poètes ont chantés comme les descendans de Thémistocle et de Léonidas étaient fils des obscurs Schkipétars. La politique, la finesse, l'art de gouverner les hommes, l'esprit d'administration n'ont manqué ni au pacha Ali de Tépélen, ni à Mahmoud de Scodra, qui tint la

Porte en échec à la fin du siècle dernier, ni à Méhémet-Ali d'Égypte, un autre Albanais, ni aux gouverneurs que le sultan prit à ces montagnes pour les envoyer dans les principautés danubiennes, ni surtout à Scander-bey, qui sut réunir contre les Ottomans les forces indisciplinées de l'ancienne Raschie. De nos jours, nombre d'Albanais s'appliquent au commerce à Scodra, à Janina, et y réussissent. Des philhellènes célèbres à Constantinople et dans tout l'Orient, qui ont acquis de grandes fortunes par le trafic, sont de sang albanais, bien qu'ils se consacrent au triomphe de la cause grecque. Enfin dans les travaux de l'esprit, les Albanais italiens ont fait preuve de qualités sérieuses, de bon sens, du goût des recherches scientifiques, de l'intelligence des vraies méthodes. Ce qui fait défaut à ce peuple mérite d'être cherché. L'Albanais qui se trouve en contact avec les idées de l'Occident, qui fait le commerce et s'enrichit, se renferme en lui-même : il semble que son esprit soit condamné à la lourdeur, à l'étroitesse, qu'il ne puisse se dégager des intérêts personnels; il aime à rester chez lui, il est facilement égoïste et avare, l'idée de l'association avec ses frères de même race ne le domine pas, il ne conçoit aucun but d'un intérêt général. C'est ce qui frappe à Scutari et dans toutes les villes importantes; l'entente est impossible entre ces bourgeois, non par violence de caractère, mais parce que l'entente suppose une part de sacrifices, de dévouement, une certaine passion qui s'attache à une idée. Ne voyons-nous pas dans le passé qu'ils ont servi tous les maîtres, combattu pour toutes les causes, souvent les uns contre les autres, aussi énergiques en faveur de l'indépendance grecque que pour la défense du croissant par exemple, ne tenant en vérité qu'à une chose, l'indépendance du clan, l'indépendance de leur personne? Ces Albanais devenus citoyens estiment que les connaissances pratiques sont utiles; le charme d'une culture qui n'a d'autre but que le plaisir, la noblesse même de l'éducation désintéressée les trouve indifférents. Lorsque les peuples sont ainsi faits, qu'ils manquent du seul stimulant qui permette à une race de se développer sans secours, la faculté de l'idéal, il faut qu'ils reçoivent la vie d'une influence étrangère. On sait assez quelle a été l'histoire de ce peuple : il n'a jamais été entraîné, subjugué par une autre race qui le forçât à l'imiter; il n'a jamais vu assez longtemps une civilisation étrangère qui s'imposât à lui. J' imagine que cette nature d'esprit fait assez bien comprendre ce qu'étaient ces vingt tribus, parentes des Albanais, qu'on voit aux origines de Rome, en Italie, et les Latins eux-mêmes. Le monde grec, la civilisation étrusque, qui les entouraient, les appelèrent à la vie. Les circonstances formèrent ensuite ce caractère romain, auquel

l'histoire ne trouve rien qu'elle puisse comparer, et qui cependant doit peut-être ses premiers développemens à une influence étrangère.

L'intérêt d'un voyage en Albanie est surtout de nous montrer l'importance des études d'histoire comparée. Les écrivains qui racontaient les événemens du passé ont eu longtemps peu de souci de les expliquer, ou en ont donné des raisons si naïves qu'elles nous font sourire : heureux lorsqu'ils s'élevaient comme Hérodote à la conception d'un ordre divin qui, si imparfait qu'il fût, réglait les actions des hommes. Cette absence de méthode est le propre, même de nos jours, d'un grand nombre d'ouvrages qui ont demandé beaucoup d'efforts. Cependant la pensée antique avait conçu une juste idée de ce que devait être l'histoire, mais il semble que le maître de cette science n'ait pu créer de tradition, qu'Aristote seul ait compris les principes d'investigations fécondes qu'il exposait dans sa *Politique*. Ces études passionnent à nouveau ceux qui ont quelque souci de la haute culture intellectuelle. Ils cherchent à expliquer les événemens, tantôt par l'analyse des influences qu'ont exercées les grandes races primitives, mères de toutes les autres, tantôt en mettant en lumière un fait principal auquel ils rattachent les faits moins importants, tantôt enfin, mais plus rarement, en montrant que les lois civiles, les révolutions, les créations qui signalent un siècle dans l'ordre religieux et politique, dans la morale, dans la poésie et dans les arts, doivent leur naissance à l'état même et au caractère de ce peuple à une heure particulière de son développement. Là est la vraie méthode, celle d'Aristote, bien que le maître n'ait eu le temps d'analyser ni les causes si complexes qui modifient ces créations, ni les variétés que présente un peuple, selon la race d'où il procède, selon les lieux qu'il habite. Les études comparées permettront seules de constituer cette science qui sera la véritable philosophie de l'histoire. Rapprocher les usages semblables et les états semblables d'esprit, telle est la base de ces nouvelles recherches.

Les Anglais surtout sont entrés dans cette voie. Leur sens pratique considère toutes les productions qui sortent de la nature même d'une nation comme un ensemble de phénomènes soumis à des lois qu'il faut découvrir; ils croient que les caractères ont un développement simple et normal, qu'on peut les analyser et les classer comme le botaniste analyse et classe les plantes, que la vie dans l'ordre historique est une sorte de végétation que la science peut suivre, dont elle fixe les périodes. Cette méthode toute positive tient compte de toutes les modifications que les circonstances

imposent au développement naturel et idéal des caractères; elle admet que les événemens sont le résultat de l'action de ces circonstances sur un développement régulier qu'elles entravent, activent, dont elles changent la direction. Nous en sommes encore, — on ne peut le nier, — aux origines de cette science; mais les principes qu'elle établit ou plutôt qu'elle emprunte à la plus haute philosophie grecque s'imposent de plus en plus à l'historien. Les qualités de race, d'intuition, que possèdent à un plus haut degré que les Anglais d'autres peuples, le sens poétique indispensable dans ces études, où il faut imaginer, restituer la vie du passé, pour la voir plus encore que pour la comprendre, permettront à ces principes de donner tout ce qu'ils peuvent produire. Les difficultés seront grandes, car le jeu des causes forme un réseau où mille fils s'enlacent, se perdent, reparaissent pour se perdre encore. Les études historiques cependant se constitueront sur la base de l'observation positive, et ceux-là mêmes qui les soupçonnent aujourd'hui de fatalisme reconnaîtront que, constatant tout d'abord comme des faits qu'elles retrouvent partout et toujours les sentimens de haute morale dont vit l'humanité, elles sont l'hommage le plus haut et le moins chimérique qui puisse être rendu à la dignité de notre nature. Aux premiers chapitres de ces études, le peuple si obscur, qui conserve la plus complète image de ce que furent les pères de la race grecque et latine, méritera toujours l'attention de l'historien; il restera comme le témoin vivant d'un passé que l'on croit trop souvent disparu. Que si sur les origines la science doit rester longtemps incertaine, elle dira du moins que nulle nation d'Europe n'a des mœurs plus anciennes; elle expliquera ainsi comment l'étonnement de ceux qui commencèrent à étudier en véritables savans ces clans de montagnes put croire qu'ils étaient les restes de cette race mystérieuse des Pélasges que nous retrouvons à la naissance des deux plus belles civilisations du vieux monde, les premiers-nés de la nature, les enfans que créèrent d'abord, dès que les ténèbres du chaos se furent dissipées, les plus vénérables des divinités antiques, la Mer et le Firmament.

ALBERT DUMONT.

# L'ÉCOLE DU FLAT-CREEK

RÉCIT DE MŒURS DE L'OUEST AMÉRICAIN (1).

Sous le titre *The Hoosier school-master*, M. Edward Eggleston a tracé un tableau curieux des mœurs de l'ouest américain. Ce que Bret Harte (2) a fait pour les régions sauvages de la Californie, M. Eggleston l'a essayé pour l'état d'Indiana, dont il est originaire. L'obligation de réunir dans le même cadre un grand nombre de personnages, afin de donner l'idée des types divers dont se compose une société de l'extrême ouest, hérissait le sujet de difficultés que le jeune écrivain n'a peut-être pas toujours surmontées avec succès; mais, s'il est inférieur à Bret Harte dans l'art de la composition, il l'égale par la finesse des portraits, l'intérêt des situations et la vivacité du dialogue. Chacun des caractères et des événemens qu'il présente est dessiné d'après nature, avec tant de fidélité que le bruit a couru d'abord, sans raison paraît-il, que *The Hoosier school-master* était une autobiographie; c'est afin de ménager les susceptibilités, faciles à concevoir, de ses compatriotes que M. Eggleston a évité de préciser les désignations géographiques. Nous avons appliqué à cette œuvre originale le procédé de réduction qui consiste à ramener un roman quelque peu touffu aux proportions d'un récit de mœurs. Il suffit que l'on retrouve, sous ce cadre plus restreint, le trait, la couleur et le sentiment qui caractérisent le talent du conteur américain.

## I. — LES LEÇONS D'UN BOULEDOGUE.

— Maître d'école! vous? Je me demande, ma foi! ce que vous feriez dans le district du Flat-Creek. Maître d'école! nos gars en

(1) *The Hoosier school-master*, 1872.

(2) Voyez la *Revue* du 15 juin 1872.



ont chassé deux, et ils en ont rossé un autre de la belle manière. En été, passe encore, il ne vient à l'école que des enfans; mais pour la classe d'hiver c'est une rude besogne. Vous n'iriez pas, mon pauvre petit, jusqu'à Noël.

Maitre Ralph Hartsook, qui venait de faire à pied, et par quels chemins! dix grands milles pour aborder à son école, fut tout déconfit en écoutant le discours de bienvenue que lui adressait le vieux Jack Means. Il avait d'ailleurs devant les yeux deux échantillons de ses futurs élèves, les deux fils de Jack, de vigoureux gaillards, dont la mine soulignait éloquemment les paroles du père. L'aîné surtout, qui le dépassait de toute la tête, le toisait en grand, et ne lui promettait rien de bon. Or Ralph Hartsook n'avait jamais pensé être jugé à la force du biceps, et cette obligation imprévue de faire entrer la science à coups de poing dans la cervelle récalcitrante d'une troupe de jeunes sauvages calma un peu son ardeur scolaire.

En arrivant au Flat-Creek, Ralph était allé trouver dans la cour où il planait des bardeaux Jack Means, l'un des administrateurs de l'école; tandis que celui-ci prononçait, flanqué de ses gars, le discours que nous venons de rapporter, un grand bouledogue tavelé renifflait aux talons de Ralph, et une jeune fille debout sur le seuil riait d'avance de voir le nouveau maitre d'école dévoré par l'aimable bête. C'en était trop. Ralph se sentit dans la fosse aux lions. N'en pouvant plus, découragé, frappé de peur, il se laissa tomber plutôt qu'il ne s'assit sur une brouette qui se trouvait là. — A bas, Bull! dit M. Means au chien, qui paraissait de plus en plus disposé à se régaler du jeune pédagogue, à bas! Voyez-vous, reprit M. Means, nous ne sommes pas comme tout le monde ici, — et ce disant, il cracha méthodiquement, geste qui lui était habituel; — s'il vous convient de risquer votre peau, je ne m'y oppose pas, seulement, si l'on vous assomme, ne venez point vous plaindre. Vous voudriez voir les autres administrateurs? Inutile! comme c'est moi qui paie le plus d'impôts, vous comprenez, on me laisse faire; ainsi vous pouvez commencer lundi, s'il vous plaît. Entrez en attendant, et passez le dimanche avec nous.

Ralph remercia; il resta enfoui dans la brouette, regardant travailler les trois hommes. Bull revint le flairer, ce qui lui valut un coup de pied de son maitre; mais les yeux flamboyans du carnivore avertissaient l'étranger que cela se paierait. — Quand Bull a une fois mordu, le ciel et la terre ne lui feraient pas lâcher prise, dit le fils aîné à Ralph pour le rassurer.

L'aîné des jeunes Means était familièrement appelé Bud. Ralph ne sut jamais son vrai nom, car dans nombre de ces familles le nom de baptême s'efface sous celui de Bud, donné à l'aîné des gar-

cons, et sous celui de Sis, qui revient de droit à l'aînée des filles. Ralph, en tacticien habile, comprit que son premier effort stratégique devait être la conquête de Bud Means.

Après souper, les gars parurent faire des préparatifs. Bull dressait les oreilles d'un air majestueux, et ses satellites jappaient avec un enthousiasme discordant. — Bill, dit Bud à son frère, demande au maître s'il lui plairait de chasser le raton. Je ne serais pas fâché de le faire sortir un peu de son col empesé.

— Le diable m'emporte si je lui parle!

— Tu n'oses pas?

— Tu crois peut-être que j'ai peur! — Et Bill se dirigea vers la porte où Ralph était à contempler les étoiles en leur demandant pourquoi il avait eu la singulière idée de venir au Flat-Creek.

— Dites donc! il y a un raton qui a mangé nos poules ces jours-ci, et nous allons lui donner la chasse. Vous ne tenez sans doute pas à être des nôtres?

— Bien volontiers au contraire, si j'étais sûr que Bull ne me prit pour le raton, — et par pure politique le malheureux pédagogue s'en fut traîner par monts et par vaux ses jambes fatiguées à la suite de Bud, de Bill, de Bull, et à la chasse du raton. Celui-ci avait jugé à propos de se jucher sur un arbre. Vite! une hache pour jeter l'arbre à bas; mais la hache était restée au logis: de là querelle entre les deux frères, qui se reprochaient l'un à l'autre de l'avoir oubliée. Maître Ralph, voyant que l'affaire se gâtait, crut devoir se dévouer. Fluet et lesté, il s'offrit à grimper sur l'arbre, et il eut vite atteint la branche au-dessus de celle où s'était réfugié le raton. Il ignorait absolument le péril auquel il s'exposait, car le raton, comme un autre animal, est très méchant quand on l'attaque, et il se défend à belles dents. Quoi qu'il en fût, à force de secouer la branche, il réussit à faire tomber la bête aux applaudissemens de ses deux compagnons, qui se ruèrent sur elle avec la meute. Bull se distingua particulièrement: ce fut lui qui donna le coup de grâce. Au retour, Ralph s'aperçut que cette expédition lui avait été profitable. Décidément il avait fait un exploit sans le savoir. Bud, qui portait le raton par la queue, ne le toisait plus avec mépris; il lui sembla même que le bouledogue aux yeux rouges, qui se serrait fort incommodément contre ses jambes, daignait le tenir en quelque estime pour avoir si bravement affronté l'ennemi.

Le lendemain, la pluie tombait à torrens. Ralph en fut bien aise, ne voulant ni chasser ni pêcher le dimanche, et cette pluie, qui retenait la famille au logis, devant lui permettre d'avancer dans l'intimité de Bud. A table, il se mit à conter des histoires empruntées à tous les livres qu'il avait lus; le vieux Means et la vieille Means,

et Bud, et Bill, et Sis, autrement dite Miranda Means, écoutèrent bouche bée les aventures de Sinbad le marin, de Robinson Crusoe, Gulliver et autres voyageurs célèbres.

— Que le diable m'emporte, dit Bill avec emphase, si je n'aime pas mieux ces bonnes histoires-là que le cirque!

Bill ne pouvait faire de compliment plus flatteur; mais ce que voulait Ralph, c'était l'amitié de Bud. Il est toujours agréable d'avoir de son côté un vaisseau de 74, et plus Ralph Hartsook admirait les muscles noueux de son futur élève, plus il désirait s'en faire un ami. Chaque fois que dans le récit il arrivait à quelque scène pathétique, il cherchait à lire dans les yeux de Bud; mais, si le jeune Philistin écoutait de toutes ses oreilles, il ne soufflait mot, et aucune lueur d'approbation ni d'intérêt ne perçait sous la formidable épaisseur de son sourcil touffu. Était-il impassible ou simplement idiot?... Peut-être l'un et l'autre.

Le lundi matin, Ralph, passablement ému, alla prendre possession de son école. — Je gage que vous êtes effrayé de ce que vous a dit le vieux? demanda Bud, chemin faisant.

Ralph allait nier, mais après réflexion il conclut que mieux valait toujours dire la vérité.

— Comment vous en tirerez-vous avec ces gaillards-là? Vous n'êtes pas de force.

— Nous verrons.

— Que feriez-vous de moi par exemple?

— Je n'aurai jamais de querelle avec vous.

— Pourquoi? Je suis le plus dangereux; c'est moi qui ai donné cette fameuse raclée au dernier maître d'école. — Et d'un regard sournois Bud cherchait à voir l'effet que produisait une pareille déclaration sur le frère jeune homme qui marchait à ses côtés.

— Je ne recevrai pas de raclée de vous, dit tranquillement Ralph.

— Bah! je pourrais vous démolir de la main gauche sans la moindre peine.

— Je le sais aussi bien que vous.

— Et vous n'avez pas peur?

— Pas le moins du monde, dit Ralph, émerveillé de son propre sang-froid.

Ils marchèrent en silence l'espace d'une minute. Bud réfléchissait. — Et pourquoi n'avez-vous pas peur de moi? demanda-t-il enfin.

— Parce que nous serons amis.

— Mais les autres?

— Je me moque de tous les autres.

— Vraiment?

— Parce que nous serons amis, je vous le répète, et que vous êtes de force à les battre tous. Vous donnerez les coups de poing, moi, je donnerai les leçons.

Bud se mit à rire, mais sans que Ralph comprit s'il acceptait ce pacte. Quand il se trouva dans la classe, en face de ses élèves, et qu'il eut interrogé ces mines d'enfans espiègles, ces visages d'hommes renfrognés et dédaigneux, son cœur battit comme celui d'un acteur à ses débuts. La première journée fut loin de le satisfaire. Il n'était pas maître de lui, et par conséquent ne pouvait l'être de personne. Le soir venu, des symptômes d'insubordination couraient dans tous les rangs. Le pauvre Ralph était navré; il n'en dormit pas de la nuit. Il ne pouvait compter sur l'alliance de Bud; il lui semblait même que Bull n'avait plus la moindre considération pour lui. En pensant à Bull, il se souvint de la chasse au raton, et du fameux coup de dent que Bull avait donné pour mettre fin au combat, et du certificat décerné à ce vaillant, « qui ne lâchait jamais prise. » De là jaillit un trait de lumière. Ce qu'il fallait à l'école du Flat-Creek, c'était un bouledogue. Elle aurait son bouledogue, et gare aux mutins!

Le lendemain, lorsque Ralph fit son entrée à l'école, il vit bien, à l'attitude de ses élèves, qu'il y avait quelque complot dans l'air; il n'eût osé s'asseoir de peur de rencontrer une épingle. Pendant qu'il soulevait le couvercle de son pupitre, éclatèrent les jappemens d'un chien que l'on y avait enfermé, et toute l'école de rire; on s'attendait à une explosion de colère.

Ralph rougit en effet, mais, se rappelant son rôle (les bouledogues savent avoir du calme et dissimuler), il prit l'animal et le caressa tant que durèrent les éclats de rire, puis avec un grand sérieux : — Je regrette, dit-il, et son regard ferme faisait le tour de la classe, je regrette qu'il se trouve ici quelqu'un d'assez vil (1), — cette épithète fut articulée avec une emphase qui réjouit les grands, car la bataille avec Bill et peut-être avec Bud parut dès lors inévitable, — d'assez vil pour enfermer un de ses frères dans un lieu comme celui-ci.

Les rires recommencèrent, mais ce n'était plus du maître d'école que l'on riait. Un mouvement significatif des élèves fit connaître à Ralph qu'il ne s'était pas trompé dans ses soupçons sur l'auteur de la mauvaise plaisanterie. — Voulez-vous avoir l'obligeance, dit-il poliment à Bill, de mettre cette bête à la porte?

(1) Jeu de mots intraduisible. *Vil* se dit *mean* en anglais, de sorte que l'injure s'adresse directement aux frères Means.

Une sorte de magnétisme agit sans doute sur Bill Means, car, si la requête était polie, le regard était décidé. Le garnement s'étonna plus d'une fois depuis d'avoir obéi. Il obéit moitié surprise, moitié crainte indéfinissable. La semaine suivante, il eut à rosser une demi-douzaine de camarades pour l'avoir appelé *roquet Means*. Il déclara chaque fois que mieux eût valu assommer le maître sur place, et le fait est qu'il eût évité ainsi cinq batailles sur six.

Ce jour-là et les jours suivans, le bouledogue qui se cachait sous la peau délicate du petit pédagogue tint en respect les mauvais plaisans. A la fin du second jour, Bud émit son opinion : le maître ne faisait pas de bruit, mais il avait le tonnerre sous cape. — Usait-il donc de châtimens corporels? demanderont les philanthropes. — Useriez-vous de châtimens corporels, monsieur, si vous étiez appelé à dresser des tigres dans une ménagerie? — Mais sur ce point le pauvre Ralph ne parvint jamais à satisfaire ses commettans. — Il ne réussira pas, disait M. Pete Jones à M. Means. Il craint trop de les étriller. Les garçons n'apprennent qu'à la condition d'être étrillés, du moins mes garçons. Cognez dur! voilà ce que je dirai toujours aux professeurs. Ça ne fait jamais de mal. Les coups et la science vont de compagnie. Pas de coups, pas de science, comme je dis! Battre et enseigner, enseigner et battre, c'est la bonne vieille méthode.

Néanmoins Ralph était maître de la situation, et il en fut ainsi jusqu'au concours.

## II. — LE CONCOURS D'ÉPELLATION.

Souvent depuis le soir de cette fatale solennité, Ralph se répéta : — S'il n'y avait pas eu de concours d'épellation! — mais il y en eut un, d'abord dans l'intérêt de mon histoire, et aussi vraiment parce que cet exercice littéraire, le seul que l'on connaisse dans le comté de Hoopole, était particulièrement cher aux habitans du Flat-Creek. Il remplaçait pour eux les conférences, les lectures et les clubs.

Dans les écoles de nos régions forestières, il y a une étude spéciale à laquelle on se livre avec ardeur : l'esprit public, pénétré des difficultés de l'orthographe anglaise, s'est arrêté à l'opinion qu'épeler correctement est une des fins principales de l'humanité. Souvent l'élève ne comprend pas le sens d'un seul mot de sa leçon : peu importe; à quoi servirait de comprendre le sens d'un mot? Les mots sont faits pour être épelés, et les hommes pour apprendre l'orthographe. Épeler est en réalité l'exercice national du comté de Hoopole, comme ailleurs la paume ou le croquet.



Le concours fut fixé au mercredi de la seconde semaine. Ralph commençait alors à respirer, sans être quitte pourtant de tous ses ennemis. Miranda Means n'avait éprouvé que du mépris pour le nouveau maître d'école jusqu'à ce que s'affirmât le côté bouledogue de son caractère; ce fut du bouledogue que Miranda devint éprise. A la suite de la première victoire que Ralph remporta sur ses élèves, Miranda ressentit une passion qu'elle eut soin de faire connaître aussitôt à celui qui en était l'objet, non point par des paroles, — les pays civilisés ne tolèrent pas une telle licence, et le comté de Hoopole a la prétention d'être civilisé, — mais par les yeux. Elle le poursuivait de longs regards en coulisse d'autant plus inquiétants que ses yeux faibles et rouges pleuraient toujours; elle affecta une voix plaintive, et en souriant, en ricanant, en rongissant, en se rendant cent fois plus ridicule encore que la nature ne l'avait faite, elle porta jusqu'à l'âme épouvantée du pauvre instituteur la conviction qu'il était aimé par la fille la plus laide, la plus sotte et la plus grossière du district de Flat-Creek. Il est vrai qu'elle était aussi la plus riche, la mère eut soin de le faire entendre à Ralph un matin en fumant sa pipe, assise selon son habitude sur la pierre de l'âtre.

Après le malheur d'être aimé de Miranda, il ne pouvait en exister de plus grand que celui d'avoir l'élève Hank Banta pour ennemi. Le premier, Hank Banta avait subi l'outrage de ces châtimens corporels auxquels Ralph s'était vu forcé de recourir, et il n'avait jamais négligé depuis une occasion de se venger du maître. Un matin Ralph fut abordé par un petit orphelin qui répondait au sobriquet de Shocky (1), et que coiffait une chevelure en broussailles d'un blond presque blanc. Le maître ne savait rien de lui, sinon qu'il demeurait par-delà le Trou-Rocheux dans la famille Pearson, et qu'il était le plus doux de l'école. — Qu'y a-t-il donc? demanda Ralph, s'apercevant que Shocky regardait autour de lui comme pour s'assurer qu'on ne l'épiait pas.

L'enfant se gratta la tête, et, lorsqu'il eut repris haleine : — Eh bien! monsieur, il y a une mare, vous savez, sous le plancher de l'école.

— Après? est-ce qu'on se décide enfin à la dessécher?

— Ce n'est pas cela, monsieur; mais Hank Banta... — Le petit Shocky se rapprocha de Ralph le plus possible, tremblant d'en dire davantage.

— Est-ce qu'il y serait tombé, le pauvre diable?

— C'est vous qui devez y tomber, monsieur.

(1) Abréviation ou corruption de *shocking*, qui exprime la laideur choquante de l'enfant.

— Bah ! il n'y a pas de danger, Shocky.

— Si fait ! Hank a bien arrangé le parquet sur lequel vous passez pour aller à votre bureau de manière que vous tombiez droit au milieu.

— Et tu es venu m'avertir ? — La voix de Ralph était émue. Il avait donc un ami au Flat-Creek ! Caressant la toison blanche de Shocky, il lui enjoignit de retourner vite à l'école par une autre route, afin de ne pas exciter les soupçons, et l'enfant prit sa course à travers champs ; tout en courant, il se disait ravi : — Comme il m'a regardé ! comme il m'a parlé ! — L'approbation du maître était le seul rayon de soleil qu'il y eût eu dans la vie du pauvre Shocky.

Ralph Hartsook entra de l'air sévère qu'il empruntait à Bull, en ayant bien soin d'éviter le piège qu'on lui avait tendu, et les conjurés eurent peine à cacher leur désappointement lorsqu'il enjamba la trappe traîtresse. La classe se fit sans aucun incident particulier ; mais Miranda n'était pas seule à lorgner le maître par-dessus son syllabaire. D'un œil moins tendre et non moins sournois, Hank le regardait aussi. — Apportez-moi votre addition, lui dit tout à coup Ralph.

Il n'était pas sur la défensive. En dépit des précautions que son trouble d'ailleurs lui permettait à peine de prendre, la planche fit bascule, et, tandis que l'une des deux extrémités se dressait au milieu de la chambre, effleurant presque le visage de Shocky, Hank Banta faisait un plongeon dans l'eau glacée.

— Qu'arrive-t-il ? s'écria Ralph avec une surprise admirablement jouée. — Il porta secours au malheureux tout trempé, lui offrit un de ses habits, et l'installa auprès du feu. Ceux des garçons qui n'étaient pas dans le complot riaient à gorge déployée. Le maître compléta par quelques paroles senties la leçon énergique qu'il venait de donner. — L'inventeur du piège ne doit guère, dit-il, être encouragé par son succès à recommencer cette *mauvaise et dangereuse plaisanterie*, car il est écrit dans la Bible que tout homme qui creuse un puits sous les pieds du prochain s'expose à y tomber lui-même.

En rentrant, Bud dit avec admiration : — Éclairs et tonnerre ! vous êtes un rude gaillard, M. Hartsook ! — Les muscles rendaient hommage au cerveau. Hank prit une mauvaise fièvre à la suite de son plongeon. Alors Ralph réunit les plus grands et leur dit : — Il faut s'entr'aider. Nous veillerons Hank Banta chacun à notre tour. — Il commença, et les autres l'imitèrent ; mais Hank n'était pas de ceux que l'on conquiert par la bonté.

Sa fièvre durait encore lorsqu'eut lieu le concours, il dut renoncer à cette fête, qui fut vraiment très belle. Chaque famille avait fourni une chandelle blanche ou jaune, et à cette lueur fumeuse on

riait, on caquettait, les garçons faisaient la cour aux filles. Plus d'un mariage se décide en ces concours d'épellation. Le concours n'est qu'un prétexte, comme peut l'être la danse dans les bals; mais, de même que certaines gens par exception aiment la danse pour elle-même, il y a au Flat-Creek des individus qui viennent épeler pour le plaisir d'épeler, et qui, respirant avec ardeur la poussière du tournoi, n'ont d'autre but que de renouveler sur leurs vieux jours les lauriers cueillis dans leurs jeunes années.

— Le squire Hawkins présidera sans doute, avait dit M<sup>me</sup> Means à Ralph, on le lui a demandé; on le lui demande presque toujours, parce que c'est l'ancien le plus savant du district. Il sait trouver des mots difficiles, et puis il parle poliment; mais, Seigneur! je me rappelle le temps où il était plus gueux que le dindon de Job. Quand il est arrivé ici, ce n'était qu'un maître d'école *yankee*. Il n'avait aucun de nos usages; cependant il a fini peu à peu par se civiliser comme les autres; vous ne croiriez pas qu'il eût jamais été *Yankee*. Oh! il n'est pas resté pauvre longtemps, non! il a épousé une fille riche, — et la vieille, tout en bourrant sa pipe, adressait une grimace significative à Ralph, puis à Miranda, grimace d'ogresse qui fit frémir le premier et ricaner agréablement la seconde. Sa femme ne savait ni *a ni b*, et elle n'avait pas beaucoup de tête; mais apprendre ne sert de rien aux femmes, et l'argent vaut mieux que l'esprit, la bonne terre aussi!

Le squire sur qui M<sup>me</sup> Means avait donné ces informations vint occuper la place d'honneur au concours. Pendant qu'il s'installait, Ralph faisait l'inventaire de l'ensemble d'objets qui portait le nom de squire Hawkins: 1° un habit à queue d'hirondelle, d'âge incalculable, que l'on n'exhibait que les jours d'apparat, et qui était devenu trop petit, à moins que le squire ne fût devenu trop gros; — 2° une paire de gants noirs, apparition anormale, phénoménale et inattendue dans ce district, où les prédicateurs prêchaient l'éte en manches de chemise, on n'avait jamais vu de gants qu'aux mains du squire; — 3° une perruque de cette fade couleur de cire commune à tant de perruques (la perruque avait des tendances à glisser du crâne lisse qu'elle recouvrait, et le squire la rajustait continuellement; comme le squire avait été roux, la perruque ne s'harmonisait nullement avec son visage, et l'absence de cheveux gris vieillissait encore la figure labourée de rides); — 4° un collier de barbe teint en noir de jais, un noir inconnu aux barbes naturelles (vers la racine, un ourlet blanc eût fait croire que ce collier avait été ajouté comme les cheveux); — 5° une paire de lunettes montées en écaille; — 6° un œil de verre acheté à un colporteur et d'une couleur différente de celle de son compagnon, trop petit en outre pour l'orbite, ce qui faisait qu'il tournait d'une façon effrayante; — 7° un râtelier en

guise de dents; — 8° enfin le squire proprement dit, à qui ces détails physiques adhéraient tant bien que mal.

On raconte qu'un émigrant écrivit une fois à son père de venir le rejoindre dans l'ouest, parce que les gens les plus médiocres s'y tiraient d'affaire. Le squire avait dû s'installer au Flat-Creek pour une raison semblable. Il parlait à peu près le langage de la Nouvelle-Angleterre, mais défiguré par la prononciation de l'ouest. — Mesdames et messieurs, commença-t-il en retenant de son mieux ses fausses dents et sa perruque, mesdames et messieurs, je suis vraiment reconnaissant à M. Means de l'honneur qu'il me fait. — Ensuite, avec des efforts consciencieux pour empêcher les pièces fragiles qui composaient son individu de s'éparpiller, son œil noir roulant à gauche, tandis que la petite prunelle bleue brillait fixe, le squire siffla entre ses dents empressées à sortir de la bouche un éloge éloquent du syllabaire, qu'il plaça sur le même rang que la Bible, peut-être plus haut, car sans le syllabaire que serait la Bible, du moins à quoi servirait-elle? Il s'assura que sa perruque, qui avait fait plusieurs évolutions comiques, était revenue à sa place, et l'on applaudit.

— Je nomme Larkin Lanham et James Buchanan capitaines, dit le squire.

Les deux jeunes gens interpellés ainsi s'avancèrent, l'un d'eux jeta un bâton à l'autre, qui l'empoigna au hasard; puis le premier plaça sa main au-dessus de la main du second, et ils changèrent de main successivement jusqu'au sommet. Celui qui à la fin ne laisse plus de place à l'autre gagne le droit de parler d'abord. L'épreuve ayant été deux fois sur trois favorable à Larkin, celui-ci fut autorisé à nommer le champion de son choix. Il hésita une seconde; tout le monde se tournait vers le grand Jim Phillips, mais Larkin s'aventurait volontiers en parages inconnus. Il s'écria donc : — Je prends le maître! — tandis qu'un murmure de surprise se faisait entendre dans la salle et que Buchanan répliquait vivement : — Moi, je prends Jim Phillips. — Aussitôt la foule se partagea en deux camps, le squire ouvrit son syllabaire et se mit à proposer des mots aux deux capitaines qui épelaient l'un contre l'autre. Larkin ne tarda pas à supprimer une *l* à *réellement* et dut se rasseoir confus. Alors s'avança le maître d'école fort ennuyé, car il craignait en se laissant battre de perdre le peu d'autorité qu'il pouvait avoir. Au moment où il se levait, un sourire moqueur du docteur Small, beau jeune homme vêtu en *gentleman*, le troubla encore davantage; mais il fit effort pour concentrer toute son attention sur les mots que le squire bredouillait fort indistinctement. Ceux de son parti ne lui trouvaient pas assez d'assurance ni de volubilité. Cependant, au bout de dix minutes, Buchanan perdit pied, et Jim Phillips le rem-

plaça. L'excitation fut alors au comble; Jim, le plus fameux de tous les champions connus, un grand maigre, aux épaules voûtées, ne s'était jamais distingué que dans l'art d'épeler. Ce talent est chez certaines gens comme un sixième sens; on naît épeleur, on ne le devient pas.

Bud Means avait averti le maître, désormais son ami, que Jim épelait vite comme l'éclair, et qu'il ne se laissait pas démonter aisément. Il avait battu les trois derniers maîtres, et battre un instituteur en épelant est aussi glorieux que d'assommer un colosse : Bud Means et lui se partageaient l'admiration du district.

Pendant une demi-heure, le squire chercha les mots les plus compliqués. Ralph épelait lentement, mais sûrement. Il sentait néanmoins que Jim, avec sa figure longue et ses mains croisées derrière le dos, avait sur lui en ce moment une supériorité réelle, dont le siège était apparemment dans son nez, car Jim épelait avec cet organe, qu'il avait long et pointu. L'inquiétude et les précautions évidentes de Ralph eurent l'excellent effet de rassurer Jim, qui, ne doutant plus du succès, dédaignait de prendre aucune peine et affectait de se jouer des difficultés. De l'avis de tous, la balance penchait en sa faveur; mais Ralph se rappelait de quelle manière à la fois prudente et résolue Bull avait étranglé le raton.

— Théodolite! dit enfin le squire.

Jim épela avec un y.

— A votre tour! dit le squire à Ralph en perdant ses dents d'émotion.

Le champion vaincu s'assit désespéré; dans la salle, le bruit fut tel qu'il fallut suspendre la séance. Un seul des spectateurs resta aussi indifférent à l'issue du combat qu'il l'avait été à ses péripéties : ce jeune *gentleman*, le docteur Small.

— Rossé, écrasé, assommé! hurla Bud en se frottant les genoux avec exaltation. Shocky sauta de joie, et le vieux Means dit à M. Pete Jones : — Eh bien! qu'en pensez-vous? Il les battra tous; je savais qu'il était fort, c'est pour cela que je l'ai pris.

Le reste fut facile, tous les épeleurs qui se succédèrent renonçant vite à venir à bout des mots extraordinaires que le squire, nouveau sphinx, leur proposait comme autant d'énigmes. Il n'y en avait plus qu'un petit nombre à battre, et personne ne prenait plus d'intérêt à une lutte dont le succès ne semblait pouvoir être douteux, lorsque Ralph échoua au moment où il s'y attendait le moins. Une jeune fille en robe de cotonnade bleue venait de s'avancer timidement; le maître reconnut Hannah, la servante ou plutôt la négresse blanche de la famille Means. Elle n'avait jamais mis les pieds à l'école en ce district, et pour la première fois prenait part à un concours. Lorsque le squire lui donna d'abord par pitié quelques mots



faciles, elle les épela d'un air distrait. Pendant ce temps, chacun, croyant la fête terminée, faisait ses préparatifs de départ. Le squire, fatigué, lui jeta, pour en finir, *incompréhensibilité*, suivi d'autres mots de huit syllabes. A la surprise générale, la jeune fille continuait à tenir tête au maître. Allait-elle donc le battre, lui qui avait battu Jim Philipps? — Dès lors chacun s'intéressa visiblement à Hannah. Ralph s'aperçut que Shocky l'avait abandonné; chaque fois que Hannah répondait bien, sa laideur bizarre s'illuminait de joie. De fait, Ralph avait été le premier à s'abandonner lui-même. Il n'avait plus l'esprit présent au concours; il regardait ce joli front, un peu bas sous les cheveux ondes, mais large et uni, ce teint éclatant, cette physionomie douce et ouverte, qu'il avait remarquée déjà, et qui s'épanouissait sous l'influence de la sympathie générale. L'esclave opprimée secouait le joug, la femme apparaissait radieuse; il lui souhaitait presque la victoire. Le bouledogue avait fait place en lui à un personnage nouveau qu'il ne connaissait guère, et qui ressemblait fort à un amoureux. Le squire était au bout de son syllabaire; il tirait vainement sa perruque de droite à gauche, et son oeil de verre se fixait obstinément sur les pages épuisées.

— Daguerrotypé! cria-t-il enfin à Ralph.

— D... a... u... — Ralph avait bien le droit de bredouiller après une pareille séance.

— L'autre maintenant!

— Hannah, mon Hannah, a battu le maître! cria Shocky hors de lui.

Ralph s'approcha pour la féliciter. Cependant le docteur Small ne bougeait pas de son coin.

Le squire fit taire tout le monde, puis d'une voix enrouée: — Notre jeune amie Hannah Thomson reste seule de son parti, elle aura donc à épeler contre presque tout le camp opposé. Je prends la liberté de remettre à demain soir la fin de cette lutte intéressante et mémorable, avec l'espoir que notre jeune amie s'assurera définitivement la couronne de cyprès de la gloire. — Le squire n'était pas toujours heureux dans ses figures de rhétorique.

Les jeunes gens qui s'étaient proposés pour cavaliers durant le concours escortèrent chacun la dame de ses pensées. On ignore pourquoi le docteur Small se chargea de Miranda. Hannah s'étant attardée à causer avec Shocky, Ralph songea tout à coup qu'il avait oublié chez les Means un objet dont il n'avait aucun besoin et résolut de l'aller chercher sans retard...

Vous voudriez le récit de cette promenade, vous êtes saturés des Means, des squire Hawkins, des Pete Jones et des autres, vous voudriez savoir ce qu'il advint entre cette honnête fille et ce garçon naïf, et combien de rayons de lune vinrent les baiser au front à tra-

vers les branches d'érable, et quelle bénédiction silencieuse leur donna l'étoile du soir. Inutile de me demander cela. Il ne faisait pas de clair de lune, et toutes les feuilles étaient tombées des branches noircies des érables, secouées par le vent d'hiver. Au bas de la première descente, en quittant l'école, Ralph rejoignit la jeune fille, qui marchait rapidement dans l'obscurité; il ne lui demanda pas la permission de l'accompagner. Ralph et Hannah se comprirent et eurent confiance. Le jeune homme avait dès le premier jour vénéré la victime patiente et résignée de M<sup>me</sup> Means; mais ce fut lorsqu'elle ouvrit ses ailes au soleil, nouveau pour elle, de l'admiration, qu'il l'aima. Il l'avait vue s'éveiller. A quoi bon répéter ce qu'ils dirent? Ne croyez-vous pas qu'il lui parla d'amour en lui parlant du temps, de la moisson, de l'école? — Oui, c'étaient bien là les mots, mais sous ces lieux-communs vibrail autre chose. Les mots sont si pauvres! l'accent vaut mieux. Qu'ils fussent fous, je ne le nie pas. Reste à savoir si l'on est fou d'être heureux, ou si d'autres sont fous de ne pas l'être. En tout cas, laissons-les en repos : les soucis leur viendront avant demain matin.

En causant donc de tout leur cœur de choses insignifiantes, ils traversèrent le pâturage, qui était le plus court chemin. Une pluie légère survint comme ils atteignaient l'aulnaie, ce qui leur permit de s'arrêter sous un arbre, bien que la maison fût tout près.

— Ne puis-je vous aider en rien? demanda Ralph avec intérêt.

— Non, vous ne le pouvez, personne, le temps seul et Dieu. — Il s'ensuivit un silence et un peu de gêne; ils étaient heureux pourtant.

Devant la porte, le docteur Small passa près d'eux de l'air froid et délibéré qui lui était ordinaire. Ralph oublia complètement ce qu'il était venu chercher; il ne pensait qu'au regret de quitter si vite Hannah. Aussitôt qu'il se fut éloigné, la voix aigre de M<sup>me</sup> Means, étranglée par la colère, éclata : — Voilà une belle fille par ma foi! ah! oui, une belle fille! Courir les chemins après dix heures avec un étranger,... le premier venu! Me récompenser ainsi,... me faire cette honte! oui, cette honte! Vous êtes une fourbe, une coquine. Vous aurez beau lever la tête, parce que vous épelez mieux qu'une autre! Qu'on me rattrape à vous laisser retourner au concours! qu'on me rattrape, vous dis-je!

— Allons, maman, fit observer Bud, voilà bien du tapage pour peu de chose. Si vous continuez ce vacarme, vous allez éveiller tout le monde d'ici à Clifty.

— Et mes propres enfans me traitent ainsi! reprit la mère exaspérée, ils prennent parti pour une péronnelle contre leur propre sang. Ah! ils se soucient de mes peines! Que je sois humiliée, in-

sultée, ils s'en moquent... Moi qui ai toute ma vie travaillé pour toi, malheureux !

Bud se mit à siffler en s'asseyant au coin de l'âtre. Il avait produit la diversion qu'il désirait, car, tandis que M<sup>me</sup> Means fulminait contre lui, la pauvre Hannah put se réfugier dans son galetas. Là, quelque navrée qu'elle fût de tant d'outrages, elle entendit peu à peu s'éteindre la voix dure de l'ogresse, dominée par la voix douce et respectueuse de Ralph Hartsook. Elle se rappelait avec délices tout ce qu'il avait dit d'indifférent en apparence; puis elle revint sur les détails de trois années de servitude, elle songea qu'elle était liée par un engagement indépendant de sa volonté à servir trois années encore, et elle pria pour sa délivrance avec la foi que donne l'amour. Ne pouvant dormir, elle se mit à la fenêtre. La lune brillait maintenant; elle distingua le sentier à travers le pâturage, l'échalier que Ralph l'avait aidée à franchir, l'aulnaie où ils avaient attendu la fin de la pluie.

Quelqu'un enjamba l'échalier, se dirigea vers l'aulnaie et de là du côté de la maison de Pete Jones. Qui donc était-ce ? Il lui semblait reconnaître Ralph; cependant le froid la força de rentrer dans son lit. Elle s'assoupit frissonnante, et rêva non de l'avenir incertain, mais d'un passé béni, du foyer paternel; sa mère, son frère, étaient là, et aussi le maître d'école.

### III. — DANS LES TÉNÉBRES.

Ralph devait prendre gîte cette même nuit chez M. Pete Jones. L'usage étant que le maître logeât successivement chez les parens de ses élèves, et M. Pete Jones envoyant sept jeunes citoyens de différens âges à l'école, il se trouvait contraint à vivre de lard rance quinze jours durant sous un toit mal joint qui abritait une troupe de marmots braillards, et condamné à partager le grabat d'un des garçons. Ce grabat était dans le grenier. Ralph n'y put dormir, soit que son voisin prit toute la place, soit qu'il fût trop agité par le souvenir des événemens de la soirée. Après avoir compté, comme un avare compte son trésor, chacun des pas qu'il avait faits en compagnie de Hannah, le jeune homme, désespérant de fermer l'œil, se rhabilla et alla s'asseoir au sommet de l'échelle dont la base touchait le pâturage qui séparait les terres de Jones des terres de son collègue Means. Le pâturage, toujours d'un beau ton bleuâtre, reflétait les rayons argentés de la lune. A quelque distance frémissait, sous une légère brise, le grand aulne au pied duquel il s'était reposé avec Hannah. Descendre, enjamber l'échalier et suivre le petit sentier jusqu'à l'aulnaie, reprendre ensuite

la route qui conduisait à l'école, ce fut fait aussitôt que révé. Arrivé au pli de la route où il avait rejoint Hannah (c'était le lieu même où quelques jours auparavant il avait rencontré Shocky), il s'appuya contre l'échalier, et se mit à songer aux moyens de se dévouer à elle. Tout à coup il tressaillit : le bruit du galop de plusieurs chevaux se rapprochait. Instinctivement il s'effaça dans l'ombre de la haie de clôture. Trois cavaliers passèrent rapidement. L'un d'eux néanmoins parut l'apercevoir, car il ralentit le train de son cheval, qui était alezan avec le pied gauche de devant et les naseaux blancs. Jamais encore Ralph n'avait vu ce cheval dans le pays, mais il lui sembla que la tournure du cavalier ne lui était pas inconnue, bien qu'il ne pût lui appliquer un nom. Il éprouva un moment de frayeur; il savait que la région du Flat-Creek et du Clifty-Creek était depuis quelque temps infestée par des malfaiteurs qui enlevaient les chevaux et pillaient les maisons. Avant que Ralph eût retrouvé la force de bouger, le sabot d'un autre cheval résonna sur la terre durcie. Le docteur Small passa tranquillement, s'arrêta pour le regarder, puis continua son chemin. Ralph avait une horreur superstitieuse du docteur : ils étaient nés dans le même village de Lewisburg, et le maître d'école, plus jeune de plusieurs années, connaissait diverses circonstances de la vie de Small qui démentaient la bonne opinion qu'on avait de lui dans le pays. Small parlait peu, il ne faisait jamais de profession de foi, ne se vantait jamais; mais il était austère au point de se priver volontairement d'une tasse de thé ou d'un cigare; lorsqu'on lui offrait à boire, il savait répondre d'un ton grave et presque sublime : — De l'eau, s'il vous plaît. — Small, le buveur d'eau, était partout cité comme un modèle; il fallait être bien fin pour découvrir les passions qui s'agitaient sous cette froide surface, pour plonger dans cet abîme d'hypocrisie. Ralph néanmoins savait depuis longtemps à quoi s'en tenir sur les fausses vertus du docteur, et celui-ci, se sentant démasqué à ses yeux, le desservait en toute occasion. La rencontre imprévue de son ennemi acheva de frapper l'imagination de Ralph : il rentra tremblant et pris de fièvre dans le grenier des Jones; il ne se doutait pas que Hannah, tout émue, tourmentée, elle aussi, par l'insomnie, eût observé chacun de ses mouvements.

Un certain bruit ne tarda pas à se faire entendre; on ouvrait la porte de la maison. Étaient-ce les voleurs? On marchait à pas de loup. Fallait-il se lever, donner l'alarme? Ralph réfléchit, que, si les voleurs s'avisait d'entrer, ils trébucheraient sûrement sur quelqu'un des marmots ou des chiens qui couvraient le plancher, il se tint tranquille et finit par s'endormir. La fumée de graisse fondue qui montait de la cuisine l'éveilla.

Pete Jones, maussade à déjeuner, alla jusqu'à traiter grossière-

ment son hôte, comme s'il eût cherché une querelle; mais le maître était trop préoccupé des événemens de la nuit précédente pour y prendre garde : loin de là, le repas terminé, il se rendit à l'écurie avec l'obligeante intention d'aider Pete Jones. — On n'a que faire de vos mains blanches, répondit rudement ce dernier. — Au même instant, Ralph reconnut dans un coin le cheval alezan marqué de blanc au nez et au pied gauche; c'était bien lui, les maraudeurs de la nuit ne pouvaient être loin. Tout préoccupé de ce nouvel incident, Ralph se dirigea vers l'école avant l'heure; mais la mauvaise fortune qui s'acharnait à lui voulut qu'il trouvât Miranda sur son chemin. Malgré lui, il répondit plus que froidement aux avances de cette nymphe des bois.

— Hannah est malade ce matin, elle a pris froid en se promenant la nuit dernière, et n'ira pas ce soir au concours, dit Miranda avec un sourire niais.

En apprenant que Hannah souffrait à cause de lui, il se sentit encore plus troublé. L'insomnie, l'irritation nerveuse, ont souvent pour effet d'agiter les plus pures consciences et de grossir les moindres incidens. Quel besoin avait-il de battre les chemins à deux heures du matin et d'y rencontrer trois chevaux au galop, dont un était alezan marqué de blanc? Quel besoin avait-il d'épier le docteur, qui peut-être quittait le chevet d'un agonisant? Quand nous nous croyons coupables, nous sommes généralement de mauvaise humeur. Ce fut avec la volonté de blesser Miranda qu'il lui dit à brûle-pourpoint : — Hannah est en vérité une belle personne.

— C'est aussi l'avis de Bud, répliqua M<sup>lle</sup> Means.

— Vraiment? fit Ralph, dressant l'oreille.

— Je le crois du moins; sans cela, pourquoi se feraient-ils la cour depuis bientôt un an?

Le pauvre maître d'école vit bien que rien ne manquait au désastre. Il fit un effort pour parler, mais la voix expira dans son gosier. A ce moment survint Shocky.

— Savez-vous la nouvelle? cria-t-il, on a pillé la nuit dernière la maison du Hollandais.

Ralph se rappela les trois cavaliers et le docteur, qui les avait suivis de si près; il se rappela le cheval alezan et le bruit de la porte ouverte. Tout en faisant machinalement sa classe : — quel parti prendre? se demandait-il, — et l'orage grondait autour de lui. Bud n'était point venu à l'école, il devait être jaloux. Pete Jones lui en voulait évidemment de l'avoir épié. Devait-il dire tout ce qu'il soupçonnait au sujet du vol? Mais personne ne croirait à la culpabilité du vertueux Small, et Pete Jones se vengerait. Puis comment expliquer sa promenade à deux heures du matin? Il en revint aux leçons du bouledogue : attendre de pied ferme et les dents serrées.



Après souper, il se rendit au concours, qui, vu l'absence de Hannah et l'émotion causée par le vol, fut peu intéressant. On s'entretenait tout bas, par petits groupes. Pete Jones avait pris sous sa protection spéciale le Hollandais, ainsi nommé parce qu'il était le seul Allemand de la colonie; il affectait d'être le plus indigné de tous contre les voleurs. Ralph, craignant que son silence ne fût mal interprété, essaya de parler; mais il ne pouvait révéler ce qu'il savait, et le peu qu'il disait lui semblait sonner creux et faux. Il se tut donc, tandis que Pete Jones jurait au Hollandais que, s'il rencontraient le drôle qui avait fait le coup, il le pendrait haut et court sans autre forme de procès. — Et je parierais un cheval pas bien loin d'ici quelqu'un en sait plus long qu'il n'en veut dire, ajouta Pete Jones. — Ralph se demanda s'il parierait le cheval alezan. Cette nuit-là lui parut longue. Une neige légère tombait par les fentes du toit sur le lambeau d'étoffe rapiécée qui lui servait de couverture. Le malheureux fut d'abord poursuivi par l'idée fixe que son hôte lui couperait la gorge avant le matin; lorsqu'il se fut enfin démontré à lui-même qu'il était invraisemblable que Jones commît un meurtre dans sa propre maison, la pensée des amours de Bud et de Hannah prit le dessus. Une fille comme Hannah descendue jusqu'à un Bud Means! Règle générale, un homme lettré s'imaginer toujours faire grand honneur à une femme en l'aimant. L'orgueil de Ralph faillit étouffer sa conscience; mais les idées d'honneur qui lui avaient été inspirées dès l'enfance revinrent vite une à une. Allait-il donc dérober le bien d'un ami? Dans les ténèbres, il engagea une grande lutte contre lui-même, la lutte que saint Paul appelait celle de la chair contre l'esprit, et que Darwin appellerait, je suppose, celle de l'homme contre ce qui reste en lui de la bête. Avec l'aide de Dieu, Ralph fut vainqueur, bien qu'il lui en coûtât.

Le lendemain, qui était un vendredi, Shocky vint l'inviter de la part du squire Hawkins à passer chez lui les journées du samedi et du dimanche. Le digne juge de paix avait pensé lui rendre service en le délivrant ainsi de l'hospitalité grossière d'un Pete Jones, et Ralph se hâta de lui porter ses remerciemens. Tout en marchant avec Shocky, il essaya d'amener la conversation sur Hannah, que l'enfant paraissait tant aimer. — Pauvre vieil arbre! dit Shocky en passant près d'un orme noueux et tordu isolé sur la route.

— Pourquoi pauvre?

— Parce qu'il est seul... Oui, reprit-il après une pause, il est malheureux et seul. Je voudrais être mort depuis qu'on a mis mon père au cimetière, ma mère à l'asile des pauvres et ma sœur chez la vieille M<sup>me</sup> Means. Monsieur, qu'est-ce que c'est qu'un asile? est-ce plus laid que chez les Means? Oui, je voudrais mourir et être emporté sur un de ces nuages-là avec maman et Hannah auprès

de mon père. Croyez-vous que Dieu oublie les petits garçons quand leur père est mort et que leur mère est à l'asile des pauvres? Moi, je le crois. Mon père venait de si loin, d'Angleterre! en route, sur la mer, Dieu l'aura perdu. Personne ne se soucie de Dieu au Flat-Creek; comment voulez-vous que Dieu se soucie du Flat-Creek? Je l'aimerais bien pourtant, s'il voulait tirer maman de cet asile des pauvres et Hannah de chez les Means, pour que je puisse les embrasser tous les soirs comme je faisais, voyez-vous, quand papa n'était pas mort. — Ralph eût voulu parler, il ne le pouvait. Shockey continuait donc de dire ses pensées aux arbres et aux haies du chemin.

— M. Pearson, lui, a été bon de me prendre; sans cela, j'aurais été loué sans doute, comme Hannah, jusqu'à vingt et un ans à quelques méchantes gens, et je n'ai que sept ans, cela ferait treize ans avant de revoir ma mère, tandis que dans trois ans Hannah aura fini son temps; je serai grand, je pourrai travailler, et nous aurons une jolie maison comme celle de Granny Sanders. — Il désignait de la main une hutte en bois entourée d'un rang de fleurs de tournesols desséchées par le soleil, avec un tonneau d'eau de pluie à la porte. Là vivait une vieille femme, fort laide, qui prétendait posséder des secrets contre tous les maux. Grand'mère Sanders était le médecin et la gazette du pays.

Ralph ne regarda pas la cabane que lui montrait Shockey. Il avait reconnu le cheval de Small à la porte. Quel motif pouvait amener le médecin chez la sorcière? S'il se fût approché de la porte, il eût entendu Small interroger avec intérêt la Granny sur ses recettes; il l'eût vu hocher la tête d'un air d'approbation et de déférence pendant qu'elle expliquait la vertu que possède le sang d'un chat noir contre l'érysipèle, puis flairer les bouteilles, demander le nom des simples et s'insinuer ainsi dans sa confiance et dans son amitié, après l'avoir étourdie par l'honneur de sa visite. La sorcière une fois apprivoisée, les commérages jaillirent d'eux-mêmes sans que Small les encourageât autrement que par un sourire ou un clignement d'œil. Le vol fut, bien entendu, cité en première ligne. Il la quitta sans avoir prononcé plus de vingt mots; mais le soir même on savait par la gazette du Flat-Creek que le maître d'école avait laissé dans son pays une réputation assez mauvaise pour qu'on pût sans témérité le soupçonner de forcer au besoin les serrures.

#### IV. — MISS MARTHE HAWKINS.

— Rien n'est meilleur pour la santé que de bêcher la terre. Tenez! l'année dernière, dans mon pays de l'est, j'étais toute maigre, je ne tenais plus qu'à un fil; le docteur m'a ordonné de travailler

au jardin. J'ai acheté une bêche, et je m'en trouve à merveille. — La scène se passe dans le jardin du squire, où Ralph aide ce vénérable magistrat dans les différens travaux que comporte une tiède journée d'hiver. Tout en causant, miss Marthe Hawkins, la nièce du squire, qui tient la maison depuis le veuvage de son oncle, s'appuie à la petite barrière qu'elle appelle pompeusement la grille. Elle arrive depuis peu du Massachusetts, et elle a la manie de parler de l'est, comme pour rappeler aux indigènes l'immense supériorité que doit avoir nécessairement sur des barbares de leur espèce une demoiselle du Massachusetts. — Quand j'étais à Boston... — Ce lambeau de phrase revient incessamment dans ses discours. Notez que miss Marthe n'est allée à Boston qu'une fois; mais, cette visite étant l'événement le plus important de sa vie, elle n'hésite pas à le faire figurer dans toutes ses réminiscences. Ralph ne s'ennuie point auprès de miss Marthe : il lui trouve de l'esprit malgré ses prétentions, qui d'ailleurs le font rire; il essaie d'oublier ainsi Hannah, Bud, le vol et tout le reste; la chère demoiselle est si charmée de rencontrer quelqu'un sur qui elle puisse produire de l'effet qu'elle ne quitte guère son hôte depuis qu'il est dans la maison. A ce moment précis, Ralph est pourtant assez distrait, il ne la regarde ni ne l'écoute; un homme et deux chevaux viennent d'apparaître au sommet de la route : l'homme monte un des chevaux et tient l'autre par la bride, c'est la jument baie des Means et le poulain rouan de Bud. Ralph les a reconnus tout de suite, il a compris que Bud revient du moulin à manège, et il ne le voit pas approcher sans une secrète émotion. Depuis le fameux soir où il a ramené Hannah du concours d'épellation, il ne s'est pas trouvé en face de son ancien ami, devenu son rival... Son rival! force lui est bien de le croire, non pas qu'il soit disposé à une confiance absolue dans les propos de Miranda; mais l'absence persistante de Bud, qui n'a point reparu à l'école, ne lui permet pas de conserver à ce sujet le moindre doute.

— Quand j'étais à Boston, commence M<sup>lle</sup> Marthe... En suivant la direction du regard de Ralph, elle aperçoit Bud qui descend la pente rapide que forme la route à cet endroit, et s'interrompt brusquement. Bud est très rouge et a l'air maussade; il répond à peine au bonjour qu'on lui adresse; il est évidemment en colère, et Ralph croit savoir pourquoi.

Vers le soir, Ralph Hartsook s'en alla errant à travers le champ de blé du squire jusqu'au bois. Le souvenir de sa promenade avec Hannah l'étouffait. Il marchait devant lui, suivait docilement un sillon, puis un autre, prêtait l'oreille au frémissement du chaume froissé par le vent, et trouvait une certaine consolation dans l'aspect misérable du paysage. Il s'enfonça ensuite sous les hêtres,

poussant du bout de son pied des vagues de feuilles mortes, tandis qu'à travers les branches minces et vibrantes retentissaient des gémissements qui pouvaient lui faire croire que toute la nature était désespérée avec lui. Il y a une sorte de fascination dans le sillon d'un sentier qu'on a pris au hasard et qui conduit on ne sait où. Le sentier que suivait maintenant Ralph courait, ondulait irrégulier à travers le bois, tournant à droite pour éviter une racine, déviant à gauche pour adoucir une descente, puis de côtés et d'autres, selon le caprice de celui qui le premier l'avait tracé. Ralph ne résista pas au charme, et, entraîné toujours, arriva dans un creux où babillait certain ruisseau parmi les pierres calcaires qui obstruaient son lit. Un peu plus loin, il y avait une petite cabane en pièces de bois arrondies, drôlement plantée au milieu d'un jardinet qu'environnait une clôture de broussailles. La cheminée, formée de bâtons et d'argile, coiffée d'un baril défoncé des deux bouts, donnait une physionomie particulière à cette cabane. L'idée vint à Ralph que ce devait être là le Trou-Rocheux et la maison du vieux Pearson, le vannier à jambe de bois, protecteur de Shocky. A tout hasard, il frappa, et sa surprise fut grande d'être introduit par Marthe. — Vous ici, miss Hawkins? dit-il après avoir serré les mains de l'invalides et de sa femme paralytique, tandis que Shocky s'élançait affectueusement à sa rencontre.

— Que Dieu la bénisse ! dit la vieille femme, c'est bien la meilleure créature qu'il y ait ! Elle vient ici presque tous les jours pour réconforter le monde d'une manière ou d'une autre.

Miss Marthe rougit, et répliqua qu'elle venait volontiers parce que le Trou-Rocheux ressemblait tant à un endroit qu'elle aimait dans l'est, et que M. et M<sup>me</sup> Pearson lui rappelaient aussi des gens excellents qu'elle avait connus à Boston.

— Allons donc ! dit le vieux vannier, ne parlons pas de gens excellents, s'il vous plaît, de bonté, d'obligeance ni de pareilles sornettes. Certainement vous approchez de la bonté plus qu'aucune personne que je connaisse ; mais il n'en est pas moins vrai que nous sommes tous des égoïstes.

— Vous n'étiez pas égoïste quand vous veilliez mon père quinze nuits de suite, dit Shocky, tendant au vieillard un éclat de bois.

— Si fait ! — Ceci fut souligné d'un ton terrible. — Ton père était un misérable Anglais. Je les avais proprement arrangés, vos habits rouges, dans la guerre de 1812, et c'est l'un d'eux qui m'a fait perdre la jambe en y plantant sa baïonnette à Lundy's-Lane ; un camarade l'a tué, le gredin, ce qui est une compensation. Je n'aimais donc pas ton père, vu sa qualité d'Anglais ; mais, s'il était mort dans ce pays libre faute de quelqu'un qui lui donnât une goutte d'eau, le diable m'emporte si je n'aurais pas honte, au bar-

*becue* (1) du 4 juillet, de lever ma jambe de bois pour faire applaudir les gars. C'est la chose la plus égoïste que j'aie jamais faite. Nous sommes tous égoïstes.

— Vous ne l'avez pas été quand vous m'avez pris une nuit, vous savez?... — La figure de Shocky brillait de reconnaissance.

— Si fait, polisson ! Pourquoi est-ce que je t'ai pris,... hein ? Pour faire enrager Pete Jones et son frère. Ce sont des voleurs, le diable les emporte ! — Ralph frissonna ; le cheval alezan galopait de nouveau sous ses yeux. — Une bande de voleurs, voilà ce qu'ils sont !

— De grâce, monsieur Pearson, prenez garde ! dit miss Hawkins, vous vous attirerez des ennuis. Cette intempérance de langage me rappelle un de mes amis de l'est...

— Bon ! vous figurez-vous donc qu'un vieux soldat puisse avoir peur des voleurs ? interrompit le vannier. Est-ce que j'ai tourné le dos aux Anglais ? Je dirai ce que j'ai vu, et tout haut ! Mercredi dernier, ayant bu au cabaret une goutte de trop peut-être, je m'étais couché dans la rue pour me reposer. Voilà que vers une heure de la nuit le froid m'éveille ; vers deux heures, je passe du côté de chez Means, et qu'est-ce que je vois ? Pete Jones et les gredins qui ont volé le Hollandais, puis un autre que je ne connais pas, qui traversait le pâturage, celui-là, comme pour se rendre chez Jones. — Ralph frissonna de plus belle. — Ne me fais pas de gros yeux, la vieille ! Ma langue est tout ce qui me reste pour le combat, mais je me battrai contre les voleurs jusqu'à ce que la mer se dessèche, entends-tu bien ?.. Shocky, passe-moi une écharde !

— Non, vous n'étiez pas égoïste quand vous m'avez pris, dit Shocky, aussi entêté que son maître.

— Imbécile, je ne t'ai pas recueilli par bonté, ma foi non ! mais je haïssais Jones l'aîné, qui est le directeur de l'asile des pauvres, et je ne voulais pas que lui et Pete fissent un voleur de plus... De manière qu'un soir d'hiver que ta mère, pauvre aveugle, s'était trainée jusqu'ici, appuyée sur toi, pour me dire : « monsieur Pearson, je vous demande de sauver mon garçon ! » j'ai été plus égoïste que jamais, je me suis chargé de toi. Ta mère pleurait, ce qui me faisait pleurer aussi. Nous sommes égoïstes en tout, je vous dis ! Le diable m'emporte si nous ne le sommes pas, miss Hawkins ; seulement je croirais quelquefois que vous êtes vraiment bonne, si je ne savais pas que nous sommes tous égoïstes.

Ralph dut ramener chez elle miss Marthe ; le lendemain, il la

(1) Le *barbecue* est une solennité dans laquelle on fait rôtir un animal tout entier. Le *barbecue* du 4 juillet se célèbre en l'honneur de la proclamation de l'indépendance des États-Unis.



conduisit encore au sermon, à la prière du squire, qui ne pouvait prendre ce soin, ayant été expulsé de l'église des Hardshells (1) pour s'être fait admettre dans une société de tempérance.

Ce ne fut pas précisément une partie de plaisir qu'imposa le brave squire au maître d'école. Celui-ci eut à monter une vieille jument, la seule de l'écurie qui voulût « porter double, » et, selon la coutume locale, à prendre en croupe miss Hawkins. S'il se fût agi de Hannah, Ralph aurait probablement goûté cette coutume, mais, vu les circonstances, l'unique compensation pour lui était l'espoir de désarmer par ses attentions envers Marthe le ressentiment de Bud. D'ailleurs le squire, qui avait peut-être ses desseins, ne lui laissa pas le choix; bon gré mal gré, il dut enfourcher la jument par cette matinée de décembre avec une demoiselle du Massachusetts en croupe. Peu habituée à ce mode de locomotion, M<sup>lle</sup> Hawkins jetait les hauts cris chaque fois que la monture enfonçait jusqu'aux genoux dans l'argile du Flat-Creek.

— On ne va jamais à l'église de cette façon dans l'est;... dans l'est la boue n'est pas aussi profonde. Quand j'étais à Boston...

Mais Ralph ne sut jamais ce qui lui arriva de particulier à Boston, car à ce moment même la jument mit le pied dans un trou rempli d'une boue jaunâtre, et la robe de miss Hawkins se trouva pailletée d'or. Elle déclara n'avoir jamais rien vu de pareil dans l'est. — Le voyage parut long à Ralph, qui découvrit que les sujets sur lesquels il pouvait causer avec miss Hawkins étaient peu nombreux; en vain évoquait-elle ses souvenirs de l'est pour soutenir la conversation.

Ce matin-là tout le Flat-Creek était à l'église : les Means, les Jones, les Bantas, tout le monde, hormis le vieux vannier, dont la famille se trouvait représentée par Shocky, venu sans doute pour apercevoir Hannah plutôt que pour entendre le sermon. Au fait, il y en avait peu qui fussent attirés par le service religieux. On allait à l'église, comme à un lieu de réunion, chercher les nouvelles. Cette fois il était aisé de voir qu'une certaine émotion agitait le troupeau; l'émotion se devine dans une foule, même à l'église. Ralph aida miss Hawkins à descendre, en y mettant toute sa galanterie, afin de rassurer le pauvre Bud, qui ne parut pas adouci, au contraire; les mains dans ses poches, le sourcil froncé, il affectait de ne point le regarder. Selon l'usage, les hommes bavardaient au dehors, tandis que les femmes chuchotaient entre elles à l'intérieur; Ralph se joignit au premier groupe venu, mais aussitôt ceux qui for-

(1) Les *Hardshell Baptists* ou, — comme on les appelle encore, — les baptistes au whisky, dont la foi est une caricature grossière du calvinisme, réprouvent les catéchismes, les sociétés de tempérance, les missions, et ont pour maxime : laissez Dieu faire sa besogne; ce qui doit être sera.

maient ce groupe prirent l'air embarrassé, se dispersèrent, et chaque fois que le maître d'école essaya de se mêler à la conversation, il en fut de même. Pete Jones dit assez près de lui cependant que la vieille jambe de bois *en était* de toute façon : ne l'avait-on pas vu rentrer à deux heures du matin ? Et celui-là pourrait en nommer un autre, si bon lui semblait ; mais mieux valait ne s'occuper que d'un seul à la fois. Au moment même, un murmure courut dans la foule : — le *meeting* commence ! — et les hommes se décidèrent enfin à remplir la partie de l'église qui restait vide. — Quand Ralph revit Hannah, triste et l'air accablé, son cœur faiblit. — Devait-il donc se sacrifier aux intérêts de Bud ? — Mais le courage d'un martyr lui revint ; il résolut d'attendre qu'il sût au moins si vraiment le jeune Goliath avait des droits antérieurs aux siens, et s'efforça de concentrer toute son attention sur le sermon, avide de recueillir les miettes qui pourraient tomber de la table maigrement servie du prédicateur. — Hélas ! il était impossible de tirer des injures que vomissait ce dernier contre l'église rivale des *reformers*, qui avait son siège au village voisin de Clifty, la moindre consolation spirituelle, et Ralph Hartsook n'était pas d'humeur à rire. Il entendit Pete Jones crier en sortant : — Patience ! nous nous occuperons de son affaire à Noël.

Noël tombait à deux jours de là.

#### V. — L'ÉGLISE DES RACLÉES.

La classe se termina le lundi soir comme de coutume. Les garçons avaient causé en petits groupes toute la journée ; évidemment les affaires du maître d'école allaient mal. Ralph ne pouvait se dissimuler la perte de sa popularité dans le pays, et malheureusement il ne réussissait pas à deviner de quel côté au juste soufflait le mauvais vent, bien qu'il reconnût dans tout ce qui se passait l'influence occulte de Small. Aucun allié ne lui restait plus ; Hannah elle-même l'évitait obstinément.

Il s'était attendu à ce qu'on lui demandât un congé pour les fêtes de Noël ; ces congés-là sont déduits des appointemens du maître, et c'est l'habitude des écoliers de mettre à la porte celui-ci lorsqu'il s'avise de les refuser ; à cet effet, ils barricadent l'école le jour de Noël et le jour de l'an. Or Ralph avait l'intention d'accorder le congé, pourvu qu'on le lui demandât, mais la demande ne fut pas faite. Hank Banta était le meneur du complot ; il y avait entraîné Bud. Celui-ci fut d'avis cependant d'adresser la requête d'usage avant d'arriver aux mesures extrêmes, mais l'opinion de la majorité l'emporta sur la sienne ; il se contenta de dire en hochant la tête que le maître avait toute sorte de malices dans son sac.

Lorsque le lundi dans la soirée on vit Ralph, au lieu de retourner chez le squire, prendre le chemin du village de Clifty, à quelques milles du Flat-Creek, la curiosité fut vivement excitée. Quelques-uns supposèrent qu'il *filait*, mais Bud dit que ce n'était pas son genre, que, tel qu'il le connaissait, il serait plutôt d'humeur à brûler l'école ou à la faire sauter. La *malice* de Ralph tourmentait Bud, quelque décidé qu'il fût à soutenir les conjurés, lorsqu'il s'en alla prendre possession de l'école, avec le reste de la bande, vers neuf heures du soir. Peut-être l'intention du maître avait-elle été de devancer ce mouvement, car à dix heures Hank Banta se mit à trembler de la tête aux pieds en apercevant collée derrière les vitres une figure qui ressemblait à celle de Ralph. Il courut avertir Bud. — Eh bien ! grogna ce dernier, qu'as-tu à trembler, poltron ? Il ne te tuera pas, sois tranquille ; mais je parierais mon cheval qu'il te donnera une bonne leçon et à moi aussi. Tu ne le connais pas, bien qu'il t'ait fait faire un fameux plongeon.

Dès l'aube, on se prépara énergiquement à soutenir le siège ; toutes les issues furent barrées et on attendit ; on attendit si longtemps que les rebelles étaient déjà quelque peu démoralisés lorsqu'approcha l'heure de la classe ; plusieurs espéraient toujours que le maître avait *filé*, tous redoutaient de le voir apparaître. — Bon ! il ne viendra pas, dit Hank en frissonnant, l'heure est passée.

— Il viendra ! dit Bud. Je parierais dix mille dollars qu'il sera derrière son pupitre à neuf heures sonnante, si la maison est debout.

Quelques-uns des parens qui passaient sur la route, par hasard bien entendu, s'attroupèrent pour assister au spectacle, certains que Bud écraserait le maître dans le cas où celui-ci essaierait d'entrer de force. Small, qui se rendait chez un malade apparemment, arrêta aussi son cheval devant la porte. Point de Ralph. Il était neuf heures moins cinq minutes. Tout à coup une voix cria de la route : — Le maître !

Ralph s'avancait en effet portant une planche.

— Ho ! ho ! fit Hank, s'efforçant de rire. Il veut nous enfumer peut-être, mais le cas est prévu. — En effet les conjurés avaient laissé le feu s'éteindre ; il n'y avait plus dans l'âtre que quelques tisons.

— Il n'est pourtant pas allé à Clifty pour rien, dit Bud, résolument appuyé contre une barricade. Il a son idée.

Du dehors, Ralph demanda tranquillement qu'on lui ouvrît. — Au fait, si nous ouvrons ? murmura Hank ; mais Bud se redressant : — Lâche ! c'est toi qui m'as entraîné dans ce pétrin, et maintenant tu recules ! Tiens ferme la barre, ou je t'assomme !

Pendant cette discussion, Ralph avait grimpé sur le toit, sa

planche à la main; il tira ensuite de sa poche un papier plié, puis délibérément il en versa le contenu dans la cheminée.

— Poudre à canon! hurla l'un des passans qui s'esquiva pour éviter l'explosion. Le docteur se rappela sans doute que son malade pourrait mourir pendant qu'il flânait, car il mit son cheval au trot. Mais Ralph, ayant vidé le papier, posa la planche en travers sur la cheminée. Un tapage infernal retentit au même instant dans l'école; les bancs entassés s'écroulèrent, et Hank Banta s'élança le premier sur la route, en toussant, se frottant les yeux et presque sûr qu'il venait de sauter. Tous les autres le suivaient éperdus, et de la maison ouverte sortait une affreuse odeur de soufre. Aussitôt que l'école fut évacuée, Ralph y entra et ouvrit les fenêtres. Les révoltés le rejoignirent silencieusement. Qu'allait-il se passer? Sans doute une bataille avec Bud.

— Il est neuf heures, dit Ralph, consultant sa montre. Je suis bien aise que vous soyez tous exacts. Je vous aurais accordé un congé, si vous me l'eussiez demandé hier comme des *gentlemen*. De toutes façons, je vous le donne aujourd'hui; allez! — Hank le regarda d'un air stupide; Bud hésita entre l'envie de boxer le maître et l'envie non moins forte de boxer Hank. Tout le monde sortit, sauf Shocky l'orphelin, qui ne bougea pas de son banc.

— Pourquoi ne t'en vas-tu pas? lui dit Ralph.

— J'attendais, monsieur, pour voir si vous ne vous en alliez pas aussi.

— Que t'importe?

— Le bon Dieu est moins loin quand je suis avec vous, dit l'enfant, qui décidément avait en lui l'étoffe d'un poète.

Ralph appuya doucement la main sur la tête hérissée du pauvre Shocky. Peut-être ce mouvement amical, presque fraternel, lui était-il inspiré par la communauté de souffrance ou par les paroles touchantes qu'il venait d'entendre, ou bien encore Ralph se rappelait-il que Shocky était le frère de sa chère Hannah. Quoi qu'il en fût, Shocky, en levant les yeux, vit la physionomie froide du maître se détendre, et sentit une larme, une seule, mais brûlante, tomber sur lui.

— Est-ce que le bon Dieu vous aurait oublié aussi? dit Shocky. Mieux vaut vous en aller du Flat-Creek. Vous voyez que le bon Dieu y oublie tout le monde.

Ralph s'était laissé tomber sur un siège au coin du feu et ne l'écoutait plus; alors l'enfant se dirigea discrètement vers la porte. — Shocky! — Le petit poète revint sur ses pas. — Shocky, il ne faut pas croire que Dieu oublie; Dieu arrange toutes choses pour le mieux.

Mais la foi de Ralph était faible; longtemps il médita, essayant de

se convaincre de la vérité de ce qu'il venait de dire. Ainsi tout serait bien, si Bud épousait Hannah? Tout serait bien, s'il était chassé du Flat-Creek sous le coup d'un infâme soupçon? Dieu se souciait-il de ces bagatelles? Y avait-il seulement un Dieu?

Quand Ralph releva la tête, Shocky n'était plus là. Pendant une heure encore il demeura plongé dans ses réflexions; son âme hésitait entre le doute et la foi. A midi, il ouvrit la porte de l'école et appela Bud. — Bud, je voudrais vous parler...

Bud ne se souciait pas de revoir le maître autrement que pour en venir aux mains avec lui, mais il n'était pas seul sur la route, et, dans la crainte qu'on ne le soupçonnât d'être intimidé, il entra d'un air de défi.

— Je n'ai pas besoin de vous, messieurs, dit Ralph, remarquant que Hank et deux ou trois autres allaient le suivre.

— Je pensais que vous voudriez au moins un témoin pour juger si l'on jouait franc jeu, fit Hank.

— En ce cas, vous seriez le dernier que je choisirais. Bud joue toujours franc jeu. Je n'en dirais pas autant de tous. — Et il ferma la porte.

— Écoutez bien, monsieur Hartsook, dit Bud résolûment; vous ne viendrez pas à bout de moi avec des cajoleries. J'ai pris mon parti : vous promettez de quitter le pays, ou je vous rosserai.

— Rossez donc, dit Ralph un peu pâle; mais, — se rappelant le bouledogue, — seulement vous me direz pourquoi, n'est-ce pas?

— Vous le savez de reste. Les gens disent que vous êtes plus au courant que vous ne voulez en avoir l'air du vol chez le Hollandais; je ne le crois pas, car ceux qui vous accusent sont eux-mêmes des voleurs. Non, ce n'est pas pour cela, et je ne vous dirai pas pourquoi; seulement, si vous ne voulez pas faire vos paquets, ôtez votre habit, et préparez-vous à être rossé.

Le maître ôta son habit et découvrit ses bras, de vrais fuseaux. Bud se déshabilla, et montra le torse d'un boxeur de profession.

— Vous ne prétendez pas vous battre avec moi? dit ce dernier.

— Si vous m'y forcez.

— Mais je ferai de vous une bouchée.

— Je le sais.

— Ma foi! vous êtes brave; mais je ne permettrai jamais à personne, voyez-vous, de marcher sur mes brisées. C'est mal, ce que vous avez fait, monsieur Hartsook. Je ne demandais pas mieux que de me conduire autrement qu'on ne le fait d'habitude au Flat-Creek. Je m'étais dit : Je tâcherai d'être meilleur qu'un Pete Jones, ou que mon père ou que ces mauvais drôles de l'endroit. Et quand vous êtes venu, j'ai pensé : En voilà un qui m'aidera. Bon! j'étais sot! qu'avez-vous fait, sinon de vous servir du talent que



l'on acquiert dans les livres et de vos façons de citadin pour me prendre la femme que j'avais choisie, oui, que j'avais choisie parce que je me disais : N'étant pas née au Flat-Creek, elle pourra m'apprendre à me conduire... Et je ne vous assommerais pas pour cela, monsieur Hartsook ? Allons donc !..

— Je n'ai jamais marché sur vos brisées.

— Oh ! vous ne me trompez pas.

— Bud, écoutez-moi, et ensuite nous en viendrons aux coups, si bon vous semble. Aussitôt que j'ai découvert que vous aviez des droits sur cette jeune fille, j'ai renoncé à mes espérances, non parce que je vous craignais,... je vous jure que j'étais prêt à tout, sauf à la perdre, mais en vérité je n'ai pas échangé un mot avec elle depuis le concours.

— Vous mentez ! cria Bud en fermant les poings. — Ralph rougit. — Vous n'étiez pas auprès d'elle dimanche dernier à la courtoiser sous mes yeux comme pour attirer mon attention, comme pour me braver ?.. Quand vous serez prêt, dites-le !

— Bud, il y a un malentendu. — Le jeune maître parlait lentement et semblait abasourdi. — Je vous répète que je n'ai pas parlé à Hannah dimanche, et vous le savez aussi bien que moi.

— Hannah ! — Les yeux de Bud s'arrondirent. Hannah ! — Il respira fortement, et regarda autour de lui. — Que diable Hannah a-t-elle à faire là dedans ?

— Miranda m'a dit que vous étiez amoureux de Hannah, dit Ralph, rassemblant ses idées avec peine.

— Tonnerre ! vous avez cru Miranda ? Elle et maman s'acharnent après vous, voilà le fait. Hannah ! eh bien ! c'est une belle fille, une brave fille, et vous êtes bienvenu à l'aimer. Je n'ai jamais chassé ce lièvre-là. Vous allez tout savoir : jeudi et vendredi, en portant du blé au moulin, j'ai vu... c'est-à-dire qu'en repassant devant la maison du squire, comme vous parliez à une fille qui est une demoiselle, celle-là, vous savez... Bud hésita un peu et prit l'air bête... Je suis devenu fou tout à fait.

Bud remit son habit, Ralph remit le sien. Ils échangèrent une poignée de main, et Bud sortit. Le jeune maître recommença de regarder fixement le feu ; maintenant sa conscience ne lui défendait plus de réclamer Hannah comme sienne. Une branche sèche qui reposait sur la pierre de lâtre prit feu et pétilla, de même l'espérance si longtemps refoulée dans le cœur de Ralph ; mais d'un autre côté sa position n'était-elle pas perdue au Flat-Creek ? N'y avait-il pas contre lui de graves présomptions ? Il était évident que Hannah croyait quelque chose des méchants propos mis en circulation par Small. Quel intérêt avait Small à lui ravir l'estime de Hannah ? Peut-être lui plaisait-elle, à lui aussi, et Ralph savait que le docteur, en

dépît de ses façons puritaines, avait déjà séduit et délaissé plus d'une jeune fille. La flamme brillante du foyer vacilla, pâlit et finit par s'éteindre, le loquet de la porte fut soulevé en même temps, et Bud reparut. — Je voudrais vous dire quelque chose, commença le jeune Goliath, mais c'est difficile; je n'ai pas appris dans les livres, et il y a des choses qu'un homme a de la peine à dire quand il n'a pas des phrases de livres en tête, il y a même des choses qu'un homme ne sait jamais dire à personne. — Bud s'arrêta, mais, encouragé par Ralph, il reprit : — Vous avez renoncé à Hannah, croyant qu'elle m'appartenait; c'est ce que je n'aurais jamais eu le courage de faire. En vous quittant tout à l'heure, je me suis dit : Un homme capable de renoncer à une femme par respect pour les droits d'un Flat-Creeker de ma sorte, eh bien! le diable m'emporte, un tel homme est celui qui peut le mieux me tendre la perche. Je ne sais pas si vous êtes dévot, ni à quelle religion vous appartenez, mais je sais que celui qui peut être si bon avec un drôle comme moi, après ce que je vous ai fait, mérite qu'on s'attache à lui. — Bud s'arrêta encore, comme épouvanté de sa propre volubilité; on eût dit qu'il avait appris ce discours par cœur, et qu'il craignait, s'il reprenait haleine, de ne plus oser continuer.

Ralph répliqua d'une voix affectueuse qu'il n'appartenait à aucune secte particulière, et qu'il craignait de ne pouvoir être utile à son élève.

— Voyez-vous, dit Bud, il y a longtemps que le genre de vie qu'on mène ici me répugne. Si je reste au milieu de pareils gredins, c'en est fait de moi. Je me suis donc adressé pour me convertir à l'église de Hardshell, mais notre prédicateur ne se soucie que de whisky. Je suis allé une autre fois à l'église du Mont-Thabor, cela ne m'a pas fait de bien non plus. Un gros homme a parlé de l'enfer: non que je refuse d'y croire! il y en a trop, et pas bien loin d'ici, qui mériteraient d'y être logés; mais ce gros homme nous en menaçait de façon à nous faire perdre la tête. Il nous insultait, ma parole! il semblait content de songer que nous serions damnés, il prêchait comme d'autres jurent. Alors j'ai réfléchi: puisque je dois aller en enfer, autant m'en donner jusque-là! Je suis sorti avec mes camarades, nous avons coupé les étriers du prédicateur et lâché son cheval dans la campagne. Depuis, j'ai tantôt voulu devenir meilleur, tantôt essayé d'être pire; aujourd'hui il m'a semblé que vous pourriez m'aider à me décider. Croyez-vous vraiment que le Christ se soucie d'un pauvre Flat-Creeker comme moi?

— Je crois bien qu'il était lui-même une sorte de Flat-Creeker.

— Vous plaisantez? balbutia Bud.

— Il vivait dans un endroit assez sauvage aussi qu'on appelait Nazareth, ce qui veut dire ville des buissons.

— Pas possible !

— Et on l'appelait Nazaréen à peu près comme on vous appelle, vous autres gens des forêts (1).

Ralph souriait *in petto* de sa transformation en apôtre, néanmoins il conta simplement à Bud quelques scènes de l'Évangile, comment le Christ avait fait bon accueil aux publicains, aux mendiants et aux filles perdues.

— Ainsi je puis commencer à me conduire en chrétien sans être baptisé ? interrompit Bud.

— Pourquoi non ? commençons tout de suite à faire de notre mieux avec l'aide de la grâce.

— C'est-à-dire que, si je consacre par exemple mes meilleures racles à Jésus-Christ, il m'aidera !

Cette question parut assez choquante à Ralph, mais il se ravisa en songeant que Bud était sincère, qu'après tout il marchait vers le bien, quoique la route ne fût peut-être pas scrupuleusement orthodoxe. Le néophyte était en train d'expliquer que la première raclée qu'il comptait donner était au diable, quand Shocky se précipita dans l'école essoufflé, tremblant de tous ses membres : — Miss Hawkins...

A ce nom, Bud tressaillit et changea de couleur. — Miss Hawkins vient de dire que la foule allait engluer (2) cette nuit M. Pearson et... — Shocky s'arrêta pour sangloter, — M. Pearson a chargé son vieux fusil à pierre et déclare qu'il se fera tuer à son poste.

#### VI. — DIEU SE RAPPELLE SHOCKY.

Bien entendu, Bud était du parti de Pearson : il savait que cette persécution contre le vieillard n'était qu'une ruse pour sauver les vrais coupables, que le cri : au voleur ! partait de la bouche des voleurs eux-mêmes. L'occasion était donc belle de mettre en pratique ses vertueux projets, mais j'ai le chagrin de reconnaître qu'un motif plus puissant décidait Bud ; le bon cœur de Marthe Hawkins ayant pris fait et cause pour le vieux vannier, Bud se trouvait dans cette situation rare et bénie où le devoir et l'amour sont tout à fait d'accord.

— Monsieur Hartsook, dit-il, vous ferez bien de retourner chez le squire ; quand le second coup de tonnerre éclatera, ce sera diablement près de vous : en attendant, qu'on ne vous voie pas en notre compagnie ! De quel côté est venu Shocky ?

— Je voulais accourir par la grande route, mais là j'ai rencontré

(1) *Backwoodsmen*.

(2) *Tar and feather*. Injure qui consiste à plonger la victime dans un sac de plumes après l'avoir enduite de poix.

Pete Jones, qui a juré après moi en menaçant de me tuer, si je ne rebroussais pas chemin, de sorte que j'ai fait semblant d'obéir pour revenir ensuite par le cimetière.

— Eh bien ! dit Bud, retourne-t'en par le cimetière, et dis au vieux que je l'attends près de la source. Je te suivrai de loin afin que nous n'ayons pas l'air de nous être donné le mot. Si l'on t'attaque, aie soin de crier.

Ralph avait d'abord consenti à suivre le sage conseil de Bud, mais une seconde réflexion lui prouva qu'il agissait comme un poltron en abandonnant ses amis. Au lieu de se rendre chez le squire, il prit le chemin de la forêt, où il arriva juste à temps pour assister au premier combat de l'église contre le diable en plein désert.

Les petits pieds de Shocky l'avaient emporté plus vite que Bud ne comptait. Une assez grande distance les séparait déjà, lorsque Pete Jones, son fouet de porcher à la main, tomba sur le malheureux enfant avant même que celui-ci ne l'eût aperçu. Aux cris désespérés de Shocky, Bud accourut. — Misérable coquin ! dit le géant indigné, tu vaux encore moins que je ne le croyais, puisque tu es capable de battre un enfant. — Et Bud retroussas ses manches, tandis que Pete Jones changeait prudemment de position pour prendre le haut de la route. — Va, je te cède la meilleure place, mais commençons !

Pete n'était pas un champion médiocre ; moins robuste que Bud, il avait plus d'habileté, plus d'expérience dans les rudes tournois à coups de poing qui sont si fréquents au Flat-Creek ; d'ailleurs, comme ils étaient éloignés de tous témoins, et que rien n'empêchait de mentir après le combat, il ne se fit aucun scrupule de recourir à des moyens qui l'eussent déshonoré à jamais, s'il les eût employés dans une bataille publique, un jour de courses ou d'élections. Il prit la montée d'abord, puis, empoignant son fouet, frappa Bud de toute sa force avec le manche plombé. Bud leva le bras gauche et para le coup, qui cependant fut si rude qu'un des os de ce bras fut fracturé. Jetant alors son fouet, Pete s'élança, croyant avoir facilement raison du blessé ; mais celui-ci lui échappa en glissant de côté, puis, lorsque Pete Jones revint sur lui, il l'envoya d'un coup formidable du poing qui lui restait rouler par terre de tout son long. Les feuilles mortes l'empêchèrent seules d'avoir le crâne brisé. Pete Jones se releva plus furieux que jamais, et tira son couteau-poignard ; mais il était aveuglé par la rage, et Bud gardait tout son sang-froid. Un nouveau coup de poing vigoureusement allongé augmenta pour la vie la laideur du nez de Pete, et lança Pete lui-même contre un arbre à dix pieds de là.

Tandis que Ralph, qui venait de joindre les combattants, mettait en écharpe le bras cassé du vainqueur, le vaincu se releva lentement, et battit en retraite comme un chien fouetté.

— J'ai peur que vous ne souffriez beaucoup, dit affectueusement le maître d'école à son sauvage ami.

— N'importe, je me suis battu pour *lui* cette fois-ci, — dit Bud, qui n'avait pas encore l'habitude de nommer Dieu autrement que dans un blasphème; mais Gédéon ne put prendre plus de plaisir à chasser les Madianites que Bud à secouer, comme il disait, Pete Jones. La vie religieuse de l'Ancien-Testament, qui consiste à terrasser les ennemis du Seigneur, convenait au tempérament et à l'éducation de Bud; elle devait le conduire par la suite à quelque chose de mieux.

Lorsque les deux amis atteignirent la cabane de Pearson, Shocky avait déjà tout conté aux oreilles émuës et ravies de miss Hawkins, qui ne pouvait se rappeler rien de comparable dans l'est, aux oreilles épouvantées de Hannah et de la paralytique, aux oreilles indignées du vieux héros, qui montait la garde clopin-clopant devant sa porte. Ce pauvre brave vannier était l'homme le plus impopulaire de tout le district; il avait deux grands vices en effet : d'abord il allait à Clifty tous les trois mois environ pour une *bamboche*, puis il disait toujours la vérité. Or un gouvernement despotique n'eût pas mieux interdit à chacun d'avoir son franc-parler que ne le faisait la sauvagerie républicque de Flat-Creek. En se débarrassant de Pearson, Pete Jones éloignait un dangereux voisin, et détournait les soupçons. Somme toute, le crime de Pearson était d'en avoir trop vu. Il le savait bien, jugeait son affaire des plus mauvaises, et néanmoins s'obstinait. — Non, je ne me sauverai pas, déclara-t-il d'abord à Ralph et à Bud. Que dirait le général Winfield Scott, s'il apprenait qu'un de ses braves de Lundy's Lane a battu en retraite devant une poignée de bandits? Non, messieurs, mon fusil à pierre et moi, nous avons vécu et nous mourrons ensemble. Je me défendrai, allez! ce sera un second Lundy's Lane. — Et le vieillard clopina de plus en plus vite, comme si la victoire eût dépendu de la véhémence des mouvemens de sa jambe de bois.

Ralph eut grand-peine à lui faire entendre que le général Winfield Scott lui-même eût tenu compte, avant d'engager l'action, des forces de l'ennemi, de la condition de ses troupes, de l'état des armes et des munitions : — Or, ajoutait-il, d'une part, tout le voisinage est contre nous; d'autre part, Bud, notre aile droite, à bien dire, se trouve fortement endommagé dès la première bataille, et je suis l'aile gauche, bon donneur d'avis, j'en conviens, mais faible dans la mêlée. Shocky, miss Marthe et Hannah seraient moins utiles encore malgré leur bonne volonté. Quant aux armes, que voulez-vous faire d'un vieux mousquet chargé depuis dix ans?

— Et furieusement rouillé, murmura entre ses dents le vannier, qui commençait à faiblir.



— Je vous l'affirme, le général Winfield Scott ordonnerait une retraite en bon ordre.

Après d'assez longs débats, il fut décidé que Pearson, malgré sa répugnance, se tiendrait caché jusqu'à nouvel ordre chez son frère, dans le comté de Jackson.

— Vous m'attendrez près de la source, lui dit Bud. — La source en question s'échappait d'une grotte creusée dans le rocher. — Hannah croit savoir que l'ennemi sera ici vers minuit. Je viendrai vous chercher avant neuf heures avec mon poulain rouan, et vous conduirai au relais de la malle.

Ce programme fut exécuté, le vieux Pearson répétant toujours avec tristesse qu'il serait resté, si son fusil à pierre n'eût été en si mauvais état. — Adieu, dit-il à Bud lorsqu'ils se séparèrent; quand vous aurez besoin de moi, faites un signe. Je n'aime guère m'évader la nuit; mais peut-être, en effet, le général Winfield Scott aurait-il approuvé cette manœuvre, s'il eût été dans mes souliers. Je vous suis vraiment obligé. Nous sommes tous égoïstes sans doute, cependant le diable m'emporte si je ne crois pas qu'il y ait une ou deux exceptions.

Soit que le désastre de Pete Jones eût calmé l'ardeur de ses partisans, soit que l'on connût la fuite du vannier, la populace ne se porta pas en grande force au Trou-Rocheux : ce fut une manifestation manquée; mais, l'une des victimes ayant échappé, l'animosité n'en fut que plus vive contre les autres. On chercha d'abord à détacher Bud du parti qu'il avait embrassé; le docteur Small lui prodigua les marques du dévouement le plus attentif en soignant les blessures que le jeune homme avait reçues dans sa lutte avec Jones. M<sup>me</sup> Means, qui ne décolerait pas, accusait son fils de faire cause commune avec un voleur à jambe de bois, et cet autre vaurien, le maître d'école, dont elle s'était toujours méfiée. De son côté, Jack Means demandait à Bud s'il voulait absolument que leurs greniers fussent brûlés comme l'avaient été ceux de bien d'autres, et s'il avait perdu la tête de se brouiller avec des gens qu'il était si utile d'avoir pour amis. Heureusement Bud eut la visite de Marthe Hawkins, qui vint s'informer affectueusement de ses nouvelles, et lui dire que sa blessure lui rappelait un souvenir de Boston. Ces bonnes paroles et la pensée que le Christ était lui-même une espèce de Flat-Creeker furent pour le pauvre Bud comme la manne dans le désert. Shocky était plus malade, la fièvre ne le quittait pas, il avait souvent le délire : — Ils viennent, criaient-ils aussitôt qu'il entendait le moindre bruit, ils viennent! Pete Jones va me louer pour cent ans; retiens-moi, Hannah, défends-moi! Dieu nous a tous oubliés! — Il ne se calmait que lorsque Ralph le tenait dans ses bras. Quand le maître d'école était obligé de s'absenter, Marthe le

remplaçait. Deux jours se passèrent ainsi ; le troisième jour, Bud envoya chercher Ralph Hartsook.

— Depuis que je ne peux plus rien faire, lui dit-il, j'ai lu un peu dans le livre que vous m'avez donné, j'ai vu que l'on travaille pour Jésus-Christ en travaillant pour le plus petit de ses frères. Certainement Shocky est bien le plus petit des frères de Jésus-Christ, voici ce que je ferai pour lui : les deux Jones veulent le reprendre demain, et cela ne leur sera pas difficile, puisque Pete est un des administrateurs du comté. Shocky peut être réclamé comme orphelin et comme mendiant. Au fond, Pete ne veut que se venger de Pearson, de vous et de moi, et comment lui tenir tête ? Ne pourriez-vous pas emmener le petit à Lewisburg ? Je vous prêterai mon poulain.

Ralph réfléchit un instant et dit qu'il sauverait Shocky à tout risque. En quittant Bud, il rencontra, près de la grange, Hannah qui rentrait, un baquet de lait sur la tête. Dans la demi-obscurité du crépuscule, il ne put distinguer que l'écume blanche du lait au-dessus du blanc visage de la pauvre fille. — Hannah ! murmura-t-il. La jeune fille s'arrêta un moment. — Hannah ! vous ne croyez pas à toutes ces calomnies !

— Je ne crois rien, monsieur Hartsook, ... c'est-à-dire que je ne veux rien croire contre vous, et je ne me soucierais de rien de ce qu'on peut dire, si...

— Parlez ! s'écria Ralph en proie à la plus vive émotion. — Elle hésitait, Ralph insista : — Parlez donc, au nom du ciel !.

— Si je ne vous avais pas vu traverser l'herbage... la nuit où nous sommes revenus ensemble. — Par compassion, elle ne voulut pas dire la nuit du vol.

— J'ai traversé l'herbage en effet... — Ralph ne put continuer, il n'avait aucune raison à donner pour cette promenade nocturne ; voyant qu'il se taisait, Hannah reprit le baquet qu'elle avait posé auprès d'elle, et fit un pas en avant. Il l'arrêta de nouveau : — Qu'avez-vous encore contre moi ?

— Rien ! seulement je suis pauvre, abandonnée et bien malheureuse. Vous ne devriez pas augmenter ma peine. On dit que c'est votre habitude de faire la cour aux jeunes filles. Pourquoi vous jouer de moi ?

Ralph parla cette fois. — Celui-là ment qui vous a dit que je m'étais jamais joué d'aucune femme, répondit-il ; je n'en ai de ma vie aimé qu'une, et vous savez qui elle est, Dieu le sait aussi. — Il prononça ces derniers mots en baissant la voix et tout haletant.

— Que vous dirai-je, monsieur Hartsook ?.. Si j'étais seule au monde, mais j'ai ma mère aveugle et le pauvre Shocky ; il ne m'est pas permis de me tromper. Le monde est si plein de mensonges ! Quand vous parlez, je crois entendre la vérité, et cependant...

— Cependant?... répéta Ralph.

— Vous savez bien que je vous ai vu plein d'attention, dimanche, pour Marthe Hawkins...

— Hannah ! — cria la voix irritée de M<sup>me</sup> Means. Hannah reprit bien vite son baquet et disparut. Au même instant, le docteur Small, qui avait installé son cheval dans la grange, sortit d'un air aussi tranquille que s'il n'eût rien entendu de la conversation. Quant à Ralph, ces incidens survenus coup sur coup lui avaient enlevé toute force morale. Il passa la nuit à pleurer, et ne retrouva un reste d'énergie qu'en pensant au danger qui était suspendu sur la tête de Shocky.

A quatre heures du matin, par la neige, il retourna furtivement chez les Means. Bud l'attendait dehors avec le poulain rouan tout sellé et bridé. — Je voudrais être guéri pour vous épargner la peine, dit le géant, c'est dur de rester tranquille, mais cela force à réfléchir, et, tel que vous me voyez, je suis comme un enfant à l'école; je sens que je fais des progrès,... le rouan s'impatiente. C'est comme une partie de moi-même, tenez ! Mon brave rouan ! il fait plus pour moi que je ne fais pour le bon Dieu.

Ralph serra la main droite de Bud, et Bud frotta son nez contre celui du poulain en lui adressant à demi-voix des recommandations auxquelles répondit un léger hennissement. Bud avait raison ; pour les chevaux, les hommes sont des dieux, et ils servent leurs dieux avec une fidélité qui nous fait honte.

Aussitôt que Ralph eut touché la selle, le rouan, comme s'il eût voulu montrer tout de suite sa bonne volonté, partit au galop à travers les ténèbres. Le sol était gelé, et la neige le rendait encore plus glissant ; cependant le rouan, qui était ferré en conséquence, descendait avec une aisance parfaite les pentes rapides de la colline. — Une faible lumière, éclairant tout à coup la neige, marquait la cabane du vannier. M<sup>lle</sup> Marthe, qui s'était mise de bon cœur dans le complot, quoique de pareilles aventures fussent inconnues à Boston, parut sur la porte avec Shocky enveloppé de tous les châles dont elle avait pu disposer : — Oh ! monsieur Hartsook, est-ce vous ? Shocky n'a rien su de nos projets que tout à l'heure, quand je l'ai éveillé. Depuis, il ne cesse de dire qu'après tout Dieu s'est souvenu de lui, et chaque fois cela me fait pleurer.

Shocky embrassait M<sup>me</sup> Pearson, lui promettant que Dieu ramènerait son mari ; quand Marthe le souleva pour le donner à Ralph, il l'embrassa aussi en répétant : — Dites bien à Hannah qu'il s'est souvenu de moi ; aussitôt que je serai à Lewisburg, je lui demanderai de la reprendre aux Means et de reprendre maman à la maison des pauvres. — Puis il se pelotonna le plus près possible de la poitrine de son sauveur ; disons à la louange du rouan qu'aussitôt

qu'il eut reçu ce nouveau fardeau, il changea complètement d'allures. D'abord il avait franchi les obstacles avec une sorte de furie, comme s'il eût voulu faire montre de ses brillantes qualités; dès ce moment, il devint plus calme, et garda le trot régulier et d'aplomb d'un cheval de vingt ans. Ralph sentait l'esprit du rouan pénétrer en lui; tandis que la neige lui cinglait le visage, un sentiment de calme et noble triomphe l'élevait au-dessus des tribulations de la vie. Les jambes solides du rouan l'inspiraient comme jadis l'avaient inspiré les mâchoires du bouledogue. — Nous ne prenons pas assez souvent modèle sur les animaux; ils seraient quelquefois nos maîtres. — Shocky ne soufflait mot; il écoutait la musique de ce trot régulier, qui sans doute résonnait à son oreille comme une hymne de louange au Dieu qui s'était souvenu. Lorsque l'aube fit resplendir l'éblouissante blancheur de la neige, il se souleva enfin et regarda en souriant les tourbillons se donner la chasse. Tout à coup le sourire s'effaça de ses lèvres: — Monsieur Hartsook, demandait-il, qu'est-ce que cette grande vilaine maison que nous voyons là-bas? Comme les fenêtres sont petites et étroites, comme la toiture est délabrée! Et ces bandes de cochons dans la cour... on ne dirait pas une maison ordinaire... Quelle horreur! Qui donc peut demeurer là?

Ralph avait d'avance redouté cette question: il ne répondit pas, et pressa l'allure de son cheval; mais Shocky était poète, et un poète comprend le silence plus vite que le discours. — Est-ce que ce serait la maison des pauvres? dit-il d'une voix étranglée. Ma mère est là. Arrêtons-nous, je vous en prie, que je l'embrasse une fois! Elle n'a plus ses yeux, pauvre femme, et elle aimait tant m'embrasser! — Il s'était dressé, ses mains fiévreuses crispées à l'habit de Ralph. En vain Ralph lui expliqua-t-il que, s'il entraît, Jones l'ainé le réclamerait comme vagabond et le retiendrait malgré lui: le pauvre Shocky ne voulait pas se laisser consoler; il grelottait, le frisson lui courait de la tête aux pieds, et son pauvre petit visage s'altéra tellement qu'une inquiétude horrible s'empara de Ralph. — Shocky allait-il mourir sur la route, dans ses bras? — Mettre pied à terre, enlever la couverture qui se trouvait sous sa selle, en couvrir l'enfant, y ajouter son propre manteau, ce fut l'affaire d'une minute. Il faisait jour maintenant, et il mit le rouan au galop jusqu'à ce que la fumée des cheminées, mêlant ses tourbillons à ceux de la neige, lui annonçât le voisinage de Lewisburg. Ralph s'arrêta enfin devant un petit *cottage* perdu au fond d'une ruelle. Là vivait M<sup>lle</sup> Nancy Sawyer, une de ces vieilles filles qui sont la providence d'une ville entière, une de ces âmes d'élite dont l'amour maternel, manquant d'objets sur lesquels il puisse naturellement se répandre, déborde sur tout ce qui souffre, comme une

fontaine d'inépuisable bénédiction, et devient plus riche, plus abondant à mesure qu'il s'épanche. Ralph avait été l'un des élèves de miss Nancy Sawyer à l'école du dimanche, où l'on apprenait peu de chose sauf la charité, et il était resté son ami. Miss Nancy vint ouvrir elle-même; en le voyant tout trempé, tout blanc de neige, avec ce qui lui semblait être un gros paquet dans les bras: — D'où tombez-vous, s'écria-t-elle, et qu'apportez-vous là?

— Je tombe du Flat-Creek, et je vous apporte un petit ange qui a besoin d'une mère.

Elle prit Shocky, l'installa auprès d'un grand feu et le dépouilla de ses couvertures. Il n'avait plus froid, la fièvre rougissait ses joues. — Je suis Shocky, répondit-il aux questions de miss Nancy, un petit garçon que Dieu avait oublié, mais dont il s'est souvenu ensuite.

Une demi-heure après, toutes les ressources de la pharmacie de miss Nancy avaient été mises en réquisition, le rouan se reposait gorgé d'avoine à l'écurie, et Ralph allait présenter ses devoirs à sa famille, qui se composait d'un oncle et d'une tante, M. et M<sup>me</sup> White. L'oncle était homme de loi, la tante la meilleure ménagère de Lewisburg et fort dévote. Sachant qu'elle faisait partie de toutes les sociétés de bienfaisance, Ralph, à déjeuner, lui conta l'histoire de Shocky. — N'a-t-il donc pas de mère? demanda froidement M<sup>me</sup> White.

— C'est justement de sa mère que je voulais vous parler, répliqua Ralph; elle est à l'asile des pauvres, et je vous prierai de la prendre chez vous, ne fût-ce que vingt-quatre heures, afin que le pauvre enfant puisse la voir.

— Une pauvre ici! s'écria la sainte femme. Où avez-vous ramassé d'aussi basses connaissances, mon cher neveu? Que signifient ces habitudes de sortir la nuit? Pourquoi prêter main-forte à un invalide qui sert d'espion à des voleurs, pourquoi...

Ralph s'aperçut que Small, qui était un des hôtes assidus de sa tante, avait sinon dit, il ne disait jamais rien, du moins insinué tout le mal possible à son sujet; il n'en put douter lorsque l'austère matrone entama l'éloge du docteur, du vertueux et savant docteur, à qui elle avait confié le soin d'achever l'éducation de Walter, son fils unique. Ralph garda le silence, abrégé sa visite et retourna chez miss Nancy, laissant sa tante sous l'impression qu'il n'était rien moins qu'un réprouvé et l'oncle fort inquiet du scandale qu'il pourrait faire à l'asile des pauvres, car il était candidat aux prochaines élections pour une place de juge au tribunal civil, et il ne se souciait pas d'être brouillé avec les Jones, qui disposaient d'un certain nombre de voix.

En rentrant chez miss Sawyer, Ralph retrouva Shocky encore



tout ému, il racontait son histoire. La bonne vieille fille l'écoutait en pleurant. Comme la tante de Ralph, elle appartenait à l'église méthodiste, qui est la plus nombreuse dans les parties civilisées de l'Indiana; seulement l'une des deux femmes était méthodiste et chrétienne, l'autre était simplement méthodiste. — Mon enfant, dit miss Nancy, emmenant Ralph dans la cuisine, procurez-vous un traîneau et allez vite chercher la mère. Cela me fera plus de bien qu'un sermon de la voir demain dimanche ici, auprès de ce petit.

Ralph l'embrassa et partit. En arrivant à l'asile des pauvres, il fut heureux d'apprendre que Jones l'aîné, le surintendant, était en ville. La maison lui parut être dans un pitoyable état; bien que nombre de fois la commission du comté eût voté des fonds pour les réparations indispensables, celles-ci n'avaient jamais été faites, et il n'eût pas été prudent de regarder de trop près aux comptes de M. Jones; les commissaires auraient été sûrs de ne pas être réélus. Ainsi vont les choses quand il s'agit d'élections politiques, et, dans le comté de Hoopole, la politique est partout. Le premier devoir d'un candidat est d'être sourd et aveugle devant les abus. Ralph, qui n'était pas candidat, vit et entendit les choses les plus révoltantes. Toutes les mères de famille couchaient dans la même chambre, sous prétexte que les enfans ne devaient point courir à travers la maison; il y avait vingt personnes dans une pièce basse, espèce de sous-sol mal éclairé, mal aéré; les femmes perdues y étaient confondues avec les honnêtes femmes, les enfans serrés les uns contre les autres comme des poulets sous une mue; on s'y querrellait sans cesse quand on ne se battait pas. Dans la partie de l'établissement réservée aux aliénés, les fous paisibles et les fous furieux étaient également dans les mêmes salles. Accroupis sur le plancher, des êtres qui n'avaient plus figure humaine marmottaient on ne sait quels discours inintelligibles et sans fin. Les réglemens de l'asile ne permettaient pas cependant que les pauvres fussent retenus de force lorsqu'on venait les réclamer, et en dépit des difficultés suscitées par le fils Jones, des menaces de châtimement pour le retour, M<sup>me</sup> Thomson réclamée par Ralph sortit de l'asile, heureuse de souffrir, résignée à mourir ensuite, pourvu qu'elle pressât une fois encore sur son cœur la petite tête à cheveux pâles que depuis deux ans elle n'avait pas même entrevue.

Nous ne décrivons pas la scène qui se passa chez miss Nancy à son arrivée, ni l'émotion de l'excellente fille lorsqu'elle installa cette pauvre Anglaise, muette de joie, dans le vieux fauteuil à bascule au coin du feu avec le petit Shockey, riant et pleurant tout à la fois sous les ardentes caresses de sa mère. — Dieu ne nous a

donc pas oubliés, maman, répétait Shocky, Dieu ne nous a pas oubliés!

Le nombre est grand à Lewisburg comme ailleurs des gens qui se mêlent des affaires d'autrui : aussi les commères poussèrent-elles les hants cris lorsque miss Nancy déclara que sa protégée ne retournerait pas à l'asile des pauvres. On lui savait de très modestes revenus, et chacun prophétisa qu'elle-même, en persistant dans ses folles générosités, finirait à l'hôpital. Le scandale fut bien plus complet lorsqu'à la requête de miss Nancy, qu'il estimait fort, le prédicateur profita du service divin pour recommander M<sup>me</sup> Thomson à un auditoire sympathique. Il le fit en termes si touchans que la bourse de quête recueillit des pièces d'or au lieu des pièces de cuivre que l'on donnait dans les circonstances ordinaires ; n'était-il pas révoltant que des aumônes méthodistes fussent prodiguées à une brebis égarée de l'église anglicane!

#### VII. — DEUX LETTRES.

Le dimanche que passa Ralph à Lewisburg et Shocky dans le paradis terrestre, le dimanche qui donna un avant-goût du ciel à miss Nancy fut aussi un dimanche mémorable pour Bud Means. Depuis longtemps, il adorait miss Marthe dans le secret de son cœur, mais, comme beaucoup d'autres géans, il était fort timide en présence de la femme aimée : qu'était-il pour oser lever les yeux jusqu'à Marthe Hawkins? — Et néanmoins ce dimanche-là, le bras en écharpe, vêtu de ses meilleurs habits et les bottes fraîchement enduites de la graisse du raton, il traversa tout palpitant d'espérance les champs blanchis par la neige qui conduisaient de chez lui chez le squire Hawkins. Au départ, Bud ne connaissait pas d'obstacle, mais à mesure qu'il approchait de l'objet de sa passion, les obstacles commencèrent à se montrer et s'élevèrent graduellement à d'incommensurables hauteurs; il se trouva moins bien habillé, il eût voulu n'avoir pas de si larges épaules, il regretta d'avoir si peu d'esprit et de lire si mal dans les livres. — Faire la cour n'était pas décidément chose facile; cette pensée s'empara de lui de telle sorte que, lorsqu'il atteignit la maison du squire, il lui restait à peine assez de force pour frapper à la porte. Miss Marthe reçut très gracieusement son adorateur essoufflé, mais Bud n'en fut que plus persuadé qu'elle était un être supérieur. Si elle l'eût quelque peu maltraité, la *combativité* se fût éveillée en lui, et la demande qu'il avait sur les lèvres eût trouvé naturellement sa route; mais en vain Marthe demanda des nouvelles de sa blessure et le complimenta de son courage, Bud ne songeait qu'à ses grands pieds, à ses grosses

main, à sa langue qui ne savait rien dire. Il répondait par monosyllabes en épongeant avec un foulard rouge la sueur qui lui couvrait le front.

— Allez-vous mieux? demanda miss Hawkins.

— Oui, dit Bud, essayant de cacher sa jambe gauche sous sa jambe droite et de dérober ses poings dans ses manches.

— N'avez-vous rien su de M. Pearson?

— Rien, répliqua Bud, cachant son pied droit en toute hâte sous la chaise et enfonçant sa main gauche dans sa poche.

— Quel beau temps, n'est-ce pas?

— Très-beau! — Et le pauvre Bud dissimula sa main droite dans son gilet.

— Cette neige est comme celle que nous avons dans l'est.

— Ah? — Bud ne songeait guère à la neige; il se disait qu'il eût vraiment mieux fait de laisser bras et jambes à la maison.

— Ainsi vous avez prêté votre cheval à M. Hartsook?

Bud fit un signe affirmatif en songeant avec désespoir qu'il avait tout l'air d'un sot.

— Vous êtes bon.

Sur ce mot, le cœur de Bud se mit à battre si fort qu'il put moins que jamais parler, mais il regarda éloquemment miss Hawkins, les deux pieds sous sa chaise, les deux mains dans ses poches, jusqu'à ce que, se rendant compte du ridicule de cette attitude, il joignit les mains, croisa les jambes et résolut de se précipiter tête baissée dans le plus grand des périls qu'il pût s'imaginer, c'est-à-dire en pleine déclaration d'amour.

— Voyez-vous, miss Hawkins, je me suis dit que je viendrais aujourd'hui, vous... — la force lui manqua, — vous voir...

— J'en suis bien aise, dit Marthe avec un sourire encourageant.

— Et vous dire... — Marthe, croyant deviner ce qu'il allait dire, fut à son tour un peu troublée, — vous dire... seulement je ne savais trop comment m'y prendre... — j'ai pensé, acheva-t-il très vite, que vous ne seriez pas fâchée d'apprendre que nous allions avoir un concours d'épellation mardi soir.

— Je vous remercie du renseignement, répliqua Marthe assez désappointée.

S'il est difficile pour un homme timide d'engager une conversation, il lui est bien plus difficile encore d'en sortir. Chacun aime laisser à son interlocuteur une impression favorable, et l'homme timide attend toujours avec la vague espérance qu'un tour imprévu de l'entretien lui viendra en aide. Bud attendit donc longtemps, et ne sut jamais comment il avait fait pour s'en aller.

Le mardi soir au concours, il avait repris un peu d'audace, et

bien qu'il eût épelé encore plus mal que de coutume, tandis que Marthe se distinguait en luttant plus d'une demi-heure de suite contre le redoutable Jim Phillips, il se rappela le proverbe : — qui ne risque rien n'a rien ! — et aborda solennellement Marthe en sollicitant la faveur de la reconduire. Quel fut son désespoir lorsque la jeune fille répliqua par un refus ! — Pour s'expliquer ce refus, il eût fallu savoir qu'une lettre anonyme avait menacé le squire Hawkins de l'incendie de sa grange neuve, s'il continuait à recevoir certaines personnes compromises dans le vol. Or la grange neuve du squire lui était plus précieuse que sa perruque, et ceux qui avaient touché ainsi le point vulnérable de son cœur devaient le bien connaître. Lorsque le pauvre squire lut la lettre anonyme, il faillit d'émotion laisser tomber son œil de verre ; évidemment le danger venait du côté de Marthe, mais Marthe appréciait-elle à sa juste valeur la grange neuve peinte en rouge, avec tous les engins d'agriculture qu'elle contenait et le sauvage à cheval qui lui servait de girouette ? Évidemment, telle qu'il la connaissait, elle eût donné toutes les récoltes de l'année pour conserver l'amitié de son cher Bud. Le seul moyen de la décider à éconduire Bud était de lui persuader que, si elle continuait à le recevoir, la vie même de son oncle, de son bienfaiteur, serait menacée. Ce fut le moyen assez déloyal qu'employa le squire dans sa sollicitude pour la grange neuve, et Marthe se sacrifia, l'âme navrée.

Bud n'en savait rien, il ne se doutait pas de ce que souffrit Marthe en lui répondant : « Non, je vous remercie, » lorsqu'il lui proposa de l'accompagner. Sa douleur fut extrême. — J'aurais dû m'en douter, pensait-il. Naturellement une demoiselle comme Marthe ne peut se soucier d'un lourdaud incapable seulement d'épeler deux syllabes ; c'est fini. Un Flat-Creeker est un Flat-Creeker, quoi qu'en dise le maître d'école. Vous ne ferez jamais d'un cochon de Chine un cochon du Berkshire. — Et du même coup toutes ses vertueuses résolutions s'évanouirent, car l'espoir d'épouser Marthe l'avait seul soutenu et élevé au-dessus de lui-même.

Le docteur Small s'aperçut du changement soudain qui venait de se produire dans les sentimens du pauvre diable ; il connaissait les motifs de sa tristesse et de son découragement, et il sut en tirer parti. Avec le même zèle qu'il avait mis à panser le bras cassé de Bud, il s'appliqua désormais à guérir les blessures de son amour-propre. D'adroites flatteries sur sa force musculaire lui gagnèrent peu à peu l'hercule du Flat-Creek, qui n'avait jamais manqué au devoir de la reconnaissance. D'autre part, Pete Jones, soit qu'il subit l'ascendant du docteur, soit qu'il respectât la force supérieure de Bud, avait concentré toute sa colère sur le maître d'école, qui bien-

tôt se trouva dans cette triste situation d'avoir tout le pays contre lui, sans un seul allié, pas même Bud, qui le fuyait depuis son échec auprès de Marthe. A son retour de Lewisburg le lundi, un billet cependant lui fut remis, un billet de quelques lignes. Il était ainsi conçu : — « Mon cher monsieur, quiconque est capable de faire ce que vous avez fait pour notre pauvre Shocky ne peut être un méchant homme. Je vous supplie de me pardonner. Eussiez-vous toutes les apparences contre vous, tout le monde vous accusât-il, je vous croirais encore et toujours un noble et bon cœur. Ne me répondez pas, ne me revoyez plus, ne vous rappelez rien de ce que vous m'avez dit l'autre soir. Je serai esclave trois années encore, et après je devrai me consacrer tout entière à ma mère et à Shocky; mais il me serait impossible de vivre sans vous demander d'abord pardon des paroles si dures que je vous ai dites. Voici pourquoi je vous écris.

« Respectueusement à vous,

HANNAH THOMSON. »

Ralph lut et relut cette lettre. C'était le rayon de soleil dans la nuit qui s'était faite autour de lui; c'était le baume sur la blessure, l'arme bénie de la défense et de la consolation. Hannah croyait en lui; il avait l'estime, l'affection de Hannah, que lui importait le reste? Il lui sembla qu'il n'avait plus d'ennemis ou du moins il se sentit fort contre tous les périls dont il pouvait être menacé. En ce moment plus que jamais il avait besoin d'être invincible, car le danger était proche, il était à la veille des grandes épreuves.

Dix jours après, l'orage éclata. Ralph en éprouva une sorte de satisfaction, il était las de faire le bouledogue et de montrer les dents à l'intraitable jeunesse du Flat-Creek; il désirait en finir, ne pouvant supporter plus longtemps l'idée que chacun le regardât comme un voleur. Qu'on juge de ce qu'il devait éprouver quand il voyait poser de doubles serrures aux portes des maisons où il avait couché! (L'on se souvient que, selon l'usage du pays, le maître d'école logeait successivement chez les parents de ses élèves.) Il aurait bien volontiers quitté le Flat-Creek et pris sa course vers le Texas ou la Californie, sans se soucier des mauvais propos, s'il ne s'était senti retenu par la lettre de Hannah. Fuir, c'était s'avouer coupable, mettre par conséquent une barrière insurmontable entre lui et celle qu'il aimait. Un soir que, sous la longue avenue d'érables qui précédait l'école, il réfléchissait sur la conduite à tenir, il vit tout d'un coup apparaître devant lui Hannah, Hannah très pâle, qui, s'approchant silencieusement, lui remit dans la main un papier plié en carré, et se retira vite vers la maison des Means. Au premier moment, il ne se rendit compte que du contact de la main qui venait de



toucher la sienne en causant dans tout son être un trouble inexprimable; quand il voulut parler, Hannah n'était plus là. Ralph pensa seulement alors au billet qui venait de lui être remis; c'était une page déchirée d'un vieux cahier sur laquelle Bud avait écrit à grand-peine ces quelques mots : « Monsieur, j'ai fait de mon mieux pour vous servir, mais inutilement. Sauvez-vous, si vous tenez à la vie. On doit vous attaquer ce soir. Ne perdez pas une minute. Le danger est grand. »

Ralph pouvait-il se fier à Bud? Son hésitation fut de courte durée; la trahison était le dernier crime dont Bud pût se rendre coupable. L'avis et le conseil étaient donc sérieux. Fallait-il résister, aller au-devant du péril et livrer le combat? Ce fut sa première pensée; mais seul contre tous, exposé à toutes les calomnies, voué à toutes les rancunes, sans alliés, ou n'ayant que des amis qui n'osaient plus se déclarer ni le défendre ouvertement, lutter était une folie. L'inspiration lui vint de gagner le village de Clifty, non pas par les routes ordinaires, qui toutes devaient être gardées, mais en suivant le lit du torrent, et, arrivé là, de se livrer lui-même à la justice. Le squire Hawkins s'était retiré à Clifty pour éviter toute responsabilité dans les actes de violence qui se préparaient; il se rendit chez lui, et le pria de l'arrêter.

#### VIII. — LE JUGEMENT.

Mieux valait être jugé à Clifty, qui était un lieu relativement tranquille, qu'au sauvage Flat-Creek, et le squire Hawkins, en dépit de ses ridicules et de ses travers, avait le plus profond respect de la loi. Excellent magistrat, inflexible et courageux quand il était dans son prétoire, il pouvait, au besoin, défendre Ralph, le protéger, lui donner bonne justice. Ralph avait raison de se fier à lui en se constituant son prisonnier et en l'acceptant pour juge.

Dès la première audience, toutes les populations environnantes accoururent dans la grande maison d'école transformée en tribunal, et les citoyens du Flat-Creek, sans exception, se présentèrent comme témoins. Ceux qui en savaient le moins faisaient semblant d'en savoir plus que les autres; insinuations, réticences perfides, à défaut d'indications précises, tout leur était bon. M<sup>me</sup> Means déclarait que, dès le commencement, d'étranges choses avaient excité sa méfiance, que, si son mari l'eût écoutée, on n'eût jamais accepté ce maître d'école. Pete Jones prétendait ne l'avoir reçu qu'à contre-cœur dans sa maison. Granny Sanders se vantait d'avoir averti tout le voisinage, sans elle on n'eût rien découvert. Personne n'élevait la voix en faveur de Ralph. Il avait dédaigné de prendre un avocat,

et son oncle de Lewisburg, craignant de nuire à ses candidatures, s'était refusé à donner caution pour lui. — *Oyez!* s'écria l'officier de police comme au temps de Guillaume le Conquérant, pour annoncer le commencement des débats. — Ralph comprit tout de suite que l'avocat-général, chargé de soutenir l'accusation, était dominé par l'influence de Small. Bronson, c'était son nom, débutait dans la carrière; il était ardent, ambitieux, et il voulait par-dessus tout mériter les suffrages du Flat-Creek. Il lui fallait donc obtenir coûte que coûte la condamnation de Ralph Hartsook. Après avoir exprimé sa respectueuse déférence pour le squire Hawkins et son collègue le squire Underwood, Bronson commença un violent réquisitoire contre l'accusé, qu'il allait écraser, disait-il, sous le poids des plus accablans témoignages. — Approchez, madame Sarah Means. — M<sup>me</sup> Means s'avança, et prêta serment.

— Ayez la bonté de nous dire, madame Means, ce que vous savez sur l'accusé et sur la part qu'il a prise au vol commis chez M. Schroeder.

— De grand cœur! Voyez-vous, messieurs, j'avais toujours soupçonné...

— Il ne s'agit pas de vos soupçons; dites-nous des faits.

— Des faits! Eh bien! quelle espèce de filles fréquentait-il, ce misérable! Ma servante, messieurs, ma servante Hannah. Je les ai vus rôder dans l'herbage à dix heures de la nuit! Il a perdu de réputation la pauvre fille, qui n'a d'autre protection au monde que la mienne! Oui, je vous le dis, c'est un misérable!

A M<sup>me</sup> Means succéda Pete Jones. Il jura sans hésiter qu'il avait entendu Ralph sortir de la maison la nuit qu'il avait passée chez lui, qu'il l'avait entendu rentrer à deux heures du matin. M<sup>me</sup> Jones, une pauvre créature, abrutie par les mauvais traitemens, vint tout effarée corroborer le mensonge de son mari.

Sous le coup de ce double témoignage, la position de Ralph devenait très critique. Tout à coup Pearson, le vannier invalide, entra dans le prétoire, où personne ne l'attendait. Il était revenu la nuit précédente s'assurer que « la vieille » n'avait besoin de rien, et, ayant appris l'arrestation de Ralph, il était résolument parti pour Lewisburg. — Écoutez, squire, dit-il en essuyant son front baigné de sueur, car mon témoignage vaut celui des autres.

Bronson dressa l'oreille, il espérait bien que l'on allait entendre encore un témoin à charge. Alors, avec force retours au temps où il s'était battu à Lundy's Lane, quelques imprécations contre les brigands qui l'avaient forcé à se cacher, un tribut d'hommages à Marthe Hawkins, et d'autres digressions que l'on voulut en vain arrêter, le vieillard déclara qu'ayant bu du whisky ce soir-là, il

s'était couché devant la boutique du serrurier; le froid l'avait réveillé, il s'était dirigé vers sa cabane, et, au sommet de la montée qui conduit chez les Means, il avait rencontré Pete Jones et son frère avec un jeune homme à cheval. Il avait reconnu tout d'abord les Jones à leurs chevaux; quant au jeune homme, il était habillé à la mode de la ville. Un autre individu traversait au même moment l'herbage, allant du côté de la maison des Jones. Quelques minutes plus tard, il avait rencontré le docteur Small. Voilà tout ce qu'il pouvait dire; il termina en s'indignant de ce que des voleurs comme les Jones fussent assez effrontés pour rejeter leurs mauvaises actions sur un brave homme tel que le maître, qui avait été si bon pour lui Pearson et pour Shocky.

Hannah parut ensuite. Elle était fort émue, répondait avec répugnance. Elle déclara vivre chez les Means, avoir dix-huit ans, être louée à M<sup>me</sup> Means depuis trois ans; elle avoua sa promenade avec M. Hartsook, et dit aussi qu'ayant regardé par sa fenêtre vers l'aube, elle avait vu dans l'herbage quelqu'un qui lui parut être M. Hartsook.

Bronson, cédant évidemment à une suggestion du docteur Small, qui se rappelait certaine conversation surprise dans la grange, lui demanda si Hartsook était jamais convenu avec elle d'avoir traversé l'herbage. Après quelque hésitation, elle répondit affirmativement. — Lui avait-il expliqué cette sortie nocturne? — Non. — Lui avait-il fait la cour depuis? — Non. — Jamais Ralph n'avait trouvé Hannah aussi belle que dans ce moment où elle disait ingénument toute la vérité.

Bronson reprit alors la parole. Il dit que, malgré le coup de théâtre assez habilement amené qui avait fait surgir inopinément le vieux soldat comme témoin à décharge, l'accusé ne devait pas échapper à la vindicte des lois. Il regrettait que son devoir l'obligeât à faire ressortir les preuves trop accablantes qui s'accumulaient contre le maître d'école; mais la loi, égale pour tous, n'admettait pas de différence entre le criminel ignorant et le criminel lettré. A ses yeux, Hartsook était un ennemi de la société. L'accusé n'avait évidemment rien à alléguer pour sa défense, il n'avait même pas su se disculper naguère auprès de la fille Thomson. Une dernière déposition devait suffire pour déshonorer à jamais le nom de Hartsook.

On appela Hank Banta. — Celui-ci déclara demeurer près de la maison où le vol avait été commis. Ayant, à une heure du matin, entendu les chevaux faire grand tapage dans l'écurie, il était allé voir ce qui se passait. Alors il avait vu deux hommes sortir de la maison du Hollandais, un autre paraissait faire le guet. Il avait re-

connu Pearson à sa jambe de bois et le maître d'école à son chapeau. Quant au troisième, il devait être étranger au pays.

Le pauvre Ralph attendait impatiemment, après tant de faux témoignages, la déposition de Bud ; mais les actes de Bud, si contradictoires depuis quelque temps, ne lui permettaient plus de compter sur son ancien ami. Et d'ailleurs la conspiration était si bien ourdie qu'il était perdu d'avance. — Les vrais voleurs, dit-il, sont ici. M. Jones a menti, il a entraîné sa femme au parjure. Quant à Banta, il me calomnie pour se venger d'avoir été châtié par moi selon ses mérites, et peut-être aussi a-t-il reçu de l'argent. Je vous le répète, je pourrais désigner les véritables voleurs.

— Bien sûr ! interrompit le vieux vannier.

Ralph fixa lentement son regard sur Pete Jones d'abord, puis sur Small. Il savait que ce regard dénonciateur attirerait probablement sur lui avant le lendemain toutes les férociétés de la loi de Lynch ; ce qu'il tenait à sauver, c'était son honneur, non pas sa vie. — Le témoignage de miss Hannah Thomson, continua-t-il, est absolument exact ; je crois que M. Pearson a dit la vérité. Tout le reste est faux, mais je ne puis le prouver. Je connais les hommes auxquels j'ai affaire ; je n'échapperai pas à la prison, à moins qu'aujourd'hui on ne prenne ma vie, mais les gens de Clifty sauront un jour quels sont les coupables. — Il raconta qu'en effet il avait quitté la nuit la maison de M. Jones, qu'il avait traversé l'herbage, rencontré trois hommes à cheval, puis le docteur Small, que, rentré bientôt après, il avait entendu ouvrir la porte de la maison, et reconnu le lendemain l'alezan marqué de blanc au pied et aux naseaux. — Voici, termina Ralph en désignant Pete du doigt, voici un homme qui, à son tour, ira en prison ; vous vous souviendrez de mes paroles.

Après ce discours, qui produisit un certain effet sur l'auditoire, l'avocat-général se leva de nouveau. — Je voudrais, dit-il, poser au prévenu une seule question. Il ne répondra du reste que si bon lui semble : Quel motif vous a conduit, pendant la nuit du vol, dans la direction où tous les témoins vous ont vu ?

Le coup porta : répondre à cette question, avouer quelle fantaisie amoureuse l'avait ramené aux lieux parcourus avec Hannah, c'eût été mêler à ces tristes débats un nom qu'il voulait préserver de toute tache. — Je refuse de répondre, dit Ralph.

— Je n'exige pas que vous vous accusiez, bien entendu, s'écria Bronson triomphant.

Depuis quelques secondes, Bud s'était enfin montré dans la foule ; mais, au grand désappointement de Ralph, il resta près de la porte, causant avec Walter White, qui l'accompagnait.

Small pria la cour de l'entendre à son tour. Il employa les meilleurs moyens pour exciter l'indignation publique et provoquer une application de la loi de Lynch. Comme s'il n'avait eu aucun intérêt personnel dans cette affaire, sauf un reste d'amitié pour son ancien condisciple Ralph Hartsook, il feignit d'être fort affligé. Certes il eût préféré n'avoir rien à dire dans ce déplorable procès, si accablant pour l'accusé; mais son nom avait été deux fois prononcé par Hartsook, puis par son ami, peut-être son complice, John Pearson. Il lui importait donc que chacun sût qu'il était rentré à dix heures la nuit du vol. Son élève Walter White, qui avait passé une partie de cette nuit à travailler avec lui, pouvait l'affirmer.

Le squire Hawkins rajusta ses dents, sa perruque et son œil de verre pour remercier le docteur Small, et fit procéder à l'arrestation immédiate de John Pearson avant de poursuivre les débats. Walter fut ensuite entendu; mais il convient de dire tout d'abord dans quelles dispositions d'esprit se présenta ce jeune homme. Plus d'une semaine auparavant il avait été, en compagnie de Bud, qui s'était lié avec lui d'une amitié inexplicable, et de toute la jeunesse de Flat-Creek, entendre un prédicateur en grande vogue du nom de frère Soden, le même dont les menaces au sujet de l'enfer avaient naguère produit un si fâcheux effet sur Bud. Le talent de M. Soden consistait à faire pleuvoir sur ses auditeurs des torrens de soufre et de feu; cette manière d'évangéliser n'était peut-être pas la plus mauvaise pour des chrétiens de l'ouest. Ce soir-là, frère Soden fut plus terrible encore que de coutume. Bud l'écouta en levant les épaules, Small d'un air de dévote approbation, et les fidèles en général avec un sentiment de terreur que ses tableaux de l'enfer étaient bien faits pour inspirer. L'enfer de Dante et Milton était pâle auprès de l'enfer de frère Soden. Walter paraissait être le plus ému. Au milieu d'une description épouvantable, il se cacha la tête dans les mains; puis, comme l'orateur n'en finissait pas avec son énumération de tortures, l'impressionnable jeune homme, n'y tenant plus, voulut s'en aller. — Malheureux! criait au moment même M. Soden de sa voix la plus terrible, malheureux! vous qui suivez de mauvais conseils et fréquentez de mauvaises gens, croyez-moi, ces conseils, ces fréquentations vous entraînent aux abîmes! Je vous vois sur le bord, l'odeur du soufre est sur vos vêtemens, les flammes éternelles éclairent votre visage, le démon vous attend. Retardez votre conversion, et vous êtes perdu. Vous pouvez mourir avant le jour, mourir avant de dépasser ce seuil. L'ange redoutable de la mort se prépare à vous frapper!

Des gémissemens s'élevèrent de tous les côtés de l'église, tandis que frère Soden se réjouissait de la tempête qu'il avait déchaînée



dans ces âmes incultes. La dureté, la violence de ses paroles, qui avaient failli conduire Bud à l'endurcissement, secouaient au contraire le pauvre Walter comme le vent secoue un roseau. Il gagna la porte au milieu de l'émotion générale, poursuivi par les foudres du prédicateur, qui hurlait que quiconque fuit la vérité se précipite dans les tourmens sans fin. Il courut éperdu jusqu'à la maison du docteur, chez qui il demeurait, et supplia Bud, qui l'avait rejoint, de ne le pas quitter de toute la nuit. Pendant cette nuit d'angoisses, certaines révélations lui échappèrent. — Voyez-vous, ajoutait Walter presque à chaque mot, si le docteur savait que je vous parle ainsi, je ne tarderais pas à recevoir une balle dans la tête; quand vous serez initié, vous saurez tout. Quelquefois je voudrais être sorti de leur bande, mais le docteur ne me laissera jamais partir. Vous ne connaissez pas ce diable d'homme : il voit dans la pensée de chacun, il voit à travers les murs.

En l'écoutant, Bud affectait l'indifférence; mais rien ne fut perdu des aveux que la peur de l'enfer avait arrachés au jeune White, et, lorsque Bud apprit l'arrestation de Ralph, sa résolution fut aussitôt prise de l'obliger à les répéter devant le tribunal. Pendant la première partie de l'audience, il avait mis à la torture la conscience du malheureux, exploitant ses scrupules et ses terreurs de telle sorte que Walter ne savait plus que devenir entre le vieil ascendant de Small et l'influence nouvelle de Bud. Lorsqu'il fut appelé pour porter témoignage contre le maître d'école et prouver l'*alibi* du docteur, il avait absolument perdu la tête. Celui-ci l'adjurait de dire la vérité, celui-là le paralysait par le magnétisme de son regard. Indécis, il s'avança machinalement au milieu de la foule, croyant encore entendre les dernières paroles de Bud : si vous ne dites sincèrement tout ce que vous savez, vous irez en prison et en enfer. — Ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à lever la main pour prêter serment.

— Veuillez dire au tribunal, commença Bronson, ce que vous savez sur les faits et gestes du docteur Small la nuit du vol.

Small s'était aperçu de l'agitation de Walter, et s'en alarmait déjà. En conséquence il s'était placé de manière à être bien en face de lui et à pouvoir le dominer du regard.

— La nuit du vol... Walter parlait d'une voix éteinte; — La nuit du vol, le docteur est rentré avant... — Soudain il s'arrêta. Bud, s'apercevant de l'effet produit par la présence de Small, s'était frayé à coups de poing un chemin parmi la foule jusqu'au premier rang. C'était lui qui à son tour regardait Walter. — Je ne puis, je ne puis vraiment... O Dieu! que ferai-je? — s'écria le témoin, répondant à ce regard significatif. Pour le public, son agitation était incompréhensible; on montait sur les bancs, afin de ne rien perdre

de cette scène. Ralph sentait vaguement qu'une partie terrible dont il était l'enjeu était engagée entre Bud et le docteur, entre son bon et son mauvais ange. A ce moment, Walter s'évanouit. La foule se précipita vers lui au risque de l'étouffer; chacun criait d'ouvrir la fenêtre, de donner de l'air, et personne ne se rendait utile. Small seul conservait tout son sang-froid; il tâta le pouls du malade, et avec l'autorité d'un praticien déclarait qu'un accès de délire s'était emparé du pauvre diable, atteint de fièvres depuis quelque temps déjà. Lorsque Walter revint à lui, il demanda qu'on lui permit de se retirer; mais Ralph insista pour qu'il continuât sa déposition, et le docteur s'assit auprès de son malade, qui pouvait encore réclamer des soins. De son côté, Bud se rapprocha de telle sorte que Walter, pris entre deux feux, ne put articuler une syllabe, et fut sur le point de s'évanouir pour la seconde fois.

Bronson remarqua le manège. — Assurément, dit-il, le témoin est effrayé par la présence de ce grand jeune homme qui ne cesse de le menacer du regard. Je demande que celui-ci soit invité à sortir de la salle d'audience.

Après s'être consultés, les juges, étonnés du tour que prenait l'affaire, firent droit à cette requête, et Bud fut emmené de force par l'officier de police. En même temps, Ralph, qui avait observé avec attention tous ces jeux de scène, se leva pour déclarer que, si le témoin était intimidé, c'était par la présence de Small, et il demanda que l'on fit également sortir le docteur.

Small jeta encore à son élève un dernier coup d'œil à la fois impérieux et suppliant, puis, avec une tranquillité apparente, alla rejoindre Bud au dernier rang, près de la porte. — Continuez, — dit le squire Hawkins au témoin; mais celui-ci subissait maintenant une influence nouvelle; il avait aperçu dans la foule la figure de frère Soden. Or l'expression habituelle de l'éloquent apôtre était telle que l'on eût pu croire que les sept trompettes de l'Apocalypse lui sortaient de la bouche et que les sept foudres frémissaient sur ses sourcils contractés. Aussitôt que le timide Walter l'aperçut, il se vit au bord de l'abîme, il sentit le salpêtre et la poix bouillante... — Parlez donc! répéta le squire.

— Eh bien! dit Walter, puisqu'il le faut... — Et alors il raconta toute son histoire.

Presque enfant à Lewisburg, la tête montée par des histoires de brigands qu'il avait lues, il s'était enrôlé dans une bande dont Small était le chef; les noms de tous les membres lui étaient inconnus à l'exception de six, parmi lesquels les deux frères Jones et Small.

Le bruit d'une lutte se fit entendre au fond de la salle. — Silence! dit la cour.

— Le docteur Small veut sortir, cria Bud, qui s'appuyait de tout

son poids à la porte, et je crois qu'il ne serait pas mauvais d'envoyer fouiller ses tiroirs avant qu'on en ait fait disparaître tous les papiers.

Le squire donna ordre d'arrêter Small, Pete Jones et Jones l'aîné. Bronson, interdit, gardait le silence. Walter entra ensuite dans tous les détails du vol. C'était lui qui avait aidé Small à scier la palissade, tandis que les Jones pénétraient dans la maison. Il était vrai que Ralph, et un peu plus tard le vannier, les avaient rencontrés sur la route. — Plus d'une fois pendant son récit, il fut tenté de s'arrêter, mais frère Soden ordonnait, pareil à un messager du ciel ou plutôt de l'enfer. Il parla donc comme il l'eût fait au jour du jugement.

Une malle trouvée chez Small fut produite sur ces entrefaites, et Hank Banta, voyant que tout se découvrait, pressé d'ailleurs par les menaces de Bud, confessa son mensonge en ajoutant que M. Pete Jones le lui avait payé. Alors Bronson lui-même fit volte-face avec une souplesse qui promettait pour son avenir. — Je me suis efforcé, dit-il, de remplir mon devoir en ce cas difficile. C'était mon devoir de poursuivre M. Hartsook, bien que je fusse personnellement convaincu de son innocence; j'avais la certitude que cette innocence éclaterait. Je prie maintenant la cour de s'ajourner à demain, afin que je puisse examiner les preuves qui s'élèvent contre les prisonniers Jones et Small. Je suis fier de penser que j'ai réussi à élucider la question et à éloigner de M. Hartsook, en aidant à découvrir les vrais criminels, les inculpations indignes qui pesaient sur lui. — Pearson haussa les épaules.

— Le tribunal, dit le squire Hawkins, félicite M. Hartsook de son acquittement; à la barre de ce tribunal et devant l'opinion publique, il s'est complètement justifié. — Là-dessus, le vieux Jack Means proposa trois *cheers* pour M. Hartsook, et la foule, qui eût volontiers pendu le maître d'école une heure auparavant, éclata en acclamations. — Le tribunal a encore un devoir à remplir, reprit le squire. Qu'on rappelle Hannah Thomson.

— Je viens de l'envoyer traire les vaches, répliqua M<sup>me</sup> Means, ne me souciant pas de la voir flâner ici toute la journée.

— Qu'on la rappelle.

Hannah n'était pas loin; elle revint au bout de quelques minutes, tremblante, dans la crainte d'une calamité nouvelle.

— Hannah Thomson, le tribunal désire vous adresser une question. Quel âge avez-vous?

— Dix-huit ans.

— Jusqu'à quel âge êtes-vous louée à M<sup>me</sup> Means?

— Jusqu'à vingt et un ans.

— Jeune fille, notre devoir est de vous avertir que, d'après les

lois de l'Indiana, une femme est majeure à dix-huit ans, que vous êtes donc victime d'une fraude en restant louée après votre majorité révolue. Vous êtes libre; vous avez même le droit de réclamer des dommages et intérêts.

M<sup>me</sup> Means, indignée de ce dénouement, lança à la tête des juges une bordée d'injures, pendant que la foule, de plus en plus enthousiasmée, applaudissait à tout rompre, battant des mains pour les juges, pour Hannah, pour le maître d'école. — Connaissez-vous rien de plus mobile que les foules? — Granny Sanders criait bien haut qu'elle avait toujours dit que Ralph s'en tirerait, et que ce docteur Small ne valait pas le diable. Le vieux Pearson rentra chez lui après avoir absorbé plusieurs verres de whisky, ainsi qu'il l'avait fait le soir de la bataille de Lundy's Lane, et bien souvent depuis. Walter White fut retenu comme témoin. Quant à Ralph, il écrivit à son oncle, lui demandant de vouloir bien se porter caution pour ce misérable. Ce fut toute sa vengeance; elle fut complète.

#### IX. — APRÈS LE COMBAT.

La loi de Lynch est certainement une loi barbare, et pourtant elle a ses bons côtés dans certains pays; elle empêche les tribunaux de se laisser intimider ou corrompre par d'audacieux criminels. L'esprit de terreur et de vengeance qui a inspiré cette loi agita violemment le peuple dans la nuit qui suivit l'acquittement de Ralph. On était indigné du complot tramé contre Ralph, et plus effrayé encore par la découverte d'une bande de pillards telle que la bande de Small. Il serait aussi impossible d'expliquer une émeute de ce genre qu'un tremblement de terre; je ne dirai donc pas sous l'effet de quels bouillonnemens intérieurs ni à la suite de quel travail mystérieux la populace en vint à se soulever; il suffit de raconter que la prison du bourg fut envahie avant l'aube, et que deux fois le cou de Small sentit la corde. Le docteur ne fut sauvé que par l'intervention de Ralph, qui avait risqué d'apprendre à ses dépens ce que vaut la justice rendue par la populace. Small ne trembla pas plus quand on voulut le pendre qu'il ne parut soulagé lorsqu'on le délivra; il ne montra ni reconnaissance ni repentir, et se comporta jusqu'au bout avec le calme parfait qui lui était habituel. Impossible d'imaginer plus d'élégance dans le crime, c'était en vérité un admirable coquin. Pour en finir avec ce drôle, nous avons le regret d'annoncer qu'il parvint à s'échapper de la prison avant le jour où il devait être jugé. D'aucuns assurent qu'on l'a vu depuis à San-Francisco tenant une maison de jeu; d'autres prétendent qu'il est à New-York, où il exerce la médecine en guérissant les poitrinaires par l'électricité. Les frères Jones furent moins heureux; comme ce n'étaient que de

pauvres diables, sans éducation et sans conséquence, ils furent bel et bien jugés, condamnés et emprisonnés, pendant que leur chef était libre. Ces choses-là se voient souvent. Peu de jours après, Ralph, qui était devenu le héros, l'idole du Flat-Creek, et que ce nouveau rôle ennuyait presque autant que celui de victime, fut appelé à Lewisburg par une bonne nouvelle. Son oncle, honteux peut-être de l'avoir si lâchement abandonné, ou plutôt désireux d'exploiter au profit de ses candidatures la popularité du jeune maître, avait obtenu pour lui une place honorable de professeur dans l'une des premières écoles du chef-lieu. Aussitôt qu'il vit son avenir assuré, Ralph se rendit chez sa vieille amie Nancy Sawyer, qui avait recueilli Hannah. Miss Nancy était sortie. Seule au coin du feu, Hannah reçut le visiteur avec un embarras qui se trahit sur tous ses traits, bien qu'elle s'efforçât de paraître calme et absorbée par des travaux de couture. Hartsook n'était pas plus à l'aise : il lui semblait que cette première semaine de liberté avait singulièrement embelli la jeune fille. S'étant assis de l'autre côté de la cheminée, il lui parla de son nouvel emploi et de toute sorte de projets fort secondaires, sans oser encore aborder le principal, l'unique objet de sa visite.

La conversation, remontant dans le passé, les ramena peu à peu au Flat-Creek, à leur promenade de nuit, à leur entretien dans l'aubaine. Hannah implora le pardon de Ralph; celui-ci, pour toute réponse, lui montra le petit billet qu'elle lui avait écrit, et qu'il avait toujours porté sur lui comme un talisman, comme une sainte relique. Il lui dit combien ces quelques lignes l'avaient consolé, soutenu, fortifié... Mais nous touchons à une scène que chacun de nos lecteurs doit rester libre de composer selon sa fantaisie ou son expérience. A quoi bon hasarder un récit? — Lorsque miss Nancy et M<sup>me</sup> Thomson rentrèrent un peu plus tard avec Shocky, l'enfant observa que la chaise du maître était tout près de celle de Hannah; la bonne miss Nancy, ayant levé les yeux vers ceux de sa jeune protégée, y lut une ineffable expression de bonheur. Quel contentement pour elle d'avoir fait deux heureux de plus! Non, ce n'est pas en vain que Dieu a promis aux âmes telles que la sienne de les récompenser au centuple dès ce monde.

Peu de personnes furent invitées au mariage de Ralph et de Hannah; cependant Bud et Marthe y assistèrent. Conduire Marthe en croupe à une noce était l'occasion après laquelle soupirait le pauvre Bud; sans cela, peut-être eût-il encore hésité longtemps à dire ce que Marthe souhaitait le plus entendre de sa bouche. Les grandes mains de Bud étaient occupées; elle ne pouvait voir ses



grands pieds; en parlant de l'amour de Ralph pour Hannah, il glissa par une pente insensible à son propre amour, et en aidant Marthe à remettre son châle, il finit par bégayer je ne sais quoi, que miss Hawkins dans sa bonne volonté accepta comme une déclaration.

Les fiançailles décidées, on prit l'avis de Ralph sur ce que deviendraient les jeunes époux : le squire allait se remarier, M<sup>me</sup> Means n'était pas une belle-mère chez laquelle on pût conduire une dame élevée dans l'est, et le brave Bud comptait sur son ami pour trouver un emploi, bien qu'il n'eût rien appris dans les livres. — Ralph réfléchit. Pourquoi, en mesurant des yeux le robuste gaillard en quête d'une place, se souvint-il d'Hercule occupé à nettoyer les écuries d'Augias? Cette réminiscence classique le frappa comme un éclair. Il se garda bien d'en faire part à Bud, qui du reste n'y aurait absolument rien compris; peut-être miss Marthe aurait-elle déclaré que ces noms d'Hercule et d'Augias, y compris les écuries, lui rappelaient quelque conversation qu'elle avait entendue dans les cercles de Boston. En tout cas, Ralph développa son idée.

— Mon cher Bud, dit-il, j'ai une proposition à vous faire. Il s'agit de l'asile des pauvres. J'espère que je pourrai obtenir des nouveaux administrateurs que cet emploi vous soit confié. Jamais, je crois, vous ne trouverez meilleure occasion de travailler pour ce Flat-Creeker qu'on appela le Christ.

— Qu'en dites-vous, Marthe? demanda Bud.

— Vous savez bien que j'aime les pauvres.

Ce fut ainsi qu'Hercule nettoya les écuries d'Augias, et cette odieuse maison, qui avait recélé tant de vols, assisté à tant de souffrances, devint, sous la direction du brave Bud et de Marthe, une maison de charité.

*Post-scriptum.* — Un numéro du *Jeffersonian* de Lewisburg vient de me tomber sous la main. J'y ai lu que M. Ralph Hartsook était devenu principal de l'académie, ce qui ne m'a pas surpris; mais j'ai eu quelque peine à reconnaître, sous le nom de M. Israël Means, sherif du comté, mon vieil ami Bud de l'église des *racless*. Quant à certain article philanthropique d'une haute portée, qui remplissait plusieurs colonnes du *Jeffersonian*, comment aurais-je pu me figurer que le signataire, M. le professeur Thomson, s'appelait autrefois Shockey!

Dieu n'oublie personne, bien que ceux à qui Dieu confie le soin de ses œuvres oublient quelquefois.

EDWARD EGGLESTON.

Au  
for  
gau  
que  
d'A  
tiqu  
la  
duc  
voi  
bou  
car  
rue  
ma  
rab  
gau  
d'u

(1  
(2  
185

---

# IMPRESSIONS DE VOYAGE ET D'ART

---

## VI.

### SOUVENIRS DE BOURGOGNE (1).

---

#### I. — CITEAUX.

A peu de distance du château de Bussy se dresse le fameux mont Auxois, où les érudits s'accordent assez généralement à placer cette forteresse d'Alesia, qui fut le dernier rempart de l'indépendance gauloise contre César. On se rappelle le débat qui surgit, il y a quelques années, entre les archéologues français, pour savoir si le bourg d'Alise-Sainte-Reine devait être regardé comme l'héritier de l'antique Alesia, ou s'il fallait chercher en Franche-Comté le siège de la célèbre forteresse, et on n'a pas oublié le beau travail où M. le duc d'Aumale a présenté ici même sur ce sujet la solution la plus voisine de la certitude (2). Ce qu'il y a de sûr, c'est que ce pauvre bourg d'Alise, qu'il soit ou non l'héritier d'Alesia, a vraiment du caractère. Il y a là des portes de granges et des ouvertures de ruelles qui ressemblent à des contrefaçons d'arcs de triomphe romains, et une sorte de grandeur dépenaillée marque ses misérables masures bâties à pierre sèche, selon l'ancienne coutume gauloise. Est-ce le simple effet du hasard, est-ce le dernier legs d'un passé oblitéré? Alise porte-t-elle cette empreinte de grandeur

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> septembre dernier.

(2) *Alesia, étude sur la septième campagne de César en Gaule.* — *Revue* du 1<sup>er</sup> mai 1858.

misérable, comme un mendiant descendant d'une origine royale qui lui serait inconnue porterait parmi ses loques un haillon de pourpre dont il ignorerait la provenance lointaine? Après tout, pourquoi les pierres elles-mêmes n'auraient-elles pas conservé un obscur caractère dans un lieu qui est fait pour toucher l'âme la plus vulgaire des mêmes rêveries où se sont absorbées les âmes les plus méditatives et les plus poétiques? C'est en ce lieu que nos premiers ancêtres, victimes de leurs éternelles dissensions, furent définitivement vaincus. L'indépendance des peuples n'est donc pas éternelle, il n'y a donc d'impérissable que les lois de l'inflexible nature, qui, sollicitée par les mêmes causes, ramène invariablement les mêmes effets : voilà le thème de ces rêveries inévitables, dont chacun étendra et variera la portée selon la profondeur de son âme et la richesse de son expérience. La crête du mont Auxois est couronnée depuis quelques années par une statue colossale de Vercingétorix, qui figura, si je ne me trompe, parmi les ornemens du parc de la grande exposition en 1867. L'effet de ce colosse de bronze, qui était assez médiocre dans la plaine du Champ de Mars, est positivement sublime au sommet du mont Auxois, tant il est vrai que les choses n'ont leur valeur que lorsqu'elles occupent leur place légitime. Un peu au-dessus d'Alise, un petit parc, dont les dernières allées touchent presque le sommet de la montagne, conduit à cette statue de Vercingétorix. On monte longtemps sans apercevoir le colosse, masqué qu'il est par l'épais rideau des arbres; puis tout à coup, au tournant d'un étroit sentier, vous levez la tête, et vous apercevez les yeux d'un géant qui vous regarde avec une expression farouche dont cette solitude double l'énergie. Peu de choses sont faites pour parler plus vivement à l'imagination, surtout quand on voit cette statue, comme nous l'avons vue, sous le ciel gris d'un froid printemps et battue des souffles violens d'une bise âpre et sifflante. Alors on dirait le génie même de la défaite, dont les yeux sans larmes gardent éternellement la déception et la colère du suprême combat perdu. Cette solitude profonde comme celle des champs de bataille quand les armées s'en sont retirées, ce silence pareil au mutisme qui suit les grandes défaites, ce ciel gris et froid comme l'oubli, cette bise coupante au sifflement aigu, pareil à la voix d'une destinée haineuse, tout cela s'harmonise admirablement avec le caractère de cette statue colossale, le rehausse et le complète. C'est vraiment le héros de l'indépendance gauloise que nous contemplons dans cette figure de bronze, qui par son attitude, son regard, son expression entière, par cette solitude où nous l'abordons, par ce sommet de montagne nu et stérile comme une grande pensée avortée, nous raconte la tragédie de son existence.

En quittant le mont Auxois, je me rendis directement à Nuits, désireux que j'étais d'aller chercher à Cîteaux les vestiges d'un autre genre de grandeur. Nuits n'a rien de remarquable que ses excellens vins, et je n'aurais pas à en parler, si cette ville ne m'avait offert une particularité de nature fort amusante. J'entre dans un café, afin de lire les journaux, et, les journaux lus, je me diverts, pour tuer le temps, à regarder les bourgeois de cette localité jouer au billard. Je doute qu'il y ait en France une seconde petite ville qui puisse se vanter de posséder des joueurs aussi consommés. Deux, quatre, six parties se succèdent entre des adversaires différens, c'est toujours la même supériorité. Tudieu ! quel coup d'œil ! quelle sûreté de main ! quelle exactitude de calcul ! quel art d'éviter les contres, de couler la bille, de la faire tourner sur elle-même ou revenir en arrière ! et quelles séries ! Quand des joueurs de billard savent pousser les avantages d'une partie ou en diminuer les chances défavorables avec cette habileté, on peut dire qu'il y a en eux les germes de tacticiens militaires véritables, *si parva licet componere magnis*. Aussi, tout en regardant les bourgeois de Nuits pousser leurs billes, je songe au grand nombre d'hommes éminens que cette province a fournis au jeu terrible de la guerre : Davout, Marmont, Junot, sont Bourguignons, pour ne citer que les plus illustres parmi les plus récents. Au fond, les facultés du génie ont une origine humble comme celle des grands fleuves, et ne sont que l'épanouissement splendide d'atomes rudimentaires que l'on rencontre chez les plus vulgaires des êtres, où ils avortent et s'étiolent comme des grains semés dans un terrain trop maigre. Qui sait si l'atome invisible qui donne à ces joueurs de billard bourguignons leur sûreté d'œil et de main n'est pas le même qui déposé chez des natures plus riches y enfante le génie des combinaisons et la précision savante qui les fait réussir ?

La campagne qui sépare Nuits de Cîteaux est en grande partie couverte de *gamay*, et chemin faisant je profite de cette circonstance pour m'informer auprès de mon guide de ce qu'il faut entendre par ce fameux plant de vigne que l'abbé Courtépée qualifie de *détoyal* (1), que quatre siècles auparavant Philippe le Hardi traitait de *cauteleux*, et qui en somme a joué un si grand rôle dans l'histoire économique de la riche Bourgogne. Des explications de

(1) Puisque l'occasion se présente de nommer l'abbé Courtépée, je ne la laisserai pas passer sans rendre à son excellente *Description du duché de Bourgogne* la justice qui lui est due. C'est un livre lentement amassé, jour par jour, année par année, comme l'oiseau fait son nid brin à brin, sans prétention et sans efforts. Quelle abondance de détails pris sur le vif des mœurs et des traditions populaires, et comme l'âme de la Bourgogne s'échappe avec bonne humeur de cette érudition cordiale qui fait de l'abbé Courtépée un digne compatriote de Bernard La Monnoie et de Charles De Brosses !

notre guide, il résulte que le *gamay* est un plant vulgaire que l'on cultive dans les plaines et les terrains mal exposés, par opposition au *pinot*, qui a le privilège de croître sur les coteaux bien ensoleillés. Cela revient à dire que le *gamay*, quoique plant de Bourgogne, produit un vin parfaitement ordinaire et qui ne mérite pas d'être plus distingué que n'importe quel cru médiocre de Berry, de Saintonge ou de Périgord, et que le *pinot* seul produit les vins qui ont droit de porter les titres de noblesse vinicole. Cette explication donnée, je commence à comprendre les épithètes méprisantes de Philippe le Hardi et de l'abbé Courtépée, et pourquoi pendant trois siècles les conseils de Bourgogne n'ont cessé de demander l'extirpation de cet intrus, qui se donne comme plant de Bourgogne à peu près comme tels aventuriers français se font passer à l'étranger pour des Montmorency et des La Trémouille. Le *gamay* nous déshonore, n'ont cessé de répéter pendant quatre siècles tous les Bourguignons jaloux de l'honneur de leur pays. Les mauvais produits de ce plant sortent de notre province, en prennent effrontément le nom, et font baisser la juste réputation que nos vins se sont acquise. Non-seulement il nous déshonore, mais il est à craindre qu'il nous ruine, car quel intérêt y a-t-il à lui laisser usurper, pour produire de mauvais vin, des terres qui porteraient de bon froment et d'excellens fourrages? Vaines ont été toutes les récriminations de l'honnête commerce et de l'honnête propriété contre ces envahissemens de plus en plus audacieux du *gamay*, que la liberté commerciale a enfin pleinement émancipé, et qui, loin de ruiner la Bourgogne, a contribué à l'enrichir. Il n'y a eu de trompés en fin de compte que les dupes qui s'imaginent naïvement chaque jour boire du bourgogne tandis qu'ils s'abreuvent des détestables produits du *gamay*. La vulgarité prévaudra, disait tristement naguère M. Michelet; elle n'a plus à prévaloir, c'est chose faite et en tout sens; cette histoire du *gamay*, le plant *déloyal*, n'en est-elle pas entre mille autres une preuve des plus curieuses? La démocratie étend ses envahissemens même parmi les plantes.

Clteaux a été pour nous une grande déception. Si nous n'avions su d'avance que saint Bernard, génie entièrement moral, n'eût à aucun degré cet amour exquis de la nature qui distingua saint François d'Assise, l'aspect de Clteaux nous l'aurait révélé. Clteaux ne fut pas à la vérité, comme Clairvaux, la création propre de saint Bernard : il le trouva tout fondé, et se contenta de l'adopter lorsque, jeune, il résolut d'entrer dans la vie monastique; mais, s'il eût été tant soit peu possédé du démon du pittoresque, il aurait sanctifié de son adoption quelque lieu d'aspect moins plat que cette campagne, une des plus dénuées de charmes que je connaisse. D'habitude les fondations de monastères ont été jetées au milieu de sites



remarquables par leur austérité sauvage ou leur solitude poétique; Clteaux fait une exception éclatante à cette règle. Je n'ai pas vu Clairvaux, mais je doute que cette vallée de l'absinthe, que saint Bernard et ses moines transformèrent par leur pieux travail en vallée lumineuse, ait jamais été, même dans son état primitif, plus morne et plus ennuyeuse au regard. Certes les moines de Clteaux auraient pu se vanter de tirer d'eux-mêmes toute leur piété et tout leur amour de Dieu, car une pareille nature n'était capable de leur fournir aucun auxiliaire d'élévation religieuse ni aucun stimulant de tendresse mystique. A cette déception pittoresque a succédé la déception historique. Hélas ! il ne reste quoi que ce soit des souvenirs de l'antique abbaye, et je ne sais vraiment où certains *itinéraires* ordinairement exacts et bien informés ont pu découvrir les tombeaux des ducs de la première race capétienne qu'ils recommandent à l'attention des voyageurs. Non-seulement il ne reste rien de ces sépultures, mais on ne sait même pas où elles étaient placées, car pendant une partie de cette période l'usage d'enterrer les grands personnages dans l'intérieur des édifices sacrés n'était pas encore admis, et tout ce que le clergé accorda longtemps aux puissans fut une sépulture sous un des porches de l'église. C'est ainsi que fut, dit-on, inhumé à Semur le duc Robert I<sup>er</sup>, c'est ainsi que fut inhumé le duc Eudes I<sup>er</sup>, dont, au rapport de Courtépée, on voyait encore la tombe sous le porche de Clteaux avant la révolution. Quant aux monumens princiers qui appartenaient à la dernière partie de cette première période ducal, ils ont disparu avec l'église même qui les enfermait. Il ne reste rien en effet de l'ancienne église du monastère, et celle qui existe aujourd'hui n'a pas une date plus ancienne que 1846. Enfin les bâtimens de l'abbaye qui sont encore intacts ont en grande partie perdu leur caractère, et ont été transformés en établissement pénitentiaire pour les jeunes détenus. Le touriste avide de témoignages historiques qui serait disposé à exécuter le voyage de Clteaux est donc informé qu'il peut s'épargner cette excursion : il n'y trouverait aucun vestige digne du plus petit intérêt.

Et cependant on peut dire que ce saint lieu, même dans sa déchéance, n'a pas perdu entièrement son ancienne destination. C'est encore la charité qui en est l'âme, c'est encore la cause du bien moral qu'on y défend. Ces terres de Clteaux, qui furent défrichées et assainies par les légions de moines de saint Bernard, sont aujourd'hui cultivées etensemencées par des bataillons de pauvres enfans touchés prématurément par le génie du mal, sous la surveillance dévouée de frères de la doctrine chrétienne qui essaient de transformer en pionniers du bien ces petites victimes du diable. Environ 400 enfans reçoivent là l'instruction religieuse et morale

qui leur fit défaut, continuent les travaux de leurs premières années, ou font l'apprentissage d'un état qui leur permette d'échapper aux dangers de l'avenir. J'ai pris un réel plaisir à regarder pendant plusieurs heures leurs petits bataillons défilér en ordre parfait, fifres en tête et au pas militaire, pour se rendre aux travaux des champs ou de l'atelier, précédés des frères en chapeau rond et en blouse rustique, portant sur l'épaule les armes du travail. Comme je suis, je dois l'avouer, prédestination déterminée, et que je ne crois guère à la puissance du bien que sur les âmes qui sont faites pour lui de toute éternité, je me suis amusé à passer une inspection détaillée de toutes ces physionomies d'enfants, pour savoir si j'y surprendrais les signes d'une rédemption possible plutôt que ceux d'un endurcissement déterminé, et je dois dire, à la confusion de mes doctrines, que l'ensemble est exactement le même que celui que présente un régiment, un collège ou un atelier, car, s'il y a là certaines physionomies bien sérieusement marquées du sceau indélébile de la bête, il s'y rencontre beaucoup d'enfants de la figure la plus heureuse, et que certainement la nature n'avait pas réservés à l'esclavage du vice et du crime. Une observation assez curieuse, et qui plaide encore contre mes croyances prédestinatiennes, c'est qu'il m'a paru que les plus petits étaient beaucoup plus endurcis que les grands. Lorsque j'ai traversé les ateliers, j'ai pu saisir chez beaucoup de ces derniers des signes de cette bonne honte qui est chez les coupables l'indice d'un meilleur état d'âme, rougeur légère, yeux baissés, satisfaction visible lorsqu'on semblait prendre intérêt à leur travail; je n'ai remarqué rien de pareil chez les plus jeunes. Cette observation ne peut guère prouver qu'une chose, c'est que le levain moral a besoin du temps pour agir, et que le sentiment du bien ne commence à avoir de puissance que lorsque l'âme acquiert une conscience à peu près nette d'elle-même. Je me suis entretenu assez longuement avec le directeur de l'établissement, prêtre d'une physionomie singulièrement austère et triste, comme peut bien l'être celle d'un homme qui est tenu, au nom de l'Évangile, d'agir tout au rebours de cette parole de l'Évangile: « voyez-vous qu'on jette le bon grain parmi les ronces? » car il doit passer sa vie précisément à ensemer les épines et à traiter le sable aride comme terre fertile. Dans le cours de la conversation, il me fait part d'une observation fort curieuse, et qui est bonne à rapporter. « Les meilleurs de nos enfants, me dit-il, les plus corrigibles, sont ceux qui nous viennent des grandes villes, et très particulièrement les petits Parisiens. On nous envoie quelquefois des enfants qui se sont habitués à la plus détestable liberté d'un vagabondage sauvage, ou de petits factieux en herbe, qui ont pris part aux émeutes, soulevé des pavés et autres gentilleses pareilles; il

semble le premier jour qu'on n'en aura jamais raison, qu'ils vont mettre le désordre dans l'établissement, et qu'il sera nécessaire de prendre à leur égard des mesures exceptionnelles. Eh bien! point du tout; au bout de deux ou trois jours, ces enfans se sont engrenés sans effort dans la régularité de la discipline, agissent avec ordre et précision, et obéissent sans la plus petite difficulté. Ce qu'on prenait pour esprit de révolte enraciné n'était autre chose que turbulence enfiévrée. Ces enfans sont pâte tendre à laquelle on donne la forme que l'on veut. Il n'en est pas ainsi des enfans qui nous viennent de la campagne : ceux-là ont un caractère; il peut être bon, il peut être mauvais, mais ils en ont un, et il est difficile de le changer. » J'ai trouvé d'ailleurs le digne prêtre très convaincu de l'efficacité de l'institution qu'il dirige et inébranlable sur la croyance que l'âme peut être changée par la discipline religieuse, à la condition que la patience du maître soit infatigable et ne connaisse pas le découragement. Ayant discrètement émis le doute contraire et laissé percer pour le soutenir quelque chose de mes opinions prédestinatiennes, son sévère visage s'est encore attristé, et je me suis bien vite arrêté pour ne pas blesser davantage la sainte illusion dans laquelle il puise le courage d'accomplir sa tâche ardue, et à laquelle d'ailleurs aucun prêtre catholique ne renoncera jamais sérieusement.

Les âmes humaines ont un prix infini, voilà la grande nouveauté que le christianisme est venu apporter au monde; mais dans aucune des églises qui se partagent la chrétienté cette doctrine n'a été embrassée avec autant d'étendue que dans l'église catholique. Toutes les âmes sont également d'essence divine, et, ayant une même origine, ont une même fin, à moins qu'elles ne s'en écartent par le dérèglement de leur liberté. Toutes ayant également été rachetées de la chair par le sang de Jésus-Christ, Dieu n'a de dessein secret contre aucune, et quand son action intervient même par le châtiment, ce n'est que pour avertir l'âme, aider sa faiblesse et l'empêcher de perdre le prix de ce rachat universel. Dans le protestantisme, le désespoir de l'âme coupable éclairée sur ses fautes a toujours été accepté, sinon expressément, au moins tacitement, comme légitime; mais le catholicisme a fait du désespoir le vice suprême de l'âme. Défense absolue est faite au pécheur de désespérer. Non-seulement il n'est pas de criminel qui ne puisse se racheter, mais il n'est pas de scélérat qui ait le droit de se croire indigne du pardon de Dieu. Voilà les principes sur lesquels est fondée en grande partie la morale sociale du catholicisme, et qui règlent les rapports du prêtre catholique avec les âmes. Aussi, de même qu'il interdit au pécheur de désespérer, il n'en désespère jamais lui-même, et s'attache à croire à la possibilité de son rachat avec une obstination qui, je le déclare, a

toujours fait l'objet de mon admiration. Le prêtre catholique est tenu d'espérer toujours, même contre la nature, contre la raison et contre l'évidence. Dans la vie laïque, nous aimons le peuple, mais nul de nous n'aime la populace; cette populace est cependant aimée quelque part avec un zèle de charité qui ne craint même pas parfois de braver le bon sens vulgaire, quelque part où on lui épargne même son nom odieux et où elle est considérée non comme criminelle, mais comme égarée. Quelques jours après ma visite à Clteaux, je faisais part de mon entretien avec le directeur de cette colonie pénitentiaire à un magistrat de province qui pendant trente ans a présidé les assises, et je lui demandais son avis sur l'efficacité de ces sortes d'institutions. « Il est possible, me répondit-il, que l'expérience de ce directeur lui ait présenté des cas heureux; tout ce que je puis dire, c'est que la mienne ne m'en présente aucun, et que j'ai vu bien des fois revenir devant nous hommes faits ceux que nous avions envoyés enfans à ces établissemens. » Ainsi, tandis que le magistrat qui envoie ces enfans coupables dans la colonie pénitentiaire n'en espère rien, le prêtre qui dirige la colonie en espère tout. En vérité, il serait temps qu'il se rencontrât quelque honnête démagogue qui, comprenant une partie de ce que nous venons de dire, modérât un peu le zèle de ses confrères et leur fît remarquer qu'en excitant la populace à se ruer sur le clergé catholique on la pousse à tirer non-seulement sur ses plus vrais, mais sur ses seuls amis, car là seulement elle peut trouver indulgence et charité, tandis que partout ailleurs, même chez les plus vertueux et les meilleurs, elle ne peut rencontrer que justice.

II. — BEAUNE. — ALEXIS PIRON. — L'HÔPITAL DU CHANCELIER ROLIN.

Le trajet est court de Nuits à Beaune, et j'en ai employé le temps à regarder avec curiosité si je n'apercevrais pas sur les talus du chemin les héritiers de ces chardons qu'Alexis Piron trancha jadis avec rage, prétendant par là couper les vivres aux Beaunois. Beaucoup de nos lecteurs savent sans doute qu'un très comique petit pamphlet de Piron a fait aux Beaunois une réputation de bêtise presque égale à celle que Molière a faite aux Limousins par sa fameuse farce de *M. de Pourceaugnac*. Les jeux populaires étaient très en faveur en Bourgogne sous l'ancien régime: ainsi Semur était célèbre par sa course annuelle des bagues, et Dijon et Beaune par leurs fêtes d'arbalétriers, dont l'origine, si je ne m'abuse, remonte à Philippe le Bon, ce prince si cordial et si populaire, qui transporta tant d'usages issus de la bonne humeur des grasses Flandres dans la grasse Bourgogne, où ils ne pouvaient déperir. Or il arriva qu'en 1715 les arbalétriers de Beaune remportèrent le prix du tir sur les

arbalétriers de Dijon. Piron était très jeune alors, il ressentit la défaite de ses concitoyens avec une vivacité juvénile tout à fait burlesque, et dans le feu de son amusante fureur il rima une ode fort longue où, du commencement à la fin, les Beaunois étaient assimilés aux ânes de leur pays, qui étaient célèbres sans qu'on sache bien dire pourquoi. Le point d'honneur provincial était beaucoup plus vif alors qu'il ne l'est aujourd'hui, — et il est encore par momens très suffisamment pointu; — on peut donc penser avec quelle humeur les Beaunois prirent cet outrage fait à leurs lauriers. Ils essayèrent quelques ripostes; par exemple un certain curé Martin, ancien professeur de Piron, crut ou feignit de croire que Piron, dans son ode, avait voulu faire allusion à sa personne lorsqu'il avait donné à l'âne ce nom générique de Martin sous lequel la race des ânes est aussi connue que le peuple anglais sous le sobriquet de John Bull, et dans une lettre assez spirituellement tournée il lui rappela que dans son enfance il l'avait fréquemment étrillé. Piron répliqua qu'il ne niait point le fait, mais que, si son maître l'avait étrillé jadis, il se pourrait que lui fût à même de le brider présentement. Les beaux esprits de Beaune n'étaient pas capables de lutter avec un homme que ses reparties ont rendu célèbre; aussi essayèrent-ils de s'en venger par des moyens moins difficiles. S'étant imprudemment aventuré dans Beaune deux ans après l'équipée de son ode, et ayant recommencé d'ajuster du tir de ses bons mots les longues oreilles dont il gratifiait les habitans de cette ville, Piron fut poursuivi à travers les rues par ses victimes, et n'échappa qu'avec peine à une correction qui aurait pu être solide, s'il faut juger des Beaunois d'alors par la robuste encolure des Beaunois d'aujourd'hui. C'est l'histoire de ces tribulations que Piron a racontée dans son célèbre *Voyage à Beaune*. Comme Piron s'est acquis une réputation déplorable qui l'a mis à l'*index* auprès de tous les lecteurs qui prétendent se respecter, cet opuscule a partagé le sort de la plupart des écrits de cet auteur, et il est assez peu lu aujourd'hui (1). C'est un tort; les occasions de s'amuser sont trop rares dans ce triste monde et par ce plus insupportable des siècles pour dédaigner un charmant petit livre qui peut nous procurer une heure de gaité désopilante. Il a d'ailleurs dans la littérature burlesque française une originalité très à part, qui mérite d'être signalée. Il y a des degrés même dans le burlesque, et les autres écrits de notre littérature qui relèvent de ce genre ne possèdent ni ce naturel, ni cette franchise, ni cette verve facile et nettement classique : l'odyssée du scandaleux d'Assoucy, souvent amusante et toujours immorale, ne sort pas du royaume des bobèches; le *Roman comique* de Paul Scarron

(1) Il en a été fait cependant une édition assez récente augmentée de quelques fragmens qui ne sont pas sans valeur par M. Honoré Bonhomme.



atteint fréquemment l'excellente bouffonnerie, mais il ne va pas au-delà; dans le *Voyage à Beaune* d'Alexis Piron au contraire, le burlesque touche au vrai et bon comique. L'entrée à Beaune surtout constitue une page des plus malicieuses, où se mêlent avec bonne humeur la feinte naïveté d'un jocrisse de la foire et la gaité d'un Regnard. Que le lecteur, s'il ne la connaît pas, cherche cette jolie page où Piron décrit les effets abrutissans que le génie de Beaune produit sur lui dès son entrée, et cette messe à laquelle il assista, « où tel qui vint pour lorgner fut obligé d'y prier Dieu, » tant les femmes étaient laides, « si bien que jamais Dieu n'ent à une messe de onze heures et demie des cœurs moins partagés; » il se convaincra qu'elle pourrait faire honneur à tout auteur comique.

Je n'oserais jurer que les Beaunois aient encore pardonné à Piron ses malicieux brocards. Ce qu'il y a de certain, c'est que le malin petit livre ne se trouve pas dans la ville, car, ayant eu envie de le lire sur place, il m'a été impossible de me le procurer. Le premier libraire auquel je me suis adressé m'a répondu par un *non* dont la sécheresse ne laissait rien à désirer, accompagné d'un regard d'une froideur sévère qui m'a fait soupçonner que ma demande avait été prise pour une impertinence calculée. Un second, homme fort poli et très obligeant, m'a répondu qu'il n'avait pas cet écrit, et, comme j'ai cru devoir alors m'excuser d'avoir demandé à un Beaunois un livre où leurs ancêtres étaient plaisantés, il m'a répondu par un « oh! ça m'est bien égal » accompagné d'un léger éclat de rire dont la contrainte sensible disait assez nettement : « cela ne m'est pas égal du tout, car enfin je suis Beaunois. » Je n'ai pas cherché davantage, me tenant pour averti, et pendant les deux jours que j'ai encore passés à Beaune je n'ai plus soufflé mot de Piron.

La statue de Monge, qui se dresse sur la place du marché, au pied de la tour du beffroi, suffit pour réfuter les impertinentes assertions de Piron, et pour prouver que les dons solides, sinon les dons brillans de l'esprit, n'ont pas été refusés à Beaune. Ainsi c'est à Beaune que nous devons notre École polytechnique; il y a plus d'une ville de spirituel renom qui n'a pas autant fait pour la vie intellectuelle de la France. Cette statue de Monge est un bon ouvrage de Rude, qui, heureusement pour sa gloire, en a fait de tout autrement remarquables. Elle est très curieuse et très instructive, parce que le sculpteur en la composant a obéi à une théorie erronée dont elle fait ressortir la fausseté avec plus d'évidence que ne le pourraient faire vingt dissertations des plus habiles. Il est parti de cette idée, juste en apparence, que, la statue d'un homme illustre n'étant malgré tout qu'un portrait en marbre ou en bronze, quelque monumentale qu'elle fût, ce portrait devait être *individualisé* le plus possible sous peine de ne donner aucune connais-

sance exacte du personnage qu'il s'agit de représenter. Se borner aux traits les plus généraux serait en donner une représentation vague, tous les hommes se ressemblant par les traits généraux et les habitudes générales; ce qui les différencie, c'est un geste favori, une attitude propre, un accent particulier de physionomie; c'est là ce que l'artiste doit reproduire, s'il veut être vrai, et créer un portrait qu'on ne puisse confondre avec aucun autre. Cette opinion est parfaitement juste à la condition que ce geste, cette attitude et cet accent de physionomie seront logiques, réguliers, harmonieux; mais quoi, si ce geste est par hasard un *tic*, et si cet accent de physionomie est une grimace? Ces sortes d'accidens ne sont point rares chez les hommes éminens, surtout chez ceux qui appartiennent à un ordre strictement intellectuel, car la profession et les préoccupations habituelles de l'intelligence infligent au corps certains gauchissemens qui, loin d'être des grâces, sont parfois de véritables difformités. C'était, paraît-il, le cas pour Monge; le geste que l'artiste lui a prêté ne saurait avoir été inventé par caprice, et n'a certainement été adopté que sur des indications d'une exactitude et d'une précision malencontreuses. Il est extrêmement difficile de faire comprendre la nature de ce geste, tant il est particulier et bizarre, et cette difficulté suffirait seule à prouver à quelle exagération l'artiste a été poussé par sa théorie. Monge est évidemment en train de faire une démonstration mathématique; son bras est soulevé horizontalement, et replié de manière à faire saillir le coude comme un angle aigu; au bout de ce bras ainsi soulevé et replié, pend une main recourbée mollement, comme une serre d'oiseau frappée d'impuissance, et de cette main se détache un index, qui lui-même se recourbe comme un signe d'orthographe de fantaisie. Tâchez d'imaginer une sorte de triangle difforme et sans base, et au bout d'une des deux lignes de ce triangle suspendez une énorme virgule, voici le geste que le sculpteur a prêté à Monge. Il est incontestable que l'artiste n'a introduit ce détail dans son ouvrage qu'après avoir consulté les souvenirs d'anciens élèves ou d'anciens amis de Monge, dont il aura scrupuleusement copié la pantomime imitative. Une pareille exactitude serait bizarre même dans un portrait, et cependant la peinture a bien plus de liberté que la sculpture; dans une statue monumentale, elle est choquante au plus haut point, d'abord parce qu'elle introduit, sous prétexte de vérité, une complication alambiquée et subtile à l'excès dans un art qui réclame avant tout de la simplicité, ensuite parce qu'elle fait prédominer un détail sur l'ensemble avec tant de force que la statue a l'air d'avoir été faite pour ce seul détail, enfin parce qu'elle fait descendre la sculpture monumentale de sa dignité, et la rend en quelque sorte anecdotique. Une statue monumentale doit être

une grande page d'histoire et non pas un chapitre d'autobiographie minutieuse; rien n'est mieux fait pour démontrer la vérité de cette assertion que cette œuvre de Rude.

Beaune est une gentille et paisible petite ville avec une physionomie ancienne et une toilette moderne. De verts boulevards de date récente font une charmante ceinture à ses flancs, et le passé lui a laissé en héritage assez de bijoux d'un travail rare et précieux pour lui composer une parure remarquable et forcer les yeux à s'arrêter sur elle avec complaisance. Tout est petit dans cette miniature de cité; l'enceinte est petite, les demeures (dont quelques-unes de la renaissance presque intactes) sont pour la plupart petites; deux rivières la traversent, mais ces deux rivières sont de simples cours d'eau, et on franchit ces fleuves de Lilliput sur des ponts microscopiques. Tout est petit, sauf deux édifices admirables, Notre-Dame, la principale église, et l'hôpital, la merveille de Beaune et l'une des raretés de la France.

Cet hôpital fut élevé par la libéralité de Nicolas Rolin, chancelier de Bourgogne sous Philippe le Bon, âpre et ferme politique auquel une tradition probablement exagérée a fait une réputation de rapacité et d'avarice. M. Rossignol, dans sa curieuse *Histoire de Beaune*, a fait réparation à la mémoire du chancelier, et n'a pas eu de peine à le disculper du péché d'avarice. Comment taxer d'avarice un homme qui élève à ses frais un édifice aussi somptueux que l'hôpital de Beaune? Et ce n'est pas à cette ville que Nicolas Rolin avait borné sa libéralité, car la collégiale d'Autun fut encore son œuvre. Le chancelier trouva à Beaune une mesure d'hôpital doté d'un revenu de 50 francs, et il lui substitua un palais qu'il dota d'un revenu de 1,000 francs. L'exiguïté de cette dotation a été alléguée comme preuve de lésinerie, mais M. Rossignol montre très judicieusement, par le détail des objets qu'on pouvait avoir pour cette somme, quelle rente énorme c'était que 1,000 francs dans la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle. Il est moins aisé d'absoudre le chancelier du reproche de rapacité, car, si rapacité et avarice vont bien ensemble, rapacité et libéralité ne s'excluent nullement. On a vu des concussionnaires se montrer les plus magnifiques des hommes; Fouquet, le prédécesseur de Colbert, en est un exemple mémorable entre tous. Or Nicolas Rolin passe pour avoir eu les mains crochues au suprême degré, à tel point que Philippe le Bon, qui l'aimait comme un utile serviteur, ne put un jour se retenir de lui dire : « Cette fois c'est trop, Rolin. » On attribue encore à l'âcre Louis XI, qui gardait rancune au chancelier des services rendus à la maison de Bourgogne, un mot cruel. Comme on parlait devant lui de la magnificence de cet hôpital de Beaune : « Eh, dit le roi, c'est bien le moins que celui qui a fait tant de pauvres ait bâti un palais pour

les abriter. » Nous savons par une expérience souvent répétée combien il faut toujours rabattre des exagérations de la médisance contemporaine; cependant nous devons dire que l'image de Nicolas Rolin ne plaide pas précisément en sa faveur. L'aîné des frères Van Eyck, Hubert, nous a laissé son portrait, que possède le musée de Dijon. C'est une figure maigre comme celle d'un loup avec un profil allongé comme le tranchant d'un couteau et pointu comme le museau d'un renard, la sécheresse et la dureté incarnées, mais avec une fermeté visible et un air de décision et d'autorité remarquable. En le regardant, on pense à ces *silex* si durs et si froids, d'où jaillissent, quand on les frappe, les étincelles d'un feu caché. Que l'âme qui fut revêtue d'une pareille enveloppe ait aimé l'argent comme elle aime la puissance et le commandement, rien en vérité n'est plus croyable. D'ailleurs, si les inclinations du père passent dans le fils avec le sang, nous pouvons croire que Nicolas Rolin fut vraiment rapace, car nous savons que son fils, le cardinal Jean, évêque d'Autun, libéral et magnifique comme lui, aimait l'argent à tel point qu'ayant été prié par les carmes de Semur de faire la dédicace de leur église il ne dédaigna pas deux *saluts* d'or que ces religieux lui donnèrent pour ses peines.

Mais que nous importe aujourd'hui cette rapacité, puisqu'elle nous a valu un magnifique édifice et puisque d'ailleurs les contemporains eux-mêmes se ressentirent de ses bienfaits? C'est vraiment une question que de savoir s'il ne vaut pas mieux que l'argent aille en des mains crochues, mais habiles, qui, comme des écluses, le retiennent pour le répandre avec intelligence, qu'entre des mains peureuses et honnêtes qui ne l'attireront jamais par fraude et violence, mais qui par égoïsme ne laisseront jamais échapper la moindre portion de ce qu'elles auront saisie. Je n'entreprendrai point une description détaillée de ce ravissant palais des pauvres, avec sa longue façade, son clocher fluet et pointu, sa superbe cour intérieure, ses galeries de bois sculpté, ses innombrables lucarnes ogivales aux clochetons dentelés; ceux qui ont vu les édifices municipaux des Flandres pourront se faire une idée de l'élégante originalité de cet édifice. C'est l'art des Flandres, à sa plus brillante époque, transplanté tout vif en Bourgogne. Je suis assez surpris de découvrir que cet édifice unique n'est point classé parmi les monumens historiques, et qu'il se trouve ainsi à la discrétion des conseils municipaux saugrenus qu'il plaira au hasard d'infliger à la ville de Beaune, accidens dont nous avons vu trop d'exemples pour qu'ils ne soient pas toujours à prévoir et à redouter. En dehors de sa beauté, cet hôpital a une importance historique capitale, car il représente seul en Bourgogne l'époque la plus brillante de la période ducale, et fait revivre le moment où, la politique des ducs de la

maison de Valois ayant déplacé son centre d'action, la Bourgogne ne fut plus qu'un satellite de la Flandre. On dirait un fragment de Bruges ou de Malines transporté au beau milieu de la Côte-d'Or par un miracle analogue à celui qui, selon la tradition, transporta le sanctuaire de Notre-Dame-de-Lorette de Palestine en Italie. Existait-il en Bourgogne un autre témoin aussi intact, aussi complet, de cette domination si passagère, et si brillante, de la Flandre? Pour ma part, je n'en connais pas. C'est assez dire quel intérêt s'attache à la conservation de cet édifice dans ses moindres dispositions, et combien il serait regrettable qu'il fût à la merci de réparations ou de changemens qui en altéreraient le caractère.

L'intérieur n'est plus tout à fait tel que l'avait ordonné Rolin; de nombreux changemens y ont été opérés tant dans les salles que dans la chapelle; mais, tel qu'il est, il répond dignement à l'extérieur. On ne peut parcourir sans un sentiment de reconnaissance attendrie ces longues et vastes salles aux murs d'une blancheur irréprochable, avec leur double rangée de lits largement espacés. Partout brille une propreté exquise, nulle part ne se fait sentir la moindre de ces odeurs d'hôpital, mélanges de pharmacie, de potage, de tisane et d'émanations de malades, qui sont si révoltantes pour le cœur. La tenue de cet établissement fait le plus grand honneur aux bonnes sœurs en costume blanc et bleu qui le desservent avec un zèle où le chancelier Rolin, s'il revenait au monde, se plairait à reconnaître l'exécution expresse de ses volontés. Pourquoi faut-il que mon admiration pour leur charité, dont la tenue de cet hôpital est un si touchant témoignage, soit mêlée d'un ressentiment que je ne puis taire? Nicolas Rolin, en sa qualité de chancelier de Bourgogne, eut la bonne fortune d'être l'ami et le protecteur des Van Eyck, et parmi les cadeaux dont il enrichit son hôpital se trouvait une œuvre considérable de Jean de Bruges représentant le *Jugement dernier*, laquelle a subi pour le moins autant de mésaventures que le fameux *Agneau mystique* de Saint-Bavon de Gand. Primitivement cet ouvrage ornait l'autel de la chapelle; un beau jour, il déplut aux bonnes religieuses pour ses prétendues nudités, et elles le reléguèrent sans façon dans une salle déserte d'un étage supérieur en compagnie de la poussière et des toiles d'araignée. Cette précaution même ne leur parut pas suffisante, et elles firent peinturlurer de draperies malencontreusement bienséantes les figures sorties du pinceau du plus pudique et du plus innocent des peintres. Aurait-on jamais imaginé que le pieux Van Eyck pût être suspect d'impureté? Règle générale et à peu près sans exception : donner aux religieuses de gentilles images pour orner leurs chapelles, et quantité d'argent pour leurs pauvres, mais ne leur confiez jamais une œuvre d'art, car il arrivera toujours, comme pour le Van Eyck



de Beaune, que, n'en connaissant pas le prix, elles la relégueront au grenier, ou qu'offusquées de quelque détail inoffensif elles la mutileront ou l'enlaidiront de feuilles de vigne ou de draperies ridicules. D'ailleurs elles ne voudront certes jamais comprendre que, s'il est méritoire de soigner des malades, il l'est presque autant de soigner des Van Eyck lorsqu'on a le bonheur d'en posséder, attendu que des malades se remplacent toujours, tandis qu'un Van Eyck ne se remplace jamais. Enfin ce tableau, après avoir été oublié pendant je ne sais combien de temps, fut découvert dans ces dernières années par un amateur de Châlon-sur-Saône, tout comme s'il n'avait jamais existé. Or voilà maintenant qu'après avoir laissé leur Van Eyck sans aucun soin les bonnes sœurs sont en train de pécher par excès de précautions. Lorsque dans la dernière guerre les Prussiens se sont étendus en Bourgogne, les sœurs ont tremblé pour leur tableau, et l'ont enfermé dans une caisse qu'elles ont déposé dans quelque cachette, comme des femmes et surtout des religieuses savent seules en trouver. C'était là une bonne, très bonne pensée, pour laquelle tous les amis des arts leur doivent des remerciemens, encore ne faudrait-il pas l'exagérer. Il y a longtemps que les Prussiens ne menacent plus la Bourgogne, il y a longtemps même qu'ils s'en sont entièrement retirés, et cependant le Van Eyck ne sort pas de sa cachette, où il est, paraît-il, si bien muré qu'il est très difficile de l'en tirer. Il y était encore au mois de mai de cette année, et nous parierions qu'il y est toujours. Le résultat de cet excès de précautions, c'est qu'il nous a été impossible de voir ce tableau, ce dont nous avons éprouvé un dépit que nous ne pouvons dissimuler. C'est en vain qu'un jeune magistrat de Beaune qui porte le nom de Davout a joint ses instances à nos prières, le Van Eyck est resté invisible.

Notre-Dame est un bel édifice, sans unité architecturale très étroite, mais qui par ses principaux caractères se rapporte à l'architecture dite de transition, c'est-à-dire au passage du style roman au style gothique. Oserai-je dire toute ma pensée? Eh bien! cette architecture intermédiaire, lorsqu'elle se présente avec la beauté que nous lui voyons à Notre-Dame de Beaune et à Saint-Lazare d'Autun, me semble l'égale des deux autres pour le caractère religieux. Il est bien entendu que je veux surtout parler de l'impression résultant des colonnades à arcs brisés qui distinguent ces édifices. L'arc roman, étroit et harmonieux, a trop de sérénité et de beauté précise pour parler toujours à l'âme l'austère langage du christianisme. L'ogive est vraiment mystique; que de fois pourtant, surtout dans la dernière période de son règne, son vol svelte s'arrête et se repose dans une élégance toute profane! Combien au contraire cet arc brisé du style de transition est une fidèle image

de la pauvre âme humaine sur la terre dans les conditions que le christianisme lui a faites ! Humiliée, pécheresse, elle essaie de se soulever et retombe brisée sur elle-même après un lourd effort ; la sécurité de son ancienne ignorance n'est plus, la sérénité de l'avenir qui lui est promis n'est pas encore ou reste incertaine, et elle bat tristement de l'aile entre la terre, qui la rend malheureuse, et le ciel, pour lequel elle est inhabile. Tel cet arc brisé qui n'a plus l'harmonieuse sérénité de l'arc roman, et qui ne soupçonne pas le vol élané de l'ogive, sorte de larve architecturale en qui les vies de deux architectures, l'une terrestre et l'autre ailée, se mêlent et s'amalgament, l'une pour naître et l'autre pour cesser d'être. En un mot, je ne connais pas d'architecture qui soit une meilleure image de l'attitude contrainte de l'âme chrétienne ici-bas, et de sa patiente et douloureuse espérance dans les promesses qui lui ont été faites. Sans doute ce n'est pas là tout le sentiment religieux, mais c'en est une partie, et, si le style roman et le style gothique purs expriment des états d'âme plus étendus, plus harmonieux et plus vibrans, ils n'en expriment pas de plus touchans.

Notre-Dame de Beaune a été complètement restaurée à l'intérieur dans ces dernières années ; mais ces réparations n'ont pu malheureusement lui rendre les ornemens qu'elle a perdus au jeu terrible des guerres civiles et des révolutions. Aussi a-t-elle peu de choses à montrer aujourd'hui en dehors des principales dispositions de son architecture. Quelques œuvres méritent cependant que nous prolongions notre visite. Sur l'un des côtés du chœur, tout au haut d'une colonne, se dresse une jolie statue de saint Michel, souvenir visible de ce gracieux page du ciel que le Guide nous a représenté posant avec une si triomphante élégance son pied sur le front du vieux *jet-tatore* de l'abîme, tout pareil au Roger d'Arioste qui se débarrasserait par la force de son vieil enchanteur Atlante. Une des chapelles contient une *Adoration du sacré cœur* de Lebrun, tableau d'une couleur à la fois claire et livide et d'une composition savamment ordonnée qui n'a que le tort de tromper le premier regard sur la nature du sujet et de faire croire à une *Pentecôte*. Nous n'aurions probablement pas fait mention de ce tableau, si nous l'avions vu en tout autre lieu que Beaune, sa valeur comme art étant assez indifférente ; mais ici il acquiert une importance en quelque sorte historique, car il rappelle au voyageur curieux de suivre la vie de la Bourgogne dans ses différentes manifestations que la moderne adoration du sacré cœur est une dévotion d'origine bourguignonne. Marie Alacoque, qui était des environs d'Autun, eut ses visions à Paray-le-Monial, dans le Charolais, et son plus vaillant champion fut un de ses compatriotes. C'est ce Languet de Gerpy, évêque de Soissons et prédécesseur de Buffon à l'Académie française, qui joua un si grand rôle dans toutes

les affaires de la constitution *Unigenitus*, et ne se rendit pas moins célèbre par l'ardeur qu'il déploya contre les miracles du cimetière Saint-Médard que par le zèle avec lequel il défendit les visions de la religieuse bourguignonne.

On a déposé dans deux autres chapelles les restes de belles sculptures de la renaissance qui ont eu des aventures assez curieuses. Au moment de la révolution, ces sculptures ornaient une église qui appartenait aux minimes : deux ou trois visites de sans-culottes enrégés les avaient déjà fortement endommagées, lorsqu'un patriote, mieux avisé que les autres, se disant sans doute qu'il n'y avait pas crime à profiter d'une chose qui était inévitablement dévolue à la destruction, eut la bonne pensée de les dérober pour en orner sa maison. Heureux larcin, peut-on dire, puisqu'il a sauvé les parties intactes de ces sculptures. Elles se trouvèrent donc transformées en propriété privée; mais voilà qu'au bout de soixante années, un des héritiers de cet amateur indiscret des beaux-arts, touché de remords et probablement aussi fort embarrassé de posséder des objets dont il était difficile d'avouer l'origine sans quelque hésitation, a eu l'honnêteté de retirer de Babylone ce qui appartenait à Sion. Ne pouvant les restituer à l'église où elles avaient été prises, puisque cette église n'existe plus, il en a fait don à Notre-Dame. Nous devons à cette probité de pouvoir recommander ces sculptures à la curiosité et à l'étude de tous les amateurs d'art. Elles rappellent de la manière la plus étroite celles que nous avons admirées déjà dans l'église de Saint-Florentin; elles ont été conçues dans le même esprit, exécutées selon le même système, ont évidemment la même date, et sont peut-être sorties de la même main. Ce sont des bas-reliefs représentant les différentes scènes de la Nativité et de la Passion au moyen de figurines du travail le plus délicat et le plus ingénieux. Ils ont été, dis-je, singulièrement endommagés, mais dans les parties qui ont été oubliées par la destruction il se trouve des détails d'une finesse admirable. Voici par exemple le cortège qui se met en marche pour le Calvaire; on sort de la ville et l'on passe sous l'arc d'une de ses portes. Deux officiers, dirigeant leurs chevaux de manière à se trouver rapprochés l'un de l'autre, s'entretiennent ensemble avec un naturel et une tranquillité incroyables. Jamais l'indifférence, ce sentiment difficile à rendre entre tous puisqu'il est l'absence de tout sentiment, n'a été saisie avec un plus grand bonheur et une plus rare subtilité. L'évanouissement de la Vierge au pied de la croix est encore un détail qui peut frapper d'admiration même quand on a vu les innombrables expressions qu'ont données de cette scène les plus grands maîtres, tant l'abandon du corps par l'âme est voisin de la complète séparation. Il

y a dans ces sculptures un art tout particulièrement français, c'est-à-dire un art composé de fine observation morale, de malice profonde, de sentiment dramatique et de philosophie familière, qui fait d'autant plus regretter les mutilations qu'elles ont subies.

Ces sculptures sont à notre avis la véritable richesse de Notre-Dame de Beaune, mais elle les possède depuis trop peu de temps pour en tirer encore orgueil. Il en est une autre de date beaucoup plus ancienne, qui fut tout spécialement créée pour elle, et dont elle aime à se vanter de préférence. C'est une suite de longues bandes de tapisseries destinées primitivement à entourer le chœur, et que leur prix a fait soustraire depuis longtemps à tout usage. Ces tapisseries, qui représentent la vie de la Vierge, datent de l'année 1500 et furent données à l'église par un certain archidiacre Jean Lecoq. Elles sont en effet fort belles, mais en dehors de leur beauté elles offrent un genre particulier d'intérêt qui mérite d'être signalé. Nous nous figurons volontiers aujourd'hui que les choses marchaient avant nous avec une lenteur extrême; or voici des tapisseries qui prouvent de la plus irréfutable manière qu'une belle œuvre d'art produite dans n'importe quel pays de l'Europe civilisée était connue du public, des artistes et des amateurs avec une rapidité singulière. Le fragment de tapisserie où est représenté le mariage de la Vierge reproduit détail pour détail le célèbre tableau du Pérugin dont son élève Raphaël nous a donné une si belle imitation. L'attitude du grand-prêtre est la même, les attitudes de Joseph et de Marie sont les mêmes, le petit garçon qui est à l'angle de la tapisserie casse les baguettes sur son genou avec le même geste. L'artiste a certainement connu l'œuvre du Pérugin, sans quoi cette coïncidence serait vraiment extraordinaire. Or ces tapisseries sont de l'an 1500 et le tableau du Pérugin, si mes souvenirs sont exacts, est des tout à fait dernières années du xv<sup>e</sup> siècle. Je demande s'il est possible à une œuvre de faire un plus rapide chemin. Cette tapisserie a été sans doute à son tour bien vite célèbre, car je retrouve l'imitation directe de quelques-unes de ses scènes dans telle ou telle verrière. Par exemple, le tableau qui représente la mort de la Vierge a été reproduit sans presque aucun changement par le verrier limousin Pénicaud dans un vitrail de l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix à Limoges. Nous finirons par découvrir que chaque siècle a son genre de rapidité qu'il n'applique qu'aux choses qu'il préfère; aujourd'hui nos marchandises et nos corps sont transportés avec une vitesse que certes le xvi<sup>e</sup> siècle ignorait, mais je défie bien que n'importe quelle renommée d'artiste marche plus promptement dans notre expéditif xix<sup>e</sup> siècle que ne marcha au xvi<sup>e</sup> la renommée de Raphaël, ni que la parole de n'importe quel révolutionnaire se propage avec autant de vitesse que se propagea



la parole de Luther. Rien ne change en ce monde; il n'y a que des déplacemens de forces qui invariablement aboutissent toujours au même équilibre.

### III. — AUXERRE. — PHYSIONOMIE DE LA VILLE. — SOUVENIRS DE LA CATHÉDRALE.

Nous n'avons pas dépassé Beaune au midi de la Bourgogne; de là nous avons brusquement détourné à gauche, pressé que nous étions de voir Autun. C'est donc de cette ville que nous devrions logiquement entretenir nos lecteurs; mais, comme le désir de grouper ensemble les œuvres et les choses qui ont entre elles une certaine analogie, en nous entraînant toujours plus au sud, nous a fait abandonner deux villes importantes, Auxerre et Vézelay, mieux vaut retourner au nord et rejoindre Autun par un autre chemin. D'ailleurs nous pourrions toujours retrouver cette ville à l'entrée soit du Nivernais, soit du Bourbonnais, si nous nous décidons un jour à rassembler nos impressions sur l'une ou l'autre de ces provinces.

Si les paysages rustiques de la Bourgogne laissent quelquefois à désirer, il n'en est pas de même de cet autre genre de paysages que nous appellerons *urbains* faute d'un meilleur mot, c'est-à-dire de ces paysages qui sont formés par la position des villes et les reliefs résultant du hasard des constructions ou des accidens heureux de l'architecture des édifices. Nous avons déjà décrit les aspects de Joigny, de Tonnerre, de Semur, et Autun, que nous abandonnons aujourd'hui, nous présentera le modèle accompli de ce genre de paysages. L'aspect d'Auxerre est loin d'avoir la beauté de celui d'Autun, et cependant je ne sais trop s'il n'est pas plus original. Auxerre a cela de particulier, qu'elle ne doit rien de son agrément pittoresque qu'à elle-même, car la nature qui l'entoure ne lui prête aucun secours, privée qu'elle est de tout caractère. On ne peut dire que cette campagne soit laide, on ne peut dire qu'elle soit jolie, et nous ne saurions trop comment la définir, si la langue anglaise ne nous fournissait dans son adjectif de *plain* une nuance d'expression qui nous manque en français, *it is a plain nature, a plain landscape*. A la vérité, la superbe rivière de l'Yonne, toujours belle, toujours limpide, en quelque lieu qu'on la rencontre, l'Yonne, véritable reine de ce pays des cours d'eau maussades, — oh! que les vieux Gaulois de ces contrées eurent bien raison d'adorer la déesse Icauna! — jette aux pieds d'Auxerre quelque chose de ses trésors de verdure et de fraîcheur; mais, comme cette rivière, à moins de descendre très près d'elle, se laisse mal apercevoir, le bienfait dont elle a gratifié la ville se trouve en grande partie perdu.

Auxerre en est donc réduite à ses monumens et à ses maisons; eh



bien ! cela suffit pour lui composer un aspect pittoresque et séduisant. Il est impossible de n'être pas prévenu en sa faveur lorsque, dès l'arrivée, on l'aperçoit du débarcadère, ramassée tout entière comme un énorme bouquet aux tiges inégales ou une corbeille trop pleine, et que du centre de cette corbeille la jolie cathédrale, fleur gothique exquise, s'élance comme pour vous sourire et vous inviter à entrer. Rien de plus coquet, de plus riant, de plus piquant que ce premier aspect, qui vous laisse tout disposé à croire Auxerre la plus gracieuse des villes, et qui vous fait partir d'un pied léger pour aller examiner ses charmes de plus près. Il y a bien d'abord quelque désillusion lorsqu'on s'est approché, et l'on a envie de trouver que cette corbeille de loin si coquette est un simple panier de ménagère, car cette élégance d'aspect est une illusion de la perspective, et ne correspond nullement au vrai caractère de la ville, qui est celui d'une simplicité toute bourgeoise, et si nous ne craignons que le mot fût pris à tort en mauvaise part, nous dirions volontiers d'une forte vulgarité ; mais ce désappointement dure peu, et un réel attrait se révèle bientôt dans cette physionomie nouvelle. Je ne crois pas qu'il y ait de ville qui se présente avec moins d'étalage, qui trahisse moins d'envie de briller ; on dirait même qu'à aucune époque Auxerre n'a senti ce besoin de se moderniser que les villes ressentent de siècle en siècle, et auquel elles cèdent presque toujours au risque de s'enlaidir. Ses rues pittoresquement tortueuses et escarpées ont l'air d'avoir été tracées à l'origine même de cette ville et de n'avoir jamais été rectifiées depuis, et ses maisons, qui paraissent vieilloties même lorsqu'elles sont neuves, ont l'air d'avoir été reconstruites sur un modèle admis une fois pour toutes. Ce sont des maisons sans prétention ni dehors, marquées d'un cachet de bonhomie toute populaire, faites pour loger des gens sans façon, vivant, comme dit le peuple, à la *bonne franquette* et sans faire d'embarras, d'humeur gaie et même un peu grasse, cherchant plus volontiers le plaisir et le bonheur dans une réalité très matériellement substantielle que dans les illusions d'une vanité flatteuse. Telle est la double originalité d'Auxerre ; de loin c'est une toute gracieuse poésie, de près c'est une robuste prose, de saveur originale, et en qui la franche empreinte du passé n'est pas encore effacée.

Cette forte marque populaire, ce sans-façon des demeures qui semblent faire fi du luxe extérieur, ces rues inégales, escarpées, tortueuses, ce dédain de la régularité et de l'affiche qui a l'air d'être le génie caché du lieu, rien de tout cela ne surprend quand on songe à l'ancienne histoire d'Auxerre. Chaque ville a son origine propre, et il est parfois étonnant de voir à quel point sa physionomie moderne dément peu cette origine, malgré toutes les révolu-

tions amenées par le temps. Autun fut une création romaine et porte une physionomie de reine déchue; Dijon fut formée par les ducs et les parlemens, et elle reste ville aristocratique; Auxerre a été façonnée par des saints et des évêques, et, bon gré mal gré, elle conserve le caractère des anciennes villes ecclésiastiques. Or deux traits distinguent invariablement les anciennes villes où la puissance ecclésiastique a été prédominante, une complète insouciance de toute apparence extérieure et de toute régularité matérielle d'une part, et une liberté populaire qui va parfois jusqu'à la licence du carnaval. Rome, où la vie de la plèbe ne subit jamais aucune contrainte, est l'exemple mémorable entre tous tant de cette insouciance de la régularité matérielle que de cette liberté populaire qui distinguent les villes ecclésiastiques. Auxerre a été la ville la plus folle de la joyeuse Bourgogne, et non pas d'une folie brillante et chevaleresque comme Dijon, mais d'une folie de fabliau pour ainsi dire, toute bourgeoise et plébéienne. Une foule d'usages baroques et facétieux que le temps a eu grand'peine à emporter y foisonnaient comme les coquelicots dans les champs de blé au printemps. Cette fête des fous par exemple, si célèbre au moyen âge, fut par excellence la fête d'Auxerre, où elle n'a cessé qu'après son interdiction par le concile de Bâle; encore le concile faillit-il être positivement désobéi, car il se trouva des défenseurs de cette parodie grotesque dans les rangs du puissant chapitre des chanoines, dont l'un fit observer audacieusement qu'on portait la main sur une fête plus ancienne que celle de la conception de la Vierge. Ces puissans chanoines eux-mêmes faisaient mieux que tolérer, ils partageaient cette gaité populaire, et le jour de Pâques, en manière de joyeux *alleluia*, ils transformaient en jeu de paume le chœur de la cathédrale. Je ne sais trop ce qui reste dans le peuple d'Auxerre de cette folie d'autrefois, aujourd'hui que la vie populaire perd à peu près partout son caractère, cependant il en doit rester encore beaucoup, car, il y a quelques années à peine, un romancier, friand à l'excès de tous ces détails amusans, fit exprès le voyage de cette ville pour y voir je ne sais quelle fête baroque qui s'y célébrait encore, et qui depuis y a été abolie (1). Quant au second caractère, c'est-à-dire à l'in-

(1) Un fait curieux qui prouve que cet ancien esprit d'Auxerre, s'il est par hasard éteint, ne l'est que depuis bien peu de temps, c'est que l'immortel Cadet Roussel, le dernier et non le moins amusant des types grotesques, était un bourgeois plus ou moins ridicule d'Auxerre qui fut chansonné par un malin compatriote. C'est au moins ce qu'affirme M. l'abbé Fortin, curé actuel de la cathédrale, dans un livre où il a recueilli ses souvenirs, qui remontent haut, car il est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans. Je crains fort que les *Souvenirs* de M. l'abbé Fortin ne soient bien peu connus hors d'Auxerre; c'est une raison de plus pour que j'en mentionne l'existence, et pour que j'apprenne à tous ceux qui seraient à portée de se procurer ce livre, et qui négligeraient cette facilité, qu'ils y trouveront sur l'ancienne

souciance de la régularité et de l'éclat apparent, je réponds qu'il y est encore pour l'avoir observé de mes propres yeux, et pour avoir retrouvé dans cette ville quelque chose des impressions que m'ont invariablement données toutes les anciennes villes ecclésiastiques où j'ai séjourné.

Tout passe en ce monde, et l'histoire de l'élégante cathédrale en est la preuve. Elle a eu toute sorte de malheurs, de vicissitudes et d'épreuves, et ce destin paraît d'autant plus lamentable que par ses caractères de grâce, de pureté architecturale, ses heureuses proportions, sa forme bien dessinée, son front charmant dont la destruction a bien pu briser la parure, sans en effacer toutefois la beauté, elle semblait faite pour fixer à jamais un destin souriant. S'il nous était permis, usant d'une licence habituelle aux poètes, *d'individualiser* les choses, nous dirions que, comparée aux autres cathédrales célèbres, celle-ci est comme une vierge adolescente parmi d'imposantes matrones ou de magnifiques reines. Longtemps en effet il sembla que le sort d'une jeunesse éternelle devait être le sien, car elle eut à profusion ces spectacles amusans qui plaisent à la jeunesse et ces gâtés qui lui vont bien. Que de choses drolatiques n'a-t-elle pas vues, le sacrilège innocent de la fête de l'âne, le carnaval populaire de la fête des fous, la partie de paume des chanoines au jour de Pâques, et, pendant je ne sais combien de générations, l'ainé de la maison des Chastellux venant gravement revêtir les insignes de chanoine par-dessus ses ornemens de chevalier! Puis elle eut pour évêque le tout aimable Jacques Amyot, qui était si bien fait pour lui continuer son destin souriant, et qui le lui continua en effet, car, en véritable enfant de la renaissance, il y introduisit la musique venue d'Italie et fit lui-même retentir les échos de ses voûtes de la cadence de ses périodes à la molle lenteur et de la vivacité voluptueuse de ses images toutes trempées de grâce. Bien des fois sans doute, cette enceinte entendit recommander l'austérité des vertus chrétiennes dans un langage virilement émané de l'austérité spartiate ou romaine des héros de

vie d'Auxerre, sur l'église pendant la révolution et l'empire, sur le dernier évêque d'Auxerre, M. de Cicé, sur l'abbé Lebœuf, sur les deux restaurations, quantité d'anecdotes curieuses, instructives et amusantes. M. l'abbé Fortin n'est pas un écrivain, ce n'est donc pas le charme de l'art qu'il faut chercher dans son livre; mais il raconte simplement, avec abondance et candeur, dit ce qu'il a vu et entendu, et il a eu le temps durant sa longue vie de voir et d'entendre beaucoup. Nous avons conservé quantité de mémoires du passé, nous exhumons chaque jour de la poussière et nous livrons à la publicité quantité de vieux papiers qui ne valent pas, comme documens historiques, ce que vaudront ces *Souvenirs* pour tel ou tel érudit de l'avenir qui les découvrira au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> ou au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Pour moi, je leur dois d'avoir passé de la manière la plus agréable deux longues soirées d'auberge, et tous les voyageurs savent si ces soirées sont mortelles.

Plutarque, et célébrer la douceur de l'amour mystique avec une onction issue, comme une fraîche rosée, de la naïve sensualité de Daphnis et Chloé. Comme il arrive toujours, ce fut à ce moment suprême de grâce et de douceur que le malheur commença pour la jolie cathédrale. Vinrent les huguenots, et leur zèle iconoclaste mutila les sculptures de sa façade, brisa les figures de ses tombeaux. Une inscription, placée par Jacques Amyot lui-même en 1572 contre un des murs de la cathédrale, constate ces mutilations et nous apprend qu'il les fit réparer en partie. Les grosses destructions furent en effet réparées, mais non pas celles des délicats ornemens sculptés, qui furent perdus pour toujours. Les guerres religieuses une fois passées, on entra dans les temps d'ordre monarchique où le gothique fut peu en faveur. La cathédrale fut donc négligée, laissée sans soins et sans réparations, arbitrairement altérée par telle ou telle mesure prise sans scrupule, et, qui le croirait? la mode d'un tel empire, que plusieurs fois le clergé des derniers siècles regretta de ne pouvoir reconstruire sur un plan plus nouveau cette église dont l'architecture lui semblait barbare. Les sans-culottes vinrent à leur tour; mais, comme il faut être juste envers tout le monde, il est bon de dire qu'ils n'ajoutèrent pas grand'chose au mal du passé, soit parce que le plus gros était fait, soit, ce qui est plus probable, parce que le peuple d'Auxerre, chez qui l'esprit de la ligue avait été si fort autrefois, conservait au milieu de son zèle révolutionnaire un robuste levain de sentimens catholiques. Tout ce qu'ils firent, ce fut de gratter les emblèmes de la royauté, fleurs de lis et autres. L'ordre reparut enfin, et avec l'ordre, nouveau malheur. Une cathédrale ne va pas sans un évêché; or l'évêché d'Auxerre, fondé au III<sup>e</sup> siècle par saint Pèlerin, était un des plus anciens et des plus vénérables de France, un de ceux qui semblaient les mieux protégés par la sainteté des souvenirs. Je ne crois pas en effet qu'il y ait en France de siège épiscopal où se soient assis plus de saints personnages; mais à l'époque où furent tracées les nouvelles circonscriptions diocésaines, l'archéologie religieuse était peu en faveur, et petit était le nombre des âmes que pouvaient toucher les souvenirs de saint Pèlerin, de saint Germain, de saint Amatre, de saint Didier, de saint Pallade, de saint Virgile, de saint Aunaire, et de je ne sais combien d'autres encore. L'évêché d'Auxerre fut donc aboli, et son diocèse fut réuni au diocèse de Sens. Enfin il n'est pas jusqu'à la dernière invasion dont la malheureuse cathédrale n'ait failli pâtir; un boulet prussien est entré dans l'église, et est allé se loger dans un coin de la chapelle où se trouve le monument des Chastellux. Ce boulet semble avoir pris une direction subtilement oblique, ce qui est heureux, car sans cela il brisait une des colonnes monolithes si légères qui



ouvrent l'entrée de la chapelle. Vous voyez que les monumens ont, comme les hommes, leurs destinées heureuses ou malheureuses. On réparait la cathédrale au moment où je la visitais; espérons pour ce brillant édifice que ces réparations sont l'augure d'une existence un peu moins tourmentée que celle du passé.

Bien qu'appauvrie et mutilée par cette cascade de malheurs, la cathédrale n'en possède pas moins trois choses qui lui constituent un intérêt considérable, une grande unité de style, de splendides verrières et une curieuse crypte (1). Sa perfection architecturale en fait le plus remarquable édifice gothique que possède la Bourgogne. L'église est d'une seule pièce et d'un seul caractère; pas de ces con-

(1) Ce n'est pas à dire cependant que la cathédrale d'Auxerre ne possède pas un certain nombre d'œuvres de mérite ou d'objets curieux, mais, comme aucune de ces œuvres n'est un aiguillon pour la pensée, et comme aucun de ces objets ne constitue une rareté unique, je me contenterai d'en dresser en note un catalogue aussi exact que possible. Deux monumens funèbres placés sur les deux côtés du chœur s'imposent à l'attention; l'un, celui de l'évêque Jacques Amyot, a été élevé par la piété de son neveu; l'autre est celui d'un second évêque d'Auxerre, Nicolas Colbert. Tout ce qu'on peut dire de ces tombeaux surmontés des statues des deux prélats, c'est que ce sont deux beaux monumens funèbres, mais devant lesquels l'âme conserve une tranquillité parfaite, et qui n'ajoutent rien à ce que nous savions de l'art de la fin du xvi<sup>e</sup> et de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Le monument élevé aux frères de Chastellux dans la chapelle de la Vierge paraîtrait un peu plus fortement à l'imagination; mais ce monument est une simple restitution qui fut faite sous la restauration pour remplacer le monument primitif qui avait été détruit, et d'ailleurs nous réservons ce que nous avons à en dire pour le chapitre où nous parlerons de Chastellux. On montre dans une chapelle une peinture sur pierre, fort endommagée par un réparateur maladroît, représentant une *piété* et attribuée à Léonard de Vinci. Le corps du Christ, d'un dessin admirable, ne serait pas indigne du grand maître; mais la douleur de la Vierge penchée sur le corps parle un langage qui n'est guère celui des figures de Léonard et rappelle d'une manière fort étroite le même genre de pathétique que nous trouvons dans les œuvres de Lorenzo di Credi. Deux autres chapelles attirent un instant la curiosité, l'une par des restes de vieilles fresques effacées consacrées aux souvenirs des saints d'Auxerre, Germain, Pallade, Virgile, etc.; l'autre par un barbouillage coloré qui ressemble à une énigme et qui est une énigme en effet jusqu'à ce qu'on en ait l'explication. Des colombes, des flammes, des verges et autres emblèmes dont le sens échappe, couvrent les murs et la voûte de cette chapelle. Cette énigme peinte donna lieu naguère à une méprise amusante digne de l'antiquaire de Walter Scott. Un archéologue de la localité, emporté probablement par un zèle trop voltairien, attribuant à ces peintures une date plus ancienne que la leur, voulut y voir des emblèmes de l'inquisition. Informations prises, il se trouva que ces coloriations avaient été peintes à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle par un ecclésiastique qui avait quelques notions de la peinture, et que ces rébus n'étaient autre chose que les différens emblèmes qui expriment les diverses formes et les divers degrés de la pénitence. Une cathédrale ne va guère sans un trésor, surtout la cathédrale d'un évêché aussi ancien, et cependant celle d'Auxerre n'en possédait pas avant ces dernières années. Enfin un certain M. Duru, collectionneur qui s'était acquis une renommée de goût et de tact assez justifiée, est mort en laissant à la cathédrale celle des parties de sa collection qui ont un intérêt religieux, en sorte que cette église est maintenant bien pourvue de tous les précieux bibelots qui composent un trésor.



trastes de styles opposés souvent intéressans, mais qui, divisant l'admiration, empêchent toute plénitude de sentiment. Les mutilations de sa façade ne nuisent guère non plus à sa beauté, car l'imagination rétablit sans peine les dentelles et les guipures qui manquent à sa toilette de pierre. On ne se plaint pas davantage de ne lui voir qu'une seule tour, car il faut qu'une cathédrale soit toujours inachevée par quelque côté; l'inachevé va bien à ces édifices, et n'en fait que mieux ressortir cette vanité des œuvres humaines, toujours incomplètes par quelque endroit, qui est au nombre des leçons qu'enseigne le christianisme. Les trois grandes verrières de la façade et des deux portes latérales ont beaucoup souffert, surtout les deux dernières; il en est peu d'aussi belles, et celle de la rosace en particulier possède une magie de lumière qui produit un double effet dont l'œil ne peut se lasser. Deux couleurs y dominent, le jaune et le violet, et selon les heures du jour l'une ou l'autre y triomphe exclusivement. Quand on regarde cette rosace au milieu du jour, le jaune inondé de la lumière qu'il laisse passer à flots apparaît seul, et alors il semble voir s'épanouir une énorme fleur du souci ou un bouton d'or colossal; mais aux heures du crépuscule la couleur plus foncée reprend son avantage, et le jaune souci est remplacé par une violette géante. On me dit que cette verrière est menacée de déplacement, parce qu'on ne la juge pas en harmonie assez étroite avec le caractère de l'édifice; je ne sais trop ce qui en est à cet égard, mais souvent le mieux est l'ennemi du bien, même quand le mieux est cherché par d'habiles gens, et volontiers je demanderais grâce pour mes deux fleurs de lumière.

La crypte, forêt souterraine de colonnes trapues, a reçu dans ces dernières années les soins de M. Viollet-Le-Duc, cet habile chirurgien, ou, pour mieux parler, ce véritable bon samaritain de notre architecture nationale, qui a remis tant de membres à nos églises et pansé tant de plaies de nos édifices. Cette crypte est remarquable. De vieilles peintures à fresque ornent le sommet et les côtés d'un enfoncement en forme de chapelle. La principale, celle de face, représente un Christ d'un caractère très particulier, car c'est un Christ selon saint Jean, un Christ alpha et oméga, première et dernière parole du monde. Les peintures des côtés représentent différens personnages qu'on reconnaît sans peine à leurs attributs pour les quatre cavaliers de l'Apocalypse. Comme mon guide m'abandonne quelques instans dans la solitude de cette église souterraine, j'ai tout le temps de m'y laisser aller à mes rêveries en face de ces vieilles peintures. Il me vient donc à la pensée que cette formule : « je suis l'alpha et l'oméga, » s'applique non-seulement à l'éternité, mais au temps, qu'elle doit s'entendre non-seulement comme une définition mystique de la nature du Christ, mais comme

une prophétie des destinées de ses doctrines, et qu'elle contient l'affirmation d'un catholicisme plus flottant, plus obscur, et encore plus étendu que celui qui est affirmé par la célèbre promesse : « tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon église. » Cette dernière promesse ne s'applique qu'à l'édifice visible de l'église, tandis que la formule de Jean va beaucoup plus loin, car elle implique que, même l'église s'écroulât-elle, la doctrine qu'elle incarne resterait invincible, ou, pour préciser notre pensée avec plus d'énergie, trouverait sa victoire définitive dans la défaite que l'enfer semblerait lui infliger. Tout le développement de l'Apocalypse ne nous montre-t-il pas en effet les triomphes répétés de ces portes de l'enfer qui ne doivent pas prévaloir? Je suis l'alpha et l'oméga, qu'est-ce que cela veut dire, sinon j'enserme entre mes deux extrémités toutes les lettres par lesquelles s'exprime la parole, je suis l'alphabet entier, autrement dit je contiens toute parole, toute sagesse, toute doctrine; c'est de moi qu'elles sortent toutes, quelles que soient leurs combinaisons, c'est à moi que forcément elles retournent, quelles que soient leurs déviations? Le temps déroulera mille vicissitudes et déchainera des fléaux sans nombre, ces vicissitudes et ces fléaux rencontreront toujours pour limites la frontière de ma parole. Ces quatre cavaliers si redoutables ravageront la terre bien des fois; eh bien! quelle sera la fin de leurs exploits? Le cavalier armé du sceptre foulera la terre en conquérant; au bout de sa victoire, il me rencontrera devant lui pour lui dire : Je vois ta force, où est ton droit? Le cavalier armé du glaive livrera les hommes à la guerre civile; quand des torrens de sang auront coulé, je me dresserai devant sa face, et je lui dirai : Je vois ta vengeance, où est ta fraternité? Le cavalier armé de la balance viendra châtier les hommes de sa justice; mais quand leurs iniquités auront été punies, il m'entendra lui dire : Je vois ta colère, où est ta clémence? Le cavalier armé de la faux tranchera la race des hommes, et alors je lui dirai : Tu livres à l'éternité, qui est mon royaume, ce qui appartenait au temps, tu clos l'ère du long combat, et tu inaugures mon règne, et dès lors où est ta victoire? La pauvre âme humaine joindra les maux de ses erreurs aux maux de ces désastres; tantôt enivrée d'elle-même, elle oubliera ma parole, tantôt désespérée de ses malheurs, elle perdra confiance en ma promesse, et cherchera d'autres remèdes et d'autres appuis que ma doctrine. Elle se tourmentera et s'ingéniera pour trouver d'autres voies, et, quand elle aura fait bien du chemin et qu'elle se croira bien loin de moi, elle me rencontrera au bout d'elle-même. Il n'y a de véritable propriétaire du monde et de l'âme que moi, tous les autres n'en sont que les usufruitiers et les fermiers à bail, et que m'importe que l'enfer prévale, puisqu'il est lui-même sous ma domination?

En sortant de la cathédrale, je lis à l'angle d'une des petites rues tortueuses qui l'avoisinent le nom de l'abbé Lebœuf; ce souvenir de reconnaissance pour une gloire modeste et un solide mérite fait honneur à l'édilité auxerroise. Des travaux si nombreux et si considérables de l'érudit chanoine, je ne connais que quelques-unes des parties de ses mémoires pour servir à l'histoire civile et religieuse du diocèse d'Auxerre, mais j'en connaîtrais davantage, que le sentiment d'estime que ces lectures m'ont inspiré n'en pourrait guère être augmenté. Il est difficile d'unir plus de patiente érudition à plus de modestie et je dirais presque à plus d'humilité de parole. Que voilà donc un savant qui hausse peu le ton, a peu souci de s'imposer à ses lecteurs, et poursuit peu la vaine gloire! Ses écrits, qui ne cherchent pas l'ornement et qui ne connaissent pas le coloris, se laissent lire pourtant avec facilité, avec plaisir, tant leurs honnêtes pages sont reluisantes de candeur, de bonne foi, de sincère et naïf amour des choses antiques. La manière dont il avait acquis son érudition est aussi bien faite pour toucher quiconque prend plaisir au spectacle d'un honnête homme qui arrive à faire quelque chose de considérable avec rien. Ah! il n'avait pas eu à sa disposition des bibliothèques de cent mille volumes, des musées admirables, des collections dressées avec méthode. Élevé dans le sanctuaire, enfant de chœur, servant de messe, il avait appris à lire dans les vieux antiphonaires et les vieux rituels, et c'est en tournant leurs feuillets, en remarquant avec l'acuité de l'enfance mille petits détails insignifiants en apparence, que s'insinua doucement dans sa jeune âme cet amour de l'antiquité religieuse qui ne l'abandonna plus. Entré dans les ordres, des difficultés qui auraient été insurmontables pour quiconque n'aurait pas eu l'amour de la science lui furent opposées par la pauvreté et les devoirs de sa profession; mais ce sont là des barrières qui n'arrêtent pas un cœur bien épris. Il n'avait pas de livres, il alla les chercher où ils étaient; il n'avait pas d'argent pour voyager, il s'en passa en n'employant ni voiture, ni cheval. Dès que le temps et les devoirs de sa profession le lui permettaient, il prenait un bâton à la main, partait sans emporter d'autre bagage que lui-même, et accomplissait, par ce procédé renouvelé de Bias, des excursions de deux et de trois mois. Puis, sa moisson faite, il s'en revenait au logis, classait les résultats de sa récolte et notait comme objets de ses excursions futures les difficultés nouvelles que soulevaient les documents qu'il avait recueillis, ou les diverses obscurités qu'il n'était pas parvenu à éclaircir. L'année d'après, il recommençait, et c'est ainsi que, selon les traditions locales, s'écoulèrent les années de sa jeunesse et de sa force avant que son mérite eût rencontré sa récompense, et qu'il fût devenu chanoine de ce diocèse de Paris, dont il a écrit l'histoire. Les

laborieux et les studieux peuvent puiser dans une telle vie plus d'une utile leçon de patience et de résignation, et quant aux élus de l'érudition et de la science, à qui tout a souri et qui ont tout trouvé disposé sous leurs mains, qu'ils pensent un peu à cette science amassée brin à brin, avec fatigue, avec lenteur, lorsque les documens affluent vers eux de toutes parts sans qu'ils aient presque la peine de les chercher.

A côté même de la cathédrale s'élève l'ancien palais épiscopal, aujourd'hui la préfecture de l'Yonne, édifice à la fois vaste et charmant, où les deux ordres d'architecture gothique et romane se sont ajoutés l'un à l'autre dans la succession des temps, et se sont mariés sinon très étroitement, au moins dans une union pleine de liberté gracieuse et d'originalité spirituelle. L'aile de l'édifice la plus rapprochée de la cathédrale est traversée tout entière à la hauteur du premier étage par une galerie à colonnade romane du goût le plus pur et de l'effet le plus heureux. Cette colonnade romane ne règne que sur un des côtés de cette aile, et pour la voir, on doit entrer dans le jardin même qui s'étend derrière la préfecture; mais une fois là, les yeux s'en détournent bien vite, quel que soit le plaisir qu'elle leur procure, enthousiasmés qu'ils sont par un spectacle d'une singulière beauté qui réclame toute leur admiration. Devant vous s'étend le beau palais épiscopal avec le double caractère de son architecture; à gauche, la cathédrale vous présente un de ses flancs dominé par son unique tour; à droite, dans un lointain assez rapproché pour qu'on ne perde aucun détail, se dresse la robuste masse de l'ancienne église abbatiale de Saint-Germain; tout en bas et par derrière vous, l'Yonne roule ses eaux au cours majestueusement paisible, doucement ralenti par de petites îles verdoyantes. Nous parlions en commençant de ces paysages *urbains* dont les villes de Bourgogne présentent de notables exemples; celui-là en est un, et des plus remarquables. Auxerre n'a rien de plus beau que cet aspect, qui réunit tous les caractères d'une absolue perfection. D'autres paysages d'architecture peuvent être plus riches, plus étendus, plus variés, je doute qu'il s'en rencontre beaucoup qui soient aussi heureusement ramassés et concentrés en un aussi petit espace, aussi harmonieusement balancés avec des édifices d'une telle masse, et dont l'ensemble puisse être embrassé par l'œil avec un plaisir moins exempt d'efforts.

#### IV. — AUXERRE. — LA STATUE DE DAVOUT. — ANECDOTES INÉDITES SUR LE MARÉCHAL.

Jusqu'à ces dernières années, Auxerre n'avait possédé d'autre statue monumentale que celle du mathématicien Fourier, célébrité solide, mais nécessairement restreinte, peu faite pour dire quoi que



ce soit à l'imagination de la presque totalité des promeneurs, et dont l'image, selon les principes que nous avons exposés déjà ici même, serait mieux placée dans la cour d'une école ou la salle d'une académie que dans un jardin public. Auxerre a senti cette lacune et a eu le désir de la combler. Malheureusement les renommées des hommes éminens que cette ville a produits se prétaient assez mal à cet hommage monumental. Nous avons rendu pleine justice au mérite de l'abbé Leboeuf, mais comment songer à lui élever une statue? Lacurne de Sainte-Palaye, l'ami de Charles De Brosses, l'érudit aimable qui, avec le comte de Tressan, a le plus contribué au XVIII<sup>e</sup> siècle à mettre à la mode le moyen âge, appartient à la même catégorie de célébrités. Ici nous touchons à une des objections les plus fortes que l'on puisse faire à cette rage de statues monumentales qui depuis trente ans s'est emparée de toutes les villes de France indistinctement. Ce n'est pas tout en effet que de vouloir posséder une statue monumentale, encore faut-il en avoir la matière première, c'est-à-dire un grand homme dont la renommée s'accommode de ce genre d'apothéose. Il se peut faire qu'une ville ait été très fertile en hommes éminens, et qu'il n'y ait cependant dans aucun de ces hommes la matière première que nous réclamons. Dans ce cas, ce que cette ville aurait de mieux à faire, ce serait de regarder d'un œil sans envie les villes souvent moins illustres qui posséderaient ce genre d'ornement tout simplement parce que le hasard de la nature leur a fourni un homme qui réunit les qualités voulues pour une statue monumentale. Ne trouvant dans ses hommes célèbres aucune renommée capable de supporter cette épreuve du bronze, Auxerre a justement pensé que sa qualité de chef-lieu lui donnait droit de se parer des gloires qui appartiennent au département entier, et c'est ainsi qu'un tardif hommage a été enfin rendu au maréchal Davout, dont la mémoire attendait encore, alors que les images de tous ses frères d'armes moins illustres que lui ornaient depuis longues années les places publiques des villes où ils ont pris naissance. Jamais choix ne fut plus heureux, car il a porté sur l'individualité la plus éminente qu'ait produite le département de l'Yonne, et s'il est une mémoire qui soit vraiment faite pour le bronze, c'est bien celle de l'énergique soldat que M. Thiers appelle si justement le taciturne et sévère Davout.

Certainement c'est un homme d'esprit qui a présidé à l'érection de cette statue, car le choix de la place où elle s'élève témoigne d'un bon goût qu'on ne saurait trop louer. Elle ferme l'extrémité d'un vaste et vert boulevard de récente création, et par derrière son piédestal l'œil découvre avec plaisir un des plus jolis sites de la campagne auxerroise. Ainsi placée dans un espace ouvert où elle n'est ni étouffée ni amoindrie, elle se détache sur un fond d'air et de lu-



mière avec un relief et je dirais presque une liberté saisissantes, se distingue de loin et se dessine avec une netteté toujours grandissante à chacun des pas qu'on fait vers elle. Cette statue est une œuvre de mérite de M. Dumont. Elle a subi un certain nombre de critiques que je me permettrai de ne pas toujours trouver justes. Je lui ai rendu jusqu'à trois visites, et j'ai pris soin d'en faire le tour pour la voir sous tous ses aspects; elle se soutient parfaitement et laisse l'œil satisfait, de quelque point qu'on la regarde. Le manteau militaire jeté sur l'épaule du maréchal n'est peut-être pas attaché assez solidement, car on ne voit pas comment il tiendrait si l'on suppose un léger mouvement du corps; mais, cette petite critique faite, il faut reconnaître qu'il retombe en beaux plis et qu'il forme une noble draperie. La figure est bien campée, dans une attitude ferme sans raideur, et martiale sans démonstration extérieure. L'artiste a judicieusement évité toute pantomime militaire du geste et toute expression dramatique de physionomie comme contraires à cette énergie concentrée et à cette tranquillité presque implacable, tant elle est profonde, qui sont les caractères les plus prononcés de l'illustre homme de guerre. Il n'est pas facile de faire comprendre par le bronze que le génie militaire du prince d'Eckmühl était encore plus dans la pensée que dans l'action, qu'il consistait dans une méditation profonde de la guerre plutôt que dans l'entraînement passager et dans l'accès de fièvre belliqueuse des jours de bataille. Pour qu'une statue du maréchal Davout fût parfaite, il faudrait que tout spectateur pût dire en la voyant : l'homme dont voici l'image était le maître de son art terrible, il n'en était pas l'esclave. Or un génie militaire qui relève avant tout de l'intelligence et du caractère offrira toujours au sculpteur des difficultés bien plus considérables qu'un génie militaire qui relève du tempérament et de la passion. Une statue du prince de Condé sera toujours plus aisée à exécuter qu'une statue de Turenne, une statue de Vendôme qu'une statue de Catinat ou de Vauban, une statue de Murat qu'une statue de Davout. M. Dumont a senti cette difficulté, et il s'est tourmenté pour la résoudre. Le moyen qu'il a trouvé est ingénieux et non sans bonheur; on ne peut lui faire qu'un seul reproche, c'est qu'il est tellement fin qu'il sera difficilement saisi par le plus grand nombre des curieux. Une des mains du maréchal tient la lorgnette militaire à la hauteur des yeux, l'autre repose sur son sabre, mais y repose si légèrement qu'on peut dire qu'elle l'effleure plutôt qu'elle ne le touche. Par là l'artiste a voulu indiquer que Davout était une intelligence et non un militaire de l'ordre de ceux qu'on appelle *des sabres* en langage d'atelier, que son arme véritable était l'instrument scientifique et non le brutal instrument de mort, que ce sabre

légèrement caressé n'était autre chose pour lui que le symbole de l'action et l'insigne du commandement militaire. Encore une fois cela est ingénieux, mais la pensée de l'artiste sera-t-elle comprise de beaucoup? Je ne ferai qu'un seul reproche à cette statue; l'artiste a représenté le maréchal Davout beaucoup trop jeune. C'est l'officier de la campagne d'Égypte et de l'aurore du consulat que nous contemplons dans cette statue, ce n'est pas le chef militaire d'Auerstædt et de Wagram, encore moins le rigide organisateur des armées du nord et le combattant héroïque de Mohilev, de Smolensk et de la Moskova. Comme il est trop jeune, il est aussi beaucoup trop serein; la tranquillité de Davout n'était pas exempte de tristesse, et son visage connaissait peu ce sourire heureux que lui a donné l'artiste et qui ne convient qu'aux existences sans nuages, ignorantes du fardeau de la responsabilité, des douleurs du commandement et de la dureté des choses d'ici-bas. L'artiste, il est vrai, a une excuse; il a été préoccupé de rendre la beauté physique du maréchal. Mais cette beauté était assez réelle pour se passer du secours de l'extrême jeunesse; ce n'est que pour ceux qui ignorent en quoi consiste la vraie beauté de l'homme que Davout bronzé par les fatigues du camp et du champ de bataille peut paraître moins beau que Davout jeune et dameret. D'ailleurs l'artiste n'a pas à notre avis assez respecté les caractères vrais de cette beauté, il les a même légèrement altérés. Nous avons vu plusieurs miniatures de Davout jeune; la tête est plus ronde, le cou un peu plus court, les épaules plus larges. Une robuste encolure bourguignonne en un mot dominait chez le maréchal; or la statue ne le fait même pas soupçonner. Ce n'était pas le cas de sacrifier la vérité à la beauté, puisque la beauté était réelle, et que la vérité ne pouvait lui nuire en rien.

Le vieux général de Trobriand, qui pendant tout le temps de l'empire ne cessa d'assister le prince d'Eckmühl en qualité d'aide-de-camp, racontait sur le maréchal l'anecdote suivante. Pendant qu'il occupait les environs d'Ostende, un peintre se présenta un jour à lui avec de bons tableaux comme échantillon de son savoir-faire, en le suppliant de lui permettre de faire son portrait. Justement la maréchale d'Eckmühl réclamait en ce moment un portrait de son mari, Davout consent. Les séances se succèdent, séances fort interrompues par les allées et venues du maréchal, qui, pendant qu'il posait, donnait ses ordres et lisait sa correspondance, et le portrait ne s'achevait pas. Si d'ailleurs ce portrait était bon ou mauvais, Davout n'en savait rien, car il avait promis au peintre de ne pas regarder son ouvrage avant qu'il ne fût terminé. Enfin l'artiste demande à emporter un uniforme, afin de mettre la dernière main à son chef-d'œuvre, et rapporte bientôt une enseigne de village et

une note de 600 francs. Furieux, le maréchal lance le portrait dans le feu et paie la note en s'écriant : « Eh ! je vous aurais donné le double pour ne pas me faire perdre mon temps. Au lieu de me tromper par un talent qui n'existe pas, il fallait me dire : j'ai besoin d'argent, et, sacrebleu ! je vous en aurais donné. »

Profitant de la leçon de modestie contenue dans cette anecdote, nous nous bornerions aux observations qui précèdent sur la statue d'Auxerre, si une toute parfaite bienveillance ne nous avait permis de prendre connaissance d'une série de notes intimes rassemblées par une piété filiale aussi ardente que noble. Quelques-unes de ces notes sont des réfutations de faits avancés par différens historiens ou des controverses sur leurs jugemens; d'autres, et c'est le plus grand nombre, sont des anecdotes recueillies de la bouche de divers contemporains, quelques-uns illustres eux-mêmes et tous bien connus dans la haute société française. Certaines de ces anecdotes sont fort curieuses, et, bien qu'elles ne nous révèlent pas un Davout différent de celui que nous connaissons, elles nous font entrer cependant plus avant dans certaines parties du caractère de cet homme remarquable et nous montrent en action quelques-uns des ressorts qui faisaient mouvoir son âme.

Les plus intéressantes nous paraissent celles qui sont dues au général de Trobriand, mort il y a quelques années plus qu'octogénaire. Nous avons eu occasion de le rencontrer bien souvent dans la dernière période de sa vie, et nous l'avons nous-même entendu raconter quelques-uns des récits que nous allons transcrire. C'était le modèle des aides-de-camp et un type original de Français de l'ancienne école, comme disent les étrangers lorsqu'ils veulent être injustes ou impertinens envers les nouvelles générations françaises, une âme entièrement mâle, sans alliage aucun de ces mièvreries brillantes que la vie des salons enseigne mieux que l'habitude des camps, et qui sont plus souvent des faiblesses que des qualités; mais cette *masculinité* était sans rudesse et s'alliait à une extrême douceur. Son langage sans recherches ni ornemens était d'une simplicité toute militaire, et le fond de son humeur était une bonhomie franche qui, poussée à bout, était capable d'une vivacité de défense que tout agresseur aurait regretté d'avoir excitée. Quelques-unes de ses reparties mériteraient d'être célèbres. En 1815, un général prussien lui disant un jour : « Vous autres, Français, vous vous battez pour l'argent, tandis que nous, Allemands, nous nous battons pour l'honneur. — Rien de plus naturel, lui répondit le bouillant officier, chacun se bat pour ce qui lui manque. » C'est une réponse du même genre qu'il fit au général prussien Thielmann, en cette même année 1815, un jour qu'il avait été envoyé auprès de lui par le maréchal Davout, afin d'en obtenir certaines facilités pour

le service des blessés et de lui annoncer que l'armée avait pris la cocarde blanche. « Il faut avouer, messieurs les Français, que vous changez souvent de cocardes ! dit Thielmann, qui, après avoir longtemps servi dans nos rangs, était devenu notre ennemi. — C'est possible, général, riposta M. de Trobriand, mais en tout cas il vaut mieux changer de cocarde que changer de patrie. » Dévoué au maréchal Davout jusqu'à sa dernière heure, — il passa huit jours au chevet de son lit de mort sans se débotter, — il avait gardé pour sa mémoire un respect toujours vivant. Tout lui en était resté cher, même les brusqueries, les réprimandes et les punitions, et en homme bien né qu'il était, il aimait à citer certaine leçon de respect hiérarchique et de politesse militaire qu'il en avait reçue dans les premiers jours qu'il servait sous ses ordres. Ayant eu à écrire un rapport sur une mission dont il avait été chargé, moitié par inexpérience juvénile, moitié par idolâtrie pour son illustre chef, il mit familièrement en tête : *Mon cher maréchal*. Cette familiarité était cependant fort excusable, d'abord parce que toute idolâtrie entraîne nécessairement une sorte de familiarité, ensuite parce qu'avant de servir sous les ordres du maréchal Davout M. de Trobriand avait servi sous ceux de son beau-frère, le général Leclerc, premier mari de Pauline Bonaparte, et que cette circonstance pouvait lui faire croire qu'une partie de la distance qui sépare un maréchal de France d'un simple officier était effacée. Davout sentit à merveille cette double excuse, et donna à sa leçon de respect militaire la charmante tournure que voici. Au lieu de rappeler brusquement son aide-de-camp au respect des convenances, il lui fit compliment sur la manière dont il avait exécuté ses ordres ; puis, au moment de le congédier, il lui dit gracieusement : « Vous êtes jeune et tout nouveau dans mon corps d'armée, mon cher Trobriand ; je dois vous donner quelques conseils, qui vous seront utiles ici et même dans le monde. Ainsi, quand vous aurez par hasard un rapport à faire ou une lettre à écrire à un général, à un colonel, à un chef d'escadron, vous direz : monsieur le général, monsieur le colonel, mon commandant ; à un lieutenant, mon cher camarade ; et à moi enfin, mon cher Trobriand, vous direz comme vous voudrez. » Il est aisé de comprendre que, bien loin d'être affaibli par cette leçon d'une si cordiale affabilité, le culte du jeune aide-de-camp n'en devint que plus ardent.

Le fait d'armes le plus extraordinaire du maréchal Davout est peut-être la journée d'Auerstædt, où il lui fallut venir à bout de 70,000 Prussiens avec 14,000 Français. Aussi cette bataille était-elle le souvenir favori du général de Trobriand. Sur les préliminaires de cette bataille, sur les incidens qui la signalèrent ou qui en furent la suite, entre autres sur l'inaction de Bernadotte, prince



de Ponte-Corvo, pendant cette glorieuse journée, cette narration contient nombre de particularités curieuses et inconnues. Nous allons en placer fidèlement sous les yeux du lecteur les parties les plus intéressantes.

« Le général de Trobriand est venu passer l'anniversaire d'Auerstaedt avec la famille de son cher maréchal. Ce souvenir le remuait, l'animait, et il s'écriait à chaque instant : Il faisait chaud à cette heure, il y a cinquante-quatre ans. Ah ! quel homme que le maréchal ! je le vois encore. En face de l'ennemi, nous étions comme ce petit vase (un vase de fleurs posé sur la table) en face de ce gros canapé. Nous avions l'air, avec nos 14,000 hommes, de préparer un déjeuner à messieurs les Prussiens, qui étaient 70,000 contre nous. Le maréchal fait former le carré et se place au centre; puis d'une voix qui retentissait comme la trompette, le visage illuminé, il s'écrie : « Le grand Frédéric a dit que c'étaient les gros bataillons qui remportaient la victoire; il en a menti, ce sont les plus entêtés. Faites tous comme votre maréchal, mes enfants, en avant ! » Et tous de s'élancer en avant comme électrisés et acclamant avec délire : vive monsieur le maréchal ! et le noble entêté a eu raison sur le grand Frédéric. . . . . A un moment de cette journée, le maréchal Davout resté maître du champ de bataille, mais incapable de poursuivre ses avantages, avisant une manœuvre qui pourrait en une fois terminer la campagne, envoya, pendant qu'il se battait encore, son aide-de-camp Trobriand auprès de Bernadotte, en lui criant au milieu du feu : « Allez-vous-en lui dire que je n'ai pas un homme de réserve, et qu'il poursuive mes succès. » Ponte-Corvo, toujours jaloux et mauvais camarade, répondit au messager avec force jurons : « Retournez dire à votre maréchal que je suis là, et qu'il n'ait pas peur. » — « Sacrebleu, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir que mon maréchal s'est battu comme un lion contre des forces écrasantes, il a bien assez prouvé qu'il n'avait pas peur ! » La querelle s'envenima, et il ne put amener Bernadotte à marcher.

« Le lendemain, l'aide-de-camp fut envoyé auprès de l'empereur par le maréchal Davout, qui avait couché sur le champ de bataille, pour lui annoncer son éclatant triomphe. Napoléon, un peu crispé, malgré son contentement, interrogea vivement Trobriand sur les circonstances du combat; enfin, impatienté de ses réponses, il s'écria : « Allons, votre maréchal, qui n'y voit pas d'ordinaire, y a vu double hier. » — Davout tait en effet un peu myope.

« Cependant Bernadotte, au fond un peu inquiet, était venu se plaindre à Berthier, et réclamer le châtement de l'insolent envoyé de Davout qui lui avait manqué de respect. Berthier, qui aimait Trobriand et l'appelait toujours *M. de Chateaubriand*, le manda près de lui, et, après avoir en-



tendu son récit, l'introduisit auprès de l'empereur pour lui faire connaître la vérité. Napoléon, son pantalon sur ses bottes, pointait une carte au moment de son entrée, et il finit de s'habiller en l'écoutant défendre son maréchal. Comme il parlait, la porte s'ouvre brusquement, et le maréchal Davout paraît sans être annoncé. En voyant son aide-de-camp, qui n'était pas là par son ordre, avant même de s'adresser à l'empereur, le maréchal, se tournant, les sourcils froncés, vers Trobriand, lui dit : « Que faites-vous ici, monsieur? Mes aides-de-camp m'appartiennent; descendez m'attendre. » Le brave officier sort fort troublé; mais, non moins curieux que troublé, pour la première fois de sa vie il colla son oreille à la porte, afin d'assister au premier abordage, et il entendit le maréchal entrer ainsi d'assaut dans la question : « Si votre misérable Ponte-Corvo avait voulu faire déboucher une tête de colonne, j'aurais encore dix mille hommes de plus au service de la France. » L'empereur ne répondait pas, et Trobriand s'en allait, la tête toujours tournée vers la porte, se frottant les mains et se disant : « Cela marche, cela marche ! » quand son grand sabre qui traînait, s'accrochant dans les jambes d'un jeune officier, les fit tomber tous deux. Impatiences, léger coup d'épée et amitié ensuite. Le brave soldat racontait que son retour en *wurst* avec le maréchal, qui lui reprochait impérieusement sa démarche et le mit aux arrêts, avait été rude. Pour ne pas l'irriter davantage contre Bernadotte et craignant d'amener une affaire entre eux, il eut la vertu de ne pas lui raconter ce qui était arrivé, et comment il se trouvait chez l'empereur pour le défendre. »

N'est-il pas vrai que la figure de Davout ressort de cette narration bien reconnaissable et bien complète? Le voici avec ses traits si fortement accentués, son indomptable obstination, son coup d'œil ferme et précis, son sévère souci de la discipline, son impérieuse brusquerie. Ne trouvez-vous pas aussi qu'il y a là la matière première d'un de ces récits militaires où la grandeur se mélange à la familiarité, comme Mérimée et Stendhal les aimaient et savaient les faire? La brusque entrée de Davout chez l'empereur surtout est d'un bel effet dramatique; c'est une scène toute trouvée et qu'il n'y aurait qu'à développer.

Plusieurs de ces anecdotes vengent Davout de la réputation de dureté qui lui a été faite, réputation que nous avons toujours eu peine à comprendre; ne pouvant admettre qu'une grande supériorité ne soit pas doublée d'une grande bonté. Toute la difficulté consiste peut-être à bien définir quelle est la nature de bonté qui convient à un chef d'armée. Évidemment ce ne peut être celle qui convient à un infirmier ou à une sœur de charité. Or ne serait-il pas piquant que l'examen scrupuleux de cette question nous conduisit à ce paradoxe apparent : la bonté véritable d'un général en

chef consiste précisément dans ce que le vulgaire appelle dureté? Quel est en somme le meilleur, d'un général qui, par négligence de caractère ou niaise complaisance, tolère chez ses soldats un relâchement de discipline qui un jour ou l'autre se traduira infailliblement en dangers pour eux-mêmes, ou d'un général qui par les mâles habitudes d'une discipline rigoureuse en tout temps les rend invulnérables à l'heure décisive? « Va, va, mon garçon, disait le roi Gustave-Adolphe à un soldat qu'il faisait punir pour un acte d'indiscipline, mieux vaut que tu souffres cette correction à cette heure que de brûler éternellement du feu de l'enfer, » et le roi Gustave-Adolphe n'a jamais passé, que nous sachions, pour inhumain. Le maréchal Davout, sous des formes moins pieuses, pensait au fond exactement comme le roi Gustave-Adolphe. Pendant la campagne de Russie, nul corps n'a été soumis à d'aussi rudes épreuves que le corps de Davout; c'est lui qui a formé l'avant-garde de la grande armée et qui a soutenu les premiers combats, en sorte que, lorsque les autres corps sont entrés tout frais en lice, celui de Davout avait déjà plusieurs semaines de fatigues. Lorsqu'il a fallu sortir de Moscou, c'est lui qui a été chargé de protéger la retraite pendant plus de la moitié de cette effroyable route. Tous les autres corps d'armée fondent l'un après l'autre avec une rapidité effrayante, celui de Davout au contraire se dissout avec une lenteur relative qui frappe d'étonnement. Ses soldats avaient-ils donc des privilèges physiques particuliers? Non, mais ils avaient pour résister aux éléments les mâles habitudes d'une discipline plus ancienne et plus stricte. Non-seulement l'armée se dissout, mais elle se débande, et se précipite dans la mort par imprudence, désespoir et folie; seul le corps de Davout, tant qu'il reste un chiffre d'hommes suffisant pour figurer une ombre de corps d'armée, se maintient compacte et solide; si, dans cette masse d'hommes affolés et désespérés, il y a encore quelque part tenue, discipline, prudence, dignité et possession de soi, c'est dans le corps de Davout. Eh bien! mais savez-vous qu'une dureté qui produit de pareils résultats mérite beaucoup mieux le nom de bonté qu'une indulgence qui laisse ses soldats sans défense contre des accidens qu'elle n'a pas prévus? Ses soldats n'en souffraient pas moins, parce qu'ils souffraient avec ordre, seulement ils résistaient plus longtemps aux dernières conséquences de leurs souffrances par les ressources qu'ils puisaient dans la discipline, et enfin, quand il fallait mourir, ils en mouraient mieux, ce qui est encore quelque chose. Concluons donc que le général véritablement bon est celui dont la vigilance continue, ne tolérant jamais aucune infraction à l'ordre, protège ses soldats contre les sottises de leur propre incontinence dans la victoire, contre les folies de leur propre désespoir dans les grandes déroutes, et les met

à l'abri des accidens et des dangers qui naissent d'une masse d'hommes mal contenus d'ordinaire, terreurs paniques, entassements désordonnés, explosions par imprudence. Un général dur à la façon de Davout non-seulement est une providence pour les âmes de ses soldats, dont il soutient et règle le courage, mais se trouve en fin de compte un véritable Esculape pour leurs corps, qu'il protège contre la maladie et l'imprudence par les habitudes d'ordre qu'il leur donne. Cela dit, voici deux anecdotes. La première était racontée par le général de Trobriand.

« Le colonel du 1<sup>er</sup> de chasseurs, le brillant Montbrun, après une affaire magnifique s'avise de lever une contribution considérable sur la princesse de Steyer. Davout l'apprend, entre dans une fureur extrême et s'écrie devant tout le corps d'officiers : « Si j'avais deux Montbrun, j'en ferais pendre un. » Montbrun, mandé, nia tout avec aplomb; son major Tavernier se dévoua pour lui et fut condamné à deux ans de citadelle; mais au bout de quelques mois le maréchal Davout, qui le savait innocent, l'en fit sortir avec la croix et un grade. »

Il me semble que nous surprenons assez bien ici une bonté de l'ordre le plus élevé, seulement cette bonté est réglée par un bon sens supérieur. Je ne connais d'analogue à ce fait dans notre histoire qu'un trait de Gaspard de Coligny. Un jour on lui amène un étourdi qui s'était livré à je ne sais quel acte de maraude : « Qu'on le pende sans délai, » dit l'amiral; puis il fait semblant de tourner brusquement les talons, en recommandant à l'oreille d'un de ses gentilshommes de faire couper la corde dès que le coupable sera suspendu. C'est le même sérieux sentiment de l'ordre uni à la même humanité.

J'extrais la seconde anecdote d'une lettre écrite par une personne dont je ne suis pas autorisé à citer le nom, un des plus grands du premier empire.

« Le maréchal maintenait une très sévère discipline dans son corps d'armée, tant dans l'intérêt de ses troupes, qui étaient admirablement tenues, que par intégrité personnelle.

« Il avait interdit le maraudage sous peine de mort. Un jour il aperçoit dans un champ un soldat qui avait une singulière tournure. C'était un dragon qui avait en ceinture un mouton qu'il venait de voler. Le maréchal, se l'étant fait amener, commence par lui annoncer le jugement qui l'attend. Le pauvre mouton, qui bêlait d'une manière lamentable, couvrait de sa voix l'admonestation. Tout à coup le dragon lui frappant sur la tête : paix, mouton, s'écrie-t-il, laisse parler le maréchal.

« Le maréchal rit (pour la première fois peut-être de sa vie, ajoute M. R...), et l'à-propos de l'accusé le sauva non de la mort, qui n'était qu'une menace, mais d'un jugement. »

Mais, dira-t-on, il était dur envers les populations conquises et les pays occupés, — et il me souvient que le pauvre Heine, dans son poème sur l'*Allemagne*, a contribué lui-même à répandre cette opinion. Ici encore, pour trouver l'explication de cette prétendue dureté, il suffit de faire appel au bon sens. Comme tous les hommes de génie, en quelque genre que ce soit, le maréchal Davout a obéi pendant toute sa carrière à deux ou trois idées d'une extrême simplicité. La plus importante de ces idées est celle-ci : « L'état de guerre étant un état particulier doit nécessairement avoir ses lois propres. » Savoir quelles sont ces lois et leur obéir sont les deux devoirs que la logique impose à tout chef d'armée, sous peine de périr. Si dans la vie ordinaire nous voyons un homme qui prétend se soustraire à l'action de la nature et agir contre ses lois, nous prévoyons que l'issue de sa folie sera la mort. Nous pouvons prédire le même sort au général qui serait assez mauvais logicien pour apporter dans l'état de guerre des principes d'action qui appartiennent à l'état de paix. Or un de ces principes, et le plus important, impose au chef d'armée de faire à l'ennemi non pas tout le mal possible, mais tout le mal qui est nécessaire; sur ce point il n'y a pas à hésiter, car le salut est à ce prix. Mais l'humanité en gémit, dira-t-on; eh bien! qu'elle sèche ses larmes. Plaisante objection en vérité! la guerre est-elle donc une chose humaine? Admettons cette objection cependant, quoiqu'elle ne vaille rien. En examinant les choses à fond, nous découvrirons que les intérêts de l'humanité sont d'autant mieux sauvegardés que les lois de la guerre sont plus strictement observées. Serait-ce être humain par hasard que de l'être aux dépens de ses frères d'armes, de ses soldats, et finalement de son pays? Voilà le principe inattaquable par la logique qui a dirigé invariablement la conduite de Davout. Et maintenant quand on essaie de faire le compte de ces prétendus actes de dureté on trouve que le tout se réduit à l'occupation de Hambourg. Soit, admettons qu'il ait été dur en cette circonstance, à qui revient la responsabilité de cette dureté? Il n'est aucun des lecteurs de M. Thiers qui ne sache quelle était la nature des instructions envoyées par Napoléon à Davout, qui ne se rappelle que, loin de les exécuter à la lettre, le maréchal en retrancha précisément toutes les violences qui blessaient inutilement l'humanité, et que le tout s'est borné à un strict état de siège et à des contributions plus ou moins arbitrairement levées selon les lois de la guerre. Il est vrai de dire cependant que la sévérité de son caractère bien connu tenait la population dans un état de terreur extrême; mais, s'il fit grand peur, il fit peu de mal, et d'ailleurs il entraînait dans sa politique de causer un effroi qui le dispensait d'une sévérité réelle, ainsi qu'en témoigne l'anecdote suivante.



Pendant l'occupation de Hambourg, le général Saulnier, grand-prévôt du 13<sup>e</sup> corps, arriva un jour consterné, indigné, auprès du maréchal Davout, lui apportant une caricature qu'il venait de faire saisir et qui représentait le maréchal sous une tente soutenue par quatre pendus et leurs potences. Il accourait lui demander d'en faire punir les auteurs; alors Davout s'écria en riant : « Eh, mon cher, vous n'êtes pardieu qu'un enfant! Loin de punir l'auteur, saisissez la planche, et faites tirer cette caricature à 60,000, à 100,000 exemplaires, qu'on la répande soigneusement ensuite! Escorté de cette réputation effroyable, terrible, j'inspirerai tant de peur que je n'aurai besoin de faire pendre personne. »

Cette anecdote, si caractéristique d'un homme vraiment fait pour commander, s'accorde exactement avec les propres paroles du maréchal dans le mémoire qu'il dut adresser au roi Louis XVIII, pendant la première restauration, pour justifier sa conduite. « Je provoque ici, disait le mémoire, le témoignage des Hambourgeois; qu'ils citent, qu'ils nomment les individus innocents qui ont été victimes : j'ai été sévère, il est vrai, mais d'une sévérité de paroles qu'il était dans mon système d'affecter dans tous les pays où j'ai commandé, et dont j'ai laissé croître le bruit, bien loin de chercher à le détruire, pour m'épargner la pénible obligation de faire des exemples. » Le maréchal terminait ce mémoire en publiant une partie des instructions de l'empereur, celle qui pouvait le moins nuire au grand vaincu qu'il avait servi avec tant de gloire et de fidélité. « Avouez, Davout, lui dit un jour l'empereur après le retour de l'île d'Elbe, que ma lettre vous a bien servi pour vous défendre auprès des autres. — Oui, sire, répondit le maréchal, mais, si votre majesté eût été aux Tuileries, et que j'eusse dû publier ce mémoire, j'aurais donné la lettre entière. »

Davout avait une qualité qui, selon nous, est la qualité suprême de tout homme appelé à exercer l'autorité, c'est qu'il aimait les gens d'un mérite sérieux comme le sien, et qu'il ne consentait jamais à se séparer d'un officier dont il avait éprouvé la solidité et l'expérience. Il fut un jour menacé de perdre le général Gudin, qu'il affectionnait beaucoup. — le Gudin de l'une de ces trois immortelles divisions Gudin, Morand, Friant. Voici, au rapport du général de Trobriand, de quelle humeur il prit cette menace.

« Murat voulant garder le général Gudin, Davout reçut à Brunn une dépêche qui lui annonçait que le général Puthod remplacerait ce premier. Davout était alors dans la chapelle du château, et, la messe terminée, il trouva plus de trois cents personnes rassemblées dans la galerie pour lui faire leur cour. Le sourcil froncé, les bras croisés derrière le dos, il se promenait avec agitation sans rien dire à personne. On se faisait petit, on l'observait, quand le malheureux général Puthod, qui ne



savait rien, entre, la poitrine resplendissante d'ordres en diamans. Davout l'aperçoit, marche vers lui comme un tourbillon, et lui dit à haute voix : « C'est vous, monsieur, qui prétendez remplacer le général Gudin ? Vous croyez y parvenir ? Mais, plutôt que de laisser enlever à cet héroïque général le commandement des braves divisions qu'il a vingt fois menées à la victoire, je briserais mon bâton de maréchal ! » Le pauvre général Puthod, innocent d'ailleurs, se prit à pleurer et s'en alla. Il ne connaissait pas même l'ordre ; Davout, détrompé, s'excusa le soir, mais il garda le général Gudin. »

Terminons par ce croquis de Davout en 1815, dû aux souvenirs de M. Allart, ancien directeur des télégraphes, qui paraît avoir laissé le souvenir d'un homme d'esprit à tous ceux qui l'ont connu.

« En 1815, lors du licenciement de l'armée de la Loire, M. Allart, alors fort jeune, était employé au conseil d'état. Il fut chargé de porter une dépêche importante au prince d'Eckmühl, dont le quartier-général était à Orléans, et il partit à franc étrier.

« L'armée française, qui occupait la rive gauche de la Loire, n'était séparée que par le fleuve de l'armée ennemie, qui campait sur la rive droite, et la tente du maréchal était dressée tout près du pont d'Orléans, dont l'artillerie française défendait les abords, tandis que de l'autre côté la rive et la tête du pont étaient garnies de l'artillerie ennemie. M. Allart, ayant atteint la rive gauche et le quartier-général, fut immédiatement introduit dans la tente du prince d'Eckmühl, auquel il remit les dépêches dont il était porteur.

« Pendant que le maréchal lisait, le jeune messager l'observait avec attention, et il éprouvait une impression étrange et, disait-il, un grand désappointement. Il se trouvait en présence d'un des plus illustres guerriers de ces temps héroïques, et rien, dans l'apparence du maréchal, ne révélait un des vainqueurs de l'Europe. Il était assis devant une table de travail, le front soucieux, courbé, on pourrait dire affaissé, et son regard impassible parcourait lentement la dépêche. Après l'avoir lue, et sans lever la tête, il dit : « C'est bien, reposez-vous, et dans deux heures soyez prêt à repartir. » M. Allart ne bougeait pas. « Est-ce que vous ne m'avez pas entendu ? reprit le maréchal, mais cette fois d'un ton brusque accompagné d'un regard sévère. — Je vous demande pardon, monsieur le maréchal, lui répondit le jeune courrier improvisé, qui pouvait à peine se tenir sur ses jambes ; mais je prendrai la liberté de vous faire observer que je ne suis pas militaire, encore moins cavalier, et que je suis incapable de repartir à cheval. — Eh bien ! dit le maréchal, on vous donnera une voiture. »

« En ce moment un grand tumulte se fait entendre autour de la tente. Un aide-de-camp entre précipitamment, tout essoufflé : « Monsieur le maréchal, s'écrie-t-il, un bateau rempli de blessés français descend la Loire,

se dirigeant vers le quartier-général. Les Prussiens lui ont ordonné de s'arrêter, lui défendent le passage et menacent de le couler bas, s'il fait un pas de plus. »

« Alors, dit le narrateur, je fus témoin d'une scène que je n'oublierai jamais. Le maréchal se lève, d'un bond il est hors de sa tente, il me semblait qu'il avait dix pieds de haut; il s'avance tête nue, et d'une voix de stentor : « Canonniers, à vos pièces ! » Monsieur, dit-il à l'aide-de-camp, franchissez le pont sans perdre une seconde, sans formalité quelconque, criez au bateau de continuer sa route, et dites aux Prussiens que, si le moindre obstacle lui est opposé, je commence le feu. »

« Quelques minutes après, disait M. Allart, tout bruit avait cessé. Les canonniers avaient éteint leurs mèches, le bateau ayant passé sans plus d'obstacles; le maréchal était rentré chez lui, et j'attendais ses dépêches, mais j'étais moi-même tellement surexcité que je crois que, s'il l'eût fallu, je serais remonté à cheval. »

Arrêtons-nous sur cette scène, qui nous montre Davout à la dernière heure de sa grande vie militaire. Nous n'avons pas la prétention de faire en quelques pages rapides une étude sur un pareil homme; tout ce que nous avons voulu, c'est saluer sa renommée au passage, puisque nous la rencontrons sur notre chemin, et profiter de cette occasion pour faire partager à nos lecteurs une partie de l'intérêt que nous avait inspiré la lecture de documens intimes assemblés par une pieuse affection. Rien n'est indifférent de ce qui regarde une vie héroïque, et le plus petit détail, quand il s'agit d'un homme illustre, perd aussitôt toute insignifiance et prend une portée qu'on n'aurait pu soupçonner. Qu'il nous soit permis en terminant d'exprimer à la fois un regret et un vœu. Nous savons qu'il reste du maréchal Davout des documens de la plus extrême importance, de nombreuses pièces militaires, une abondante correspondance, et surtout un récit détaillé de l'occupation de Hambourg écrit en partie sous la dictée du maréchal, en partie de sa propre main. Les documens intimes dont nous venons de faire usage contiennent de ce mémoire des citations assez nombreuses et une analyse qui pique vivement la curiosité. L'occupation de Hambourg est un des épisodes de l'empire qui sont le moins connus; or cette histoire existe, et écrite précisément par l'homme qui en fut le principal acteur. Nous ne savons quelles causes ont pu retarder jusqu'à ce jour la publication des papiers du prince d'Eckmühl, mais nous les regrettons en les ignorant, et nous espérons que le jour est prochain où la voix de ce mort glorieux rompra enfin le silence qu'elle a trop longtemps gardé pour nous apporter son témoignage que l'histoire réclame et que la France attend.

ÉMILE MONTÉGUT.

---

# L'ALSACE-LORRAINE

## DEPUIS L'ANNEXION

---

I. *L'Alsace et les prétentions prussiennes*, par un Alsacien, M. Édouard Schuré; Genève.

— II. *Le Protestantisme et la guerre de 1870*, par M. Lichtenberger, professeur à la Faculté de théologie et au séminaire protestant de Strasbourg; Strasbourg. — III. *Was fordern wir von Frankreich*, par Heinrich von Treitschke; Berlin.

---

Plus d'un récit a été publié sur les incidens qui ont accompagné la séparation de l'Alsace-Lorraine de la patrie française. Ceux qui y ont assisté sont fondés à dire qu'aucun de ces récits n'approche de la réalité. C'est qu'il était bien difficile de rendre, dans de telles circonstances, la noblesse du sacrifice et la grandeur des émotions. Que demandait-on à ces provinces, en butte alors à la plus douloureuse alternative? On leur demandait de répondre à bref délai aux questions suivantes : voulez-vous rester Français? voulez-vous devenir Allemands? Dans ce dernier cas, le silence suffisait; il signifiait un acquiescement au régime imposé par la conquête, et supprimait toute autre formalité. C'était une porte ouverte aux indifférens, à ceux qu'un acte épouvante et qui se réfugient volontiers dans l'inertie; mais dans l'autre cas, c'est-à-dire pour rester Français, il fallait agir et agir avec diligence. Dans cette sorte de consultation, on ne s'adressait pas à la masse, dont les voix, presque sans exception, auraient été l'écho du sentiment réel; c'était individuellement, nominativement, qu'il y avait lieu d'opter. Ni l'âge, ni le sexe n'exemptaient d'une déclaration directe ou indirecte, et cette déclaration équivalait à un arrêt d'exil à jour fixe, sans délai ni appel. Pendant des semaines et des mois, on a pu assister dans ce malheureux pays à la plus cruelle des tortures, la

torture des consciences. Pour combler la mesure, on disait aux populations d'un air railleur qu'au fond elles étaient plus allemandes qu'elles ne se l'imaginaient, allemandes par la théorie historique, allemandes par les mœurs comme par la langue, et qu'il y aurait tout honneur, tout profit pour elles à quitter « une nation déchue et infectée de vices pour une nation glorieuse et douée d'un bel assemblage de vertus. » C'était, ajoutait-on, non pas un changement de patrie, mais un retour à la patrie naturelle.

Voilà au milieu de quels assauts et de quels troubles d'esprit ont vécu ces provinces dans les dernières semaines qui ont précédé l'annexion. J'en parle pour en avoir été le témoin et quelquefois le confident; il est des scènes qui ne sortiront jamais de ma mémoire, surtout celles qui se passaient dans l'une des rues de Mulhouse, à la porte du *Kreis-director*, l'équivalent d'un sous-préfet, chargé du contrôle et de l'enregistrement des options. Invariablement, chaque matin, entre neuf et dix heures, le trottoir était envahi par un rassemblement qui, de minute en minute, prenait des proportions plus considérables et ne cessait de s'accroître jusqu'à la clôture des bureaux. Comment assister de sang-froid à ce défilé de plus en plus significatif? C'étaient autant d'hommes qui venaient opter pour la France, autant de compatriotes recouvrés. J'en ai interrogé plusieurs; ils auraient eu cent raisons non-seulement plausibles, mais souvent impérieuses, de se résigner au régime allemand, — raisons d'intérêt, de famille, de propriété, d'établissement d'industrie. Aucune de ces considérations n'avait tenu devant l'abjuration qui y était attachée. Plutôt tous les sacrifices, si onéreux qu'ils fussent, qu'un changement de drapeau. Pour les jeunes gens, porter les armes contre ceux à côté de qui hier encore ils combattaient, — pour les hommes mûrs ou les vieillards rompre les liens politiques qui étaient la trame même de leur vie, voilà des perspectives qu'ils n'envisageaient pas les uns et les autres sans révolte et sans frémissement. Les moins susceptibles disaient avec amertume qu'on aurait pu user de plus de ménagement vis-à-vis de ces vaincus qu'on espérait s'identifier et qu'on affectait d'appeler des « frères. » Ainsi pensaient et ont agi la plupart de ceux auxquels leur fortune ou leur carrière laissaient quelque liberté de détermination.

Il convient pourtant d'ajouter que, même parmi ces privilégiés, une scission a eu lieu et qu'elle compte plusieurs hommes influents par leur position et par leur fortune, — non pas que cette minorité soit animée d'un moindre regret de ce qu'elle perd et d'un moindre désir de le recouvrer; ce n'est point sur le but, c'est sur les moyens seulement qu'elle diffère. Elle prévoit malgré tout que la séparation sera longue, et que de longtemps l'Allemagne ne lâchera pas sa

proie : d'ici là, il y a donc à imaginer un moyen de vivre et à choisir le meilleur. Ce moyen n'est pas l'exil, qui anéantit toute action, c'est la résidence et l'exercice des droits qui y sont inhérens. La conduite à suivre serait alors de reconstituer l'Alsace-Lorraine avec des élémens qui lui soient propres, autonomes comme ils disent, et de tenir surtout à l'écart les colons allemands qui en convoitent les dépouilles, puis, cette reconstitution achevée, de demander résolument aux chambres de l'empire qu'à une dictature de circonstance, qui a encore quinze mois à courir, succédât un régime régulier d'une application immédiate. — Point d'illusions, disent ces dissidens, elles seraient funestes, et rendraient notre absorption irrévocable; les exilés n'emportent pas le sol à leurs pieds, les vides, si grands qu'ils soient, ne déplacent pas une population, le gros restera sédentaire, d'où il faut conclure que l'Alsace, quoi qu'on en ait, ne peut exister que chez elle, et qu'il est bon de rester avec ceux qui ne peuvent pas partir. Toute réflexion faite, ajoutent-ils, gardons-nous et serrons nos rangs, demeurons Alsaciens-Lorrains quand même; rien ne serait pire que l'excès de visages nouveaux. Comme Alsaciens-Lorrains démembrés, l'Allemagne ne peut nous refuser les institutions dont jouissent les autres parties de l'empire; c'est notre force, et, s'il plait à Dieu, ce sera un jour notre indépendance. Que le mot d'ordre soit : rester en nombre, faire corps, et, si peu de liberté qu'on nous laisse, agir, exister par nous-mêmes, nous gouverner nous-mêmes. — Tel est le langage de cette minorité. Autant qu'il m'a semblé, elle n'est point obéie. C'est que la population, sous ces motifs plausibles, craint des malentendus, une pensée de ralliement par exemple, qui n'est pas du goût même de ceux qui restent. La masse ne veut pas de compromis, pas d'acte non plus qui de près ou de loin y ressemble; elle entend garder intacte sa force d'inertie, la seule dont elle puisse et veuille se servir. Elle a subi une violence morale, elle se réserve de voir avec une patiente et persévérante fermeté si cette violence sera définitivement justifiée par le succès politique.

## I.

Un autre problème s'est agité en Alsace-Lorraine dans le cours de ce changement de régime, c'est, en perspective du moins, une révolution économique. Aucune épreuve n'aura manqué à ces provinces, troublées par la paix autant que par la guerre. Peu d'années auparavant, elles étaient en plein essor et en pleine prospérité; françaises alors, rien ne laissait prévoir qu'elles pussent cesser de l'être : leurs industries nous faisaient honneur; elles comptaient



pour un appoint considérable dans notre fortune, et tenaient le premier rang dans l'échelle de notre production, la Lorraine pour ses fonderies et ses forges, ses glaces et ses cristaux, l'Alsace pour ses filatures et tissages de coton et de laine, et surtout par ses impressions de tissus, où depuis près d'un demi-siècle elle demeurait inimitable. Qu'allaient devenir ces grands ateliers d'industrie et d'art créés sur notre territoire et inspirés par notre goût? Une rude épreuve les attendait, bien rare dans la vie des peuples et capable d'y ébranler les existences les plus solides, un changement complet de marché. Se rend-on bien compte de ce que ces mots représentent? C'est-à-dire qu'il fallait ici, et dans des conditions nouvelles, tourner le dos à une clientèle acquise, éprouvée et douée de discernement, pour courir après une clientèle incertaine, prise au hasard et dont l'éducation était à faire, quitter des débiteurs sûrs pour des débiteurs inconnus, de vieilles relations pour des relations improvisées, un débouché constant pour un débouché aléatoire, pour tout dire, s'adresser à l'Allemagne là où auparavant on s'adressait à la France, et déplacer le siège de l'échange en dépit des contrastes qui règnent d'un pays à l'autre dans les préférences et les habitudes. Voilà ce que signifiait et ce que signifie encore un changement de marché. Comment les provinces annexées en ont-elles supporté les effets? C'est à examiner. Occupons-nous d'abord de l'Alsace, qui est un pays d'exception.

Deux circonstances ont amorti pour elle les suites du premier choc, l'impulsion acquise et d'heureux compromis. Par l'impulsion acquise, il faut entendre ce courant commercial qui poussait et pousse encore l'Alsace vers la France, et qui n'eût été interrompu qu'au prix d'une catastrophe. Les deux gouvernemens se sont entendus pour la conjurer. A l'aide de tarifs modérés, on a maintenu, pour un certain temps, l'activité habituelle des relations, et ménagé par des dispositions particulières le débouché de l'exportation, qui tient une si grande place dans les tissus de luxe. Ainsi le Haut-Rhin a pu conserver à Paris ses dépôts ordinaires, convertis en entrepôt fictif pour une partie de leur approvisionnement : des estampilles mobiles apposées à chaque pièce d'étoffe en suivent pour ainsi dire la destination; la marchandise qui entre dans la consommation intérieure paie les droits cotés au tarif, celle qui traverse seulement notre territoire circule sous acquit à caution et sort en franchise de droits; l'estampille constate et spécifie les deux cas. C'est sous ce régime de faveur que le Haut-Rhin vit depuis deux saisons, et jusqu'ici son étoile ne l'a point abandonné. Il est resté ce que nous l'avons connu, l'arbitre de la mode pour les vêtemens légers, plus ingénieux, plus élégant que jamais, nous conviant sans cesse à de

nouvelles surprises. Dans son deuil politique, il a eu cette compensation, que ni ses industries, ni son commerce n'en ont souffert. La fabrique d'impressions n'est pas la seule qui ait eu cette chance; on cite d'autres industries qui l'ont partagée et même dépassée, notamment la filature et le tissage de la laine, qui sont pour la Haute-Alsace d'introduction récente. On signale en ce genre des établissemens qui au bout de peu d'années ont pu reconstituer avec leurs bénéfices l'équivalent de leur capital d'émission. Il y a donc là, pour plusieurs détails, une veine d'abondance qui succède à la disette des mauvais jours.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ces succès tiennent à un traitement de faveur qui peut cesser d'un jour à l'autre. A l'heure qu'il est, l'Alsace jouit du bénéfice de deux marchés, l'un à droit réduit, l'autre sans droits. Tôt ou tard cette situation sera contestée, non pas qu'il y ait beaucoup à craindre des réclamations que pourront élever quelques-uns de nos centres industriels : une question de sentiment, d'affection et on peut dire d'honneur domine ici les considérations d'intérêt; mais on n'aura pas aussi bon marché des susceptibilités allemandes. L'empire d'Allemagne ne souffrira pas longtemps que l'Alsace appartienne à la France par un lien aussi étroit, et reste à ce point identifiée à sa fortune. Supérieur dans les arts de la guerre, il voudra le devenir dans tous les arts. Avec la puissance, l'orgueil lui est venu, et en mauvais conseiller pousse le génie national vers les entreprises auxquelles il est le moins propre. On a pu le voir dans cet embryon de marine qu'il va promener autour du monde, comme un avis donné à l'Angleterre et aux États-Unis. Vis-à-vis de la France, toute mutilée qu'elle est, il lui reste une dernière victoire à poursuivre dans le domaine de l'élégance et du goût, dans les industries auxquelles l'art donne un certain relief. Il l'essaiera certainement, de beaucoup de côtés on l'y pousse; Berlin est jaloux de Paris, de la supériorité que Paris conserve dans l'ajustement, dans l'ornement, dans la décoration. Peut-être les populations du Brandebourg n'arriveront-elles jamais, si bien qu'on les y exerce, à ces habiletés de la main : leur meilleur outil, elles l'ont prouvé, c'est le glaive (*das schwert*), — à chacun son lot; mais les Alsaciens sont là, des annexés de fraîche date, de nouveaux frères auxquels la grâce française a communiqué une partie de ses dons, et qui l'emploieront à donner ce dernier complément à la supériorité allemande. Tels sont les plans et les calculs.

Discuter là-dessus, de la part d'un Français, serait peine perdue : nous avons si tristement défailli dans l'action que nos paroles ont gardé peu de crédit. C'est donc avec des Allemands que désormais il nous faut battre les Allemands. La prétention de prendre la

mode d'assaut et de mettre la main sur l'élégance et la grâce a rencontré chez eux plus d'un contradicteur; il en est même qui ont la bonne foi de douter que Berlin puisse en tout suppléer Paris. Écoutons ce qu'en dit M. Charles Muller, de Halle. A son avis, la Prusse a beaucoup à faire pour se mettre en matière d'art au niveau des peuples qui depuis longtemps en ont reçu et transmis la tradition; elle manque de collections de modèles et surtout d'écoles de dessin. « Ce que savaient des esprits prévoyans, ajoute-t-il, s'est révélé à nous comme une découverte dans la dernière exposition de Paris, et une découverte des plus significatives. Nos industries qui font à l'art quelques emprunts végètent dans une honteuse médiocrité : point de caractère, point de goût, point d'originalité; rien de saillant ni dans la forme, ni dans le décor; on est de beaucoup dépassé par l'industrie française et même par l'industrie anglaise. Pareille révélation doit donner à réfléchir. Se traîner dans l'ornière des peuples étrangers, rester l'esclave de leurs modèles, de leurs dessins et de leurs modes, n'y a-t-il pas là de quoi inquiéter non-seulement tout ami de son pays, mais tout homme d'état? Pour l'ami de son pays, ces signes d'infériorité sont affligeans; l'homme d'état doit se dire que, dans de telles conditions, cette branche de l'industrie allemande peut être évincée d'un moment à l'autre du marché universel. »

La plainte est formelle : point d'originalité, point de goût, et il faut qu'elle soit bien générale pour qu'on la retrouve chez tous les faiseurs de pamphlets allemands. C'est parmi eux à qui décochera son épigramme, témoin ce passage d'une brochure de Wolfgang Menzel, un humoriste, celui-là! « Jusqu'où ne va pas chez nous, dit-il, la déification de ce qui est étranger, la singerie des modes étrangères! On s'y habitue si bien que, s'il prend un jour à la nation allemande la fantaisie de se regarder dans une glace, elle y verra non pas un être allemand, mais un singe français. » Un membre de la chambre de commerce de Bielefeld, M. Gustave Meyer, reprend la même idée sur un ton plus sérieux, avec des preuves à l'appui. M. Meyer a pour nous un titre qui n'est pas commun : au fort des passions qui régnaient dans cette Allemagne enfiévrée, il s'est résolument prononcé contre l'annexion; il a vu clair là où la multitude voyait trouble, il a compris mieux qu'un autre ce qu'était la Haute-Alsace à la France, et à quel point ces deux fractions d'un même état se complétaient par une affinité de services. Entre elles, il y avait comme un pacte et un secret; elles possédaient en commun, et chacune dans le cadre assigné à son génie, inspiration et exécution, ce je ne sais quoi, comme dit Proudhon, qui nous plaît tant dans les choses, et qui s'impose partout

où il paraît. C'est ce je ne sais quoi qui fraie aux tissus de Mulhouse le chemin des grands débouchés, Londres, Vienne, Saint-Petersbourg, Berlin, et qui renvoie aux Américains, malgré des droits et des frais énormes, leurs propres cotons filés, tissés et imprimés chez nous. Voilà ce que constate M. Gustave Meyer, et il entre dans quelques détails pour donner à ses compatriotes une plus juste notion de l'état des industries d'art en France et en Allemagne.

« Unie depuis tant d'années à la France, dit-il, l'Alsace s'est d'autant mieux assimilé le goût et l'esprit français que l'excédant de sa production industrielle est destiné à la France. C'est en effet à Paris, où la plupart des grands établissements ont leurs dépôts, que se concluent les grandes transactions, et c'est de là que partent la recherche constante et l'effort soutenu du renouvellement de la fabrication. Les tissus de coton allemands ont leurs mérites, notamment la solidité et le bas prix, mais comme beauté d'exécution dans la filature et le tissage, dans la teinture, dans l'impression, même dans les détails secondaires du pliage et de l'apprêt, ils restent fort en arrière de l'industrie alsacienne : encore moins peuvent-ils lutter pour l'originalité dans l'invention. En un mot, nous manquons d'une industrie d'art véritablement allemande. Les sorties contre le goût français et les marchandises françaises ne sont que pures déclamations : au fond, le gouvernement prussien n'a point d'illusions là-dessus ; il a vu par où ses industries péchaient et s'est efforcé d'y porter remède. Il a procédé à une organisation complète des écoles d'arts et métiers et des écoles de dessin qui y sont annexées. Aux créations officielles se sont jointes des créations privées, à Stuttgart un dépôt de modèles, à Carlsruhe le conservatoire des arts et métiers, enfin à Berlin un musée où figurent des collections choisies d'objets anciens et nouveaux d'art industriel. »

Qu'en pensent les Allemands, et leur faut-il d'autres témoignages ? Ne sont-ce pas là des aveux et des actes qui attestent une infériorité formelle en même temps que le désir et la volonté de s'affranchir de cette infériorité ? S'en affranchir, soit ; mais ce n'est pas fait, c'est seulement ce qu'on veut faire, et il y a loin de la coupe aux lèvres. On insiste, et l'on invoque l'exemple de l'Angleterre ; les auteurs allemands en abusent surtout ; il serait bon, puisque l'occasion s'en présente, de réduire les choses à leur juste valeur. Le fait est que le bruit qui se fit, il y a vingt ans de cela, à propos des industries d'art chez nos voisins et de la fondation à grands frais du musée de South-Kensington, ne fut pas tout à fait désintéressé. Il devint de mode alors, dans les salons et dans les ateliers, de proclamer bien haut que l'art français était menacé, et



qu'il ne lui restait plus qu'à s'incliner devant un art supérieur qui se préparait en Angleterre. A qui la faute? Aux maîtres français, disait-on, qui s'obstinaient dans la routine et allaient par leur entêtement nous exposer à déchoir. De là des disputes d'écoles et un feu croisé d'intrigues, si bien qu'un beau jour notre Académie des Beaux-Arts fut jugée à huis-clos, condamnée sans avoir pu se défendre et privée de la meilleure partie de ses attributions. Son héritage fut dispersé à tous les vents, ballotté de main en main, et c'est d'hier seulement qu'elle a pu en recueillir quelques débris. Si la réforme des écoles anglaises et le musée de Kensington ne sont pas nés de ce petit coup d'état, on peut affirmer qu'ils l'ont merveilleusement servi. Une fois l'acte accompli, le bruit qu'avaient fait ces institutions d'outre-Manche s'est graduellement éteint; les pronostics favorables ou fâcheux sont tombés dans le même oubli. En réalité, l'Angleterre n'a retiré qu'un fruit assez médiocre des dépenses qu'avaient couvertes de larges souscriptions: au premier engouement, on a vu succéder une certaine lassitude. Ces écoles, en augmentant le nombre de leurs élèves, n'en ont pas vu s'améliorer la qualité; sur beaucoup d'appelés, peut-être y a-t-il eu moins d'élus, les facilités offertes ont multiplié seulement les vocations douteuses; enfin Kensington, à bien suivre sa clientèle, est aujourd'hui moins un foyer d'études qu'un objet de curiosité. D'un autre côté, la France n'a pas eu à essuyer la déchéance dont on la menaçait: elle tient encore, sur les sommets de l'art, un rang qu'on ne saurait lui disputer; elle excelle toujours dans les industries qui en dépendent, les toiles peintes, les bronzes, les émaux, la céramique, l'orfèvrerie, les tapis et tapisseries de luxe; elle a même avec ses qualités conservé ses défauts, qui sont une exécution à outrance et les exagérations de la jeunesse. Ni l'abondance des écoles, ni la richesse des collections, n'ont donc changé les proportions qui existaient entre l'Angleterre et nous quand elle a engagé ce duel d'art au bout duquel tant de voix présageaient notre abaissement.

Il y a cependant un fait à noter dans cette expérience, et qui peut donner à réfléchir aux Allemands: tant qu'elle a duré, un courant assez vif d'émigration a régné parmi nos artistes et nos ouvriers d'art; on le devait encore à la notoriété entretenue par les officieux, si prompts à prendre l'alarme. Il semblait que l'Angleterre allait devenir pour les hommes que l'art nourrit une sorte de terre promise, et qu'on ne pourrait aller jouir assez tôt des avantages qui leur seraient dévolus. Une petite colonie française passa donc le détroit, et par aventure trouva le terrain préparé, des logemens à des prix discrets et des installations faciles. Voici comment, à la suite des désordres et des proscriptions de 1848, un premier convoi



d'artisans, et dans le nombre quelques sujets de choix, s'était réfugié à Londres. Les uns maniaient le pinceau, d'autres l'ébauchoir; ceux-ci traitaient la figure, ceux-là l'ornement. La plupart avaient réussi; ils formaient ainsi des cadres dans lesquels les nouveau-venus étaient libres d'entrer. Dans cette combinaison, tout était profit pour ces derniers; ils trouvaient là des compagnons sachant leur langue, des guides, des interprètes et au besoin des cautions. Tout alla bien au début; mais au bout d'une certaine période de séjour ils firent tous ou à peu près tous, anciens et nouveaux, une découverte, c'est qu'au lieu d'avancer dans leur art ils se sentaient gagnés par un invincible déclin. Était-ce une impression morale ou une disposition physique? Ils ne s'en rendaient pas compte; mais l'effet était constant et les frappait, ils vivaient de ce qu'ils avaient acquis, et ne faisaient plus de progrès. L'inspiration ne leur venait plus, leur main les servait mal. Involontairement ils se tournaient alors vers la France, et l'esprit de retour les gagnait. Peu y ont résisté, un à un ils sont revenus à Paris, les uns pour toujours, les autres pour y renouveler leurs provisions d'idées et de forces, se remonter l'imagination ou retrouver leur dextérité. Ce qui restera en Angleterre après ces éliminations est voué au goût anglais, et bon gré mal gré subira l'influence des milieux.

C'est que l'art ne se naturalise pas au gré des conquérans; ni le fer ni l'or ne peuvent rien sur lui, il ne se fixe que là où il lui plaît d'aller; c'est une plante délicate à laquelle il faut une exposition de choix, un sol, un climat et une culture appropriés. User de violence avec lui, qu'on l'essaie donc! plus la main est brutale, moins elle a de chance de le posséder. Ce n'est pas non plus la grandeur des états qui l'attire; des villes comme Florence, des républiques comme la Grèce, ont été pour lui des asiles de prédilection où il a répandu ses prestiges. Il ne s'accommode pas davantage du bruit des armes; c'est dans les loisirs de la paix qu'il se plaît le plus volontiers. Voilà bien des obstacles, des incompatibilités dont Berlin ne triomphera pas aisément. Ses soldats ont pu franchir l'enceinte de nos remparts, ils ne franchiront pas cette autre enceinte, inaccessible aux profanes, dont l'art environne ses initiés. L'art n'est pas tout d'ailleurs pour une ville qui aurait la prétention de devenir ce qu'est Paris, l'un des plus grands marchés de luxe qui soient au monde. Les conditions alors deviendraient bien plus lourdes; il faudrait une variété d'assortimens à laquelle il est difficile d'atteindre, l'éclat des produits, la renommée acquise, le choix éprouvé de la matière, la perfection de la main-d'œuvre; il faudrait par-dessus tout l'homogénéité du marché, que Paris réalise au plus haut point. Là-dessus il a discipliné non-seulement nos provinces, mais les

pays étrangers. Ses fournisseurs en renom sont partout bien classés; c'est un fonds de clientèle, puissant par le nombre, influent par l'universalité, et qui s'est formé par les mêmes préférences et les mêmes goûts, quoiqu'il ne parle pas la même langue. L'Allemagne peut-elle prétendre à ce rôle, et en remplit-elle les conditions? D'abord l'homogénéité du marché lui manque, et probablement lui manquera toujours. Elle n'est point en réalité un état, c'est une marqueterie d'états qui hier encore avaient une existence séparée, et en gardent l'empreinte. De là des différences de mœurs, de coutumes, de traditions, qui laissent un champ ouvert à des industries locales et affaiblissent, quand elles ne les suppriment pas, les grandes concentrations. On aura beau faire, ni le Souabe, ni le Westphalien ne puiseront aux mêmes dépôts que les habitans de la Poméranie, et il y aura toujours un autre courant d'approvisionnement pour l'Allemand du midi, auquel sourit le soleil et que la terre comble de ses largesses, et l'Allemand du nord, qui plonge dans les brumes et cultive péniblement ses tourbières. Ces contrastes ne suffiraient pas qu'un autre empêchement se présenterait. Berlin est trop mal situé pour se permettre tous les déplacements de fantaisie; l'esprit militaire peut y condescendre, l'esprit commercial ne s'y prêterait pas.

Toute récapitulation faite, l'empire d'Allemagne n'a point à offrir au monde, comme marché de luxe, une ville qui puisse supplanter Paris. Aux expiations qu'il nous a infligées, il n'ajoutera pas celle-là, et l'Alsace, dont il veut se faire un auxiliaire, n'acceptera pas cette complicité. Pourtant nos vainqueurs ne la tiendront pas quitte : les résistances qu'ils y rencontrent les piquent au jeu, eux à qui depuis dix ans rien n'a résisté; ils essaieront sur elle tous les moyens possibles de captation pour en obtenir au moins les apparences d'un consentement. Coûte que coûte, il faut, pour employer leurs expressions, que l'Alsace se germanise. C'est l'œuvre à laquelle ils travaillent avec cet art persévérant qu'ils ont montré dans tout ce qu'ils entreprennent, et comme d'habitude avec une grande vigueur d'exécution. Nous allons voir quels moyens ils emploient, et ce qu'ils en attendent.

## II.

C'est contre Mulhouse surtout que sont dirigées les visées secrètes de l'Allemagne, et à ce propos une question se présente. De quel droit historique s'appuient donc ses érudits pour en revendiquer la possession? Ce serait curieux à connaître. Mulhouse doit tout à la France et ne doit absolument rien à l'Allemagne, sa re-

nommée et sa fortune datent de ce siècle. Lorsqu'en 1793 cette petite république se donna volontairement à nous, elle ne comptait que 5,000 âmes, dispersées dans des ateliers de médiocre importance; en 1872, avant les derniers vides, Mulhouse et sa banlieue contenaient 60,000 âmes au service des plus magnifiques ateliers qu'ait pu créer le génie mécanique. Voilà l'une des surprises de la grande industrie et le bénéfice d'une vie commune qui a duré quatre-vingts ans. Dira-t-on encore cette fois que les Allemands ne font que reprendre leur bien?

Ceux qui pourraient revendiquer ce bien, ce sont les descendants des hommes qui, il y a cent ans, constitués en une sorte de patriat, ont imprimé à Mulhouse l'élan sur lequel il vit, les habitudes d'une existence active servie par le goût des arts. Ils étaient à l'origine cinq ou six dont les noms sont dans toutes les bouches, et qui, se multipliant par des alliances de famille, ont transmis à leurs héritiers, avec l'influence et la richesse, le respect de la tradition. Pour les nouveaux comme pour les anciens, l'industrie est le principal, le vrai patrimoine, et le but que de père en fils ils se proposent, c'est de la féconder et de l'ennoblir. De là deux règles invariables de conduite : le perfectionnement incessant de la fabrication, un patronage attentif exercé envers les ouvriers. Ces deux conditions n'ont été remplies qu'à titre onéreux : c'est par millions qu'il faut compter ce qu'elles ont coûté à Mulhouse; elle les a donnés de bonne grâce, et ne s'est jamais refusée ni à une œuvre d'assistance, ni à un progrès. Nulle part on n'avait à ce point l'œil tourné vers les inventions étrangères, ni la main plus largement ouverte pour s'en emparer quand l'utilité en était démontrée. Il faudrait des pages pour citer ce que Mulhouse s'est approprié en ce genre et a livré ensuite au domaine commun par une notoriété et une générosité sans limites. C'est à ce service que répondait une *Société industrielle* dont les travaux intérieurs et les publications ont été depuis près d'un siècle des moniteurs et des guides pour nos grands centres manufacturiers. Physique, chimie, mécanique, statique, tout y était signalé, éclairé par des descriptions précises avec figures à l'appui et contrôlé ensuite par des expériences de fabrique. Dieu sait que de lumières ont été ainsi répandues et quels coups d'aiguillon ont été donnés aux branches de notre production que les privilèges du marché frappaient de langueur!

C'est surtout dans les œuvres d'assistance morale que cette association s'est montrée incomparable. Tout était à faire ou à réformer, instruction, mœurs, habitudes, manière de vivre; les témoignages contemporains sont d'accord là-dessus; il fallait prendre ces hommes au plus bas de l'échelle et les relever. C'est ce qu'a fait un

patronage de cinquante ans souvent ingrat, mais suivi avec autant de persévérance que de désintéressement. Les écoles ont été multipliées, écoles de grammaire et de science appliquée, écoles de dessin, conférences du soir, bibliothèques populaires, lectures périodiques. Comme encouragement à l'épargne, les combinaisons les plus variées ont été essayées, — entre autres celle qui associe dans une proportion considérable les cotisations des entrepreneurs d'industrie aux versements des ouvriers qu'ils emploient, — des primes assez fortes attachées aux heures supplémentaires de travail dans les jours de presse, l'établissement de boulangeries et de boucheries qui, en diminuant le coût des objets, laissent entre les mains de l'ouvrier plus d'argent disponible, enfin des largesses qui varient d'un atelier à l'autre avec des succès quelquefois équivoques, mais que relevait toujours la droiture des intentions. Ce qui, on le sait, réussit le mieux, ce fut la construction de maisons d'un prix réduit et qui pouvaient être acquises au moyen d'annuités. Ici les résultats frappent les yeux; une ville nouvelle s'est élevée près de l'ancienne avec des rues tirées au cordeau, des façades symétriques et des chaussées bien entretenues. Chacune de ces maisons renferme un ménage d'ouvriers qui en solde le prix par des versements combinés avec ses loyers, et au bout de dix-huit ans en devient propriétaire. D'autres détails seraient encore à citer : des temps de repos assignés, imposés même, aux femmes en couche sans que leurs salaires cessent de courir, surtout les appareils destinés à prévenir les accidens des machines, si perfectionnés aujourd'hui qu'on peut en tirer pour l'avenir l'augure d'une sorte d'immunité. Comme perfectionnemens d'industrie, comme moyens d'assistance, comme patronage judicieux, tel est donc le résumé sommaire et certainement incomplet de ce qu'a fait Mulhouse dans le cours de ce siècle pour venir en aide à ses laborieux enfans et justifier sa fortune.

Ajoutons ceci : les chefs, en fait d'activité, ont donné l'exemple; toujours les premiers au travail et aussi les derniers, ils n'ont recours à des services étrangers que là où ils ne peuvent pas s'employer eux-mêmes; les fonctions se distribuent entre les membres de la famille dans des cadres assignés par la vocation et les études, de façon que chacun fasse ce qu'il sait le mieux faire, soit pour l'action, soit pour le conseil. C'est en industrie l'analogie de ces tribus antiques où la richesse demeurait commune, même quand le nombre des enfans et des alliés s'était accru. Ici encore, dans une certaine proportion, le fonds reste commun ou tout au moins n'emprunte rien au dehors : ainsi en est-il des immeubles et du terrain sur lequel ils reposent, ainsi du mobilier, des instrumens, des outils, des fonds de roulement, du matériel des ateliers accessoires;

dans l'ensemble et dans le détail, c'est strictement bien de famille, propriété de famille. Pour la recette comme pour la dépense, la maison n'a point d'intérêts mêlés, de compte à rendre à personne; dans ce qu'elle ordonne ou ce qu'elle défend, dans ses promesses comme dans ses refus, quand elle s'engage ou se dégage, rien ne la détermine que sa propre inspiration et sa propre volonté.

J'ai insisté sur cette situation, parce que c'est celle-là que directement ou indirectement les Allemands prétendent troubler. Ils l'ont troublée d'abord par la violence morale qu'ils ont exercée sur les consciences individuelles. Dans ces hauts rangs de l'industrie, plusieurs chefs, et des plus considérables, ont été placés entre le bien qui leur restait à faire et le mal, pour ne pas forcer le mot, qu'on leur imposait, la responsabilité qu'ils encourageaient en abandonnant, après de longues années passées ensemble, des auxiliaires qui les avaient loyalement servis, et cette autre responsabilité envers soi-même qui relève de sentimens d'un ordre supérieur. Plus d'un cœur a saigné à l'aspect de ces visages depuis longtemps familiers et qui exprimaient un regret mêlé de reproches, plus d'une hésitation a dû naître en songeant qu'il y avait là un devoir à remplir, et que par la force des choses il fallait y manquer. Ces auxiliaires n'étaient pas les seuls; il y en avait d'autres encore, nombreux, intéressans, dans les bureaux, dans les comptoirs, même dans les cliens habituels. Tel est le premier coup très direct, très grave que les Allemands ont porté à ces sièges d'industrie, qui n'avaient connu jusque-là que des encouragemens dans leur bonne fortune; ils enrichissaient le pays en s'enrichissant eux-mêmes, — qui donc en eût pris ombrage et payé par des persécutions l'honneur et le profit que la communauté en retirait? Et que serait-ce si, en optant pour la France, ces chefs de maison s'étaient en même temps condamnés à un exil qui les éloignerait du siège de leurs affaires!

Voilà un premier trouble, le trouble direct; l'Allemagne en ménage d'autres, non moins profonds, quoique indirects, à cette portion du territoire alsacien. Par un retour d'opinion, elle commence à sentir de quel poids pèseront sur des annexions irréflechies les industries considérables dont vivent les populations. C'est là, après tout, une puissance qu'une occupation, si forte et si habile qu'on la suppose, n'ébranlera pas. Ce sont des relations, des habitudes d'obéissance, des besoins de tutelle qui laisseront pour de longues années encore, peut-être pour des siècles, le conquérant isolé dans le pays conquis. Il n'y aura pas de révolte, point de conspiration, non, il y aura une protestation silencieuse et une sorte d'affection de la part des natis à se préserver de tout mélange. L'effet en est déjà sensible; s'il persiste, ce sera deux peuples au lieu d'un, celui



qui exploite le sol ou l'industrie et celui qui les tient sous sa garde. Quel parti prendre alors et qu'opposer à cela? Comment vaincre cette résistance passive? Les moyens de police, on en a usé et abusé; les promesses, on n'y croit plus; l'intimidation, ce serait se tromper d'adresse avec des cœurs si résolus; la camaraderie militaire, elle est à naitre, et avec le petit nombre d'Alsaciens enrôlés elle ne durera pas de longtemps. Que d'échecs en perspective! et ce serait presque à désespérer d'une conversion même superficielle, si des esprits à ressources n'avaient songé à un autre agent qui dompte les sentimens les plus rebelles, l'esprit de spéculation.

Personne n'ignore quels ravages l'esprit de spéculation a faits en Allemagne : c'est le dernier de ses triomphes, et c'est le seul dont nous ayons à la féliciter; c'est aussi le seul soulagement qu'elle ait procuré à la France, qui en a si longtemps souffert. Les hommes d'affaires nous ont en partie quittés pour transporter leur industrie sur ce nouveau théâtre. C'est notre or, paraît-il, qui les attire et grise aussi les populations d'outre-Rhin. L'or a son ivresse comme la gloire. Toujours est-il que jamais fièvre ne fut mieux caractérisée; voici quinze mois au moins que Berlin et Francfort semblent avoir pris les fonctions de commanditaire à titre universel (1). On compte en Italie cinq ou six entreprises qui ont mis leurs offres à profit sans compter des projets à l'état d'instruction; on en connaît d'autres en Espagne, d'autres en Autriche et en Hongrie; on va glanant partout sur les traces d'un célèbre capitaliste belge qui, chargé d'un trop lourd bagage, a tristement succombé sous le poids. Comment, dans ces débauches de la spéculation, n'aurait-on pas songé à l'Alsace? Un pays riche, une contrée de choix, une acquisition toute récente! Que de motifs pour vider de ce côté les fourgons de l'indemnité de guerre! On l'a proposé du moins, et quelques comptoirs financiers ont servi, à ce qu'il semble, de porteurs de paroles. Il s'agissait de transformer de grandes manufactures,

(1) Un journal de Berlin, le *Berliner Boersenzeitung*, a publié dans son numéro du 29 septembre dernier la liste des établissemens de crédit qui ont été fondés dans cette ville pour prêter les mains à des combinaisons de spéculation industrielle; il y a même ajouté le bénéfice présumé de chacun de ces établissemens. Nous donnons ces renseignemens sous toute réserve et sans commentaire. Voici les noms et les annotations des journaux : *Berliner Holz-comptoir*, premier semestre, 30 pour 100; — *Disconto-Commandit*, dividende pour 1872, 30 pour 100; — *Elbinger Fabrik*, gain déjà réalisé, 300,000 thalers; — *Léopolds-Hall*, 20 pour 100 pour tout l'exercice; — *Birkenwerder Aktien*, dividende certain, 30 pour 100; — *Central-Bank*, dividende, 20 pour 100; — *Disconto-Commandit*, 80 pour 100; — *Nordend-Aktien*, 200 thalers par action; — *Elbinger Aktien*, 25 pour 100; — *Hamburger Wagenhall*, 25 pour 100; — *Bauverein Born*, 40 pour 100. — Dividendes, primes, ce sont les mêmes folies que chez nous naguère; on sait où elles aboutissent.

qui appartiennent en nom à des possesseurs bien connus, en établissemens anonymes dont le capital, divisé en actions, n'aurait soulevé aucun voile ni attribué d'importance à aucune individualité. Ça et là ces offres furent colportées en y ajoutant, comme dernier moyen de séduction, qu'un acquiescement serait vu avec faveur dans le monde officiel. On ne se montrait d'ailleurs difficile ni sur le prix des choses, ni sur les modes de paiement, pourvu que le marché supprimât la notoriété des noms, et aboutît à l'anonymat.

On devine quel accueil ont fait à ces ouvertures, si tant est qu'on ait osé les leur faire, les fils et petits-fils des hommes qui ont été les parrains de Mulhouse, quand elle devint française. La réponse, dans tous les cas, n'eût pas été douteuse. Leurs noms ! mais c'était pour eux un titre héréditaire et le meilleur instrument de leur fortune ; ils auraient renié leurs ascendans et se seraient reniés eux-mêmes : point de recrue dès lors à enrôler de ce côté. L'esprit de spéculation ne désarma point pour cela ; il lui fallait une proie, plusieurs proies même parmi les établissemens de Mulhouse, et, ne les trouvant pas dans la première catégorie, il passa à la seconde, puis à la troisième. Ce calcul était habile ; les consciences chancelantes et les existences douteuses capitulèrent plus aisément, et, amplement défrayées, en passèrent par les conditions qu'on leur imposa. L'une de ces conditions fut quelquefois de doubler, de tripler même leur capital constitutif ; il s'agissait, disait-on, d'accroître dans une proportion égale les moyens d'exploitation des nouveaux ateliers, d'en changer la nature ou d'en perfectionner les élémens. On voulait les rendre plus forts, mieux armés pour la lutte, plus menaçans pour leurs rivaux. Ces rivaux, on les devine : ils se désignaient d'eux-mêmes comme un embarras à supprimer. C'était le trait du Parthe lancé contre les anciens établissemens, tenus décidément pour irréconciliables, un moyen de les amener à merci, ou tout au moins de multiplier autour d'eux les germes de désorganisation. La campagne commence à peine, et il faudra en étudier les suites. Le fond des choses est un avertissement pour ce qui est réfractaire, et une avance pour ce qui se montrera accommodant.

Tous ces moyens, dans leur raffinement, ont une portée qui ne peut échapper à personne ; c'est la lutte des influences qui s'engage, et elle prendra dans l'Alsace-Lorraine des formes qui se modifieront suivant les lieux, suivant les temps, suivant les circonstances, suivant les personnes. Pour détacher les classes qui vivent soit de la culture du sol, soit d'un travail manuel, forcément il faudra lutter contre leurs instructeurs ordinaires, le clergé dans les campagnes, les patrons dans les villes industrielles. Des deux côtés,

la lutte sera sérieuse, et le dénoûment n'est point facile à prévoir. Tout ce que j'ai pu recueillir sur la population des campagnes s'accorde en ceci, que les répugnances pour l'annexion prennent le tour d'une querelle religieuse et en ont l'animosité. Seulement, entre les communes catholiques et les communes protestantes, il y a plus que des nuances, il y a des contrastes, si bien qu'à un jour donné elles pourraient obéir à des mots d'ordre différens; mais sur tout ceci les renseignemens ne sont encore ni bien complets ni bien sûrs, il convient de ne les accueillir qu'avec réserve. Pour les ouvriers des fabriques, le cas est différent; les données sont certaines, les informations précises, et, pour Mulhouse surtout, des plus satisfaisantes que l'on puisse souhaiter.

Pas plus que d'autres, ces populations n'avaient pourtant résisté aux vertiges d'ambition et à l'esprit de désordre qui se sont emparés des ouvriers depuis une dizaine d'années, et dont le dernier mot est venu aboutir à Paris dans des flots de sang et des amas de ruines. Quelques mois avant la guerre, Mulhouse avait ses grèves comme Bischwiller, et lassait en Alsace les entrepreneurs d'industrie par les prétentions qui se produisaient sous la dictée des sociétés secrètes. C'était tantôt sur le prix des salaires, tantôt sur les heures de travail, que s'élevaient ces querelles, où les patrons avaient constamment le dessus. Presque toutes se terminaient par quelques rixes avec la police et l'emprisonnement de quelques mutins. Au fond, l'ouvrier n'avait guère le goût de ces échauffourées, et ne s'y prêtait que par déférence pour ses conseillers; dès qu'il le pouvait, il signait sa paix avec le patron et reprenait le harnais de misère. Cela se passait ainsi des semaines et des mois en brouilles suivies de raccommodemens. Naturellement personne ne gagnait à ces manèges. En homme qui réfléchit et sait calculer, l'ouvrier sentait bien que tout n'était pas bénéfice dans des joutes avec plus fort que soi; il avait vu pendant le chômage son épargne fondre à vue d'œil, sa famille pâtir, et au bout du compte il retombait sur sa même paie plutôt diminuée qu'accrue et sur les mêmes conditions de durée pour son travail; mais il avait obéi au mot d'ordre donné de loin, fait ni plus ni moins que ses camarades, et comme eux conduit à fond la campagne ordinaire contre le capital. S'il avait dissipé son argent, il était en règle avec l'opinion, c'était une satisfaction suffisante, et à l'occasion il était prêt à recommencer. De combien d'ouvriers n'est-ce pas là l'histoire, et combien de grèves n'ont pas d'autre dénoûment!

La guerre venue, une trêve forcée coupa court à ces disputes désormais sans objet, une portion des ouvriers courut aux armes, les autres restèrent quelque temps inoccupés. Ce fut pour tout le

monde l'heure des réflexions. Des deux côtés, on comprit qu'il pouvait s'agiter des questions plus graves que la durée du travail des mains et la quotité des salaires. Les événemens devenaient de plus en plus sombres. Il n'y avait plus de sécurité au dehors ni pour les vies ni pour les biens, plus d'autre droit que la force, plus d'autre forme de contrat que l'épée. De toutes parts éclataient les calamités de la guerre. A ce spectacle, ouvriers et patrons furent saisis d'un même sentiment; ils confondirent et oublièrent leurs griefs dans une réconciliation tacite. Quand avec la paix le travail se fut ranimé, il ne vint à l'esprit de personne de toucher à ce pacte, issu d'une angoisse commune et qui n'avait de garantie que dans un consentement qui y survivait. Il semblait qu'il n'y eût plus alors qu'une âme dans cette population livrée naguère à beaucoup de dissentimens, qu'un seul intérêt au lieu de tant d'intérêts qui paraissaient inconciliables. Le deuil d'une défaite et le poids d'une oppression avaient opéré ce miracle. Depuis plus de deux ans, ce miracle dure, et on peut dire que les effets n'en sont point affaiblis. Pas une récrimination, pas une plainte; jamais l'atelier n'a été plus suivi, ni la place publique plus tranquille. On se sent bien d'accord, grands et petits, pour courir en commun les mêmes chances, souffrir des mêmes douleurs et partager la même fortune.

Voilà où en sont les ouvriers d'Alsace, rendus à leur bonne nature par les amertumes de l'occupation allemande. Il n'est plus à craindre qu'ils échappent aux mains des vaincus pour aller grossir le cortège du vainqueur. A les voir dans les rues, on reconnaît sur-le-champ où les portent leurs affections et leurs répugnances. C'est qu'aussi les pamphlétaires de l'Allemagne ne les ont guère ménagés; il en est même qui ont épuisé à leur sujet le vocabulaire des invectives. Le parti évangélique n'y a pas mis plus de réserve que le parti militaire; tous deux font assaut de brutalités, témoin cette sortie de M. Henri de Treitschke : « en méprisant la volonté des Alsaciens, nous faisons ce que nous commande l'honneur allemand, » et plus loin : « la nouvelle province récalcitrante fortifiera la tendance unitaire de notre art gouvernemental; cet exemple forcera tous les gens avisés à se serrer fidèlement sous notre forte discipline autour de la couronne de Prusse; ce gain est d'autant plus précieux qu'il est toujours possible qu'un nouvel essai de république à Paris attire les regards admiratifs de nos radicaux allemands. » Notez que les gens avisés dont parle l'auteur sont les Bavaarois et les Wurtembergeois, et qu'on se propose de fustiger l'Alsace pour mettre ces deux peuples à la raison. Il est vrai que, si M. de Treitschke accommode ainsi les Alsaciens, M. Schröder, premier prédicateur de la cour, ne nous épargne pas da-

vantage. Écoutons ce parallèle entre les Prussiens et nous. « Le peuple allemand s'est montré comme le peuple de Dieu. Suivant l'exemple donné par son chef, l'empereur allemand, il est parti pour la guerre avec Dieu, après s'être humilié devant lui dans la pénitence et dans la prière. Sur le champ de bataille et de victoire, il a entonné ses vieux cantiques. Chaque soldat porte sur lui son petit livre de cantiques de campagne... Dans les havre-sacs de la plupart des Français vaincus ou tués, on n'a trouvé que de sales écrits ou des lettres lascives; jamais un livre sérieux, moral, et encore moins un livre de prières (1). » Que cette modestie et cette charité sont évangéliques, et que ce langage sied bien à un prêtre!

Quelle conclusion tirer de tout ceci? Une espérance qui nous est commune avec M. Schuré, auteur d'une protestation éloquente contre les annexions, c'est que tôt ou tard on sentira que l'Alsace-Lorraine, dans son démembrement, manque à l'Europe autant qu'à la France. Unie à nous, elle représentait la fusion des deux races, elle était la preuve vivante de l'alliance possible entre leurs génies si divers, entre leurs langues et leurs littératures. L'Alsace ouvrait à la France une perspective sur l'Allemagne, et à l'Allemagne une perspective sur la France. Elle était en même temps une garantie que la distribution des forces en Europe ne subirait pas de trop graves altérations. Dans l'état actuel, quelle puissance petite ou grande peut se dire en sûreté? Où est la garantie qui existe pour la Belgique, la Hollande, la Suisse, le Luxembourg plusieurs fois menacé? Il est vrai que l'enfant terrible des annexionistes, M. de Treitschke, s'est efforcé de rassurer tout ce monde en ajoutant d'un ton protecteur : « Nous daignons souffrir que la Suisse reste indépendante. » C'est un fier langage et une condescendance bien hautaine; mais où est la caution? Le mot de la veille peut être démenti le lendemain. L'évidence du moment, c'est que les faibles restent à la merci du fort, dont la main ne quitte pas la garde de son épée, et qui en est toujours, dans son allure et ses préparatifs, à la veillée des armes. La menace est là comme un des satellites de la paix pour en donner la vraie signification. L'Europe, pour son repos comme pour sa dignité, est mise en demeure d'y réfléchir; si elle persiste dans son système de désistement, il n'y restera bientôt plus debout que les états auxquels, dans sa magnanimité, l'empire d'Allemagne aura fait grâce, ou, comme dit avec un dédain de gentilhomme M. de Treitschke, qu'il aura daigné souffrir.

LOUIS REYBAUD.

(1) *Le Protestantisme et la guerre de 1870*, par M. Lichtenberger.



## CHRONIQUE DE LA QUINZAINÉ

---

31 octobre 1872.

Le déclin de l'automne, d'un automne pluvieux et froid, va marquer la fin des vacances politiques. D'ici à peu de jours, l'assemblée, qui est la représentation souveraine de la France, va se retrouver à Versailles, où le gouvernement l'a déjà devancée et l'attend. Tout est calme en définitive, rien ne révèle une agitation menaçante. Des pérégrinations démocratiques qui ont fait un bruit momentané sans émouvoir sérieusement le pays, il n'en est plus même question; c'est à peine si on s'occupe encore des élections qui ont eu lieu tout récemment. La dernière lettre que M. le comte de Chambord a cru devoir écrire date de quelques jours tout au plus, et elle est déjà oubliée. Épîtres, discours, factums, manifestes, se sont succédé; ils ont tourbillonné comme les feuilles d'automne et ont disparu comme elles. On ne peut pas dire que, pendant ces trois mois qui viennent de s'écouler, la situation générale ait sensiblement changé, qu'il se soit produit dans le pays un mouvement précis, déterminé, impérieux, et cependant, on en a le pressentiment vague, on le comprend, cette session nouvelle qui va s'ouvrir doit avoir une importance particulière; il y a des questions qui se présenteront nécessairement d'elles-mêmes et qui devront être résolues, parce que les jours et les semaines s'écoulent, parce qu'on marche à grands pas vers l'heure où l'occupation étrangère cessera de peser sur nos malheureuses provinces, parce qu'enfin il est de la plus simple prévoyance patriotique de ne pas attendre le dernier instant, au risque d'être surpris par les événemens et de tomber dans l'imprévu. Les députés sont partis il y a trois mois, ils vont revenir maintenant reposés et éclairés. Ceux qui n'ont pas un parti pris d'avance et des idées systématiques ont pu étudier le pays, interroger les mouvemens de l'opinion; ils savent ce qui est possible, ce qui répond aux intérêts, aux instincts publics. Assurément, même en admettant un concours suf-

faisant de bonnes volontés sincères et désintéressées, ce ne sera pas facile d'arriver à des combinaisons qui puissent mettre d'accord tant d'opinions diverses; mais il y a une chose qui domine tout : c'est la nécessité, et le patriotisme doit faire le reste.

Qu'est-ce donc après tout que la politique, si ce n'est la recherche de ce qui est possible dans une situation aussi complexe et aussi douloureuse que celle où se débat notre pays depuis deux ans? Ce qui est possible aujourd'hui, on le sent, on le voit, c'est évidemment la régularisation de ce qui existe, c'est l'affermissement d'un régime qui a donné à la France la paix extérieure, la paix intérieure, et qui au milieu des difficultés les plus inextricables a entrepris cette œuvre immense de la libération du territoire. Comment ce régime peut-il être affermi et régularisé? C'est l'assemblée qui l'a créé sous l'influence des plus pressantes nécessités publiques, c'est par l'assemblée qu'il peut prendre un caractère plus précis ou plus définitif, si l'on veut. Qu'il s'appelle la république conservatrice ou la république sans épithète, cela importe vraiment assez peu. L'essentiel est que ce soit un régime protecteur de toutes les sécurités et de tous les intérêts, ayant en lui-même une force de préservation contre tous les entraînemens et tous les excès. Tel qu'il est, tel qu'il peut être constitué, ce régime a cela pour lui qu'il est le seul possible au moment où nous sommes, qu'il existe déjà, qu'il n'y a qu'à se servir des moyens dont on dispose pour l'organiser sans secousse, sans ébranlement, sans exposer le pays à des crises nouvelles en face de l'étranger, sans braver le péril d'une dissolution prématurée de l'assemblée.

Est-ce qu'on peut faire autre chose aujourd'hui? Est-ce qu'il y a un autre moyen sérieux et pratique de procéder dans les conditions où se trouve la France? Oui, sans doute, disent les uns, le moyen existe, on peut faire mieux que la république, on peut restaurer la monarchie. La question est de savoir comment on ferait pour restaurer cette monarchie, qui depuis deux ans s'épuise à se discréditer par son impuissance querelleuse et à gaspiller les chances qu'elle a paru avoir un instant. D'honnêtes légitimistes ont souvent accusé M. Thiers et ils l'accusent encore d'être le plus grand obstacle au rétablissement de la royauté traditionnelle. M. Thiers, il est vrai, ne s'est jamais donné pour un légitimiste d'une irréprochable orthodoxie, et au milieu des travaux qui l'assiègent il n'a peut-être pas eu le temps de songer beaucoup à une restauration de la monarchie traditionnelle; mais sûrement ce n'est pas lui qui depuis deux ans a fait le plus de mal à la cause de la royauté. Si cette cause a été compromise, elle l'a dû surtout aux royalistes et à M. le comte de Chambord lui-même. Personne au monde ne peut méconnaître la loyale honnêteté, l'élévation des sentimens d'un prince qui supporte si noblement l'exil depuis quarante-deux ans. Il faut bien l'avouer ce-

pendant, chacun de ses manifestes est une bataille perdue pour sa cause, et la dernière lettre qu'il vient d'adresser à un de ses amis, membre de l'assemblée de Versailles, n'est point certes de nature à lui ramener la victoire. Voilà un prince qui ne dirait pas, à l'exemple de son aïeul Henri IV, que la France et Paris valent bien une messe, ou, si l'on veut, un mot d'amitié à la société moderne; il ne transige pas quant à lui, il s'enferme dans le droit, dans le sentiment religieux de la mission providentielle qu'il s'attribue. Il reste immuable, impassible sur son haut promontoire de la légitimité, attendant que la mer vienne le reprendre; mais la mer ne monte plus jusque-là. La France, telle que ce prince honnête et aveuglé croit la voir, telle que ses amis la lui représentent sans doute, cette France n'existe pas; cette royauté sacerdotale dont il garde l'idéal n'a plus de place dans notre monde, et M. le comte de Chambord semble le comprendre, puisque visiblement il ne croit plus aux moyens humains pour une restauration, qu'il désire peut-être moins que ses partisans. « Le jour du triomphe est encore un des secrets de Dieu, » dit-il, et il est certain qu'il n'y a rien à objecter à cela. M. le comte de Chambord a écrit sa lettre pour protester une dernière fois contre les tentatives d'organisation constitutionnelle qui se préparent; mais il ne dit ni ce qu'on pourrait faire, ni comment on pourrait le faire. Le manifeste d'Ebenzweyer est une protestation, ce n'est pas une solution au milieu des difficultés qui nous pressent.

Cette solution nécessaire, où est-elle cependant? Est-ce qu'on peut la chercher dans une crise intérieure imprudemment provoquée, dans un appel au pays lui-même par une dissolution de la chambre, par l'élection d'une assemblée nouvelle qui arriverait avec la mission particulière de constituer, d'organiser un gouvernement? Où donc est la nécessité de se jeter dans de telles aventures au moment où nous aurions besoin de mettre la plus extrême mesure dans nos actions et même dans nos paroles? Assurément l'assemblée qui existe aujourd'hui n'est point éternelle, elle ne vivra pas au-delà du terme qui lui est naturellement assigné. Sa raison d'être est dans les circonstances d'où elle est sortie et avec lesquelles elle disparaîtra. Jusque-là, elle doit rester à son poste, elle doit vivre, son existence est liée à cette œuvre de la libération du territoire qui se poursuit laborieusement. Voulût-elle se dissoudre, elle ne le pourrait pas sans déshonneur pour elle, sans danger pour le pays. Qu'on y réfléchisse un instant : imagine-t-on une crise électorale s'ouvrant aujourd'hui ou demain, le gouvernement battu en brèche dans la lutte, toutes les passions se donnant rendez-vous, tous les partis relevant leurs drapeaux, l'agitation survivant sans doute au scrutin, et tout cela pendant que les Allemands sont dans nos villes et dans nos campagnes, attendant la fin de cette meurtrière aventure! M. Louis Blanc, qui tient à reprendre son rang dans le radicalisme agitateur, juge cette considération

fort puérile, il trouve que c'est une insigne faiblesse de se préoccuper des Prussiens, qui n'ont pas le droit de se mêler de nos affaires. Ce qui est puéril, malavisé, c'est de ne pas tenir compte des circonstances, c'est de s'imaginer naïvement que la France aujourd'hui peut perdre impunément trois mois en agitations stériles. Sans doute, comme le dit M. Louis Blanc, le crédit de la France est considérable, il a suffi à tout, il doit jusqu'au bout suffire à tout; mais ce crédit lui-même ne vit et ne se soutient que par le travail, par la sécurité, et ce n'est pas au milieu des incertitudes, des confusions d'une crise toujours redoutable, que le pays peut travailler, que le gouvernement peut combiner tous les moyens nécessaires pour hâter ou assurer la libération du territoire. Quelle raison y a-t-il d'aller au-devant de ces périls? Les radicaux se défient de l'assemblée actuelle, voilà toute la question; déjà ils s'étudient à mettre en suspicion tout ce qui pourra être fait par elle, même pour l'établissement de la république, et ils ne voient pas qu'en déclinant l'autorité de cette assemblée librement élue, c'est l'autorité même de la souveraineté nationale qu'ils déclinent. La chambre de Versailles peut ne pas leur plaire, c'est possible; croient-ils par hasard qu'une chambre où ils domineraient ne soulèverait aucune protestation et serait considérée par tout le monde comme la représentation fidèle de la volonté nationale? La vérité est qu'entre l'impossibilité d'un retour à la monarchie et le danger des agitations où le radicalisme cherche une victoire de surprise, il n'y a qu'un moyen pratique, efficace, c'est que l'assemblée elle-même se décide prudemment à régulariser le régime que les événements ont fait à la France, en l'entourant de toutes les garanties qui peuvent lui imprimer le caractère d'un régime de libérale conciliation.

Au fond, c'est là visiblement la direction de l'opinion. Le pays ne demande rien de plus; il se rattache par instinct, par bon sens à ce qui existe, et les élections qui viennent d'avoir lieu, qui ont été un instant l'objet de tant d'interprétations, de tant de commentaires, ces élections, interrogées en toute impartialité, n'ont point un autre sens. N'est-il pas clair d'abord qu'elles ne révèlent aucune tendance particulièrement monarchique? Même dans le Morbihan, où le candidat de l'opposition a triomphé, le vote semble avoir eu un caractère religieux encore plus que politique. Dans les autres départemens, les nouveaux élus sont républicains, ils se sont présentés comme tels ou ils ont fait acte d'adhésion à la république. Le résultat est-il cependant aussi simple, aussi décisif qu'on le dirait, et les radicaux ont-ils surtout le droit de triompher du dernier scrutin? Il faudrait s'entendre. Qu'on remarque ce fait au moins caractéristique: ce sont des républicains qui ont été nommés, mais tous, ou presque tous, ils ont commencé par protester de leur adhésion au régime actuel, au gouvernement de M. Thiers, à la ré-

publique conservatrice. M. Nioche, élu dans l'Indre-et-Loire, a renouvelé ses protestations même après le vote. L'élu du Calvados, M. Paris, s'était prononcé dans sa profession de foi avec une vivacité des plus énergiques. Le nouveau député de l'Oise, M. Gérard, ancien représentant de 1849, avait marqué d'avance sa place dans le centre gauche. Dans la Gironde également, un candidat qui n'avait d'autre titre que d'avoir été exilé en 1852 et qui a été soutenu par les radicaux, M. Caduc, a cru devoir se mettre sous le pavillon de M. Thiers.

A Alger, M. Crémieux a pris la cocarde de républicain conservateur, de sorte qu'on ne voit pas bien en quoi consiste cette victoire électorale que les radicaux ont revendiquée si bruyamment. S'ils ont triomphé, comme ils l'ont dit, ils n'ont certainement pas triomphé par eux-mêmes, ils se sont glissés à la suite du gouvernement, dont ils se sont proclamés les amis et les défenseurs, en dissimulant leur propre drapeau. Ce n'est pas là le seul fait significatif dans les élections. Si modérés qu'ils soient, ces nouveaux députés républicains n'ont pas réussi sans quelque difficulté. Dans l'Indre-et-Loire, M. Nioche a été serré de près par M. Paul Schneider; un déplacement de quelques centaines de voix changeait le résultat. Dans le Calvados, les concurrens de M. Paris ont réuni plus de suffrages que M. Paris lui-même. Jusque dans la Gironde, le scrutin a été assez étrange. M. de Forcade La Roquette, malgré les souvenirs qui le rattachaient au régime impérial, malgré son titre d'ancien ministre de l'empire, M. de Forcade est arrivé au chiffre de 50,000 voix. Ces résultats ne laissent pas d'être assez curieux; on peut les méditer avec fruit et voir surtout le danger d'offrir par des divisions des facilités inespérées au bonapartisme.

Qu'en faut-il conclure? C'est évidemment une illusion de triompher ou de s'alarmer d'un vote qui n'est après tout que l'expression de l'incertitude des esprits et des opinions. En réalité, c'est un pays assez perplexe, qui vote ou qui croit voter pour un gouvernement auquel il doit la paix et la sécurité. Fatigué, excédé de révolutions, il ne se met pas à la suite d'un parti dont la victoire serait le signal de révolutions nouvelles, il se prononce par une sorte d'instinct pour ce qui existe; il n'éprouve pas le besoin de changer de condition, surtout quand on lui parle de revenir à une monarchie qui représente à ses yeux tout un ordre évanoui, il demande tout simplement qu'on lui donne un régime régulier et sensé qui le protège dans son repos, dans son travail. Voilà ce que veulent dire les élections dernières; elles signifient le repos dans la république, puisque la république existe, et ce que le pays demande, il faut le lui donner. Comment le lui donnera-t-on, si ce n'est par un certain nombre de mesures, qu'on appellera constitutionnelles si l'on veut, qui dans tous les cas tranchent des questions toujours irritantes, toujours menaçantes, en imprimant un caractère plus définitif à ce qui n'a été



depuis deux ans qu'une trêve souvent agitée, quoique volontairement acceptée?

Et d'abord on a l'avantage d'entrer dans cette voie avec un esprit éclairé par une longue et cruelle expérience. On sait désormais ce que valent ces constitutions écrites qui ont la prétention de tout résumer en quelques articles et de fixer irrévocablement l'avenir. La France a eu depuis quatre-vingts ans une douzaine de constitutions de toutes les couleurs, de toutes les nuances, de toutes les dimensions, constitutions impériales, royales, consulaires, républicaines, despotiques, libérales. Qu'en est-il resté? Elles ont disparu comme elles étaient venues, dans un coup de vent. Elles forment aujourd'hui une assez curieuse collection pour ceux qui veulent faire des études rétrospectives sur le droit politique. Où donc est aujourd'hui la nécessité de recommencer cette histoire? La vraie constitution de la France est dans nos mœurs, dans nos institutions civiles et sociales. Le reste n'est que l'organisation d'un mécanisme de gouvernement adapté au principe de la souveraineté nationale, et qu'est-ce qui empêche de coordonner ce mécanisme en débrouillant un peu la confusion où l'on se débat depuis près de deux ans? On sent bien que le moment approche où ces questions s'imposeront, déjà des projets de toute sorte se préparent; en définitive, ils tournent autour de deux ou trois idées. La présidence, telle qu'elle existe, a besoin évidemment d'être modifiée. On est allé au plus pressé, on a remis le pouvoir entre les mains de l'homme que tout désignait à la confiance publique, dont l'expérience, le patriotisme, la fertile activité, étaient des garanties pour la France. On l'a nommé chef du pouvoir exécutif, président de la république; mais cette présidence est en quelque sorte une situation personnelle, une prééminence consulaire plutôt qu'une autorité définie : elle n'a aucune durée précise, et à la rigueur, d'après la loi Rivet, elle devrait disparaître avec la chambre dont elle est l'émanation, de telle sorte que le pays pourrait se trouver un jour sans assemblée et sans gouvernement. Voilà le fait. On a parlé de décerner la présidence à vie à M. Thiers. Cette idée, on peut l'assurer, ne vient point de M. le président de la république, et elle ne lui sourit nullement malgré tout ce qu'elle peut avoir de flatteur. Elle ne remédierait à rien, et elle risquerait de créer des confusions qui ne seraient peut-être pas sans danger. Ce qu'il y aurait de plus simple sans doute, ce serait de donner à la présidence une durée de quatre ans avec faculté de réélection, et de compléter l'institution présidentielle par une vice-présidence qui écarterait d'avance tout péril d'interrègne et de crise en cas d'accident. Dans quelles conditions pourrait-on établir cette vice-présidence? Celui qui l'exercera sera-t-il élu expressément par la chambre, ou bien le président même de l'assemblée restera-t-il chargé de prendre éventuellement le pouvoir exécutif? Ces questions peuvent avoir quelques côtés

déliçats; elles ne sont point insolubles dès qu'on les abordera sans arrière-pensée, et, cette constitution du pouvoir exécutif une fois définie, un grand pas, un pas décisif sera fait dans la voie d'une organisation sérieuse.

Ce n'est pas tout évidemment. Il y a deux questions qui se présentent d'elles-mêmes, dont la solution est peut-être un peu moins pressante, mais qui devront nécessairement être résolues. La première de ces questions est la constitution d'une seconde chambre. Un jour, sous l'empire, nous nous entretenions justement de cette question d'une seconde chambre avec un homme qui est aujourd'hui dans le parti radical, qui a toujours été républicain. Il avouait qu'en 1848 il était partisan d'une chambre unique, mais que depuis ses idées s'étaient modifiées, qu'il admettait l'utilité d'une seconde assemblée, et, comme on lui demandait pourquoi il avait changé d'opinion, il répondait simplement : « parce que j'ai vingt ans de plus. » Il disait vrai, c'est la raison la plus naturelle et la plus philosophique à la fois de la nécessité d'une seconde assemblée, parce qu'on ne voit pas les choses de ce monde du même œil à tous les âges. Il y a une expérience que donnent le temps, l'étude, le maniement des intérêts du pays, et cette expérience, cette maturité si l'on veut, c'est justement une seconde chambre, de quelque nom qu'on la nomme, qui peut la représenter dans les grandes délibérations sur les affaires publiques. La difficulté est toujours sans doute de trouver les élémens de cette seconde assemblée dans un pays où il n'y a pas des traditions d'aristocratie politique comme en Angleterre, des conditions particulières de vie locale comme aux États-Unis ou en Suisse. Il n'est pas moins vrai que c'est la seule garantie qui existe jusqu'ici contre les entraînemens et les tyrannies possibles d'une assemblée unique. D'ailleurs, une fois le principe admis, cette difficulté n'est point elle-même insoluble. Les élémens d'une seconde chambre, ils existent dans les conseils-généraux, dans la haute magistrature, dans l'armée, dans les compagnies savantes, même dans la grande propriété ou dans l'industrie, dans tout ce qui peut offrir en un mot la triple garantie de l'indépendance, de l'expérience et du savoir.

La seconde question qui reste à résoudre et qu'il faudra bien aborder, c'est la loi électorale : non pas que par un excès de susceptibilité conservatrice on puisse songer à revenir à quelque chose comme la loi du 31 mai 1850, qui a si étrangement servi de prétexte au coup d'état du 2 décembre 1851. Nullement, le suffrage universel existe, et ce qu'il y a de mieux c'est de vivre avec lui, en l'éclairant autant que possible, en le mettant en garde contre les pièges où il peut tomber; mais ce qui est essentiel, ce qui ne ressemble en aucune façon à une violation directe ou indirecte du droit de suffrage, c'est de ramener la vérité, la sincérité dans la représentation publique, et de ne point lais-

ser le pays exposé à ces coups de vent des scrutins de liste, qui mettent le hasard dans les élections, qui ne sont, à tout prendre, que le plébiscite, sous une forme un peu moins violente, dans le cercle d'un département. En définitive, de quoi s'agit-il ? Les républicains sincères et prévoyans devraient être les premiers à demander cette réforme et toutes celles dont on parle aujourd'hui, car enfin, si l'on veut que la république vive, il faut qu'elle cesse d'être un ouragan comme elle l'a été si souvent dans son passage à travers notre existence nationale; il faut qu'elle devienne une institution paisible et pratique, qu'elle entre dans les faits et dans les mœurs, qu'elle offre des garanties contre les dangers de mobilité et de perturbation dont elle porte en elle-même le redoutable germe.

Une des choses les plus plaisantes, c'est le ton mélancolique que prennent, depuis quelque temps surtout, les chefs et même les dieux inférieurs du radicalisme, pour se plaindre de tout ce qu'ils ont eu à dévorer, des déboires qui leur ont été infligés pendant ces deux dernières années. M. Louis Blanc le disait, il y a peu de jours encore, avec un attendrissement des plus touchans. Les radicaux sont malheureux, ils ont été obligés plus d'une fois de réprimer leurs intempérances, de retenir leurs programmes, leurs discours, leurs propositions, leurs interpellations; ils se sont vus condamnés à se taire quand ils avaient tant envie de parler ! Mais ne voient-ils pas que, si la république vit encore, c'est peut-être justement parce qu'ils ne l'ont pas gouvernée, parce qu'ils ont été contraints par les circonstances à cette modération qui leur pèse ? Vraisemblablement, s'ils avaient eu toute liberté, c'eût été bientôt fini; la crise eût été violente sans doute, elle aurait fini comme toutes les crises de ce genre. L'anarchie eût enfanté quelque dictature, et une fois de plus la république aurait été perdue par ceux qui se prétendent ses vrais et uniques serviteurs. Elle vit, parce qu'elle a été sagement protégée contre ses excès, parce qu'il s'est trouvé là un homme qui a su se servir de ce régime pour relever, autant qu'il l'a pu, un pays qui venait de tomber mutilé et sanglant dans la poussière. Elle ne s'est maintenue, en un mot, et elle ne peut se maintenir que par cette politique de ménagement et de prudence que rendent nécessaire les circonstances extérieures autant que les complications intérieures. C'est assurément un fait curieux et qui dénote la singulière idée que les radicaux se font de la vie d'un pays. Dès qu'ils aperçoivent un certain calme, une certaine paix, dès qu'ils voient qu'on se remet à traiter les affaires pour elles-mêmes, à résoudre simplement les questions sans mettre partout l'agitation et la violence, il leur semble que ce n'est plus la république, qu'on leur a pris leur régime préféré. Pour que la république existe à leurs yeux, il faut qu'ils puissent se déchaîner, remuer les passions, se répandre en discours enflammés, sans s'inquiéter des résultats de cette

politique de sédition et d'excitation. Malheureusement, si ce système a souvent de désastreuses conséquences dans notre vie intérieure, il est parfois plus dangereux encore au point de vue de notre situation extérieure.

Il faudrait bien se dire que nous ne sommes pas dans des conditions ordinaires, que toutes les polémiques ne sont pas sans péril. On vient de s'en apercevoir tout récemment encore par un incident des plus pénibles, par cette lettre que M. le maire de Nancy s'est vu obligé d'écrire à notre plénipotentiaire au camp allemand, M. de Saint-Vallier, pour se plaindre de la situation cruelle où les polémiques de certains journaux placent les habitans des départemens occupés qui « paient sans se plaindre la rançon de la France en restant jusqu'au bout le gage de cette rançon, » et en demeurant exposés aux contre-coups de l'irritation produite chez les Prussiens par des articles irréfléchis. M. le maire de Nancy dit avec tristesse une parole qu'on devrait avoir toujours présente. « Le seul moyen en ce moment pour la France de nous témoigner ses sympathies, c'est de nous aider par une sage prudence à supporter jusqu'au bout, sans secousses violentes, les charges d'une occupation que l'exagération de certains sentimens ne ferait que prolonger. » Aussi tout nous rappelle à chaque instant une situation douloureuse, et ce serait bien le moins que l'administration de la guerre ne se mît pas, elle aussi, de la partie, pour nous faire sentir ce cruel déboire en envoyant sans précaution suffisante à Châlons des soldats qui se trouvent exposés à être désarmés par les Prussiens. C'est bien assez que des articles de journaux nous attirent des mésaventures par des polémiques inutilement provocantes.

Quelle étrange et malfaisante manie, en effet, de s'épuiser si souvent en disputes dangereuses ou en déclamations passionnées lorsqu'il y a tant à faire de toute façon, lorsqu'il n'y a point une heure à perdre pour préparer la reconstitution morale et nationale de la France ! Puisque le malheur nous a fait sentir son aiguillon, il faudrait au moins profiter de cette dure expérience pour se recueillir avec une patriotique sincérité, pour étudier résolument, virilement, les causes de tous ces désastres accumulés, et pour chercher les moyens de les réparer. C'est là une œuvre bien autrement sérieuse, bien autrement salutaire que toutes les agitations factices des partis, qui ne font qu'aggraver nos misères en aigrissant les esprits, en détournant l'attention des seuls objets dignes d'occuper une société qui n'a plus le droit de se flatter elle-même, qui a trop cruellement expié ses illusions, ses fantaisies ou ses défaillances. Les questions politiques ont toujours de l'importance sans doute ; il y a des questions bien plus graves encore, qu'il faut savoir aborder simplement, qu'on ne peut résoudre que par le travail, par l'étude, par une action attentive ne tous les jours et de toutes les heures.

L'administration française a tous les mérites qu'on voudra, elle a surtout l'avantage d'être un instrument aussi ingénieux que puissant, docile à tous les pouvoirs, merveilleusement combiné pour tous les services utiles ou inutiles qu'on peut lui demander. Il n'est pas moins vrai qu'au moment où nous sommes, en dépit de tous les événemens et de toutes les leçons, cette administration revient plus que jamais, si on n'y prend garde, à ses traditions d'immobilité et de routine. Au lieu de simplifier et d'expédier les affaires, elle les complique et les ralentit. Elle a aujourd'hui comme autrefois ses formalités minutieuses et décourageantes, ses habitudes lentes et obstinées qu'il est si difficile de vaincre, qu'on ne changera qu'en y mettant un peu énergiquement la main, en introduisant quelque ressort nouveau dans cette machine confuse et paresseuse. La réforme administrative, c'est là une de ces choses sérieuses et pratiques dont il faudrait s'occuper. Certes le gouvernement a déjà fait beaucoup pour l'armée, pour cette armée qui a été si justement sa première et sa plus vive préoccupation au lendemain de nos revers. M. le président de la république a trouvé là une douloureuse occasion de déployer son expérience, de satisfaire son ancienne et très noble passion pour tout ce qui touche à la grandeur militaire de la France. Il s'occupe avec une sollicitude jalouse de tous ces détails, il veille à la formation de ces camps où nos soldats vont se discipliner et puiser une instruction nouvelle sous la direction de nos plus vaillans hommes de guerre, et cependant, on le sent bien, ce qui a été fait n'est qu'un commencement. Que d'efforts patiens et persévérans il faut encore pour remettre un peu partout l'ordre, l'exactitude, le sentiment du devoir, la vigilance, pour remonter cette administration de la guerre de façon qu'elle nous épargne tout au moins des accidens comme celui de Châlons! Voilà certes qui vaudrait mieux que toutes les préoccupations et les conversations politiques, comme celle qu'on prête à un aide-de-camp de M. le ministre de la guerre récemment en voyage à La Fère. Nous sommes à un de ces momens où l'esprit de réforme, éclairé par le malheur, doit s'efforcer de rendre à la France tout ce qui peut reconstituer son existence nationale, une administration vigilante et expéditive, une armée vigoureusement réorganisée, un enseignement plus sérieux et plus efficace. M. le ministre de l'instruction publique, il faut lui rendre cette justice, a voulu pour sa part mettre la main à cette œuvre de réformation nécessaire, et montrer son zèle : il a publié à la rentrée des classes une circulaire qui résume ses idées et ses méditations sur l'enseignement secondaire, qui est tout un programme soigneusement étudié, aussi bien coordonné que possible.

Qu'un certain mouvement de décadence se soit fait sentir dans les études en France, et que cette décadence des études, de l'éducation tout entière, ne soit point étrangère aux derniers désastres de notre



pays, rien n'est plus évident. Ce mal ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier, il remonte bien plus haut, il tient à bien des causes générales sans doute. Le fait est que peu à peu, sous une multitude d'influences, l'aptitude même au travail semble s'être affaiblie, et qu'il s'est formé par degrés une jeunesse impatiente et promptement fatiguée, n'ayant plus que des connaissances vagues et superficielles, perdant avec les habitudes de la discipline le sens et le goût des fortes études. Tout est dans l'apparence; on a un vernis d'éducation, un semblant de culture, un à-peu-près de toute chose, avec le dégoût de ce qui fait justement la force de l'esprit, la méthode et la précision. Disons le mot : depuis longtemps, on a pratiqué l'enseignement un peu comme tout le reste, avec un certain abandon, avec de la complaisance pour toutes les faiblesses, en se gênant le moins possible, en sacrifiant l'intégrité de l'éducation publique, de la véritable instruction, tantôt à des fantaisies, tantôt à de prétendues innovations qui étaient des chimères quand elles n'étaient pas des dangers. Les enfans n'ont pas demandé mieux que de sentir se relâcher la sévère discipline de l'étude, les parens y ont aidé, les maîtres n'ont pas toujours assez résisté; le résultat a été funeste. Voilà le mal qui est allé en s'aggravant d'année en année et auquel il faut remédier aujourd'hui, si l'on veut préparer des générations plus viriles, mieux armées de force morale, d'instruction et de savoir. La circulaire de M. Jules Simon, nous nous hâtons de le dire, est semée de bonnes intentions, et parmi toutes ces bonnes intentions la meilleure, la plus sage, est de ne vouloir procéder que par des améliorations successives, d'éviter les expériences précipitées et hasardeuses. L'essentiel en effet est de s'appuyer sur une étude attentive des faits, de ne rien brusquer, « d'agir à coup sûr, » selon le mot de la circulaire, comme aussi la première condition est de ne point se faire illusion, de ne pas prendre pour un système d'innovations graduées et réparatrices ce qui ne serait peut-être ni bien nouveau, ni même en rapport avec le mal qu'on veut guérir.

Quelle sera la portée pratique du programme de M. Jules Simon? La pensée qui a inspiré ce programme aura-t-elle tous les résultats qu'en attend celui qui l'a écrit? Allons droit au fait essentiel. Que M. le ministre de l'instruction publique recommande aux professeurs de se réunir périodiquement, de mettre en commun leurs lumières et leur expérience pour préparer par leurs délibérations les réformes qui pourront être accomplies, c'est là certainement une mesure aussi libérale qu'intelligente. Ces maîtres, occupés chaque jour à façonner la jeunesse, peuvent dire souvent le mot le plus juste, le plus décisif sur une méthode, sur un système d'enseignement. Les consulter, les appeler à donner leur avis, c'est s'assurer un concours précieux. Rien de plus prévoyant et de mieux entendu assurément que toutes les précautions minutieuses de

M. le ministre de l'instruction publique au sujet de la gymnastique, des exercices militaires, de l'équitation, de la natation, des promenades instructives des enfans. Si ce programme est suivi, l'éducation physique est complète; elle fortifie le corps et prépare à l'âme une saine habitation. Rien de mieux encore que tout ce que dit M. le ministre de l'instruction publique au sujet de l'enseignement de la géographie, de l'histoire. Ici cependant il resterait à savoir ce qu'entend M. Jules Simon lorsqu'il veut que, pour enseigner la géographie, on commence « par la description de la commune, de l'arrondissement, du département, pour n'arriver qu'en dernier lieu à la carte d'Europe et à la mappemonde. » Qu'on ne veuille pas tout d'abord inculquer à un enfant les notions transcendantes de la physique terrestre, nous le comprenons bien; qu'on simplifie pour lui les élémens de la science géographique et qu'on ne lui dise que ce qu'il peut saisir, ce sera au mieux. En dehors de ceci, que peut bien être au juste ce genre de géographie recommandé par la circulaire ministérielle, et qui consiste à décrire aux enfans « les campagnes voisines de leur ville ou de leur village? » M. Jules Simon s'est peut-être laissé tromper par un mirage de simplicité et de logique, et les enfans à qui on voudrait enseigner ainsi la géographie pourraient bien ne pas la savoir du tout; c'est comme si l'on voulait les initier à l'étude de l'histoire en commençant par leur raconter les annales de leur ville ou de leur village. Ce n'est là, si l'on veut, qu'un point secondaire dans le programme ministériel; le point délicat, épineux, c'est ce qui touche à l'enseignement classique, à ce qu'on appelait autrefois du beau nom d'humanités.

Il a été de mode pendant bien des années de jeter la pierre à ces malheureuses études classiques, de les représenter comme une vieillerie scolastique bonne à faire perdre du temps, à détourner les enfans de ce qui peut leur être le plus utile, des langues vivantes, des études professionnelles, des connaissances spéciales. Qu'on favorise, qu'on développe tant qu'on voudra ces études nouvelles, qui sont en effet nécessaires dans un siècle d'industrie, de démocratie laborieuse, de grand mouvement matériel: soit, on répond à des intérêts, à des instincts qui ont besoin d'une satisfaction. Il n'est pas moins vrai que tout ce qui affaiblit cette vieille et nourrissante instruction classique est une atteinte à la civilisation française elle-même, et, s'il y a cette sorte de décadence des forces intellectuelles dont on s'aperçoit aujourd'hui, c'est que l'enseignement classique n'est pas resté ce qu'il devait être. Les novateurs à courte vue se figurent qu'en mettant des enfans au régime de Virgile et de Cicéron on fait simplement des latinistes; pas du tout, l'on fait bien autre chose que des latinistes, on fait des hommes, et l'objet de l'éducation est apparemment de faire des hommes avant de faire des magistrats, des ingénieurs, des soldats, des industriels. M. Jules Simon

ne veut pas toucher à cet enseignement classique, il s'en défend avec vivacité, bien au contraire il voudrait le relever, et il condamne cet étrange système qui s'est appelé un jour du nom barbare de bifurcation. Il s'agit de savoir si les mesures qu'il propose n'iront pas malgré lui au même but, si elles n'exposeront pas les études au même danger.

Sans doute M. le ministre de l'instruction publique prétend se borner à simplifier, à supprimer des exercices inutiles ou fastidieux, à dégager l'enseignement des broussailles qui l'encombrent, et il ne voit pas que ces exercices qu'il croit inutiles sont une gymnastique pour l'esprit de l'enfant. C'est dur, c'est rebutant quelquefois, mais cela fait entrer dans de jeunes intelligences des notions et des idées qui n'en sortent plus. On croit avoir perdu le temps, il n'en est rien; l'esprit s'est formé peu à peu, l'enfant est devenu un jeune homme dont l'intelligence est désormais préparée à un travail supérieur. Qu'il y ait des routines surannées, des méthodes vieilles, c'est possible; on peut les réformer avec prudence sans toucher au fond de cet enseignement classique qu'il faudrait bien plutôt fortifier et remettre en honneur par tous les moyens. Si les mesures que propose M. Jules Simon, et qui n'ont point eu d'ailleurs jusqu'ici la sanction du conseil supérieur de l'instruction publique, si ces mesures, contre l'intention du ministre, devaient avoir pour résultat indirect d'affaiblir encore l'enseignement classique, cet affaissement ne profiterait ni à l'étude des langues vivantes, ni à l'étude de la langue française elle-même; il conduirait à un demi-savoir qui ne serait qu'un déguisement de l'ignorance, et voilà pourquoi il faut y regarder à deux fois avant d'aller plus loin. On veut à juste titre relever la France, ce ne serait pas le moment de compromettre pour l'avenir cet ascendant intellectuel qu'elle a exercé avec tant d'éclat et qu'elle peut, qu'elle doit retrouver encore.

CH. DE MAZADE.

---

## ESSAIS ET NOTICES.

---

### LES ÉCOLES DE COMMERCE AUX ÉTATS-UNIS.

Dans une étude sur *les Écoles de commerce en France et à l'étranger* publiée dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> avril dernier, l'auteur s'étend sur les institutions de ce genre qui existent aux États-Unis. Appartenant depuis plusieurs années à la principale école commerciale des États-Unis, qui est le *Packard's Business College*, je crois qu'il ne sera pas sans intérêt de donner quelques détails sur l'état de ces écoles en Amérique.

L'idée dominante des Américains est d'aller droit au but; leur *go ahead* n'aime pas à se préoccuper des théories, ils veulent voir le résultat; aussi sont-ils loin d'accorder à leur instruction le même temps que les Européens, et ces études abrégées doivent suppléer par de bonnes données pratiques aux études approfondies.

Ce problème n'est pas facile à résoudre, mais, en Amérique comme en Europe, l'instruction tend tous les jours à occuper un rang plus important; aussi depuis une dizaine d'années le programme des études s'est-il considérablement augmenté, et il faut d'une à deux années pour acquérir les rudimens d'une instruction commerciale.

Les Américains ont pour maxime qu'il faut enseigner aux enfans ce qu'ils pratiquent dans la vie. Dans les écoles publiques, qui sont fréquentées par la majorité des enfans, le passage d'une classe à la classe supérieure n'est autorisé que lorsque l'élève a passé des examens satisfaisans en arithmétique. Ainsi l'arithmétique est prise pour critérium; ce n'est pas qu'elle indique mieux que toute autre étude le degré d'intelligence des élèves, mais une bonne connaissance de l'arithmétique est plus appréciée des Américains. Les écoles de commerce ont dû tenir compte de cette opinion pour l'organisation de leurs cours.

Depuis une trentaine d'années que les écoles de commerce, *business colleges*, ont été introduites aux États-Unis, elles se sont beaucoup multipliées, et elles constituent aujourd'hui une branche très importante des établissemens spéciaux d'enseignement. L'instruction classique n'est pas tenue malheureusement en très haute estime, par la raison que les personnes qui ont fait les plus grandes fortunes ne doivent pas leur succès à la supériorité littéraire. Les jeunes gens élevés dans un tel milieu ne tiennent pas aux diplômes; ils vont droit à l'apprentissage commercial, qui doit les conduire à la fortune, et ils fréquentent les écoles où ils peuvent se procurer en peu de temps les notions nécessaires pour leur faciliter l'exercice des professions lucratives.

Pour perfectionner cet enseignement, MM. Bryant et Stratton sont entrés en relation avec les institutions semblables qui existent dans les différentes villes de l'Union, et ils ont fondé des succursales, formant ainsi *The International business College Association*. Cette société ne comprend pas moins de quarante collèges dans les États-Unis et au Canada, de Portland à San-Francisco, et de Montréal à la Nouvelle-Orléans. Elle est *coopérative* quant à l'instruction, mais chaque collège ne dépend pour son existence que de lui-même. Plusieurs établissemens reçoivent des subventions des états; dans ce cas, il y a des *trustees* ou fidéicommissaires nommés par l'état qui accorde la subvention; mais on peut dire que l'intervention de ces commissaires est le plus souvent une gêne pour les directeurs intelligens et un obstacle aux améliorations dans le système d'enseignement.

Les études comprennent : la tenue des livres, le droit commercial, l'arithmétique, la correspondance, l'économie politique et l'administration civile. Dans la plupart de ces institutions, les langues française, allemande et espagnole sont enseignées ; il est regrettable de dire combien l'introduction de cette branche d'enseignement rencontre de difficultés. Cependant on ne se rebute pas, et l'on espère pouvoir entrer en relation avec les écoles de commerce en Europe. La correspondance joue un grand rôle dans les écoles américaines ; le collège Packard de New-York reçoit en moyenne, par jour, une centaine de lettres des collèges provinciaux. Ces lettres contiennent des expéditions de marchandises qui doivent être vendues soit au compte de l'expéditeur, soit au compte du consignataire, des ordres d'achat à exécuter, des comptes d'opérations commerciales accompagnés de lettres de change, billets à échéance, en un mot tous les détails qui entrent dans la correspondance commerciale des grandes maisons. Cet exercice permet de juger des progrès et des aptitudes des élèves, et il établit une saine émulation entre les jeunes gens des différentes écoles, tout en étendant le cercle de leurs idées.

On ne peut donner une meilleure idée du caractère et de la portée des études qu'en résumant les opérations quotidiennes de l'école de New-York. Il y a cinq jours de classe par semaine, et les cours durent de neuf heures du matin à deux heures de l'après-midi. La moyenne des élèves est de 300. Les réglemens sont sévères sous le rapport de l'exactitude. Tous les élèves sans distinction doivent prendre une leçon d'écriture d'au moins une heure ; une très grande importance est attachée à l'écriture par les maisons de commerce américaines, et l'école de New-York produit, sous ce rapport, d'excellens élèves ; c'est une des causes de son succès.

L'école est divisée en deux classes, l'une pour la théorie, l'autre pour la pratique. Dans la première, toutes les opérations commerciales sont analysées et démontrées ; on y enseigne le droit commercial et les langues vivantes. La seconde classe, où l'élève ne peut entrer qu'après six mois d'études, n'est autre chose qu'un monde d'affaires en miniature : elle est exclusivement consacrée à la pratique. L'élève commence comme un petit négociant, avec un capital fictif, dont il doit diriger tous les mouvemens. Il y a une banque ; on sait quels immenses avantages les États-Unis ont tirés de ces institutions. Or, dans cette banque, l'élève négocie ses emprunts, dépose ses recettes et entretient un compte-courant. Au terme de ces opérations simulées, il fait son inventaire, et il arrête ses écritures pour passer à une autre branche de commerce. Il se familiarise ainsi successivement avec les divers négoce. Il entre ensuite dans une maison de commission où il traite avec les manufacturiers, reçoit des marchandises de pays étrangers, les passe en douane, ce qui n'est pas une petite affaire, surtout à New-York ; en un mot, il fait les



affaires en grand, remplissant tous les rôles depuis la fonction de commis inférieur jusqu'à celle de chef d'établissement. Pendant le cours de ces dernières études, l'élève acquiert des idées générales sur la loi de l'offre et de la demande, sur la protection douanière, sur l'achat et la consommation; il étudie les grandes voies de communication, les frets, les opérations de banque dans tous leurs détails, la tenue des livres, le maniement d'une caisse. Pour que son instruction soit complète, il faut qu'il soit en mesure de diriger chaque service et de remplir sans hésitation toutes les fonctions dans une maison de commerce ou de banque.

En un mot, cette école pratique est un monde d'affaires en miniature : chaque élève y déploie toute son énergie; il prend son rôle au sérieux, il calcule, il écrit, il parle comme un négociant expérimenté; il s'habitue à la dignité dans les relations, à la clarté du style, à la précision des combinaisons. Lorsque, sorti des bancs de l'école, il entre dans la vie réelle, rien n'est plus nouveau pour lui; il connaît les affaires et même les hommes, et il a acquis, tout jeune encore, une maturité de raisonnement qui lui permet de se diriger à coup sûr dans ce vaste monde commercial où il est appelé à vivre.

Ainsi s'explique le succès des écoles commerciales des États-Unis. Ces établissements, qui répondent aux intérêts de la nation américaine, se multiplient et se perfectionnent sans cesse. Ils étendent et améliorent leurs programmes. Chaque année voit augmenter le nombre de leurs élèves. Il est donc permis de les signaler comme des modèles à l'estime et à l'imitation des pays européens.

G.-H. GAULIER.

---

*Essais d'histoire religieuse et mélanges littéraires*, par D.-F. Strauss, traduits par M. Charles Ritter, avec une introduction par M. Ernest Renan; 1872, Michel Lévy.

Le nom de M. Strauss, connu surtout par la *Vie de Jésus*, personnifie aux yeux du plus grand nombre une méthode hardie, originale selon les uns, téméraire selon les autres, qui soumet les récits évangéliques aux règles de la critique historique (1). Les vues habituelles de l'auteur de la *Vie de Jésus* et les questions d'ordre religieux qui se rattachent à ce sujet reviennent fréquemment dans le volume que nous avons sous les yeux; mais elles ne dominent point exclusivement. Le traducteur a pensé, non sans raison, que les fragmens sur lesquels son choix s'est fixé feraient connaître M. Strauss sous un aspect nouveau pour la plupart des lecteurs. On pourra dans ces morceaux apprécier en lui un publiciste original, un critique délicat en matière littéraire et un excellent

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> février, la remarquable étude que M. Victor Cherbuliez a consacrée à M. Strauss.

biographe, habile à intéresser par la familiarité des détails et à en relever la valeur par des vues supérieures. La verve du publiciste se déploie dans la spirituelle étude sur Julien, où l'auteur, faisant le portrait du restaurateur du paganisme discrédité, dessine avec malice, tout au travers de son érudition, la figure d'un souverain de nos temps trop épris de romantisme. Ce fut, selon M. Strauss, le tort de Frédéric-Guillaume IV. Le romantisme, doctrine religieuse et littéraire à la fois, se distinguait par un excessif enthousiasme pour les choses du moyen âge; il reportait les imaginations vers un passé que d'illustres écrivains et poètes, en Allemagne comme en France, se plaisaient à parer de vives couleurs. M. Strauss possède trop le sens historique pour se fâcher contre le moyen âge; cependant il n'aime pas non plus les résurrections factices, il n'approuve point, on le voit dans le dialogue consacré à ce sujet, qu'on reconstruise les cathédrales restées inachevées. A un faux enthousiasme correspond un art de convention. Mieux vaut respecter l'œuvre du temps et laisser les choses telles qu'il les a faites. Les monumens gothiques ne perdront rien de leur imposant caractère à porter sur leur front la marque de leur destinée. On a été assez habitué en France à rattacher au mot de romantisme l'idée d'innovation. M. Strauss, en plusieurs points, est moins novateur qu'on n'est tenté de l'imaginer; c'est en tout cas un esprit très peu prévenu en faveur du romantisme. Ses goûts le portent vers l'époque classique; il l'avoue nettement. Souabe comme Schiller, il se souvient avec admiration du poète son compatriote avec lequel il se sent en étroite conformité de pensée. Ami de la littérature qui éclaire et qui fortifie la raison, il a aussi une prédilection marquée pour Lessing; il consacre au drame de *Nathan le Sage* une étude de critique solide et judicieuse. A propos d'un polémiste du xvm<sup>e</sup> siècle, il vante l'esprit de justice qui inspira les écrivains de cette époque, et il salue en eux les héritiers de l'œuvre de la réforme. Dans la remarquable préface sur Ulrich de Hutten, l'auteur, remontant aux jours de la réforme, fait le compte des progrès acquis et des pertes éprouvées; il insiste sur la liaison étroite par laquelle la pensée large et émancipatrice des écrivains du xvm<sup>e</sup> siècle se relie à l'esprit même du protestantisme, tout en franchissant sur plusieurs points les limites tracées par les réformateurs et maintenues jusqu'alors par les croyances établies. On le voit donc, nous avons affaire à un écrivain qui se rend compte de ses origines; c'est au mouvement du xvm<sup>e</sup> siècle qu'il aime à rapporter la direction de son propre esprit.

Dans tous les fragmens que nous venons d'indiquer, il y a largement à recueillir pour tous ceux qui s'occupent de critique et d'histoire. D'autres fragmens, plus spécialement littéraires, nous paraissent devoir être goûtés par un public moins restreint. Les détails personnels, les souvenirs d'enfance et d'études, la peinture des affections que les évé-

nemens de la vie font éclore et qu'ils brisent parfois, c'est là une source d'intérêt qui ne s'épuise pas. Beaucoup d'écrivains ont abusé de ce genre de peintures; si elles ne contribuent pas à nous faire mieux connaître l'âme humaine, les influences auxquelles elle cède, les sollicitations auxquelles elle résiste, l'esprit de l'époque s'insinuant dans les relations de la vie privée, on est en droit de n'y voir qu'un puéril commérage. Les fragmens choisis par M. Ritter ne méritent point ce reproche, ils ont leur signification, et nous font mieux connaître l'auteur et le milieu dans lequel sa pensée s'est développée.

Un souvenir d'affection, une pensée tendre et pieuse ont dicté le fragment intitulé *ma Mère*. Cette biographie a été composée en vue d'un jour solennel, pour la confirmation de la fille de l'auteur, et celui-ci s'est proposé avant tout de maintenir au sein de la famille une tradition de respect et de reconnaissance. Il a désiré que sa plume s'employât à graver dans l'esprit de ses enfans les traits de leur grand-mère. En un tel sujet, on le conçoit, il est des convenances supérieures à l'art du styliste. De nos temps, on a tracé des portraits de famille où ne manquent ni l'art, ni l'attrait: ici la grâce dans les contours, la poésie dans les reflets n'ont guère préoccupé l'auteur. Il ne s'agit point d'ailleurs d'une noble dame, comme les mères de Chateaubriand et de Lamartine. Leurs fils ont pu les peindre dans une attitude pleine de distinction ou parées d'une grâce touchante. M. Strauss s'est dispensé d'un tel soin. Il n'avait à décrire ni château féodal, ni élégante villa. C'est, dans un passé déjà bien reculé pour les enfans conviés à ces souvenirs, le presbytère d'une petite ville, à peine entrevu par la fille du pasteur, bientôt orpheline; puis la boutique d'un honnête marchand qui accueille sa petite-fille et s'inquiète de son éducation, la modeste maison où s'écoulent les années d'adolescence, partagées entre les soins domestiques et les leçons de l'école du bourg, où l'on n'apprenait ni l'histoire, ni les sciences naturelles, ni la littérature. C'est enfin le comptoir où Christiane Strauss, après un mariage de convenance autant que d'inclination, vient exercer sa vigilance, goûter les joies et éprouver les chagrins qui attendent la mère de famille. Christiane, animée de cette piété pratique qui inspire la force morale et soutient contre les revers, s'empare avec fermeté de la direction des affaires; par son labeur, par sa prévoyance active, elle prévient une ruine imminente et rétablit le crédit de la maison. Au milieu de ces vicissitudes, que rendent attachantes le naturel du récit et la sincérité du sentiment de piété filiale, on rencontre une heureuse et vive description d'abeilles, d'essaims attentivement considérés par le chef de famille initiant ses fils aux travaux et aux migrations de la colonie ouvrière et développant ainsi leurs facultés d'observation.

Aux souvenirs de la maison paternelle succèdent ceux de la classe. M. Ritter les a empruntés à la biographie de Mærklin, condisciple de

M. Strauss, par lui estimé et vivement regretté. Le fragment est intitulé *Années de jeunesse*, et dans cette jeunesse, est-il nécessaire de le dire? il n'y a point de place pour les illusions légères ou les aimables erreurs. Le séminaire, l'université, les cours, les professeurs, l'influence qu'ils ont exercée sur la pensée, les transformations que celle-ci a subies, voilà les principaux traits du tableau. Cette adolescence sévère ne connaît pas les émotions de l'imprévu. Il s'y rencontre des momens de crise, des incidens inattendus, — mais c'est l'apparition d'un nouveau livre de philosophie; les correspondances secrètes ont pour sujet ce qu'il faut penser de la personnalité de Dieu. Les détails dans lesquels l'auteur entre sur le séminaire de Blaubeuren et le régime de l'établissement, la distribution des leçons, ne seront peut-être pas du goût de chacun; nous regretterions qu'il eût renoncé à nous initier aux rigueurs de ce cloître protestant, aux sévérités de ce noviciat pendant lequel l'emploi de chaque journée est réglé, le nombre des heures de travail fixé, les heures du lever et du repos marquées par la cloche, les jours se suivant dans leur monotonie, sans nulle trêve, puisque le dimanche ne fait pas même exception.

Il est possible que cette claustration ait eu des inconvéniens. Il apparaît néanmoins par le récit de l'auteur, par les détails qu'il donne sur ses condisciples, que l'on sortait de là avec une instruction solide, une connaissance réelle des langues et de l'antiquité, un esprit préparé aux problèmes de la philosophie et de l'histoire. La biographie de Mærklin, dont le traducteur a détaché plusieurs fragmens, suit au-delà des études et dans les fonctions pastorales une de ces carrières commencées au séminaire. Rien de saillant dans la vie extérieure de ce pasteur d'une petite ville, ecclésiastique dévoué à ses fonctions, prédicateur écouté, et heureux de se sentir soutenu dans son office par son talent naturel d'orateur, de plus homme de science consacrant aux études supérieures les heures que lui laisse le soin de sa paroisse. Un seul incident trouble la régularité de cette vie, — le pasteur résigne ses fonctions et s'engage dans une autre carrière. Cette résolution fut la suite d'une crise morale et intellectuelle. L'intérêt principal du récit repose encore sur le travail intérieur accompli dans un esprit qui se développe et mûrit dans la solitude, sans précipitation et sans passion. Involontairement on s'intéresse à ce pasteur faisant tous ses efforts pour concilier sa prédication avec ses vues philosophiques et, à un certain moment, persuadé qu'il est arrivé au but. S'attachant aux doctrines d'un philosophe berlinois qui a exercé, il y a quelques années, une autorité considérable sur les esprits, il crut avoir découvert une solution aux incertitudes qui troublaient sa tranquillité. La difficulté, en effet, se trouvait singulièrement atténuée par la distinction établie entre la vérité essentielle et universelle contenue dans les documens bibliques, et le récit des faits et des

actes des personnages qui avaient exprimé la vérité religieuse. En son essence, la vérité chrétienne est féconde et légitime; c'est ce qu'il importait d'enseigner et de proclamer. Quant au second élément, c'est la forme selon laquelle la pensée religieuse a été conçue, et la forme est accessoire; elle se lie à des circonstances de temps, de lieu, de nationalité, qui sait? même à des préjugés; elle emploie des figures créées par l'essor d'une imagination naïve, s'ignorant elle-même et dupe de ses propres créations. Il serait possible par exemple, pensait Mærklin, de représenter avec force l'empire du mal et ses ravages, d'entretenir ses auditeurs de l'esprit d'erreur et de vertige, de la perversité menaçante pour chacun et trouvant des alliés dans notre pauvre cœur, sans que pour cela on affirmât l'existence du diable ou la réalité de mauvais esprits prenant possession des corps et des âmes.

Nous devons maintenant le reconnaître, les pensées de cet ordre se rencontrent souvent dans ce livre, et c'est bien de là qu'il emprunte son caractère original. Les vues familières à l'auteur de la *Vie de Jésus* s'y retrouvent en maint endroit; elles sont succinctement résumées dans le fragment sur Reimarus et surtout dans les extraits de la préface d'*Ulrich de Hutten*. Quelle que soit l'appréciation qu'on en fasse, avant tout on devra comprendre comment ces vues diffèrent de la polémique antichrétienne du xvm<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas une distinction de nuance. M. Strauss insiste sur ce point : rien n'est plus étroit et plus faux que de prétendre que la religion n'est qu'une invention des prêtres et un tissu de fictions chimériques. Il s'éloigne souvent, et sur des matières graves, de la doctrine orthodoxe, mais il y est toujours conduit par des considérations où l'intérêt religieux a la part principale. Je ne sais si l'on est bien préparé en France à comprendre cette classe d'esprits qui ne nient pas, mais qui interprètent, qui ne prennent point la cognée pour renverser l'arbre, mais qui, remarquant les branches sèches et flétries, se demandent s'il n'est pas possible de ranimer la sève alanguie que recèle encore l'intérieur du tronc.

Quoi qu'il en soit, cet ouvrage représente avec une parfaite netteté une certaine manière d'envisager les questions qu'agite de nos jours la conscience religieuse. — Il paraît de plus en plus évident qu'une solution de continuité s'est établie entre la pensée propre à notre temps et les formes dont jusqu'ici les doctrines chrétiennes ont été revêtues. Il n'est pas moins évident que la question n'est point résolue, et que nul ne saurait dire comment elle le sera. En tout cas, la génération qui s'élève, des signes manifestes l'annoncent, se fera des choses religieuses une conception différente, et il faut s'y préparer. L'empire des traditions n'est plus possible qu'à la condition qu'elles soient fécondées et transformées par une salutaire interprétation. Chacun pourra profiter des vues de M. Strauss sur ce point. Les partisans de la conservation



stricte y apprendront par l'exemple de Mærklin que, s'il y a illusion ou erreur de la part des novateurs, il y aurait injustice à leur refuser les lumières, l'esprit d'investigation et de méthode, la droiture de cœur; ils cesseront d'attribuer à des motifs bas et vils des divergences fondées sur une réflexion mûrie et amenées par la très honorable intention de concilier la vérité religieuse avec l'histoire, avec la science des corps et avec celle des esprits, enfin avec les principes logiques qui gouvernent la raison. Ceux du parti opposé apprendront à quel prix on acquiert le droit de formuler une affirmation quelconque en ces sujets. La parfaite connaissance des textes originaux y est à peine suffisante; la connaissance des langues, celle de l'histoire des sociétés et des religions antiques, la familiarité avec les spéculations philosophiques, sont indispensables. Ce n'est point assez; il faut y joindre le tact, qui est le signe d'une culture large, et la délicatesse, qui sait ménager les scrupules. Il faut encore demander aux partisans de la libre pensée qu'ils élaguent tout ce qui dans ces questions serait affirmé en vue de choses étrangères, dans l'intérêt de certaines doctrines politiques, sociales ou économiques, et qu'ils n'hésitent pas à signaler, en de tels procédés, une pure et simple falsification. Mærklin, nous dit le biographe, ne souffrait pas moins de l'intolérance des orthodoxes que des légèretés et des inconvenances de leurs contradicteurs. Il déplorait amèrement les imprudences par lesquelles on compromettrait la libre pensée; il gémissait de la voir accablée par les lourds pavés que lui jetaient ses amis. « Notre manière de penser, disait-il, doit avoir la force, après s'être fixée dans le domaine intellectuel, de se montrer vivante aussi dans celui du sentiment et de la volonté. Nous n'aurons gagné notre cause que lorsqu'on verra chez ceux qui partagent nos convictions une haute et solide moralité; aussi longtemps que notre philosophie ne sera pas devenue chez ses adhérens une puissance efficace, elle n'aura aucun droit à faire sentir son action dans le cours des événemens et dans la marche historique de l'humanité : le gouvernement du monde appartiendra encore aux vieilles doctrines. »

Il se dégage de ce livre une pensée de tolérance largement comprise; le traducteur a droit à des remerciemens pour le goût dont il a fait preuve dans le choix des fragmens, comme pour sa traduction claire et facile.

A. BÉRANGER.

---

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

ou  
es  
ils  
es  
de  
et  
nt  
le  
ite  
is-  
ti-  
n-  
ne  
Il  
ent  
n-  
co-  
ne  
ail  
in-  
ru-  
de  
tra  
ns  
en-  
on  
ra-  
ez  
ira  
to-  
ore  
se  
ive  
.